



**Rapport annuel**  
du secrétaire général

2023



**Rapport annuel**  
du secrétaire général

2023

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> .....	5
<b>L'OTAN en bref</b> .....	8
<b>À tous les militaires au service de l'Alliance</b> .....	10
<b>L'OTAN en 2023</b> .....	13
Sommet de Vilnius – Un lien indéfectible .....	15
Une Alliance plus forte, pour plus de sécurité : la dissuasion et la défense .....	15
Renforcer le soutien à l'Ukraine .....	16
Se préparer à un monde marqué par la compétition stratégique.....	20
Relever les défis interrégionaux dans l'Indo-Pacifique et dans le voisinage méridional de l'OTAN.....	20
<b>Dissuasion et défense</b> .....	23
Une nouvelle ère de défense collective.....	24
Dissuasion et défense dans les airs .....	29
Dissuasion et défense dans l'espace .....	31
Le cyberspace : théâtre d'une contestation permanente .....	34
Terrorisme : une menace persistante.....	36
Zone grise : répondre aux menaces hybrides.....	39
Transparence et réduction des risques : maîtrise des armements conventionnels en Europe.....	40
Assurer la défense face aux armes de destruction massive et aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.....	41
Lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites et contre les mines .....	43
Garantir une dissuasion nucléaire crédible, sûre, sécurisée et efficace.....	44
<b>Investir dans la défense</b> .....	47
<b>Approche globale de l'OTAN en matière de résilience</b> .....	53
Dissuasion et résilience : les deux faces d'une même médaille .....	54
Accroître la résilience de la société et protéger les citoyens contre les activités d'information hostiles .....	57
Sous la surface : renforcer la sécurité des infrastructures sous-marines critiques.....	58
Renforcer la sécurité énergétique et s'adapter à la transition énergétique.....	59
Faire face aux incidences du changement climatique sur la sécurité.....	60
<b>Communiquer avec les citoyens des pays de l'OTAN, mieux les sensibiliser</b> .....	63
Temps forts de la communication en 2023 .....	64
Communication liée au sommet de Vilnius .....	64
Interactions avec les jeunes .....	65
Sensibiliser l'opinion publique dans toute l'Alliance et au-delà.....	67
À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2023 .....	69
<b>Adapter l'Alliance</b> .....	73
Investir dans des capacités de pointe et interopérables .....	74
Moyens d'aviation et capacités aériennes.....	76
Capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.....	77
Capacités terrestres .....	79
Capacités maritimes .....	80
Renforcer le renseignement et la sécurité.....	82

Collaboration avec l'industrie .....	82
Un monde en mutation : investir dans l'innovation et la donnée.....	83
Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA).....	86
Fonds OTAN pour l'innovation.....	87
Principales activités menées par l'Organisation OTAN pour la science et la technologie.....	88
Principaux exercices multinationaux OTAN et alliés en 2023 .....	90
<b>Prévention et gestion des crises .....</b>	<b>97</b>
Opérations, missions et activités de l'OTAN .....	98
L'opération de l'OTAN au Kosovo .....	98
Mission OTAN en Iraq.....	100
Opérations et activités de l'OTAN en mer .....	101
Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe .....	103
Contribuer à la prévention des crises : investir dans la formation, le renforcement des capacités et la bonne gouvernance .....	105
Intensifier la formation et le renforcement des capacités.....	107
Initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense – En bref.....	107
Investir dans la formation .....	111
Développement de l'intégrité : renforcer la bonne gouvernance .....	112
<b>Partenariats .....</b>	<b>115</b>
Politique de la porte ouverte de l'OTAN .....	117
Processus d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède.....	117
Une approche globale – Partenariats bilatéraux et régionaux.....	118
Interactions et coopération avec les pays des Balkans occidentaux .....	119
Coopération avec la République de Moldova.....	120
Interactions de l'OTAN avec les pays du Caucase du Sud .....	121
Les partenaires de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.....	121
Partenaires de l'Indo-Pacifique .....	123
Coopération avec les autres organisations internationales – Tour d'horizon .....	124
Faire avancer la science au service de la paix et de la sécurité.....	126
<b>Sécurité humaine et « femmes, paix et sécurité » .....</b>	<b>129</b>
Sécurité humaine .....	131
Femmes, paix et sécurité.....	132
Équilibre des genres en chiffres .....	135
<b>Organisation .....</b>	<b>137</b>
Siège de l'OTAN .....	138
Conseil de l'Atlantique Nord .....	140
Secrétariat international .....	141
Autorités militaires de l'OTAN.....	143
Structure de commandement de l'OTAN.....	144
Financement de l'OTAN.....	145
Agences et organismes .....	147
Agence OTAN d'information et de communication .....	147
Agence OTAN de soutien et d'acquisition .....	148
Organisation OTAN pour la science et la technologie .....	149
Centres d'excellence OTAN.....	149
Vers plus de transparence : archives et gestion de l'information .....	149
<b>Annexes .....</b>	<b>151</b>



# AVANT-PROPOS



Le drapeau de la Finlande, 31<sup>e</sup> pays à avoir rejoint l'Alliance, flotte aux côtés de ceux des autres pays de l'OTAN, devant le siège de l'Organisation – Bruxelles (Belgique), avril 2023.



Le secrétaire général de l'OTAN et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, donnent une conférence de presse – Kyïv (Ukraine), avril 2023.

*La principale leçon à tirer de la guerre en Ukraine, c'est que l'alliance entre l'Amérique du Nord et l'Europe est primordiale. Dans un monde devenu plus dangereux, le lien transatlantique est plus indispensable que jamais. Sans l'OTAN, il n'y a pas de sécurité en Europe.*

Jens Stoltenberg, à l'ouverture de la Conférence de Munich sur la sécurité – Munich (Allemagne), 18 février 2023.

La guerre d'agression que la Russie a lancée contre l'Ukraine continue de faire rage, et une nouvelle guerre a commencé au Proche-Orient. Les pays de l'Alliance font face à une compétition de plus en plus vive de la part d'États autoritaires, dont la Chine, et demeurent confrontés à d'autres menaces pour leur sécurité, comme le terrorisme, les cyberattaques et le changement climatique. Et pourtant, dans ce monde devenu plus dangereux, l'OTAN est plus forte.

Au cours de l'année écoulée, l'Alliance s'est agrandie et a gagné en efficacité. Elle a accueilli en son sein la Finlande et, tout récemment, la Suède. Elle a également poursuivi le renforcement de son dispositif de défense. Au sommet de Vilnius, elle a adopté de nouveaux plans qui doivent lui permettre de défendre efficacement chaque centimètre carré de son territoire. Ces plans reposent sur plusieurs centaines de milliers

de soldats, mobilisables sur court préavis et appuyés par des moyens aériens et maritimes très performants, ainsi que sur huit groupements tactiques déployés sur le flanc oriental, de la Baltique à la Méditerranée, dont la taille peut être portée au niveau brigade.

En 2023, les dépenses de défense des Alliés européens et du Canada ont augmenté de 11 %, une hausse sans précédent. Depuis l'adoption du premier engagement en matière d'investissements de défense, en 2014, ces pays ont consenti un effort supplémentaire de plus de 600 milliards de dollars. En 2024, deux tiers des Alliés devraient atteindre ou dépasser le seuil des 2 % du produit intérieur brut (PIB) consacrés à la défense. Par ailleurs, au sommet de Vilnius, les pays de l'OTAN ont approuvé un plan d'action sur la production pour la défense, qui doit les aider à accélérer la production et à reconstituer leurs stocks d'armes et de munitions.

De premiers contrats ont été conclus avec l'industrie, pour une valeur totale de plusieurs milliards de dollars, avec, à la clé, plus de sécurité pour les Alliés, davantage de matériel pour l'Ukraine et la création d'emplois hautement qualifiés en Europe et en Amérique du Nord.

En plus de renforcer son dispositif de défense collective, l'Alliance a continué de soutenir l'Ukraine. Il est absolument crucial que celle-ci l'emporte et demeure un État indépendant et souverain. Une victoire du président Poutine enverrait un signal dangereux : d'autres dirigeants autoritaires pourraient en conclure que la violence et la guerre sont de bons moyens de parvenir à leurs fins. Aider l'Ukraine n'est pas un acte de charité. Il en va de notre sécurité.

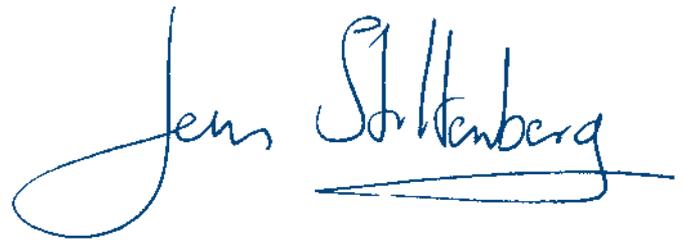
Grâce aux décisions prises au sommet de Vilnius, l'Ukraine est aujourd'hui plus proche de l'OTAN que jamais. Le Conseil OTAN-Ukraine, créé à cette occasion, offre aux pays de l'Alliance et à l'Ukraine un espace où ils peuvent se réunir, sur un pied d'égalité, pour prendre des décisions sur les enjeux de sécurité communs. Les Alliés aident l'Ukraine à passer des équipements et normes hérités de l'ère soviétique à leurs équivalents OTAN. Par ailleurs, ils ont décidé de la dispenser de l'étape du plan d'action pour l'adhésion, raccourcissant ainsi considérablement le chemin qu'il lui reste à parcourir. Tous s'accordent sur le fait que l'Ukraine deviendra membre de l'OTAN.

La Chine nous observe de près. Elle ne partage pas nos valeurs, porte atteinte à nos intérêts et s'aligne de plus en plus sur Moscou. Nous continuerons d'entretenir des contacts et d'avoir des échanges commerciaux avec elle, mais nous devons maîtriser les risques et nous préparer à une compétition de longue haleine.

L'OTAN a beau être une alliance régionale, les défis auxquels elle fait face sont d'envergure mondiale. C'est pourquoi les partenariats qu'elle a noués dans le monde sont essentiels pour la sécurité de ses pays membres. L'OTAN continue de travailler en étroite collaboration avec l'Union européenne sur toute une série de questions

en lien avec la sécurité, et elle s'emploie à approfondir la coopération avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique, à savoir l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée. Par ailleurs, un groupe d'experts a été chargé de mener une réflexion sur l'approche de l'Alliance à l'égard de son voisinage méridional.

En 2024, l'OTAN célébrera son 75<sup>e</sup> anniversaire. Incarnation du lien entre l'Europe et l'Amérique du Nord, elle a assuré pendant toutes ces années la sécurité de ses pays membres et de leur population. Au sommet de Washington, en juillet, nous porterons un message fort : nous sommes unis, solidaires, et déterminés à empêcher la guerre et à préserver la paix.



Jens Stoltenberg  
Secrétaire général de l'OTAN

# L'OTAN EN BREF



Réunion de la Commission OTAN-Ukraine sous la présidence du secrétaire général délégué de l'OTAN, Mircea Geană, en présence de la vice-première ministre ukrainienne chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique, Olha Stefanichyna – Bruxelles (Belgique), juin 2023.

## La raison d'être de l'OTAN

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été créée en 1949, dans le contexte de l'après-guerre. Sa mission est de préserver la liberté et la sécurité de tous ses membres, par des moyens militaires et non militaires. Le principe de la défense collective est au cœur du Traité de l'Atlantique Nord, le texte fondateur de l'OTAN. Les Alliés sont liés entre eux par ce principe, inscrit à l'article 5 du Traité, qui dispose qu'une attaque armée contre l'un des pays de l'Alliance sera considérée comme une attaque dirigée contre tous. L'OTAN s'attache à préserver en Europe une paix durable fondée sur des valeurs communes : la démocratie, les libertés individuelles, les droits de la personne et le règne du droit.

## Les pays membres

Les pays de l'Alliance totalisent un milliard d'habitants et représentent environ la moitié de l'économie et de la puissance militaire mondiales. Ils sont plus forts et plus en sécurité ensemble que seuls.

Les douze membres fondateurs, qui ont signé le Traité de l'Atlantique Nord en 1949, sont la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

Le Traité de l'Atlantique Nord permet aux pays européens qui le souhaitent d'entrer dans l'Alliance si tous les pays qui en sont déjà membres donnent leur accord. Tout pays candidat à l'adhésion doit partager les valeurs fondamentales de l'OTAN et avoir la capacité ainsi que la volonté de contribuer à la sécurité de la zone euro-atlantique.

Au fil du temps, vingt autres pays ont ainsi intégré l'OTAN : la Grèce et la Türkiye (1952), l'Allemagne (1955), l'Espagne (1982), la Tchèque, la Hongrie et la Pologne (1999), la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017), la Macédoine du Nord (2020), la Finlande (2023) et la Suède (2024).

En 2022, la Finlande et la Suède ont remis leurs lettres officielles de demande d'adhésion à l'OTAN. Au mois de juillet 2022, une fois les pourparlers d'adhésion menés à bien, les Alliés ont signé les protocoles d'accession de ces deux pays, qui ont alors été autorisés à assister aux réunions de l'OTAN en qualité de « pays invités ». Après que les Alliés ont ratifié son protocole d'accession conformément à leurs procédures nationales, la Finlande est devenue, en avril 2023, le 31<sup>e</sup> pays membre de l'Organisation. Pour ce qui concerne la Suède, le processus d'adhésion était arrivé à son terme au moment d'imprimer le présent rapport.

## Le concept stratégique de 2022

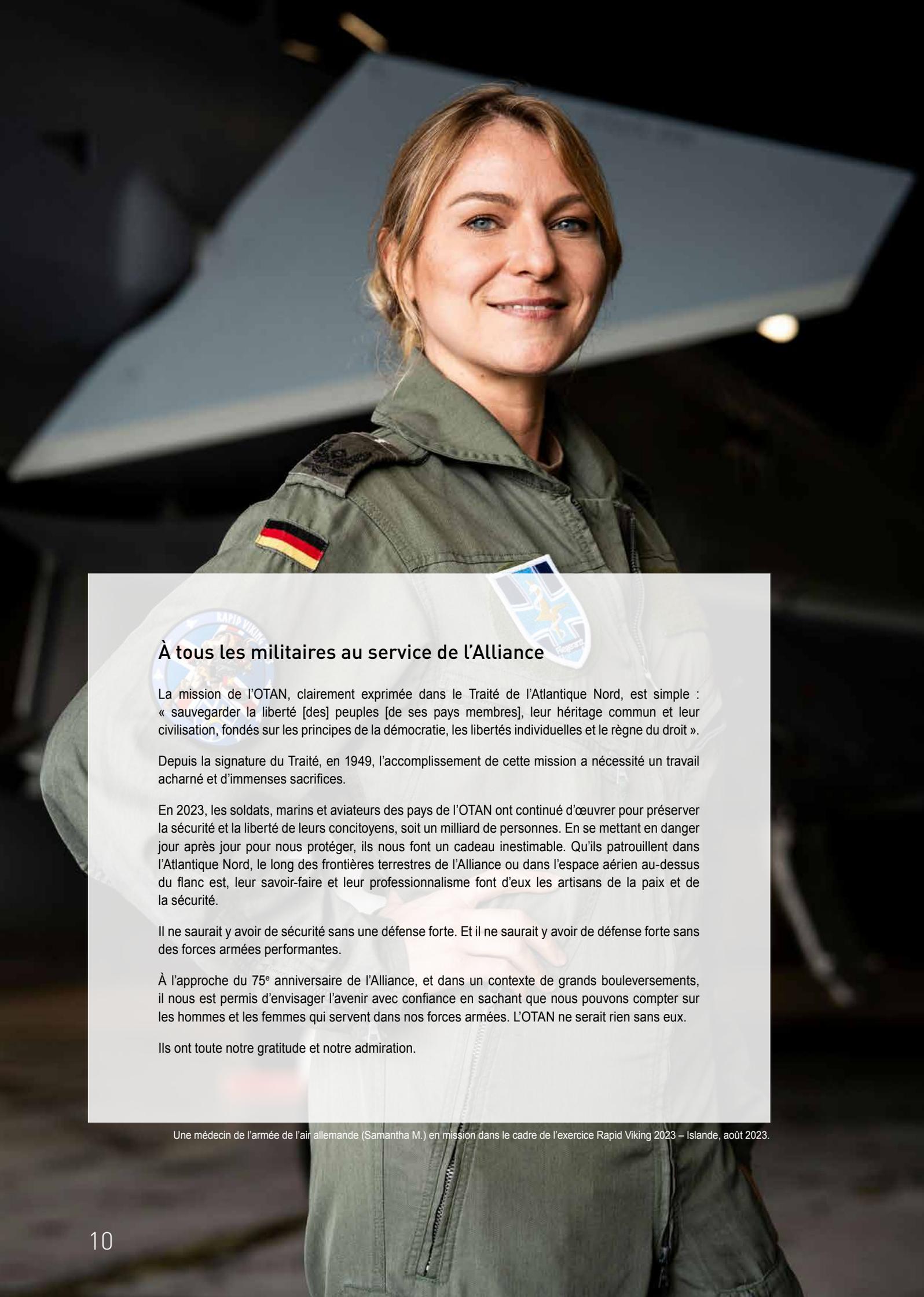
Après le Traité de l'Atlantique Nord, le concept stratégique est le document d'orientation le plus important pour l'OTAN. Il rappelle les valeurs et la raison d'être de l'Organisation et propose une analyse générale du contexte de sécurité. En outre, il balise le processus d'adaptation stratégique de l'OTAN et fixe le cap à suivre sur les plans politique et militaire. La toute dernière édition de ce document, qui a été adoptée par les dirigeants des pays de l'Alliance au sommet de Madrid, en 2022, doit guider l'action de l'OTAN au cours de la prochaine décennie et au-delà.

Dans ce document, les Alliés soulignent que la zone euro-atlantique n'est pas en paix et que la compétition stratégique, l'instabilité et les chocs répétés caractérisent leur environnement de sécurité. Ils désignent la Russie et le terrorisme comme les deux principales menaces pour leur sécurité. En outre, ils indiquent que la République populaire de Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à leurs intérêts, à leur sécurité et à leurs valeurs, et ils énumèrent les défis de sécurité auxquels il leur faut répondre, parmi lesquels le changement climatique, problématique centrale qui a de lourdes conséquences pour leur sécurité.

Le document énonce également les trois tâches fondamentales de l'OTAN : dissuasion et défense, prévention et gestion des crises, et sécurité coopérative. C'est en se consacrant à ces tâches, qui se complètent les unes les autres, que l'OTAN remplit sa mission première, à savoir assurer la défense et la sécurité collectives de tous les Alliés.

Le concept stratégique rappelle que le lien qui unit les Alliés européens et les Alliés nord-américains est crucial pour leur sécurité. L'OTAN est l'unique forum transatlantique, essentiel et indispensable, pour les consultations, la coordination et l'action sur toutes les questions touchant à la sécurité individuelle et collective des Alliés.





## À tous les militaires au service de l'Alliance

La mission de l'OTAN, clairement exprimée dans le Traité de l'Atlantique Nord, est simple : « sauvegarder la liberté [des] peuples [de ses pays membres], leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ».

Depuis la signature du Traité, en 1949, l'accomplissement de cette mission a nécessité un travail acharné et d'immenses sacrifices.

En 2023, les soldats, marins et aviateurs des pays de l'OTAN ont continué d'œuvrer pour préserver la sécurité et la liberté de leurs concitoyens, soit un milliard de personnes. En se mettant en danger jour après jour pour nous protéger, ils nous font un cadeau inestimable. Qu'ils patrouillent dans l'Atlantique Nord, le long des frontières terrestres de l'Alliance ou dans l'espace aérien au-dessus du flanc est, leur savoir-faire et leur professionnalisme font d'eux les artisans de la paix et de la sécurité.

Il ne saurait y avoir de sécurité sans une défense forte. Et il ne saurait y avoir de défense forte sans des forces armées performantes.

À l'approche du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance, et dans un contexte de grands bouleversements, il nous est permis d'envisager l'avenir avec confiance en sachant que nous pouvons compter sur les hommes et les femmes qui servent dans nos forces armées. L'OTAN ne serait rien sans eux.

Ils ont toute notre gratitude et notre admiration.

Une médecin de l'armée de l'air allemande (Samantha M.) en mission dans le cadre de l'exercice Rapid Viking 2023 – Islande, août 2023.



Un soldat finlandais sur le terrain dans le cadre de l'exercice Northern Forest – Nord de la Finlande, mai 2023.



# L'OTAN EN 2023

## S'ADAPTER DANS UNE PÉRIODE CRUCIALE



Photo officielle des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN – Sommet de Vilnius (Lituanie), juillet 2023.

*Nous ne laisserons pas des États autoritaires briser l'ordre international fondé sur des règles. Nous aiderons l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Nous ne laisserons pas les terroristes écraser nos sociétés libres et ouvertes. Nous sommes unis, résolus à protéger nos valeurs et nos concitoyens.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion d'une cérémonie organisée au mémorial érigé en hommage aux victimes des actes terroristes du 22 juillet 2011 – Oslo (Norvège), 31 mai 2023.

Si, en 2023, l'OTAN a dû faire face à de nombreux défis, elle n'en a pas moins enregistré un certain nombre de succès : elle a accueilli son 31<sup>e</sup> membre, la Finlande, et elle a pris d'importantes décisions pour renforcer son dispositif de défense collective et s'adapter au nouveau contexte de sécurité.

Tout au long de l'année, la Russie a poursuivi sa guerre brutale contre l'Ukraine, semant la violence et la mort au cœur de l'Europe, et elle a cherché à diviser l'OTAN. C'était sous-estimer à la fois la détermination du peuple ukrainien et l'unité des Alliés. L'Ukraine a défendu sa population sans fléchir et libéré plus de la moitié du territoire que les forces russes avaient conquis au début de la guerre.

Quant aux Alliés, ils ont fait preuve d'une solidarité inébranlable envers l'Ukraine. Comme la majorité des pays membres de l'ONU, ils sont restés pleinement mobilisés pour la souveraineté du pays, son indépendance et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. À Kyïv, en avril et en septembre, le secrétaire général a convenu de l'importance d'une paix juste et durable, et il a réaffirmé que l'OTAN se tenait aux côtés de l'Ukraine, pour le court et le long terme. Les Alliés ont continué de prêter main-forte à l'Ukraine pour qu'elle puisse exercer son droit à la légitime défense, et ils l'ont aidée à se rapprocher de l'OTAN au travers d'un resserrement des liens politiques et d'un renforcement du soutien pratique.

### **Une paix qui a volé en éclats – Réponse à l'agression russe**

Pendant plusieurs décennies, l'OTAN s'est efforcée de construire un partenariat avec la Russie. Toutefois, ces dix dernières années, ce pays n'a cessé de violer les règles et les principes qui avaient contribué à la stabilité et à la prévisibilité de l'ordre de sécurité européen. La guerre d'agression, brutale et illégale, que Moscou mène contre l'Ukraine depuis février 2022 a fait voler en éclats la paix, chèrement acquise, qui régnait en Europe.

Comme l'énonce le concept stratégique adopté par l'OTAN en 2022, la Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. Par la coercition, la subversion, l'agression et l'annexion, elle tente d'exercer un contrôle direct et d'établir des sphères d'influence. Elle emploie des moyens conventionnels, cyber ou hybrides contre l'OTAN et ses partenaires. Sa posture militaire coercitive, sa rhétorique et le fait qu'elle soit manifestement prête à mettre la force au service de ses objectifs politiques ébranlent l'ordre international fondé sur des règles. La Russie modernise ses forces nucléaires et étend ses nouveaux vecteurs à double capacité, aux effets perturbateurs, tout en brandissant la menace nucléaire. Elle s'attache à déstabiliser des pays situés à l'est ou au sud du territoire de l'Alliance. Dans le Grand Nord, sa capacité à entraver le renfort d'Alliés par le nord de l'Atlantique ainsi que la liberté de navigation dans cette zone constitue un défi stratégique pour l'Alliance. Le renforcement de son dispositif militaire, notamment dans les régions de la mer Baltique, de la mer Noire et de la Méditerranée, ainsi que son intégration militaire avec le Bélarus portent atteinte à la sécurité et aux intérêts des Alliés.

Compte tenu des politiques et des agissements hostiles de la Russie, l'OTAN ne peut pas considérer ce pays comme un partenaire. Pour que ses rapports avec ce pays évoluent, il faudra que celui-ci se départisse de son attitude agressive et qu'il se conforme pleinement au droit international. L'OTAN reste disposée à maintenir ouverts les canaux de communication avec Moscou pour gérer et réduire les risques, prévenir toute escalade et accroître la transparence. Elle ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie.

Au sommet de Vilnius, en juillet, les Alliés sont convenus de continuer de mener des consultations et d'évaluer les incidences des politiques et des agissements de la Russie sur leur sécurité, ainsi que de répondre de façon concertée et responsable aux menaces et aux actes d'hostilité de ce pays.

## Sommet de Vilnius – Un lien indéfectible

Les 11 et 12 juillet 2023, les dirigeants des pays de l'OTAN se sont réunis à Vilnius (Lituanie) pour prendre des décisions importantes sur l'avenir de l'Alliance, et notamment sur la manière de continuer d'adapter au mieux l'OTAN au nouvel environnement de sécurité. Ils se sont appuyés pour ce faire sur les décisions, historiques, prises l'année précédente au sommet de Madrid.

Les dirigeants ont ainsi pris d'importantes mesures pour renforcer le dispositif de dissuasion et de défense de l'Alliance, accroître la résilience des Alliés et protéger leurs infrastructures critiques, procéder aux adaptations nécessaires pour pouvoir relever les défis de sécurité émergents, et renforcer la coopération avec les partenaires de l'Indo-Pacifique.

## Une Alliance plus forte, pour plus de sécurité : la dissuasion et la défense

Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'Alliance ont décidé de procéder au plus grand renforcement du dispositif de défense collective depuis une génération, en rendant l'OTAN mieux à même de défendre chacun de ses membres dans tous les milieux (terre, mer, air, cyber et espace). Les profonds bouleversements qu'a subis l'environnement de sécurité de l'Alliance ces dernières années ont amené les Alliés à se recentrer sur la dissuasion et la défense et à revoir les plans de défense régionaux.

Pour pouvoir exécuter les nouveaux plans – les plus complets jamais établis depuis la Guerre froide –, les



*En 2023, l'OTAN a joué un rôle de premier plan pour la sécurité dans le monde et a démontré ainsi toute sa pertinence. Mes équipes ont contribué à accroître le soutien à l'Ukraine, à mettre en œuvre les nouveaux plans de défense, à préserver la sécurité dans les Balkans et à améliorer la réponse de l'OTAN au terrorisme.*

**Tom Goffus (États-Unis)**

Secrétaire général adjoint,  
Division Opérations,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Alliés s'emploient à transformer la Force de réaction de l'OTAN et à porter les effectifs des forces à haut niveau de préparation à plus de 300 000 soldats. En outre, l'OTAN améliore sa capacité à apporter du renfort à ses forces sur le théâtre, notamment en prépositionnant davantage d'équipements, en déployant à l'avant plus de capacités, dont des systèmes de défense aérienne, ainsi qu'en renforçant le dispositif de commandement et de contrôle.

L'OTAN est prête, déterminée et apte à défendre chaque centimètre carré du territoire des Alliés. Les dirigeants de ses pays membres ont décidé de renforcer la structure

Un soldat du 2<sup>e</sup> régiment de cavalerie de l'armée de terre des États-Unis nettoie son arme au cours de l'exercice Griffin Shock – Bemowo Piskie (Pologne), mai 2023.



de commandement de l'OTAN afin de disposer de la souplesse, de la résilience et des effectifs nécessaires à l'exécution des nouveaux plans de défense.

Les dirigeants ont également adopté un nouvel « engagement en matière d'investissements de défense », dans lequel les Alliés s'obligent dans la durée à consacrer chaque année au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense et affirment que, dans bien des cas, il faudra y consacrer plus de 2 % du PIB pour parvenir à remédier aux insuffisances actuelles et faire face à la montée de la contestation de l'ordre de sécurité.

Par ailleurs, les dirigeants ont adopté un plan d'action sur la production pour la défense, qui doit permettre d'accélérer le processus d'achat en commun, de doper la capacité industrielle et d'accroître l'interopérabilité entre leurs pays. Les Alliés s'attachent à augmenter encore leurs stocks de munitions et d'équipements et à les repositionner, en s'appuyant sur le processus OTAN de planification de défense, établi de longue date, ce qui permettra aussi de donner à l'industrie les garanties dont elle a besoin pour pouvoir accroître sa production.

### Renforcer le soutien à l'Ukraine

#### Donner une dimension nouvelle au dialogue politique avec Kyïv

Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'OTAN ont pris des décisions historiques en vue de renforcer le soutien politique et pratique que l'Alliance apporte à l'Ukraine. Ils ont réaffirmé que la sécurité de ce pays était pour eux d'une extrême importance car la stabilité de la zone euro-atlantique passe par une Ukraine forte et indépendante. La guerre d'agression que la Russie a lancée le 24 février 2022 en vue de s'emparer de la



*En 2023, j'ai participé à l'établissement du plan d'action sur la production pour la défense, qui a ensuite été entériné au sommet de Vilnius. Je suis fière d'avoir pris part à ce projet important, qui s'inscrit dans la durée.*

#### Béatrice Lurquin (Belgique)

Administratrice, Section Politique,  
planification et partenariats,  
Division Investissement de défense,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

totalité du territoire ukrainien constitue la plus grave menace pour la sécurité euro-atlantique de ces dernières décennies.

Soutenant pleinement l'Ukraine dans son droit de choisir ses propres arrangements de sécurité, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont déclaré que l'avenir de ce pays était dans l'OTAN. L'Ukraine a accru son niveau d'interopérabilité et d'interaction politique avec l'Alliance et a énormément progressé dans ses réformes. Les Alliés ont reconnu qu'elle avait déjà suffisamment avancé sur la voie de l'intégration euro-atlantique pleine et entière pour qu'un plan d'action pour l'adhésion ne soit plus une nécessité, et ils ont donc décidé de l'en dispenser, pour faciliter sa progression vers l'adhésion. En novembre, ils ont formulé des

Le président de la Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, le premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, et le président des États-Unis, Joe Biden, à la réunion inaugurale du Conseil OTAN-Ukraine, au sommet de Vilnius – Vilnius (Lituanie), juillet 2023.





Le commandant suprême allié Transformation, le général Philippe Lavigne, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, et le ministre ukrainien de la Défense, Roustem Oumierov, en marge d'une réunion du Conseil OTAN-Ukraine, au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), octobre 2023.

recommandations sur les réformes que l'Ukraine aurait à mener en priorité dans le cadre de son programme national annuel adapté. Ils sont déterminés à aider Kyïv à mettre en œuvre ces réformes et à avancer sur le chemin d'une future adhésion, et ils évalueront régulièrement les progrès accomplis à cet égard. L'OTAN sera en mesure d'adresser à l'Ukraine une invitation à rejoindre l'Alliance lorsque les Alliés l'auront décidé et que les conditions seront réunies.

À Vilnius, les Alliés ont annoncé la création du Conseil OTAN-Ukraine, où ils siègent avec l'Ukraine sur un pied d'égalité, l'idée étant de faire avancer leur dialogue politique et leur coopération et de permettre à l'Ukraine de progresser dans la réalisation de ses aspirations à l'adhésion. Le Conseil OTAN-Ukraine peut aussi se réunir pour des consultations en cas de crise, ce qu'il a fait pour la première fois en juillet, lorsque la Russie s'est retirée unilatéralement de l'Initiative céréalière de

la mer Noire et a procédé à des tirs de missiles pour faire barrage aux exportations agricoles ukrainiennes, dont dépendent des centaines de millions de personnes dans le monde. Il est devenu pleinement opérationnel au deuxième semestre de 2023, avec une première réunion en session des ministres de la Défense puis une autre en session des ministres des Affaires étrangères, ainsi qu'avec la création de toute une arborescence de comités pour faciliter le dialogue entre les Alliés et l'Ukraine et leur action conjointe en ce qui concerne, par exemple, la sécurité euro-atlantique, le renforcement des capacités de défense, l'interopérabilité, la résilience, l'innovation ou encore la communication stratégique.

### Accroître le soutien pratique à l'Ukraine

Les chefs d'État et de gouvernement ont chargé l'OTAN d'aider l'Ukraine en développant encore l'ensemble complet de mesures d'assistance et en en faisant un programme pluriannuel. Ce programme permettra aux Alliés de continuer à répondre aux besoins immédiats de Kyïv tout en mettant en place des projets à plus long terme conçus pour aider le pays à se relever après la guerre. L'OTAN a ainsi élaboré une stratégie au long cours, s'appuyant sur toute une gamme de projets destinés à renforcer le secteur ukrainien de la défense et de la sécurité et à le rendre plus résilient.

Ces projets à long terme se répartissent globalement selon trois axes : relèvement et reconstruction, transformation institutionnelle et transition vers l'interopérabilité avec l'OTAN.

Un soldat ukrainien s'entraîne au tir sous la supervision d'un instructeur de l'armée norvégienne – Royaume-Uni, avril 2023.



Les différents chantiers sont mis en place en fonction des besoins exprimés par l'Ukraine elle-même ; pour l'heure, les priorités identifiées sont les suivantes :

- 1) amélioration de l'interopérabilité ;
- 2) création d'un centre conjoint OTAN-Ukraine d'analyse, d'entraînement et de formation ;
- 3) reconstruction d'infrastructures militaires endommagées (dont trois sites d'entraînement) ;
- 4) déminage du territoire ukrainien et renforcement des capacités nationales de déminage ;
- 5) réforme des marchés publics de défense ;
- 6) réadaptation des soldats blessés et accompagnement des anciens combattants dans le retour à la vie civile.



*L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une crise de sécurité mondiale. C'est pour moi un honneur d'avoir pu contribuer, en travaillant avec mes collègues sur l'ensemble complet de mesures d'assistance, au soutien que l'OTAN apporte à l'Ukraine.*

**Svitlana Kobzar (Belgique)**

Administratrice chargée de l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine, Division Opérations, siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

### **Le soutien pratique de l'OTAN à l'Ukraine – En bref**

Afin d'aider l'Ukraine à exercer son droit de légitime défense, consacré par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, les Alliés lui ont apporté un soutien d'une ampleur inédite.

Grâce à l'aide financière substantielle que lui versent Alliés et pays partenaires, l'OTAN se charge de fournir au pays les moyens non létaux dont il a cruellement besoin. Elle s'emploie ainsi à mettre à la disposition de l'Ukraine une aide matérielle à court terme tout en lançant des projets à plus longue échéance visant à remettre sur pied le secteur ukrainien de la défense et de la sécurité, pour aider Kyïv à parvenir à l'interopérabilité avec l'OTAN.

L'OTAN fournit un soutien à l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression russe, s'efforçant de répondre aux besoins urgents dont Kyïv lui fait part. Concrètement, en 2023, elle a coordonné le financement et la livraison de matériel non létaux pour une valeur totale de 117 millions d'euros, au travers de son fonds d'affectation spéciale pour l'ensemble complet de mesures d'assistance. De nouveaux contrats, d'un montant équivalent, ont d'ores et déjà été signés, et le matériel correspondant sera livré à l'Ukraine prochainement.

L'assistance fournie par l'OTAN en 2023 a pris des formes multiples : carburant, troussees médicales, systèmes antidrones, équipements de protection CBRN (agents chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires), systèmes Starlink, abris, groupes électrogènes, ou encore systèmes de pontage. En réaffectant le solde des contributions qu'ils avaient versées au fonds d'affectation spéciale pour l'armée nationale afghane, les Alliés et les pays partenaires ont dégagé quelque 24 millions de dollars à utiliser pour l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine, et ils ont par ailleurs fourni des contributions en nature à hauteur de 10 millions d'euros, sous la forme d'équipements et notamment de vêtements et de fournitures médicales.

L'ensemble complet de mesures d'assistance a également continué de servir à coordonner les activités de soutien prévues par l'OTAN pour le moyen et le long termes. Les activités en question, dont le délai d'exécution varie entre deux et cinq ans, ont pour objet d'aider l'Ukraine à transformer son secteur de la défense et de la sécurité et à se défaire des systèmes hérités de l'ère soviétique pour adopter du matériel aux normes OTAN. Développés en concertation étroite avec l'Ukraine, les projets sont exécutés grâce au soutien financier et politique solide des Alliés et des pays partenaires.

## Centres de réadaptation médicale

Dans le cadre de l'ensemble complet de mesures d'assistance, l'OTAN et le ministère de la Défense du Royaume-Uni ont entrepris d'établir sur le territoire ukrainien un réseau de centres de réadaptation médicale. Un bâtiment qui servait de centre médical avant la guerre et qui avait été endommagé pendant les hostilités a ainsi été restauré et transformé en centre de réadaptation. En octobre, ce centre a accueilli ses premiers patients, tous blessés au combat. À la fin de l'année 2023, sa capacité de prise en charge était d'environ 300 patients. La prochaine étape de ce projet consistera à identifier quatre autres sites et à les doter d'installations modernisées, afin de créer un réseau national de centres de réadaptation, où sera formée une nouvelle génération de médecins et de chirurgiens, et de poser ainsi les bases d'un système de santé militaire robuste et fait pour durer.

## Coopération OTAN-Ukraine en matière d'innovation

L'OTAN et l'Ukraine ont bien fait progresser leur coopération en matière d'innovation. En mai, l'Organisation a accueilli la première réunion organisée dans le cadre du dialogue OTAN-Ukraine de haut niveau sur l'innovation, en présence de Mykhaïlo Fedorov, vice-premier ministre ukrainien en charge de l'innovation et du développement de l'éducation, des sciences et des technologies. Cette rencontre a marqué le début d'une nouvelle phase de coopération. En novembre, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Alliance ont décidé de faire de l'innovation et des technologies émergentes et technologies de rupture l'un des piliers de la coopération au sein du Conseil OTAN-Ukraine.



Mykhaïlo Fedorov, vice-premier ministre ukrainien en charge de l'innovation et du développement de l'éducation, des sciences et des technologies, et David van Weel, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les défis de sécurité émergents, à l'occasion du lancement du dialogue OTAN-Ukraine de haut niveau sur l'innovation – Bruxelles (Belgique), mai 2023.

## Se préparer à un monde marqué par la compétition stratégique

Au sommet de Vilnius, les Alliés ont pris des mesures pour que l'OTAN puisse continuer de se préparer à un monde où la compétition stratégique s'intensifie. Ils ont ainsi fixé des objectifs en matière de résilience, sur la base de l'engagement renforcé en faveur d'une meilleure résilience qu'ils avaient pris en 2021. Ces nouveaux objectifs visent à faire en sorte que l'OTAN et ses pays membres soient mieux préparés aux chocs et perturbations stratégiques, que la continuité des pouvoirs publics et des services essentiels à la population puisse être assurée, et qu'un soutien civil puisse être fourni aux opérations militaires. Chacun des Alliés s'appuiera sur ces grands objectifs pour définir ses objectifs propres et élaborer un plan de mise en œuvre.

La menace qui pèse sur les infrastructures sous-marines critiques est réelle, et elle s'accroît. Les câbles sous-marins de transport de données et d'énergie sont a priori d'autant plus vulnérables qu'ils sont essentiels. C'est pourquoi les dirigeants des pays de l'Alliance ont décidé d'établir, au Commandement maritime allié, à Northwood

(Royaume-Uni), le Centre maritime OTAN pour la sécurité des infrastructures sous-marines critiques. Ils ont également décidé de créer un réseau rassemblant l'OTAN, les Alliés, le secteur privé et d'autres acteurs qui permettra d'améliorer le partage de l'information et l'échange de bonnes pratiques. L'OTAN continue par ailleurs de travailler en étroite collaboration avec l'Union européenne au travers de l'Équipe spéciale OTAN-UE pour la résilience et la protection des infrastructures critiques.

Il est plus important que jamais de pouvoir détecter et prévenir les actes de cybermalveillance et de pouvoir y répondre, raison pour laquelle les Alliés ont renforcé leur engagement en faveur de la cybersécurité en adoptant des objectifs nouveaux et ambitieux visant à améliorer l'efficacité des moyens nationaux de cybersécurité. Ils ont également doté l'OTAN d'une nouvelle capacité d'aide à distance en cas d'incident cyber, qui assistera les pays lorsqu'ils devront prendre des mesures d'atténuation face à des actes de cybermalveillance majeurs.

## Relever les défis interrégionaux dans l'Indo-Pacifique et dans le voisinage méridional de l'OTAN

L'Indo-Pacifique reste important pour l'OTAN car l'évolution de la situation dans cette partie du monde est susceptible d'avoir des incidences directes sur la sécurité euro-atlantique. Les Alliés ont convié les chefs d'État et de gouvernement des quatre partenaires de la région (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et

République de Corée) au sommet de Vilnius. C'était la deuxième fois que ces pays participaient à un sommet de l'OTAN (après celui de Madrid, en 2022). Les quatre partenaires partagent l'attachement de l'Alliance au droit international et à l'ordre international fondé sur des règles, et ils contribuent largement à la sécurité dans

Jens Stoltenberg (au centre), aux côtés des chefs d'État et de gouvernement des partenaires de l'Indo-Pacifique : (de gauche à droite) le premier ministre australien, Anthony Albanese, le premier ministre japonais, Fumio Kishida, le premier ministre néo-zélandais, Christopher Hipkins, et le président sud-coréen, Suk Yeol Yoon – Vilnius (Lituanie), juillet 2023.



## L'OTAN et la République populaire de Chine

L'OTAN et la République populaire de Chine ne sont pas partenaires. Toutefois, l'Alliance ne considère pas ce pays comme un adversaire, et elle demeure disposée à interagir avec lui de façon constructive.

Comme indiqué dans le concept stratégique, les Alliés estiment que les ambitions affichées par la Chine et ses politiques coercitives sont contraires à leurs intérêts, à leur sécurité et à leurs valeurs. Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'OTAN ont discuté du manque de transparence dont Pékin fait preuve dans la modernisation de son appareil militaire, des progrès réalisés par la Chine sur le plan technologique, de ses opérations hybrides malveillantes (notamment dans le cyber), de sa rhétorique hostile et de ses activités de désinformation.

Les Alliés sont conscients des incidences que des perturbations des chaînes d'approvisionnement pourraient avoir sur la sécurité. La guerre en Ukraine ayant mis en évidence le risque que représentait la dépendance des Alliés à l'égard du gaz russe, l'OTAN s'emploie à déterminer s'il existe des dépendances à l'égard d'autres régimes autoritaires pour ce qui est des approvisionnements, des technologies et des infrastructures. Les Alliés s'attachent à réduire les vulnérabilités stratégiques et à gérer les risques correspondants. L'OTAN continuera de défendre l'ordre international fondé sur des règles, c'est-à-dire un système mondial basé sur le droit international, sur des normes et sur des valeurs, et non sur des rapports de force.

L'Alliance s'attache également à faire le nécessaire face aux défis que la Chine fait peser sur la sécurité euro-atlantique. Comme le prévoit le concept stratégique, les Alliés affinent leur connaissance commune des enjeux, renforcent leur résilience, relèvent leur niveau de préparation, et se prémunissent contre les procédés coercitifs employés par la Chine et contre ses tentatives visant à diviser l'Alliance. Le resserrement du partenariat stratégique entre la Chine et la Russie demeure préoccupant et va à l'encontre des valeurs et des intérêts des Alliés. L'Alliance continue d'appeler la Chine à jouer un rôle constructif, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à condamner la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, à s'abstenir de soutenir d'une quelconque manière l'effort de guerre russe, à cesser de se faire l'écho du discours mensonger de la Russie selon lequel l'Ukraine et l'OTAN seraient responsables de cette guerre, et à adhérer aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

En 2023, l'OTAN a continué d'interagir avec la Chine, notamment à l'occasion d'une réunion entre le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer, et de hauts responsables politiques et militaires chinois, qui s'est tenue à Singapour en marge du dialogue Shangri-La. Un certain nombre d'échanges ont aussi eu lieu entre des représentants des deux parties sur des sujets tels que la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération ou la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

la zone euro-atlantique, notamment en apportant leur soutien à l'Ukraine. L'OTAN s'est engagée à renforcer encore le dialogue et la coopération avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique, notamment dans les domaines de la cyberdéfense, des nouvelles technologies, de la sûreté maritime, du changement climatique et de la lutte contre la désinformation.

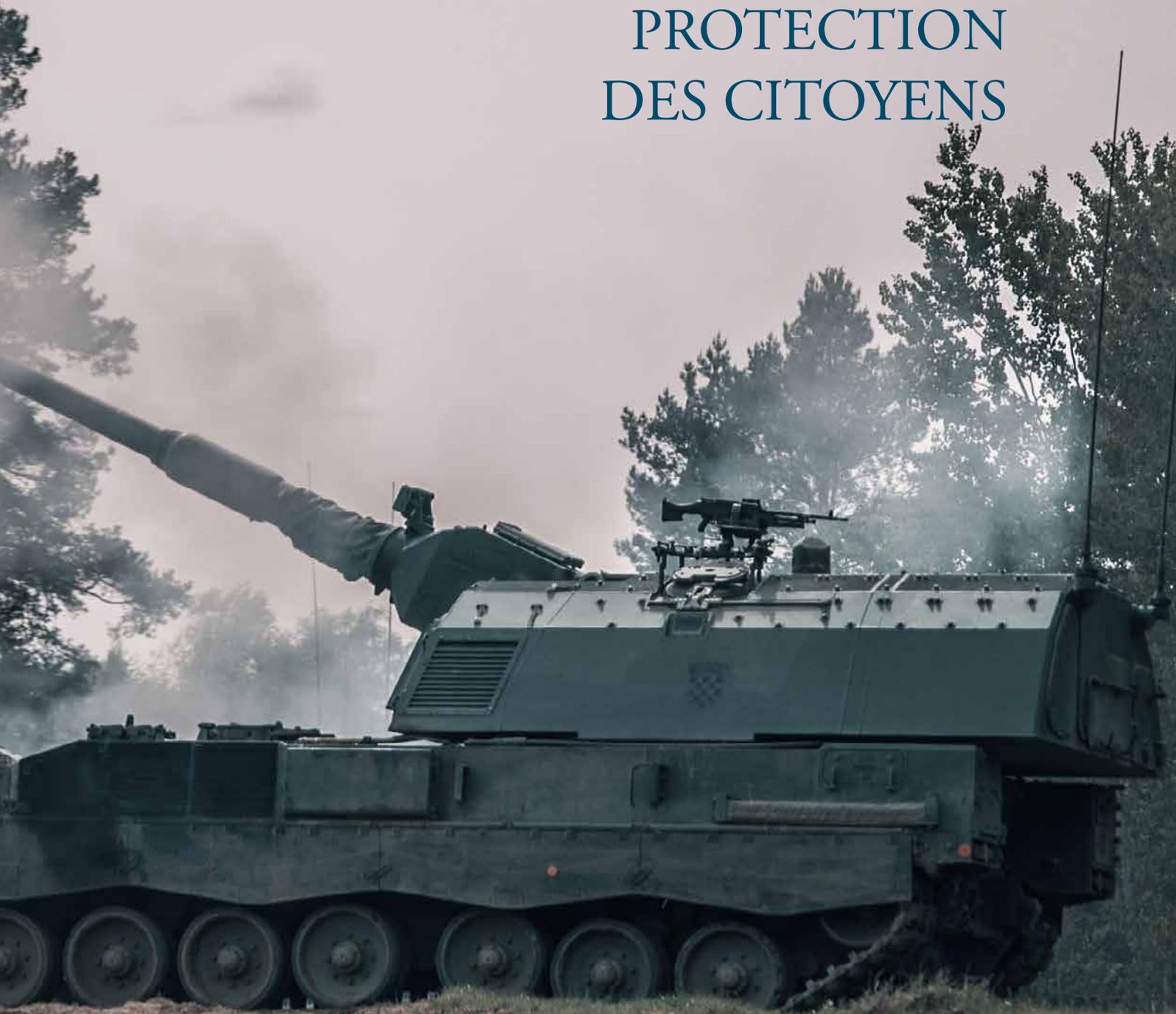
À Vilnius, les Alliés ont également discuté des menaces et des défis en provenance du voisinage méridional de l'Alliance, et notamment du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et du Sahel. L'insécurité qui règne dans ces

régions a des incidences directes sur la sécurité de tous les Alliés : trop souvent, elle rend possible la prolifération de groupes terroristes et permet à des compétiteurs stratégiques de se livrer à des actes d'ingérence déstabilisateurs et coercitifs. Les Alliés ont donc entamé une réflexion exhaustive et approfondie sur les menaces et défis, actuels et émergents, dans le voisinage méridional de l'OTAN. En octobre, ils ont mis sur pied un groupe d'experts indépendants chargé d'analyser les défis et d'examiner les possibilités d'interaction avec les pays partenaires, les organisations internationales et d'autres acteurs de la région.



# DISSUASION ET DÉFENSE

## PROTECTION DES CITOYENS



Des Panzerhaubitze 2000 appartenant à des unités d'artillerie mobiles de l'armée croate ouvrent le feu dans le cadre de l'exercice Griffin Shock 2023 – Bemowo Piskie (Pologne), mai 2023.



Des unités d'artillerie finlandaises tirent des obus pendant l'exercice Northern Forest – Rovajärvi (Finlande), mai 2023.

*Nul ne doit douter que l'OTAN est prête, disposée et apte à défendre chaque centimètre carré du territoire de ses pays membres.*

Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président letton, Edgars Rinkēvičs – Bruxelles (Belgique), 16 novembre 2023.

## Une nouvelle ère de défense collective

L'OTAN se modernise à l'aube d'une nouvelle ère de défense collective – et continue de mettre à profit les mesures prises après l'annexion, illégale et illégitime, de la Crimée par la Russie en 2014. Depuis 2020, deux grands concepts militaires guident l'Organisation dans sa démarche d'adaptation : le concept de dissuasion et de défense pour la zone euro-atlantique, axé sur le présent, et le concept-cadre sur la capacité à combattre, qui s'inscrit dans le long terme. Depuis que la Russie a déclenché sa guerre d'agression contre l'Ukraine en 2022, l'Alliance s'emploie à accélérer davantage encore l'adaptation de sa posture de dissuasion et de défense.

Dans son nouveau concept stratégique, adopté au sommet de Madrid de 2022, l'OTAN a redéfini les fondements de sa posture de dissuasion et de défense suivant son approche à 360 degrés, sur terre, dans les airs, en mer, dans le cyber et dans l'espace, afin de pouvoir contrer toutes les menaces et relever tous les défis.

Parmi les décisions phares que les Alliés ont adoptées à Madrid, il faut citer l'engagement qu'ils ont pris de déployer sur le flanc oriental de l'OTAN davantage de forces en



*L'année 2023 aura été marquée par la modernisation des plans, des capacités et des structures de commandement de l'OTAN et par l'adoption d'objectifs de résilience. Je suis honoré d'avoir pu contribuer à rendre l'Alliance plus robuste.*

**Jörg See (Allemagne)**

Secrétaire général adjoint délégué,  
Division Politique et plans de défense,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

place, robustes et prêtes au combat, engagement qu'ils ont continué d'honorer en 2023 : on compte désormais huit groupements tactiques multinationaux pleinement opérationnels, répartis en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. Ceux-ci coopèrent étroitement avec les forces de leurs pays hôtes respectifs et peuvent s'appuyer sur un programme d'exercices ambitieux axé sur des scénarios de défense collective à grande échelle. Les Alliés ont montré qu'ils étaient capables de faire évoluer rapidement ces groupements tactiques jusqu'au niveau brigade, preuve que l'OTAN est prête, disposée et apte à défendre chaque centimètre carré du territoire de ses pays membres.

Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'Alliance ont adopté d'importantes nouvelles mesures pour renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN dans tous les milieux, notamment les défenses avancées, ainsi que l'aptitude de l'Alliance à fournir rapidement des renforts à tout Allié. Ils ont notamment décidé de mettre en place une nouvelle génération de plans de défense régionaux destinée à améliorer sensiblement les capacités et le niveau de préparation de l'OTAN s'agissant d'assurer la dissuasion et la défense contre toutes les menaces, y compris sans préavis ou sur court préavis.

### La nouvelle « famille » de plans

L'OTAN a toujours eu des plans de défense devant lui permettre d'assurer la dissuasion contre les menaces et de défendre les Alliés. Compte tenu des mutations de l'environnement de sécurité – et de l'attention renouvelée dont font l'objet la dissuasion et la défense –, le commandant suprême des forces alliées en Europe a élaboré une nouvelle « famille » de plans de défense collective, qui comprend un plan stratégique de défense de l'Alliance et des plans militaires par milieu et par région.

Ainsi, au sommet de Vilnius de 2023, les dirigeants des pays de l'OTAN ont adopté les plans régionaux les plus complets et les plus détaillés que l'Alliance ait établis depuis la Guerre froide. Ces plans définissent la manière dont l'Organisation assurera la dissuasion et la défense contre la Russie et les groupes terroristes, et expliquent comment, en cas de crise, les forces alliées pourront réagir plus rapidement et à plus grande échelle.

Les plans régionaux sont au nombre de trois : un pour le nord, l'Atlantique et l'Arctique européen, un pour le centre (région de la mer Baltique et Europe centrale), et un pour le sud (région de la Méditerranée et de la mer Noire). Cette nouvelle génération de plans a pour objectif d'améliorer de manière significative la cohérence de la planification collective de l'OTAN avec la



*La mission du commandement allié Opérations est d'assurer la dissuasion et la défense du territoire de l'Alliance au quotidien. C'est sa tâche la plus importante. La « famille » de plans que nous avons mise au point nous permet de faire monter d'un cran la planification de défense et de mieux faire face aux menaces de l'après-Guerre froide.*

**Général de division Matthew Van Wagenen  
(États-Unis)**

Chef d'état-major adjoint Opérations,  
Commandement allié Opérations,  
Grand quartier général des puissances alliées  
en Europe, Mons (Belgique)

planification nationale des Alliés pour leurs forces, leur posture, leurs capacités et leur dispositif de commandement et de contrôle. Elle vise aussi à ce que les Alliés puissent fournir les forces adéquates, au moment voulu, là où elles sont nécessaires.

# Présence militaire de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance

Les symboles ne renvoient pas nécessairement à un emplacement géographique. En 2023, la Suède était un pays invité. Elle est devenue membre de l'Alliance en mars 2024.

## Groupeements tactiques de la présence avancée et quartiers généraux multinationaux



### Huit groupeements tactiques multinationaux (BG) :

**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

- Groupeement tactique multinational en Bulgarie. Pays cadre : Italie
- Groupeement tactique multinational en Estonie. Pays cadre : Royaume-Uni
- Groupeement tactique multinational en Hongrie. Pays cadre : Hongrie
- Groupeement tactique multinational en Lettonie. Pays cadre : Canada
- Groupeement tactique multinational en Lituanie. Pays cadre : Allemagne
- Groupeement tactique multinational en Pologne. Pays cadre : États-Unis
- Groupeement tactique multinational en Roumanie. Pays cadre : France
- Groupeement tactique multinational en Slovaquie. Pays cadre : Tchéquie

### Quartiers généraux (QG) multinationaux :

**Mission :** commander et contrôler les troupes déployées de l'OTAN

- QG du Corps multinational Nord-Est. Pays hôte : Pologne
- QG de la Division multinationale Nord. Pays hôtes : Danemark, Lettonie
- QG de la Division multinationale Nord-Est. Pays hôte : Pologne
- QG de la Division multinationale Centre. Pays hôte : Hongrie
- QG du Corps multinational Sud. Pays hôte : Roumanie
- QG de la Division multinationale Sud-Est. Pays hôte : Roumanie
- QG de la Brigade multinationale Sud-Est. Pays hôte : Roumanie

### Pays contributeurs :

Albanie, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Tchéquie, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

## Présence avancée adaptée



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

**Localisation :** Bulgarie, Roumanie

**Contributeurs :** Bulgarie, Canada, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne et Türkiye

## Unités d'intégration des forces OTAN



**Mission :** faciliter le déploiement rapide des forces des pays de l'Alliance dans la partie orientale de son territoire ainsi que la planification de la défense collective et la coordination des entraînements et des exercices

**Localisation :** Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

**Contributeurs :** 27 pays de l'Alliance et pays partenaires

## Défense aérienne



**Mission :** renforcer la défense aérienne de l'OTAN

**Localisation :** Estonie, Lettonie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

**Contributeurs :** France, Italie, Espagne

## Renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées



**Mission :** fournir aux décideurs des informations et du renseignement en temps utile

**Contributeurs :** Belgique, Bulgarie, Tchéquie, France, Allemagne, Grèce, Italie, Norvège, Pologne, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis et OTAN (Force de renseignement, surveillance et reconnaissance de l'OTAN, AWACS)

## Patrouilles d'AWACS



**Mission :** effectuer des patrouilles aériennes au-dessus de l'Europe orientale pour assurer la détection lointaine des menaces aériennes  
**Contributeurs :** France, Grèce, Italie, Türkiye, Royaume-Uni, AWACS de l'OTAN

## Police du ciel



**Mission :** protéger l'espace aérien du flanc est de l'Alliance

**Localisation :** Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Roumanie

**Contributeurs :** Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis

## Groupees aéronavals



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et dans les airs

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

## Force opérationnelle amphibie



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et sur terre

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis



Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, le président lituanien, Gitanas Nausėda, et le ministre lituanien de la Défense, Arvydas Anušauska, rendent visite à des soldats participant à l'exercice Griffin Storm 2023 – Lituanie, juin 2023.

Par ailleurs, les Alliés ont décidé de poursuivre la mise en œuvre du modèle de forces de l'OTAN, qui permet d'avoir à disposition un plus grand réservoir de forces aptes au combat – parmi lesquelles des forces à haut niveau de préparation – à l'appui des trois tâches fondamentales de l'Alliance. À la suite de cette décision, davantage de forces ont été mises à disposition dans le cadre de ce modèle – les forces et capacités étant directement liées aux nouveaux plans régionaux – et à l'appui de la posture à 360 degrés de l'Alliance. Le modèle de forces de l'OTAN permet également de tirer parti des forces en place, notamment des forces nationales de défense du territoire et des déploiements multinationaux.

Conformément au modèle de forces de l'OTAN, les Alliés mettent sur pied la Force de réaction alliée. Cette force multinationale et multimilieux à haut niveau de préparation témoigne de la solidarité au sein de l'Alliance et contribue à la posture de l'OTAN en temps de paix comme en période de crise et de conflit. Elle est composée d'une brigade d'infanterie légère et d'éléments mer, air, opérations spéciales, cyber, espace, logistique et communication stratégique.



*J'ai eu l'honneur l'année dernière de contribuer aux travaux de l'OTAN sur la posture, les forces, ainsi que le commandement et le contrôle, qui eux-mêmes aident à renforcer le dispositif de dissuasion et de défense de l'Alliance.*

**Julien Kita (France)**

Chef de la Section Capacités de défense,  
Division Politique et plans de défense,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

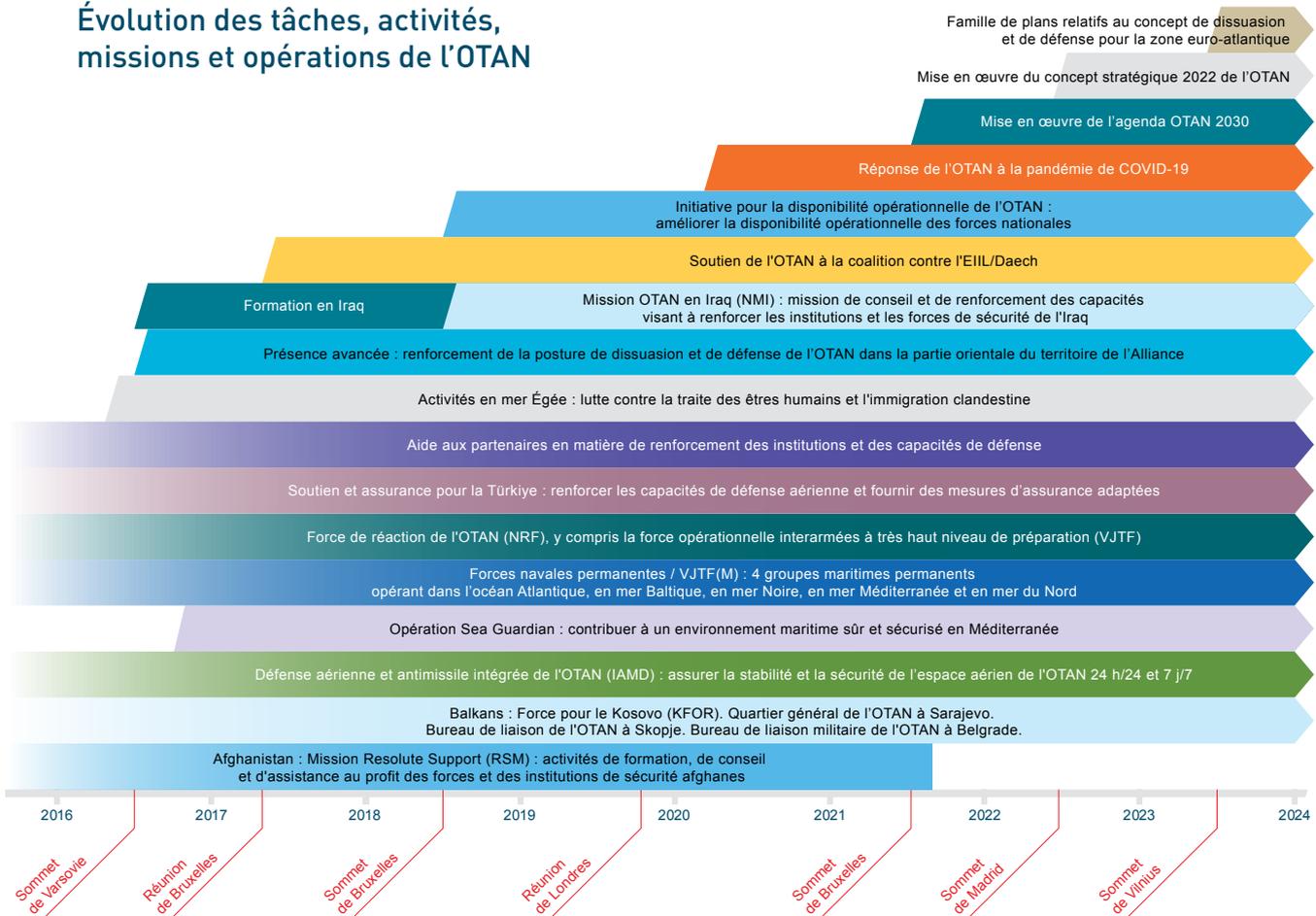
Par ailleurs, les Alliés renforcent actuellement le système de commandement et de contrôle de l'OTAN afin de disposer de la souplesse, de la résilience et des effectifs nécessaires à l'exécution des plans agréés. Avec les autorités militaires de l'OTAN, ils s'emploient à réviser l'intégralité de ce système, y compris sa structure de commandement et sa structure de forces, au regard des systèmes nationaux de commandement et de contrôle.

Grâce au renforcement de son système de commandement et de contrôle, l'OTAN sera mieux à même de conduire des exercices, de gérer sa posture en temps de paix comme pendant la transition vers une situation de crise ou de conflit, et de mener toute la gamme de ses missions – parmi lesquelles des opérations multimilieus de grande envergure au service de la défense collective. Ce renforcement s'articulera

notamment autour de trois commandements de forces interarmées aux capacités équivalentes, situés à Brunssum (Pays-Bas), à Naples (Italie) et à Norfolk (Virginie, États-Unis).

La crédibilité de la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance repose sur la capacité d'envoyer des renforts militaires. En 2023, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé d'accélérer les efforts qu'ils déploient pour améliorer toute une série de fonctions – dont beaucoup sont en lien avec la logistique – dans la zone de responsabilité du commandant suprême des forces alliées en Europe. Il s'agit notamment d'améliorer le renforcement et le maintien en puissance des forces alliées à destination et au sein du territoire de l'Alliance, y compris par le prépositionnement de munitions et d'équipements, et d'accroître leur mobilité.

## Évolution des tâches, activités, missions et opérations de l'OTAN





Des Eurofighter Typhoon de l'armée de l'air allemande effectuent des manœuvres tactiques lors d'un exercice – Espace aérien de l'Allemagne, juillet 2023.

## Dissuasion et défense dans les airs

La défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN est un élément indispensable de l'action de l'Alliance en faveur de la dissuasion et de la défense du territoire, des populations et des forces de ses pays membres contre l'ensemble des menaces aériennes et missiles émanant

de toutes les directions stratégiques. Menée en temps de paix comme en période de crise ou de conflit, cette mission contribue à la sécurité, indivisible, et à la liberté d'action de l'Alliance, notamment à la capacité de l'OTAN de mobiliser des renforts sur son territoire.

### Renforcement de la mission de police du ciel de l'OTAN suite à des incursions de drones russes

Créée en 1961, la mission de police du ciel de l'OTAN est une tâche permanente du temps de paix qui préserve la sécurité de l'espace aérien de l'Alliance tout au long de l'année et qui témoigne de la solidarité entre les Alliés. L'OTAN mène actuellement cinq missions de police du ciel – en faveur de l'Albanie, des États baltes, du Monténégro, de la Macédoine du Nord et de la Slovénie – et dispose de capacités aéroportées de surveillance et d'interception en Islande. Dans le cadre plus large de mesures d'assurance introduites après l'annexion, illégale, de la Crimée par la Russie en 2014, les Alliés fournissent des moyens supplémentaires en renforcement de la mission de police du ciel le long du flanc oriental de l'OTAN.

Après s'être retirée, en juillet, de l'accord relatif au transport de céréales par la mer Noire, la Russie a commencé à lancer des attaques de missiles et de drones contre les infrastructures céréalières et portuaires de l'Ukraine, en ciblant notamment celles de la région du Danube à proximité de la frontière roumaine. En septembre, des débris de drones ont été retrouvés sur le territoire de la Roumanie, non loin de la frontière. Peu après, deux autres violations de l'espace aérien ont été commises par des drones russes.

Il s'est avéré que ces incidents étaient involontaires, mais les activités aériennes et missiles que la Russie mène à proximité des frontières de l'OTAN étant un facteur de risque aggravé, les Alliés ont décidé de redoubler de vigilance dans la région.

Après le premier incident, les États-Unis ont envoyé des F-16 supplémentaires en Roumanie pour appuyer la mission de police du ciel de l'OTAN, laquelle, à son tour, a déployé en Lituanie deux avions de détection et de contrôle, dont la mission consistait à suivre les activités militaires auxquelles la Russie se livre près des frontières de l'Alliance.



Une élève pilote de l'armée de l'air belge se prépare à décoller pour un vol d'entraînement dans le cadre du programme EURO/OTAN de formation commune des pilotes d'avions à réaction – Base aérienne de Sheppard (États-Unis), avril 2023.

La guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine ayant révélé l'importance cruciale de la défense aérienne et antimissile, les Alliés ont renforcé les déploiements d'aéronefs et d'unités de défense aérienne et antimissile de surface, ainsi que les activités de police du ciel et de vigilance, notamment les missions de patrouille aérienne sur le flanc est de l'OTAN. De plus, l'Alliance maintient un haut niveau d'alerte aéroportée et de couverture « renseignement, surveillance et reconnaissance ».

Les Alliés ont en outre décidé d'améliorer encore la disponibilité opérationnelle, l'état de préparation et l'interopérabilité de la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN au moyen d'entraînements réguliers et du déploiement, par roulement, de systèmes et capacités de défense aérienne modernes dans toute la zone de responsabilité du commandant suprême des forces alliées en Europe, et surtout, dans un premier temps, dans l'est de l'Alliance.

L'OTAN est confrontée à un environnement dans lequel la menace est de plus en plus complexe du fait de la prolifération des capacités aériennes et missilières, qui vont du simple drone au missile hypersonique de pointe. L'Alliance suit de près l'évolution de la situation au niveau des acteurs étatiques ou non étatiques.

Les systèmes hypersoniques font partie des neuf grandes technologies émergentes et technologies de rupture recensées par les Alliés. La menace qu'ils représentent est régulièrement évaluée par l'Alliance,

qui surveille notamment l'usage que la Russie en fait en Ukraine. Dans le cadre de leur coopération, l'OTAN et les Alliés continuent de se tenir informés de l'évolution technologique de ces engins, et de développer les moyens de s'en défendre.

En raison de la prolifération des missiles balistiques, les populations, le territoire et les forces des pays européens de l'OTAN sont également de plus en plus menacés. Face à cette réalité, les Alliés ont réaffirmé qu'ils étaient déterminés à développer pleinement la défense antimissile balistique de l'OTAN, laquelle comprend un ensemble de mesures purement défensives destinées à contrer les missiles balistiques provenant de l'extérieur de la région euro-atlantique, notamment d'Iran.

La défense antimissile balistique de l'OTAN repose sur des contributions nationales volontaires, notamment des intercepteurs et des capteurs à financement national, sur des accords de stationnement, et sur un système de commandement et de contrôle financé en commun par les Alliés. Les États-Unis continuent d'y apporter une contribution essentielle au travers de leur programme d'approche adaptative phasée pour la défense antimissile en Europe. Des moyens de défense antimissile balistique OTAN sont actuellement stationnés en Allemagne, en Roumanie et en Türkiye. De plus, quatre navires dotés de capacités relevant de ce domaine sont basés en Espagne, et le second site Aegis Ashore, implanté en Pologne, sera bientôt achevé.



Drapeaux des pays de l'Alliance disposés sur la table de signature du mémorandum d'entente opérationnel marquant la création du Centre d'excellence OTAN pour l'espace – Paris (France), janvier 2023.

## Dissuasion et défense dans l'espace

L'espace est un milieu marqué par des rivalités croissantes, dans lequel certains acteurs se conduisent de manière irresponsable, et des compétiteurs stratégiques et des adversaires potentiels de l'OTAN mènent des activités malveillantes et développent des capacités de supériorité spatiale. Les informations et les services fournis par des moyens spatiaux revêtent une importance toujours plus grande pour la prospérité et la sécurité de l'Alliance. Par exemple, les satellites sont indispensables pour prédire ou évaluer l'impact des catastrophes naturelles, permettre les transactions financières, fournir un accès internet ou étudier les conséquences du changement climatique.

Face à cette nouvelle réalité, l'Alliance réagit. Ainsi, au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé d'intégrer plus encore l'espace dans les volets planification, exercices et exécution des opérations multimilieus. Les Alliés se sont en outre engagés à partager davantage de données, produits et services spatiaux au sein de l'OTAN.

Le Centre spatial OTAN, établi au sein du Commandement des forces aériennes alliées à Ramstein (Allemagne), produit régulièrement des analyses, ce qui permet à l'Organisation d'avoir une meilleure connaissance de la situation et l'aide à prendre ses décisions. Par ailleurs,

l'OTAN renforce sa compréhension du milieu spatial grâce à l'intégration, dans une représentation commune de la situation spatiale, de multiples flux de données fournis par les pays, et à l'approfondissement de ses relations avec les centres spatiaux des Alliés.

Face à l'évolution rapide du rôle joué par le secteur commercial dans la fourniture de données, produits et services spatiaux, l'OTAN s'emploie à mener un dialogue stratégique avec des entreprises du domaine spatial et à renforcer ses liens avec ce secteur essentiel.

Au sommet de Vilnius, les Alliés ont mis en avant leur attachement au respect du droit international et leur volonté de soutenir les efforts déployés pour réduire les menaces spatiales par la promotion de normes, de règles et de principes de comportement responsable dans l'espace. Les dirigeants des pays de l'OTAN ont en outre réaffirmé qu'une opération hostile menée en direction de l'espace, depuis l'espace ou dans l'espace pourrait atteindre le seuil correspondant à une attaque armée et conduire à l'invocation de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

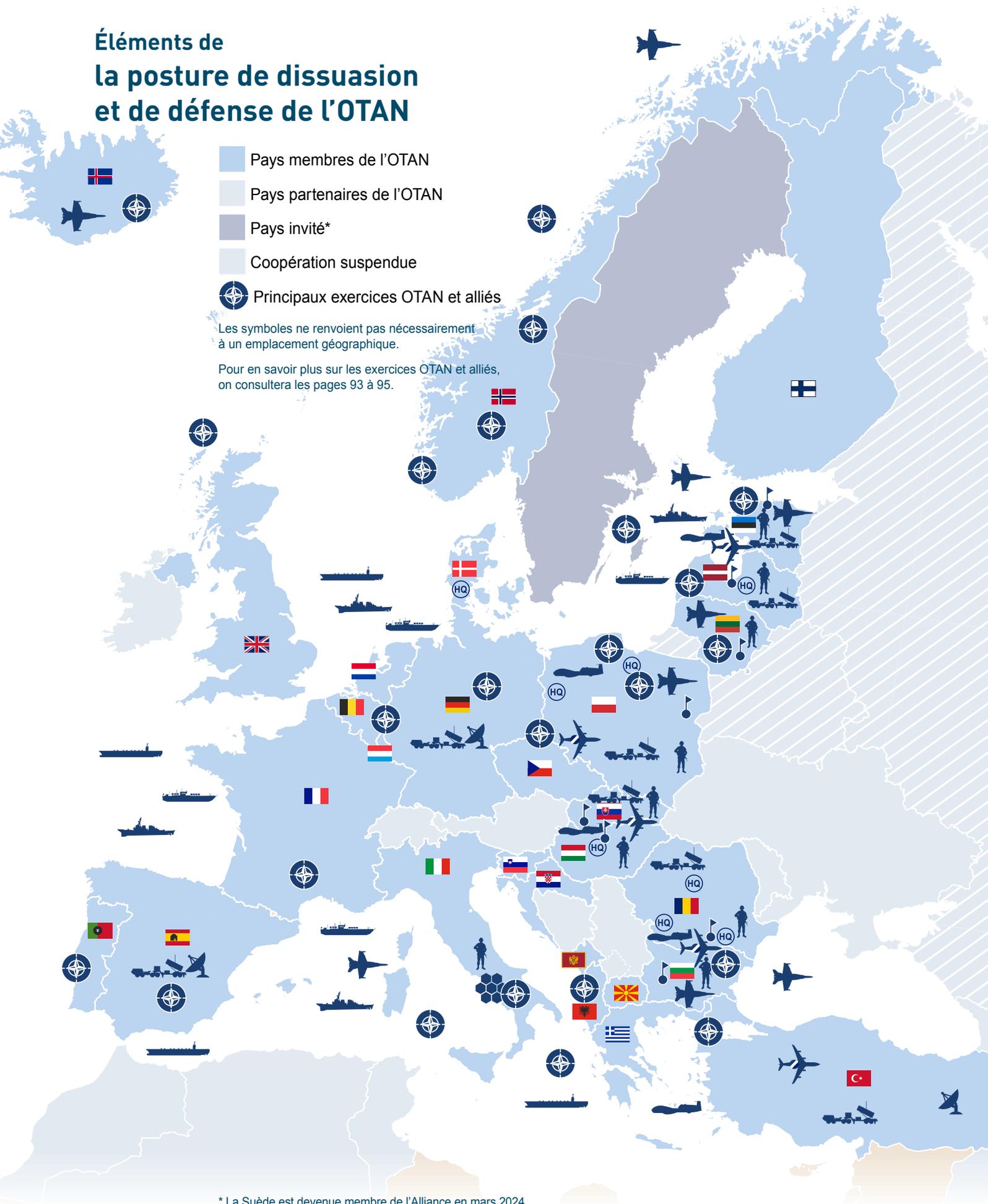
# Éléments de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN

- Pays membres de l'OTAN
- Pays partenaires de l'OTAN
- Pays invité\*
- Coopération suspendue
- N

 Principaux exercices OTAN et alliés

Les symboles ne renvoient pas nécessairement à un emplacement géographique.

Pour en savoir plus sur les exercices OTAN et alliés, on consultera les pages 93 à 95.



\* La Suède est devenue membre de l'Alliance en mars 2024.

### Force de réaction de l'OTAN renforcée (eNRF) / Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF)



**Mission :** être prête à se déployer sur court préavis à des fins de gestion de crise ou de défense collective

**QG de commandement :** Commandement allié de forces interarmées de Naples

**Contributeurs :** eNRF : 28 Alliés  
VJTF : 28 Alliés

### Forces navales permanentes / VJTF (maritime)



**Mission :** permettre à l'Alliance d'assurer une présence navale continue

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** Groupes maritimes permanents OTAN (SNMG 1 & 2), groupes permanents OTAN de lutte contre les mines (SNMCMG 1 & 2), Belgique, Canada, Croatie, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis

### Défense antimissile balistique



**Mission :** protéger les populations, le territoire et les forces des pays de l'OTAN

**Localisation :** Allemagne, Pologne, Roumanie, Espagne et Türkiye

**Contributeurs :** États-Unis (navires Aegis dotés de capacités BMD, Aegis Ashore, système de poursuite BMD, Aegis Ashore – en construction), OTAN (Commandement aérien allié)

### Pôle régional pour le sud



**Mission :** mieux comprendre les dynamiques régionales en Afrique et au Moyen-Orient, et aider l'OTAN à harmoniser les activités dans le sud

**Localisation :** Commandement allié de forces interarmées de Naples

**Contributeurs :** 19 Alliés (contributions nationales volontaires) et personnel du JFC de Naples réaffecté

### Soutien et assurance pour la Türkiye



**Mission :** renforcer les capacités de défense aérienne de la Türkiye et lui fournir des mesures d'assurance adaptées

**Localisation :** Türkiye

**Contributeurs :** Espagne (batteries de missiles surface-air Patriot), Pologne (avions de patrouille maritime), OTAN (avions AWACS)

### Patrouilles d'AWACS



**Mission :** effectuer des patrouilles aériennes au-dessus de l'Europe orientale pour assurer la détection lointaine des menaces aériennes

**Contributeurs :** France, Grèce, Italie, Türkiye, Royaume-Uni et OTAN (avions AWACS)

### Avions de patrouille maritime



**Mission :** mener des activités de vigilance, protéger les infrastructures sous-marines critiques, faciliter la connaissance de la situation maritime

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** Danemark, France, Allemagne, Grèce, Italie, Norvège, Pologne, Portugal, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis et OTAN (Commandement maritime allié, Commandement aérien allié)

### Mission de préparation en temps de paix en Islande



**Mission :** protéger l'espace aérien de l'Islande

**Localisation :** Islande

**Contributeurs :** Norvège et États-Unis

### Forces de la présence avancée et quartiers généraux multinationaux



#### Huit groupements tactiques multinationaux (BG) :

**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

**Localisation :** Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

#### Quartiers généraux (QG) multinationaux :

**Mission :** commander et contrôler les troupes déployées de l'OTAN

**Localisation :** Danemark, Hongrie, Lettonie, Pologne et Roumanie

**Contributeurs :** voir la carte détaillée en page 26

### Présence avancée adaptée



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

**Localisation :** Bulgarie et Roumanie

**Contributeurs :** voir la carte détaillée en page 26

### Unités d'intégration des forces OTAN



**Mission :** faciliter le déploiement rapide des forces des pays de l'Alliance dans la partie orientale de son territoire ainsi que la planification de la défense collective et la coordination des entraînements et des exercices

**Localisation :** Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

**Contributeurs :** 27 pays de l'Alliance et pays partenaires

### Défense aérienne



**Mission :** renforcer la défense aérienne de l'OTAN

**Localisation :** Estonie, Lettonie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

**Contributeurs :** France, Italie et Espagne

### Police du ciel



**Mission :** protéger l'espace aérien du flanc est de l'Alliance

**Localisation :** Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Roumanie

**Contributeurs :** voir la carte détaillée en page 26

### Groupes aéronavals



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et dans les airs

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

### Force opérationnelle amphibie



**Mission :** renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et sur terre

**Localisation :** océan Atlantique, mer Baltique, mer Méditerranée et mer du Nord

**Contributeurs :** France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

### Renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées



**Mission :** fournir aux décideurs des informations et du renseignement en temps utile

**Contributeurs :** Belgique, Bulgarie, Tchéquie, France, Allemagne, Grèce, Italie, Norvège, Pologne, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis et OTAN (Force de renseignement, surveillance et reconnaissance de l'OTAN, avions AWACS)

Toutes les cartes reposent sur des données commerciales : Digital Map Data® Collins Bartholomew LTD (2014). Les tracés, les noms et les appellations figurant sur les cartes n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'OTAN. Une carte peut faire apparaître dans un encadré des zones géographiques qu'il n'était pas possible d'inclure faute de place.

Note : représentation cartographique des contributions des Alliés en 2023. 33



Un militaire prend part à l'exercice de cybersécurité Locked Shields 2023, organisé par le Centre d'excellence OTAN pour la cybersécurité en coopération – Tallinn (Estonie), avril 2023.

## Le cyberspace : théâtre d'une contestation permanente

Le cyberspace est le théâtre d'une forte contestation permanente. Des acteurs malveillants, y compris des adversaires potentiels et des compétiteurs stratégiques, cherchent de plus en plus à déstabiliser l'Alliance en se livrant à des campagnes et des actes de cybermalveillance, tandis que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine montre bien à quel point le cyber fait partie intégrante des conflits modernes.

L'OTAN doit lutter contre des cybermenaces dont l'importance va croissant, et qui pèsent notamment sur les systèmes démocratiques et les infrastructures critiques des pays de l'Alliance. Elle est déterminée à employer toute la gamme des capacités pour assurer la dissuasion et la défense face au large éventail des cybermenaces et pour lutter contre celles-ci.



Jens Stoltenberg inaugure la première édition de la conférence annuelle de l'OTAN sur la cybersécurité – Berlin (Allemagne), novembre 2023.

## Première conférence annuelle sur la cybersécurité

La cybersécurité revêt un caractère à la fois politique, militaire et technique. La première conférence de l'OTAN sur la cybersécurité, tenue en novembre à Berlin, a été l'occasion, pour les décideurs, d'examiner comment influencer plus encore sur le développement du cyberspace afin d'y ancrer les valeurs de l'Alliance, comment garantir la liberté de manœuvre dans ce milieu et comment renforcer la résilience des réseaux de l'OTAN. Dans l'allocution d'ouverture qu'il a prononcée, le secrétaire général a souligné que c'est dans le cyberspace que se joue la compétition stratégique et que l'Alliance est confrontée chaque jour aux acteurs malveillants russes et chinois.



Équipes civiles participant à l'exercice de cybersécurité Locked Shields 2023 – Tallinn (Estonie), avril 2023.

L'Alliance continue de promouvoir un cyberspace libre, ouvert, pacifique et sûr, et poursuit les efforts visant à renforcer la stabilité et à réduire le risque de conflit en veillant au respect du droit international et à l'application de normes volontaires en matière de comportement responsable des États dans le cyberspace.

Au sommet de Vilnius, les Alliés ont adopté un nouveau concept devant permettre de renforcer la contribution de la cybersécurité à la posture générale de dissuasion et de défense de l'OTAN. Ce concept intègre plus avant les trois niveaux de la cybersécurité de l'OTAN – politique, militaire et technique – et permet ainsi d'assurer la coopération civilo-militaire à tout moment, en temps de paix comme en période de crise et de conflit, de même que les échanges avec le secteur privé.

Les Alliés ont en outre réaffirmé et renforcé l'engagement de l'OTAN en faveur de la cybersécurité ; ils se sont fixé de nouveaux objectifs nationaux ambitieux pour améliorer encore, de manière prioritaire, leurs moyens de cybersécurité, y compris pour ce qui est des infrastructures critiques. Enfin, ils ont doté l'OTAN d'une nouvelle capacité d'aide à distance en cas d'incident cyber, qui assistera les pays lorsqu'ils devront prendre des mesures d'atténuation face à des actes de cybermalveillance majeurs.



Un maître-chien, accompagné de son chien détecteur de dispositifs explosifs, donne une formation pendant l'exercice Engineer Thunder 23 – Lituanie, septembre 2023.



Un expert en traitement des dispositifs explosifs de l'armée de terre polonaise s'approche d'un engin explosif improvisé potentiel lors de l'exercice Northern Challenge 23 – Keflavik (Islande), octobre 2023.

## Terrorisme : une menace persistante

Le terrorisme reste la menace asymétrique la plus importante et la plus pressante pour la sécurité des citoyens des pays membres de l'OTAN ainsi que pour la paix et la stabilité internationales. L'Alliance a donc continué en 2023 de dérouler le plan d'action visant à renforcer le rôle de l'OTAN dans la lutte de la communauté internationale contre le terrorisme. Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays membres de l'OTAN ont décidé d'actualiser ce plan d'action ainsi que les lignes directrices sur la lutte contre le terrorisme, établies en 2012, et de revoir les domaines dans lesquels l'Organisation pouvait fournir aux partenaires une assistance civilo-militaire.

En octobre, le secrétaire général adjoint pour les opérations, Tom Goffus, a été nommé coordonnateur spécial du secrétaire général pour la lutte contre le terrorisme, poste nouvellement créé pour que la réponse de l'OTAN au terrorisme reste efficace et cohérente.

L'OTAN a continué d'aider les Alliés à développer des capacités pour faire face à la menace terroriste et gérer les conséquences des attaques, dans les domaines suivants : la lutte contre les engins explosifs improvisés, la lutte contre les systèmes aériens sans pilote, la biométrie, l'exploitation technique et le recueil d'éléments de preuve sur le champ de bataille. Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de travail de l'OTAN pour la défense contre le terrorisme. Ce programme vise à combler les insuffisances et à renforcer l'interopérabilité en finançant des projets phares et novateurs.

En 2023, l'OTAN a continué de coopérer avec les pays partenaires dans la lutte contre le terrorisme, au travers de différents paquets pour le renforcement des capacités de défense, d'échanges sur la lutte contre le terrorisme et de programmes de formation sur mesure. Elle a également travaillé avec des organisations internationales comme l'Union européenne et les Nations Unies dans le cadre de projets conjoints et d'échanges réguliers.

L'OTAN a par ailleurs renforcé son soutien à cinq pays partenaires qui bénéficient d'un paquet pour le renforcement des capacités de défense, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la Jordanie, la Mauritanie, la République de Moldova et la Tunisie. Parmi les domaines de coopération figurent la formation et l'entraînement à la lutte contre le terrorisme au niveau stratégique, la lutte contre les armes légères et de petit calibre, la communication stratégique, l'utilisation d'internet à des fins terroristes et la dimension maritime de la lutte contre le terrorisme. Des consultations sur la lutte contre le terrorisme ont également eu lieu avec des partenaires comme l'Algérie, l'Australie, la Colombie, l'Iraq, le Koweït, le Maroc, le Qatar et la République de Corée. Ces deux dernières années, le Centre régional OTAN – Initiative de coopération d'Istanbul, établi au Koweït, a accueilli deux stages OTAN autour de la lutte contre le terrorisme, organisés à l'intention de participants venant de pays du Conseil de coopération du Golfe et de l'Initiative de coopération d'Istanbul.



Un spécialiste des systèmes électroniques prépare un dispositif de brouillage pendant l'exercice sur l'interopérabilité technique des systèmes de lutte contre les drones – Pays-Bas, septembre 2023.

## La problématique des drones dans la lutte contre le terrorisme

L'emploi de systèmes autonomes sans pilote – plus communément appelés drones – par des acteurs, étatiques ou non, est en plein essor. En conséquence, l'OTAN déploie des efforts considérables pour aider les Alliés à développer des solutions dans ce domaine.

Comme toujours, les exercices constituent un élément important dans la mise en œuvre d'une solution. Plus de 40 entreprises ont ainsi pris part à l'exercice OTAN sur l'interopérabilité technique des systèmes de lutte contre les drones, organisé en septembre à l'initiative conjointe de l'Agence OTAN d'information et de communication et des Pays-Bas. Cet exercice, qui a permis de valider l'architecture OTAN de lutte contre les drones, avait pour objectif de permettre aux entreprises de faire fonctionner ensemble leurs produits selon des normes OTAN et de générer une image aérienne commune et interopérable.



*En 2023, j'ai contribué aux travaux importants que l'Agence OTAN d'information et de communication mène dans le domaine de la lutte contre les drones, en prenant part à la planification et à l'organisation d'un exercice d'interopérabilité de grande envergure aux Pays-Bas.*

**Cédric Lefevre (France)**

Technicien principal,  
Centre de renseignement, surveillance et  
reconnaissance interarmées,  
Agence OTAN d'information et de  
communication, La Haye (Pays-Bas)



Une équipe belge de recherche technique et tactique collecte du renseignement technique sur les armes (niveau 1) lors de l'exercice Ardent Defender – Gagatown (Canada), octobre 2023.

## Exploitation technique dans le cadre des exercices

Les acteurs étatiques et non étatiques utilisent des moyens conventionnels et non conventionnels pour atteindre leurs objectifs. L'exploitation technique est un processus qui consiste à tirer des données et des renseignements utiles à partir des armes, dispositifs électroniques ou tous autres équipements collectés ou saisis par les forces de l'OTAN en appliquant des méthodes scientifiques.

L'exploitation technique a été employée avec succès par les forces de l'OTAN en Afghanistan dans le cadre de la lutte contre les engins

explosifs improvisés. Aujourd'hui, l'OTAN adapte ce processus pour faire face aux nouvelles menaces comme les drones, les attaques contre des infrastructures critiques ou encore des adversaires agissant sous couvert d'anonymat.

En 2023, l'OTAN a organisé les premiers exercices réels multinationaux dans ce domaine, au Canada et en Islande. Elle a par ailleurs expérimenté des moyens de collecter et d'exploiter du matériel contaminé par des agents chimiques en Slovaquie.



Table ronde sur la lutte contre la manipulation et la réécriture de l'histoire par la Russie, organisée au siège de l'OTAN dans le cadre de la plateforme OTAN-Ukraine pour la lutte contre les pratiques de guerre hybride – Bruxelles (Belgique), décembre 2023.

## Zone grise : répondre aux menaces hybrides

Dans un environnement de sécurité caractérisé par la compétition stratégique, l'instabilité et les chocs répétés, les Alliés restent confrontés à des menaces hybrides, à des menaces cyber et à d'autres menaces asymétriques, ainsi qu'à l'utilisation malveillante de technologies émergentes et de technologies de rupture.

La Russie a intensifié ses activités hybrides à l'encontre des pays membres ou partenaires de l'OTAN, y compris en faisant appel à des intermédiaires. Ces activités prennent la forme principalement d'ingérences dans des processus démocratiques, de pratiques coercitives sur les plans politique et économique, de vastes campagnes de désinformation, d'actes de cybermalveillance, d'une instrumentalisation des flux migratoires et d'activités perturbatrices menées illégalement par les services de renseignement russes. Confrontés à ces pratiques, les Alliés et l'OTAN se sont dotés en 2023 d'un catalogue de mesures qui les rend mieux à même d'agir, que ce soit à titre dissuasif ou à titre défensif.

La République populaire de Chine (RPC), pour sa part, a continué de prendre les Alliés pour cibles et de chercher à porter atteinte à la sécurité de l'Alliance. Elle a eu recours pour cela à diverses pratiques hybrides, notamment la cybermalveillance, la désinformation, la coercition économique et les opérations d'influence dans le domaine politique. Les nouvelles technologies

augmentent la capacité de nuisance de telles pratiques. En avril, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN ont approuvé une évaluation générale des activités hybrides de la RPC qui menacent la sécurité de la zone euro-atlantique, ainsi qu'une analyse de la stratégie hybride appliquée pour le long terme par le pays et des moyens et méthodes mis en œuvre à l'appui de celle-ci. En novembre, les Alliés ont également approuvé un ensemble complet de mesures envisageables pour se prémunir et lutter contre les activités hybrides de la RPC.

En décembre, la Finlande a accueilli le symposium annuel de l'OTAN sur les activités hybrides, à l'occasion duquel les membres de l'équipe OTAN de soutien pour la lutte contre les pratiques hybrides ont participé à une formation. Par ailleurs, l'OTAN a maintenu une coopération étroite avec l'Union européenne, qui est un partenaire stratégique essentiel face aux défis que représentent les menaces hybrides. Le Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides a continué de faciliter ces interactions.

Les Alliés ont testé la capacité de l'OTAN à contrer les menaces hybrides dans le cadre de l'exercice de gestion de crise 2023 et d'autres exercices de haut niveau organisés au siège de l'Organisation.



Un groupe d'infanterie lituanien en mouvement durant l'exercice Engineer Thunder 23 – Pabrade (Lituanie), septembre 2023.



Les Royal Lancers de l'armée de terre britannique mènent à cheval des reconnaissances aux côtés de la 2<sup>e</sup> brigade de Lubelska (Lublin), qui relève des forces de défense territoriale polonaises – Estonie, juillet 2023. Crédit photo : The Royal Lancers.

## Transparence et réduction des risques : maîtrise des armements conventionnels en Europe

La guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine a continué de compromettre la sécurité euro-atlantique et ébranle sérieusement l'architecture de maîtrise des armements conventionnels en Europe. En renforçant dès 2021 son dispositif militaire à ses frontières, la Russie a affiché un mépris pour les traités fondamentaux qui ont contribué au maintien de la paix et de la sécurité dans la zone euro-atlantique depuis la fin de la Guerre froide.

Les Alliés ont continué de se conformer à leurs obligations et engagements en matière de maîtrise des armements conventionnels dans la zone euro-atlantique, bien que la Russie se soit retirée, en décembre 2021, du Traité sur le régime « Ciel ouvert » et, en novembre 2023, du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Dans une déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord, publiée le 7 novembre, les Alliés ont condamné la décision prise par la Russie de se retirer du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Ils ont souligné que cette décision était le dernier épisode en date d'une série d'actions portant systématiquement atteinte à la sécurité euro-atlantique.

La Russie continue de faire preuve de mépris pour la maîtrise des armements, y compris pour les principes clés de réciprocité, de transparence, de respect des

engagements, de vérification et de consentement du pays hôte, et elle cherche à mettre à mal l'ordre international fondé sur des règles. Par conséquent, les Alliés signataires du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe ont l'intention d'en suspendre l'application aussi longtemps que nécessaire, conformément aux prérogatives que leur confère le droit international. Cette décision bénéficie du plein soutien de tous les pays membres de l'OTAN.

Malgré leur décision de suspendre l'application de ce traité suite aux agissements de la Russie, les Alliés ont réaffirmé leur engagement constant à réduire les risques militaires, ainsi qu'à prévenir les malentendus et les conflits. Conscients de l'environnement de sécurité du moment et soucieux de la sécurité de chacun d'entre eux, ils restent unis dans leur attachement à un régime efficace de maîtrise des armements conventionnels, élément clé de la sécurité euro-atlantique.

Les Alliés continueront de procéder à des consultations et à des évaluations en ce qui concerne les conséquences de l'environnement de sécurité actuel et son impact sur la sécurité de l'Alliance, en utilisant la plateforme qu'offre l'OTAN pour des discussions approfondies et des consultations étroites sur les initiatives de maîtrise des armements.



Des personnels de l'armée de l'air des États-Unis affectés au 31<sup>e</sup> escadron de génie civil échangent avec des membres d'une équipe de traitement des dispositifs explosifs de l'armée de l'air italienne lors de l'exercice Toxic Trip 23 – Base aérienne de Coxyde (Belgique), septembre 2023.

## Assurer la défense face aux armes de destruction massive et aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires

L'OTAN continue de travailler avec les Alliés, les partenaires et d'autres organisations internationales afin de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et d'assurer la dissuasion et la défense contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. L'Alliance reste un rempart de l'ordre international fondé sur des règles, et elle continue de préserver et de renforcer l'architecture internationale qui empêche la propagation des armes de destruction massive. L'OTAN doit néanmoins composer avec un environnement plus complexe.

Comme ils l'ont réaffirmé dans le communiqué du sommet de Vilnius, les Alliés sont fermement et durablement attachés au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à la pleine mise en œuvre de ses trois piliers, à savoir la non-prolifération, le désarmement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Les Alliés ont continué de contribuer activement à faire avancer le processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que d'œuvrer à son universalisation et à sa pleine mise en application. Ils s'attachent à créer l'environnement de sécurité qui permettra de faire advenir un monde sans armes nucléaires, notamment en soutenant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ainsi que l'arrêt, à titre volontaire, de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires.

En 2023, l'OTAN a organisé un atelier international sur le rôle de la confiance dans le processus de vérification du désarmement nucléaire. Cet atelier a été l'occasion pour des experts internationaux d'échanger sur les activités de recherche menées par l'Organisation dans ce domaine.

Toutefois, le 2 novembre, la Russie a révoqué sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Et la République populaire de Chine reste le seul membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas déclarer, à titre volontaire, un moratoire sur la production de matières fissiles.

Les Alliés continuent de travailler sur tous les facteurs de réduction des risques stratégiques, le but étant de renforcer la confiance et la prévisibilité par le dialogue, d'améliorer la compréhension et de mettre en place des outils efficaces de prévention et de gestion des crises.

Pleinement attachés au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, seule voie crédible à emprunter pour parvenir au désarmement nucléaire, l'OTAN et les Alliés sont opposés au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, au motif que celui-ci continue d'aller à l'encontre de l'architecture existante de non-prolifération et de désarmement, ne prévoit pas de mécanisme de vérification et ne tient pas compte de l'environnement de sécurité, de plus en plus complexe.



Des personnels de pays de l'OTAN et de pays partenaires assistent à une démonstration du processus de décontamination d'équipages aériens effectuée sous la direction de l'armée de l'air belge lors de l'exercice Toxic Trip 23 – Base aérienne de Coxyde (Belgique), septembre 2023.

Les Alliés ont continué de soutenir la pleine mise en œuvre et le renforcement de la convention sur les armes biologiques ou à toxines et de la convention sur les armes chimiques, deux piliers de l'ordre international fondé sur des règles.

L'OTAN et les Alliés continuent d'œuvrer à la mise en application de la politique de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire de l'Organisation, adoptée en 2022. En 2023, l'OTAN a continué de s'employer à renforcer l'interaction civilo-militaire, la communication stratégique et les partenariats. Elle s'est par ailleurs concentrée sur le renforcement capacitaire des pays membres et des pays partenaires dans le domaine de la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire au travers d'activités de formation menées par l'École de l'OTAN à Oberammergau (Allemagne), par le Centre d'excellence interarmées pour la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, implanté à Vyškov (Tchéquie), et par le Centre régional OTAN – Initiative de coopération d'Istanbul, établi au Koweït. L'Allemagne a assumé le rôle (à rotation annuelle) de pays-cadre de la force opérationnelle multinationale interarmées OTAN de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire.



Des parachutistes français du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs parachutistes se détendent après avoir participé à un exercice avec des soldats de la Ligue de défense estonienne – Rutja (Estonie), octobre 2023.



Photo de groupe des participants à une conférence internationale organisée par l'OTAN et la Jordanie sur le contrôle des armes légères et de petit calibre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – Amman (Jordanie), octobre 2023.

## Lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites et contre les mines

La lutte contre les incidences de la fabrication illicite et du trafic d'armes légères et de petit calibre et la prévention de la pollution liée aux mines terrestres, aux engins explosifs improvisés et aux restes de guerre, demeurent des priorités.

L'engagement de l'OTAN en matière d'armes légères et de petit calibre et de lutte antimines suit une approche régionale. Les paquets de l'OTAN pour le renforcement des capacités de défense de la Bosnie-Herzégovine, de la Jordanie, de la Mauritanie et de la Tunisie visent notamment à aider ces partenaires à renforcer leur capacité de gérer leurs stocks de munitions, de détruire les surplus et d'entraîner leur personnel.

L'OTAN a continué de faciliter la coordination des activités relatives au contrôle des armes légères et de petit calibre ainsi que le partage d'informations en la matière, au travers du Groupe de travail ad hoc du Conseil de partenariat euro-atlantique sur les armes légères et de petit calibre et la lutte contre les mines, ainsi que d'échanges réguliers avec d'autres organisations internationales. En 2023, l'OTAN s'est par ailleurs attachée à mettre en lumière l'ampleur de la pollution liée aux mines et aux restes de guerre non explosés à laquelle l'Ukraine est confrontée suite à la guerre d'agression lancée par la Russie.



Décollage d'un F-16 Fighting Falcon néerlandais participant à l'exercice nucléaire annuel de l'OTAN, Steadfast Noon – Nord de l'Italie, octobre 2023.

## Garantir une dissuasion nucléaire crédible, sûre, sécurisée et efficace

Au sommet de Vilnius, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont réaffirmé qu'aussi longtemps qu'il y aurait des armes nucléaires, l'OTAN resterait une alliance nucléaire. Ils ont souligné que les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance étaient la garantie ultime de la sécurité des Alliés et que la posture de dissuasion nucléaire de l'OTAN reposait sur les armes nucléaires des États-Unis déployées à l'avant en Europe et sur les avions à double capacité que certains Alliés mettent à disposition.

L'OTAN continue de s'employer à assurer la crédibilité, l'efficacité, la sûreté et la sécurité de sa mission de dissuasion nucléaire. À l'occasion d'une réunion du Groupe des plans nucléaires tenue en juin, les ministres de la Défense ont débattu des questions nucléaires dans le contexte de sécurité actuel, et notamment du fait que la Russie continue de tenir un discours nucléaire irresponsable et de violer ses engagements internationaux, des développements intervenus en Iran et en République populaire démocratique de Corée dans les domaines nucléaire et des missiles, ainsi que de l'expansion rapide et en toute opacité des capacités nucléaires de la Chine. Les ministres ont par ailleurs discuté de l'adaptation, en cours, de la posture

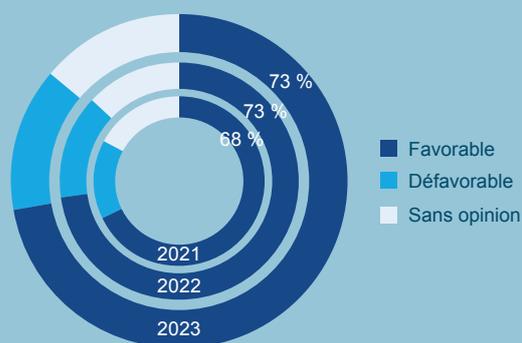
et de la planification nucléaires de l'OTAN, évoquant notamment la modernisation des capacités nucléaires de l'Organisation et l'accroissement de la flexibilité et de l'adaptabilité des forces nucléaires de l'Alliance, le tout sous un contrôle politique fort et constant.

Le Comité exécutif du Groupe des plans nucléaires de l'OTAN s'est rendu aux États-Unis en janvier. Il a visité plusieurs installations de la *National Nuclear Security Administration* (Administration nationale de la sécurité nucléaire) qui contribuent au maintien en condition, à la modernisation et à la sûreté des armes nucléaires américaines. Le Conseil de l'Atlantique Nord a quant à lui visité, en avril, des bases nucléaires française et britannique qui abritent les forces nucléaires stratégiques indépendantes de chacun des deux pays.

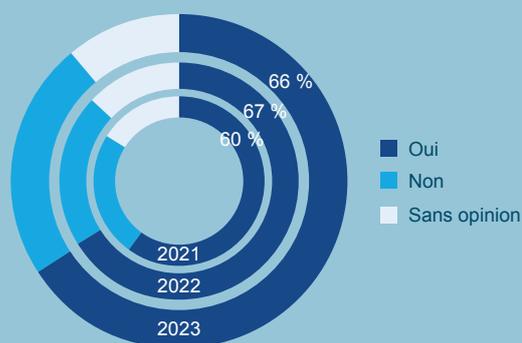
En octobre, l'OTAN a tenu son exercice nucléaire annuel, Steadfast Noon 2023, dans le cadre duquel jusqu'à 60 aéronefs, dont des avions de combat modernes et des bombardiers américains B-52, ont pris part à des manœuvres dans le sud de l'Europe.

## Une grande majorité de citoyens des pays de l'Alliance sont favorables au maintien des capacités nucléaires de l'OTAN

La question posée était la suivante : « L'objectif de l'OTAN est un monde sans armes nucléaires. Tant que des pays non OTAN comme la Russie et la Chine détiendront des armes nucléaires, l'OTAN conservera ses capacités nucléaires. Dans ce contexte, êtes-vous favorable ou défavorable au maintien des capacités nucléaires de l'OTAN ? »



La question posée était la suivante : « Faites-vous confiance à l'OTAN pour agir de manière responsable en sa qualité de puissance nucléaire ? »



Des chasseurs-bombardiers F-4E Phantom II des forces aériennes turques en vol durant l'exercice Poggio Dart 23 – Espace aérien au-dessus de Poggio Renatico (Italie), décembre 2023.







# INVESTIR DANS LA DÉFENSE

UNE ALLIANCE  
PARÉE POUR L'AVENIR

La frégate HDMS Triton, de la marine royale danoise, dans les eaux groenlandaises – Novembre 2023.

*La guerre que la Russie livre à l'Ukraine montre que nous ne pouvons pas tenir la paix pour acquise. Et que nous devons donc investir davantage pour assurer notre sécurité.*

Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie, et les premiers ministres albanais, belge, néerlandais et norvégien – La Haye (Pays-Bas), 27 juin 2023.

Le retour de la guerre sur le continent européen a remis au cœur du débat la question des investissements à consacrer à la défense. Les Alliés ne peuvent pas se permettre de baisser la garde. Au sommet de Vilnius, les chefs d'État et de gouvernement ont considéré qu'il était important que les Alliés continuent d'investir dans la défense et honorent les engagements qu'ils ont souscrits, notamment en répondant aux besoins en équipements majeurs repérés de longue date et

**2014-2023 : du pays de Galles à Vilnius, de nouveaux engagements en matière d'investissements de défense**

Au sommet du pays de Galles, en 2014, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN avaient pris un engagement en matière d'investissements de défense, à savoir que tous les Alliés chercheraient à se conformer, pour 2024, à la directive OTAN recommandant de consacrer au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense. Les Alliés s'étaient aussi engagés à s'efforcer de porter, dans les mêmes délais, à 20 % au moins la part de leurs dépenses de défense annuelles consacrée à l'acquisition de nouveaux équipements majeurs, y compris la recherche et développement y afférente.

En 2022, au sommet de Madrid, les Alliés ont réaffirmé leur attachement à chacun des éléments de l'engagement en matière d'investissements de défense. En 2023, au sommet de Vilnius, ils se sont engagés à consacrer chaque année au moins 2 % de leur PIB à la défense, et au moins 20 % de leurs budgets de défense aux équipements majeurs et à la recherche et développement y afférente, étant entendu que ces deux engagements vont de pair. Ils ont également constaté que, dans bien des cas, il faudrait aller au-delà des 2 % pour parvenir à remédier aux insuffisances actuelles et à satisfaire les besoins que fait apparaître la montée de la contestation de l'ordre de sécurité.

en atteignant les objectifs capacitaires fixés dans le cadre de l'OTAN. Ils ont également considéré qu'il était important d'assurer le financement des nouveaux plans de défense et du nouveau modèle de forces de l'OTAN, et de contribuer aux opérations, missions et activités de l'Organisation.

En 2023, les Alliés ont continué d'accroître leurs dépenses de défense, de développer leurs forces et leurs capacités et de contribuer aux opérations, missions et activités de l'Alliance. Les dépenses de défense des Alliés européens et du Canada ont augmenté neuf années de suite, affichant en 2023 une hausse de 11 % en valeur réelle par rapport à 2022.

En 2023, 11 Alliés atteignaient la barre des 2 % du PIB consacrés à la défense ; début 2024, leur nombre est passé à 18, contre 3 seulement en 2014<sup>1</sup>.

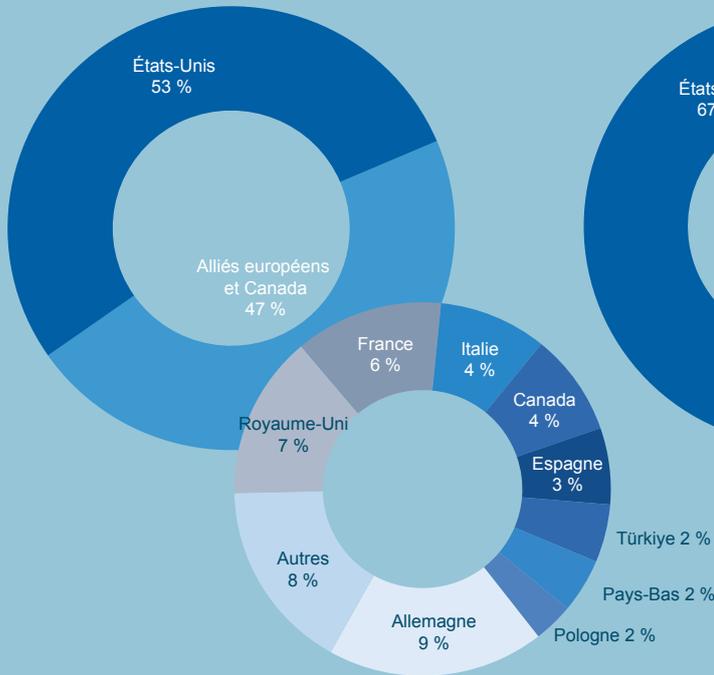
Le PIB des États-Unis représentait 53 % du PIB de l'ensemble des Alliés, et les dépenses de défense de ce pays 67 % de celles de l'ensemble des Alliés. On estime qu'en 2023, le total des dépenses de défense des pays de l'OTAN se situait aux alentours de 1,1 billion de dollars.

En outre, les Alliés se sont rapprochés de l'objectif consistant à consacrer au minimum 20 % de leurs dépenses de défense à l'acquisition d'équipements majeurs : ils sont aujourd'hui 28 à respecter la consigne des 20 %, contre 7 en 2014.

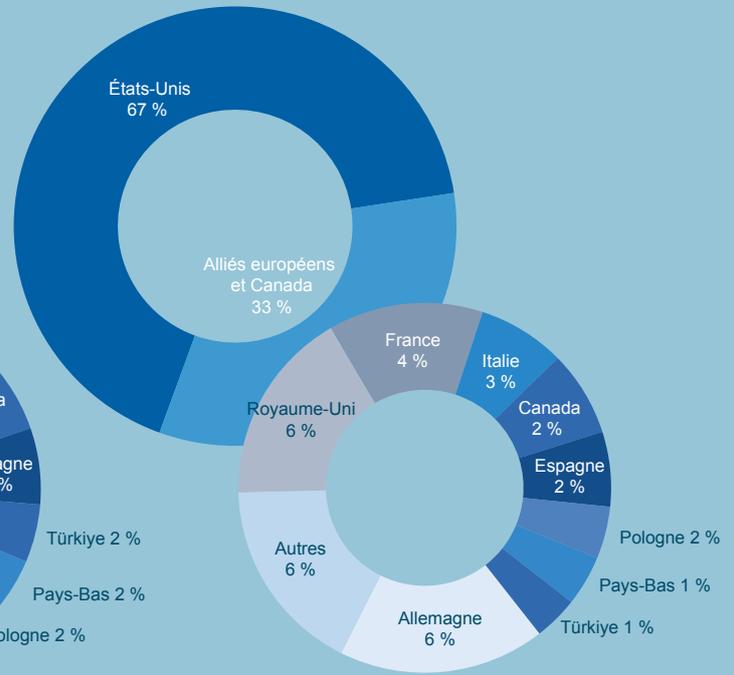
Cet effort d'investissement accéléré renforce la capacité de dissuasion et de défense de l'Alliance. Il permet aux Alliés de mettre à disposition davantage des capacités plus lourdes et du haut du spectre dont l'OTAN a besoin, et d'améliorer la préparation, la déployabilité, la soutenabilité et l'interopérabilité de leurs forces. Il est impératif, pour les années à venir, de continuer à investir dans les capacités voulues.

<sup>1</sup> Pour bien comprendre les graphiques figurant dans le présent chapitre, il convient de noter que l'Islande n'a pas de forces armées. Les chiffres étant arrondis, les pourcentages totaux peuvent différer de la somme de leurs composantes. Les chiffres pour 2023 sont des estimations. Les données fournies dans le présent chapitre n'englobent pas la Suède, qui est devenue membre de l'Alliance en 2024.

### Part du PIB de l'Alliance 2023e

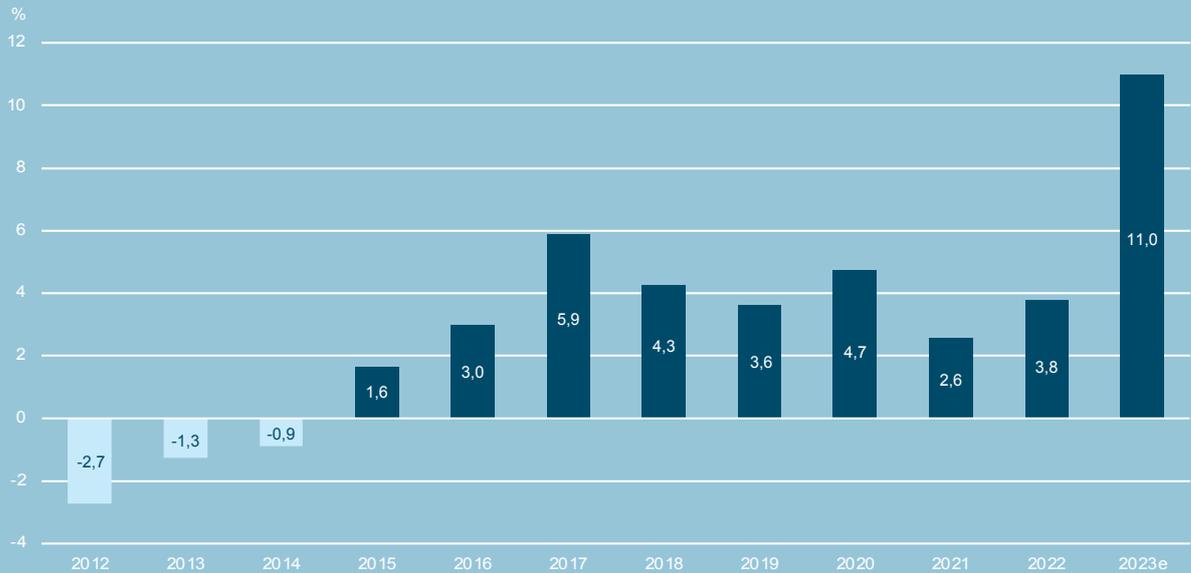


### Part des dépenses de défense de l'Alliance 2023e



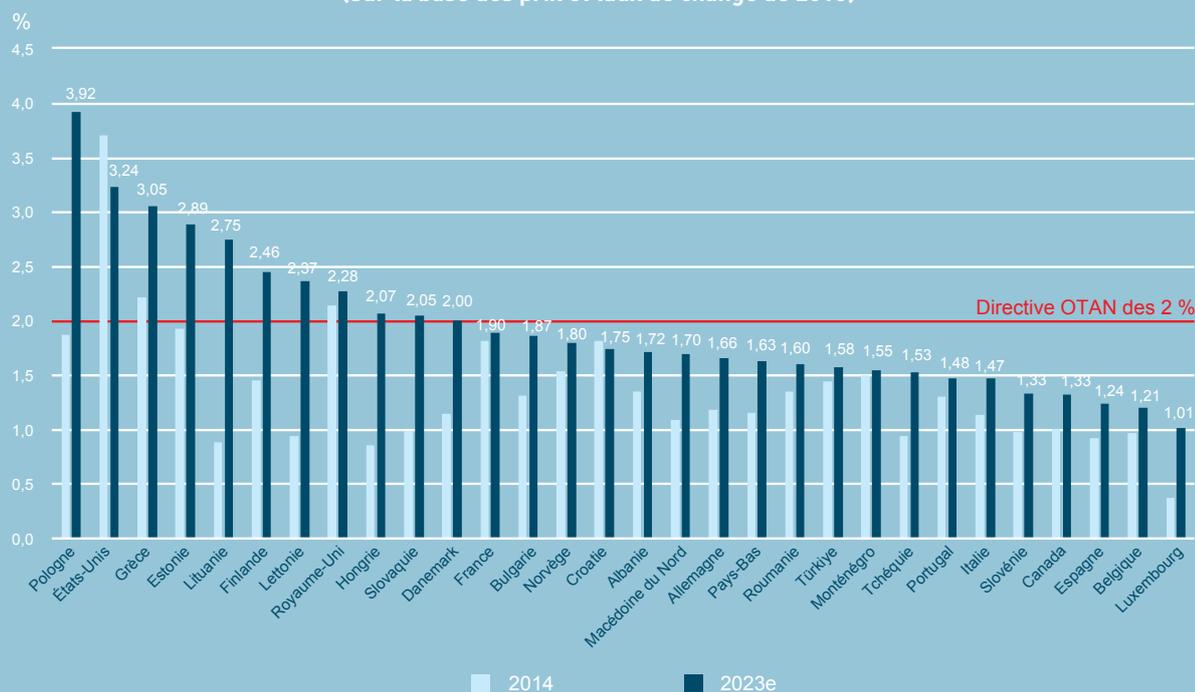
Sur la base des prix et taux de change courants. Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

### Alliés européens et Canada – Dépenses de défense (variation annuelle réelle, sur la base des prix et taux de change de 2015)

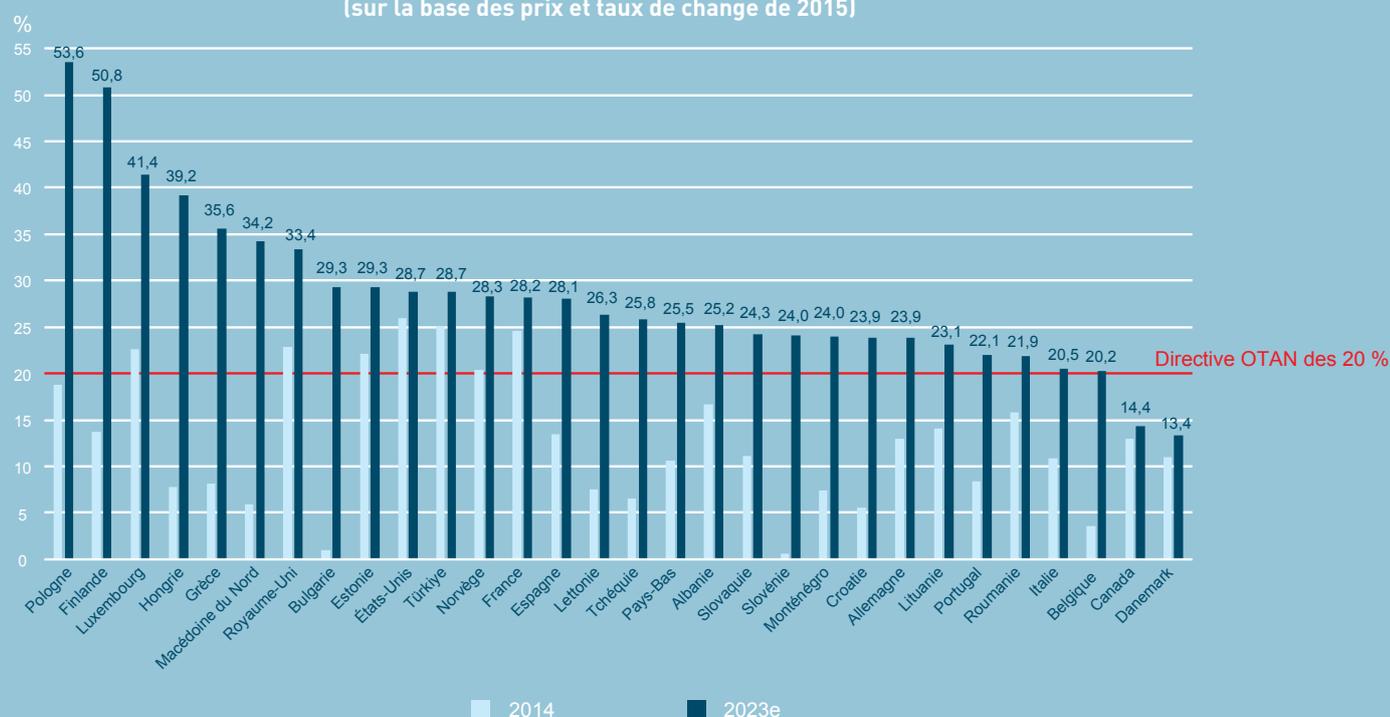


Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

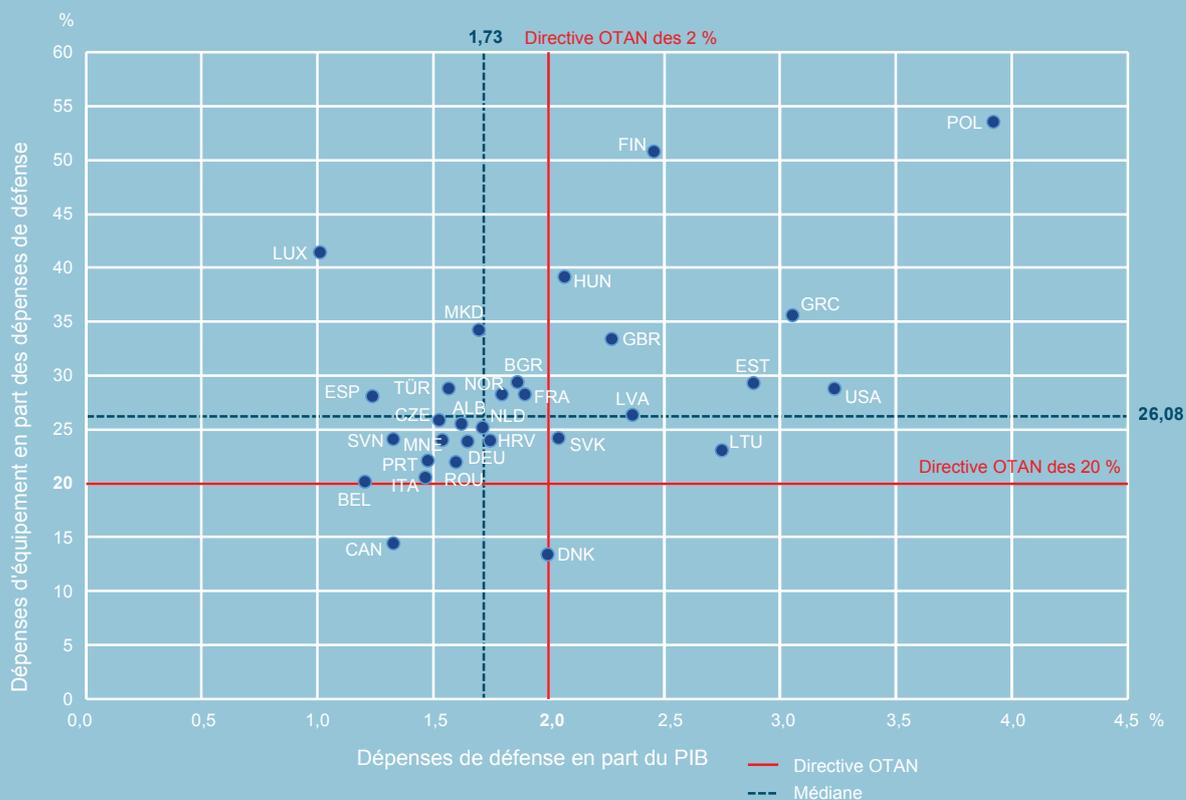
## Dépenses de défense en part du PIB (%) (sur la base des prix et taux de change de 2015)



## Dépenses d'équipement en part des dépenses de défense (%) (sur la base des prix et taux de change de 2015)

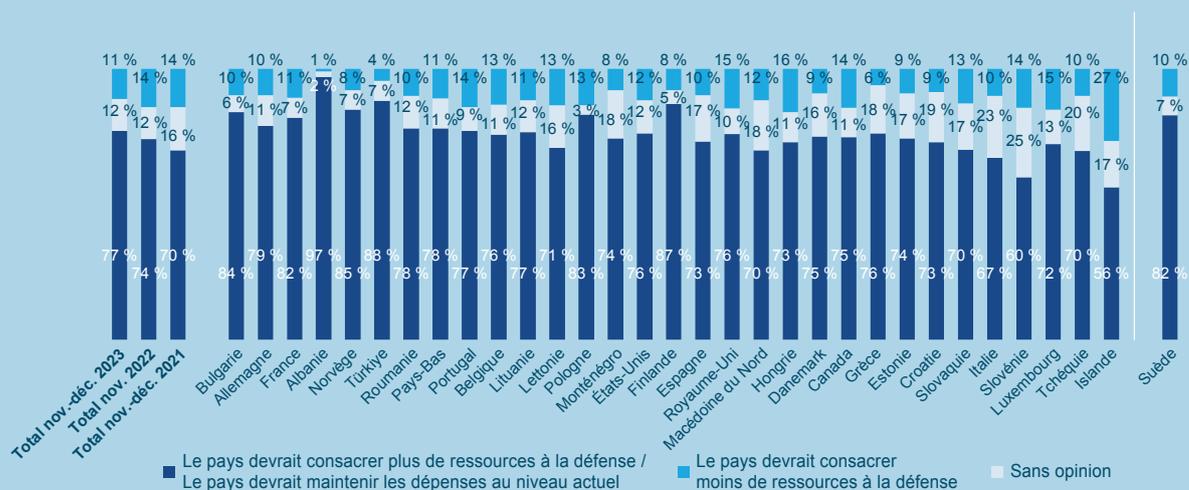


## Mise en relation des dépenses de défense en part du PIB et des dépenses d'équipement en part des dépenses de défense – 2023e



## Dépenses de défense : soutien accru des citoyens en 2023

Une majorité croissante des personnes interrogées (77 %) estime qu'il convient de maintenir ou d'augmenter le niveau des dépenses de défense. Elles ne sont que 12 % à considérer qu'il faudrait consacrer moins de ressources à la défense.



Note : Pour d'autres sondages concernant l'OTAN, voir la section « À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2023 », page 69.





# APPROCHE GLOBALE DE L'OTAN EN MATIÈRE DE RÉSILIENCE

Une équipe mobile britannique des opérations aériennes prépare une charge « sous élingue » pour un hélicoptère Merlin pendant l'exercice Joint Viking – Norvège, mars 2023.



Un soldat tchèque à l'issue d'une épreuve de reptation dans la boue, pendant la course d'obstacles « Czech Mudness 23 » – Lituanie, novembre-décembre 2023.

*Il faut des forces militaires pour préserver notre sécurité. Mais cela ne suffit pas. Des sociétés fortes et des économies solides sont notre première ligne de défense. Nous devons donc sécuriser notre cyberspace, nos chaînes d'approvisionnement et nos infrastructures critiques.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion du sommet nordique du SAMAK – Helsinki (Finlande), 28 février 2023.

## Dissuasion et résilience : les deux faces d'une même médaille

La résilience est un élément clé de la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance. Face à ce constat, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé, en 2023, d'adopter une série d'objectifs en matière de résilience. Ces objectifs – les premiers du genre – aideront l'OTAN et les Alliés à mieux se préparer aux chocs et aux perturbations stratégiques. S'ils sont mis en œuvre de manière coordonnée, ils tiennent toutefois compte des besoins spécifiques des différents Alliés. Ils doivent permettre, entre autres, d'améliorer l'aptitude des Alliés et de l'OTAN à assurer la continuité des pouvoirs publics et des services essentiels et à fournir un soutien civil aux opérations militaires, en temps de paix comme en période de crise ou de conflit. Les Alliés comptent s'appuyer sur ces objectifs au moment d'élaborer, au niveau national, des buts et des plans de mise en œuvre en matière de résilience.

L'OTAN dispose d'une vaste boîte à outils lui permettant de renforcer l'action des Alliés et des partenaires dans le domaine de la résilience. Elle s'appuie en



*En 2023, j'ai eu l'honneur d'aider les Alliés et les partenaires à œuvrer en faveur d'une meilleure résilience, notamment en contribuant à l'amélioration de la formation théorique et pratique destinée aux experts civils de l'OTAN dans le domaine de la résilience.*

### **Skaiste Masalaityte (Lituanie)**

Responsable de la coordination du programme de travail du groupe d'experts civils de l'OTAN sur la résilience, Section Facilitation et résilience, Division Politique et plans de défense, siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Des professionnels de la santé participent à un atelier organisé par la Confédération interalliée des officiers médicaux de réserve – Helsinki (Finlande), juin 2023.

particulier sur son pool d'experts civils, qui constitue une ressource exceptionnelle à laquelle elle peut recourir. Ce pool regroupe des centaines d'experts ayant des connaissances techniques approfondies en lien avec la protection civile, la communication, les transports, la santé, l'énergie, et l'approvisionnement en vivres et en eau. Depuis des années, ces experts contribuent à

des prises de décisions de l'OTAN et à l'élaboration de cadres d'orientation importants, comme les exigences de base de l'OTAN en matière de résilience<sup>2</sup>. Ils se joignent également à des équipes consultatives sur la résilience déployées dans des pays de l'Alliance et des pays partenaires et jouent un rôle important dans les exercices d'entraînement.



Séance de clôture du symposium 2023 de l'OTAN sur la résilience, tenu à l'invitation du gouvernement letton – Riga (Lettonie), avril 2023.

## Symposium de l'OTAN sur la résilience

L'édition 2023 du symposium de l'OTAN sur la résilience, organisée conjointement par le Secrétariat international et le Commandement allié Transformation, s'est déroulée en Lettonie et a réuni plus de 250 responsables civils et militaires, décideurs et experts de la résilience venus des pays de l'Alliance et des pays partenaires. Cet événement annuel est l'occasion pour les participants d'échanger des vues, de partager des bonnes pratiques, de resserrer leurs liens et de nouer de nouveaux contacts. Le symposium a permis de faire le point, tandis que l'OTAN et les Alliés continuent d'améliorer leur résilience collective.

<sup>2</sup> Les sept exigences de base en matière de résilience sont les suivantes : garantie de la continuité des pouvoirs publics et des services publics essentiels, résilience des approvisionnements énergétiques, aptitude à gérer efficacement des mouvements incontrôlés de personnes, résilience des ressources en vivres et en eau, aptitude à gérer un grand nombre de victimes et de crises sanitaires perturbatrices, résilience des systèmes de communication civils, et résilience des systèmes de transport civil.



L'équipe consultative de l'OTAN sur la résilience tient une réunion plénière avec des experts OTAN et moldaves de la résilience – Chisinau (République de Moldova), février 2023.

## Des partenariats pour la résilience : coopération avec l'Union européenne, l'Ukraine et la République de Moldova

La coopération avec les partenaires reste au cœur des travaux de l'OTAN sur la résilience. Les services de l'Organisation et ceux de l'UE ont développé cette coopération en mettant en place une équipe spéciale pour la résilience des infrastructures critiques, ce qui leur permet de répondre aux nombreuses menaces transversales qui pèsent sur les infrastructures critiques appartenant aux Alliés et aux États membres de l'UE. Ils disposent ainsi d'une enceinte où ils peuvent passer en revue les menaces et les défis qui, dans la zone euro-atlantique, pèsent sur les infrastructures critiques de quatre secteurs : énergie, transports, infrastructures numériques et espace. Ils ont également élaboré un rapport d'évaluation commun, libre d'accès<sup>3</sup>.

L'OTAN et l'Ukraine ont organisé de nombreuses activités de formation à l'occasion desquelles les participants ont pu discuter des bonnes pratiques et examiner comment améliorer l'état de préparation de l'Ukraine. Des représentants ukrainiens ont notamment pris part à un stage pour primo-intervenants organisé au Centre d'excellence interarmées pour la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, implanté

à Vyškov (Tchéquie), et des experts de la résilience ont remis un avis sur le plan d'action national de l'Ukraine en matière de résilience.

À la demande de la République de Moldova, l'OTAN a mis à disposition une équipe consultative sur la résilience afin d'aider les autorités moldaves à effectuer une autoévaluation de la résilience de leur pays. Les travaux de l'équipe permettront d'améliorer la préparation de la République de Moldova aux situations d'urgence dans le domaine civil ainsi que sa résilience.

<sup>3</sup> EU-NATO Task Force on the Resilience of Critical Infrastructure, Final Assessment Report (en anglais) : [https://www.nato.int/nato\\_static\\_f2014/assets/pdf/2023/6/pdf/EU-NATO\\_Final\\_Assessment\\_Report\\_Digital.pdf](https://www.nato.int/nato_static_f2014/assets/pdf/2023/6/pdf/EU-NATO_Final_Assessment_Report_Digital.pdf)



Des tireurs d'élite du deuxième bataillon du régiment de parachutistes des États-Unis se déplacent en terrain découvert pendant l'exercice Joint Viking – Norvège, mars 2023.

## Accroître la résilience de la société et protéger les citoyens contre les activités d'information hostiles

L'OTAN et les Alliés demeurent la cible d'activités de manipulation de l'information et d'ingérence, y compris de désinformation, menées par des acteurs étrangers. Les activités d'information hostiles ont pour but d'influencer les citoyens dans leurs décisions, de fragiliser la démocratie, d'exacerber les divisions au sein des pays membres de l'OTAN et entre eux et, en définitive, d'affaiblir l'Alliance.

Pour lutter contre ces activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, l'OTAN adopte une approche basée sur la compréhension et la communication. Elle analyse en permanence l'environnement informationnel afin de comprendre ce que les gens disent, entendent et lisent à son sujet. Elle s'adresse alors directement à la population, en s'attachant à fournir des informations fiables dans ses communications publiques.

L'OTAN révèle au grand jour des exemples flagrants de fausses informations et les réfute. Ainsi, elle dénonce les activités de désinformation de la Russie au sujet de la guerre que celle-ci a lancée contre l'Ukraine. À cette fin, elle interagit avec les médias, mène des activités de communication en ligne et échange avec la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Elle produit également des contenus numériques, avec notamment la vidéo intitulée « *Kremlin lies* » (« Les mensonges du Kremlin »), diffusée pour la première fois en 2023.

L'OTAN s'emploie par ailleurs à renforcer la résilience des sociétés face aux campagnes d'information hostiles. Pour ce faire, elle a créé un réseau rassemblant des partenaires de même sensibilité et d'autres organisations internationales, notamment l'Union

européenne et le Mécanisme de réponse rapide du G7. Elle a approfondi ses partenariats avec le secteur privé, des organisations non gouvernementales, des organes de presse, des plateformes de médias sociaux, ainsi que des représentants de la société civile et du monde universitaire. Au travers d'une approche mobilisant l'ensemble de la société, elle cherche à jouer un rôle clé dans la lutte contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées par des acteurs étrangers.



*Les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées par des acteurs étrangers sont une menace pour notre sécurité. Grâce à mon travail, j'ai pu aider l'Alliance à mieux comprendre cette menace ainsi que la réponse que nous y apportons.*

**Robin El Kady (Allemagne)**

Data scientist,  
Analyse de l'environnement informationnel,  
Division Diplomatie publique,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Participants au symposium sur la maîtrise des fonds marins, tenu au siège de l'OTAN, qui a rassemblé plus d'une centaine d'experts venant de toute l'Alliance et des pays partenaires – Bruxelles (Belgique), décembre 2023.

## Sous la surface : renforcer la sécurité des infrastructures sous-marines critiques

Pipelines et câbles permettent au monde de rester connecté, et sont essentiels pour l'économie mondiale. Le sabotage des gazoducs Nord Stream en 2022, ainsi que les dégâts subis par le gazoduc Balticconnector et des câbles de télécommunication en octobre 2023, ont mis en lumière la nécessité de sécuriser les infrastructures sous-marines critiques dans l'ensemble de l'Alliance.

L'Alliance a pris des mesures pour répondre aux menaces qui pèsent sur ces infrastructures. Elle a ainsi créé la Cellule de coordination dédiée aux infrastructures sous-marines critiques, dont la mission consiste à améliorer l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les Alliés, les partenaires et le secteur privé. En mai, le secrétaire général a organisé une table ronde de haut niveau sur ce sujet, ce qui a ouvert la voie à la mise en place d'un réseau spécifique d'échange d'informations sur les infrastructures sous-marines critiques entre l'OTAN, les Alliés, le secteur privé et d'autres acteurs concernés.

Les Alliés ont également décidé d'établir, au Commandement maritime allié implanté à Northwood (Royaume-Uni), le Centre maritime OTAN pour la sécurité des infrastructures sous-marines critiques, qui entend améliorer la connaissance de la situation et contribuer à la dissuasion et à la défense dans le milieu maritime.

Sur le pont du chasseur de mines MHC Vahterpää, des membres d'équipage finlandais participent à des activités de détection d'engins explosifs sous-marins en mer Baltique et dans le golfe de Finlande – Mer Baltique, mai 2023.



*Consciente de la menace qui ne cesse de croître, l'OTAN a pris des décisions importantes, en 2023, afin de protéger les infrastructures sous-marines critiques. J'ai eu le privilège de faire partie d'une équipe expérimentée qui a contribué à ces travaux décisifs.*

**Annamaria Cantore (Italie, Lituanie)**

Agent temporaire,  
Cellule de coordination dédiée  
aux infrastructures sous-marines critiques,  
Division Défis de sécurité émergents,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Un navire battant pavillon OTAN patrouille en mer autour d'une plateforme pétrolière – Mer du Nord, au large des côtes norvégiennes, mars 2023.





La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, et le PDG d'Equinor, Anders Opedal, sur la plateforme offshore d'extraction de gaz naturel Troll A – Au large de la côte ouest de la Norvège, mars 2023.

## Renforcer la sécurité énergétique et s'adapter à la transition énergétique

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a aggravé la crise énergétique mondiale et a profondément transformé le secteur de la sécurité énergétique. Pour faire face à ces bouleversements, les Alliés ont pris des mesures décisives visant à réduire leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, à améliorer leur efficacité énergétique et à accélérer le passage à des sources d'énergie décarbonées.

Alors que la guerre entrait dans son troisième hiver, le Kremlin a continué de frapper des infrastructures énergétiques critiques afin de briser la détermination de l'Ukraine. L'OTAN a maintenu son aide à Kyïv dans le domaine de la protection des infrastructures énergétiques. Les contacts qui ont eu lieu régulièrement avec l'Ukraine, notamment au sein du Conseil OTAN-Ukraine, ont facilité ce travail.

Pour que les Alliés aient une meilleure connaissance de la situation stratégique s'agissant des principaux risques pesant sur la sécurité énergétique, les services de l'OTAN ont effectué des évaluations approfondies des besoins énergétiques de l'Alliance et ont tiré des enseignements des attaques menées par la Russie contre des infrastructures énergétiques ukrainiennes critiques. Leur collaboration étroite avec des experts de l'Agence internationale de l'énergie, de l'Union européenne et d'Ukraine les a aidés à mener à bien cette entreprise.

Tout au long de l'année 2023, l'OTAN a continué d'aider les Alliés et les partenaires en leur proposant des formations et des exercices sur mesure portant sur la protection et la résilience des infrastructures énergétiques critiques. En octobre, avec la *Naval Postgraduate School* des États-Unis, elle a organisé à l'intention de l'Ukraine un stage de formation consacré aux infrastructures énergétiques critiques et à la résilience. En novembre, le Centre d'excellence pour la sécurité énergétique et le Centre commun de recherche de l'Union européenne

### Comment l'OTAN agit pour faciliter la transition énergétique dans les pays membres

À travers le monde, la transition énergétique s'opère à un rythme sans précédent, modifiant les modes de production, de transport, de stockage et d'utilisation de l'énergie. Au sommet de Vilnius, lorsqu'ils ont donné leur feu vert à l'initiative pour la prise en compte des exigences liées à la transition énergétique dès la conception, les dirigeants des pays de l'Alliance ont demandé à l'Organisation de jouer un rôle actif dans ce processus. Il s'agit de faire en sorte que l'Alliance s'adapte à la transition énergétique de manière planifiée, coordonnée et cohérente et préserve ainsi l'interopérabilité et l'efficacité militaire des forces de ses pays membres. Pour y parvenir, l'OTAN entend rassembler l'expertise des pays partenaires, des organisations internationales, des milieux universitaires et de l'industrie. L'initiative évoquée a été l'un des thèmes principaux de l'édition 2023 de la table ronde annuelle de l'OTAN sur la sécurité énergétique.

ont organisé ensemble le grand exercice sur table CORE 2023-Baltic, qui avait pour but d'améliorer la protection et la résilience des infrastructures énergétiques critiques dans la région de la Baltique.



Établissement d'un centre d'excellence sur les changements climatiques et la sécurité : des ministres de la Défense des pays de l'OTAN, le secrétaire général délégué, Mircea Geogană (à leur droite), et le secrétaire général adjoint pour les défis de sécurité émergents, David van Weel (à leur gauche), à la cérémonie de signature – Sommet de Vilnius (Lituanie), juillet 2023.

## Faire face aux incidences du changement climatique sur la sécurité

L'OTAN s'étant engagée à devenir l'organisation internationale de référence pour ce qui est de comprendre les incidences du changement climatique sur la sécurité et de s'y adapter, elle a continué d'œuvrer en ce sens. Elle est déterminée à lutter contre le dérèglement climatique en améliorant son efficacité énergétique, en se tournant vers des sources d'énergie propres et en tirant parti des technologies vertes, tout en adaptant ses infrastructures et ses capacités de manière à préserver son efficacité opérationnelle et à ne pas compromettre la crédibilité de sa posture de dissuasion et de défense quel que soit l'environnement des opérations.

Au sommet de Vilnius, les dirigeants des pays de l'Alliance ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à prendre le changement climatique en considération dans toutes les tâches fondamentales de l'OTAN et ont publié à cette occasion trois documents d'importance majeure, à savoir : l'édition 2023 de l'Étude des incidences du changement climatique sur la sécurité, qui a contribué à sensibiliser davantage les Alliés aux incidences du dérèglement climatique sur leur sécurité, le Recueil des bonnes pratiques, qui donne des exemples concrets des efforts que les Alliés déploient pour s'adapter au changement climatique tout en préservant l'interopérabilité et l'efficacité opérationnelle de leurs forces et en réduisant leur empreinte environnementale, et la Méthode OTAN de cartographie et d'analyse des émissions de gaz à effet de serre, qui propose des orientations et un outil de calcul visant à faciliter les efforts d'atténuation des incidences du changement climatique. L'OTAN a par ailleurs mis au point un prototype de logiciel d'analyse à l'appui du cadre de gestion des risques liés aux incidences du changement climatique sur la sécurité, qui doit aider l'Alliance à gérer de tels risques et à relever d'autres défis de sécurité.

La thématique changement climatique et sécurité est restée une priorité dans les interactions de l'OTAN avec d'autres organisations internationales, notamment l'Union

européenne, l'Organisation des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale. Le secrétaire général a été à la tête d'une délégation OTAN à la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a eu lieu aux Émirats arabes unis. L'OTAN a également renforcé le dialogue avec les pays partenaires. Ainsi, en janvier, le Koweït a accueilli une conférence sur les changements climatiques et la sécurité, qui s'est tenue au Centre régional OTAN – Initiative de coopération d'Istanbul.



*En 2023, les militaires des pays de l'Alliance ont dû faire face à des aléas climatiques à répétition et intensifier leurs efforts pour une meilleure efficacité énergétique tout en préservant leur efficacité dans un environnement de sécurité dégradé. Je suis fière de faire partie de l'équipe qui veille à ce que la thématique climat et sécurité énergétique reste une des grandes priorités de l'OTAN.*

**Katarina Kertysova (Slovaquie)**

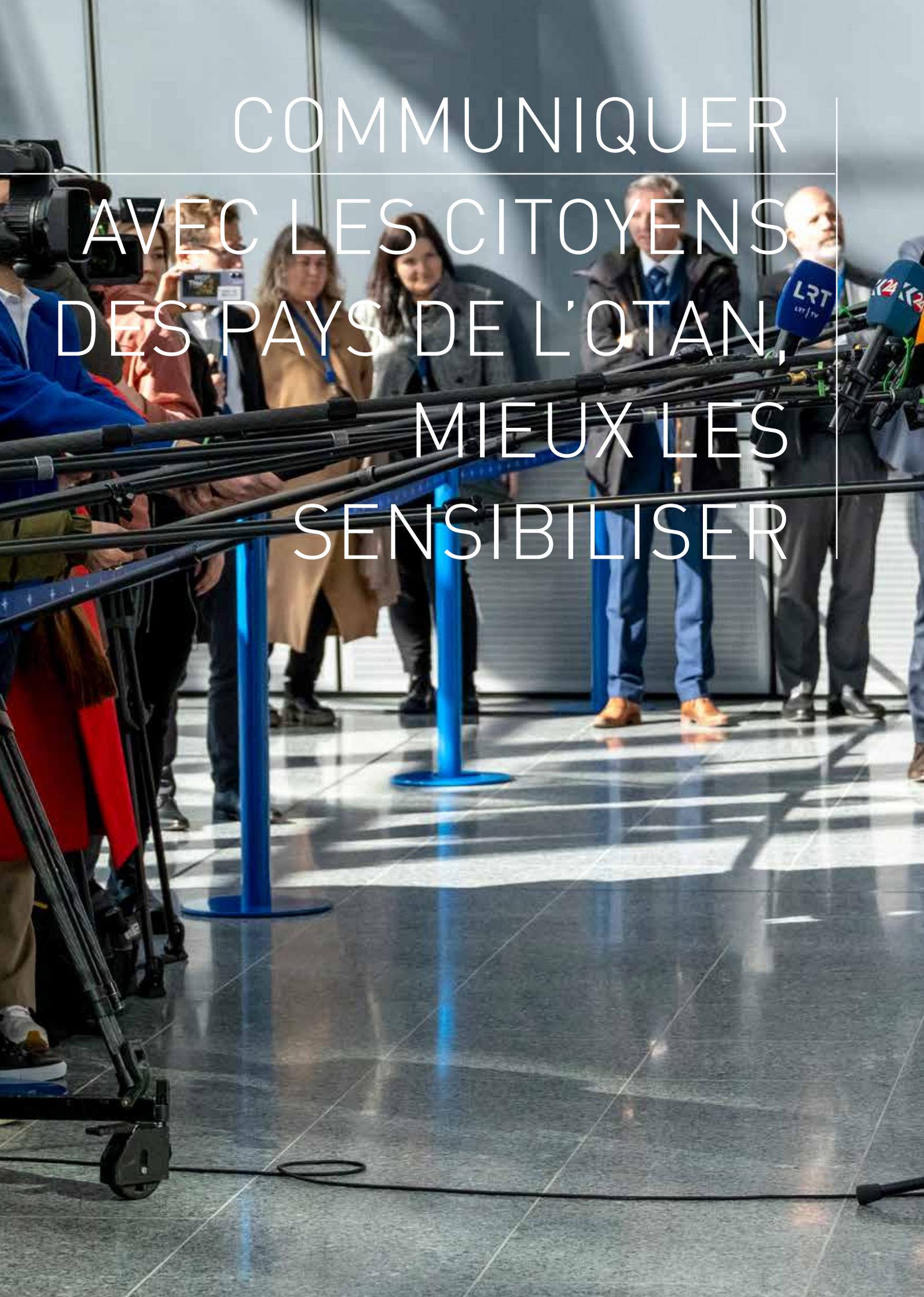
Administratrice,  
Section Climat et sécurité énergétique,  
Division Défis de sécurité émergents,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Un opérateur de drone se prépare à cartographier la glace de mer durant l'essai en mer Nordic Recognized Environmental Picture 23 – Au large de la côte arctique de la Norvège, juillet 2023.



## Activités OTAN de recherche maritime sur le changement climatique

L'Organisation OTAN pour la science et la technologie a mis en place une série d'initiatives visant à étudier les incidences du changement climatique sur la sécurité et a défini des mesures d'adaptation et d'atténuation claires. En 2023, son centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes a établi un programme de travail tout à fait unique axé sur cette problématique. Ce centre a créé un service qui doit faire profiter de son expertise en matière de recherche maritime et d'études sur l'Arctique, afin que l'OTAN puisse mieux comprendre le lien entre changement climatique et sécurité. Ce nouveau service analysera en quoi le dérèglement climatique influera sur les futures capacités maritimes au sein de l'OTAN, fournira des informations au service de la conception des futurs capteurs, plateformes, systèmes et capacités et contribuera à la définition de normes environnementales à l'OTAN. Par ailleurs, la création de l'Observatoire OTAN du climat arctique a donné un coup d'accélérateur à l'expérimentation dans des domaines d'importance critique. Ainsi, en juillet, le navire de recherche de l'OTAN *Alliance* a installé plusieurs enregistreurs océanographiques et acoustiques qui permettront de suivre sur le long terme l'évolution de la température, de la salinité et du bruit ambiant en eaux profondes dans le détroit de Fram et dans le nord de la mer de Norvège.

A photograph of a press conference. A man in a blue suit is speaking at a podium. He is surrounded by several microphones on stands, some with logos like 'LRT' and 'K2'. There are also cameras and other people in the background. The floor is polished and reflects the scene. The text 'COMMUNIQUER AVEC LES CITOYENS DES PAYS DE L'OTAN, MIEUX LES SENSIBILISER' is overlaid on the image in white capital letters.

COMMUNIQUER  
AVEC LES CITOYENS  
DES PAYS DE L'OTAN,  
MIEUX LES  
SENSIBILISER



Point de presse de Jens Stoltenberg au début de la réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN tenue au siège de l'Organisation – Bruxelles (Belgique), juin 2023.

# Conversation with the NATO Secretary General



Entretien entre Andrea Mitchell, principale correspondante à l'étranger de la chaîne NBC News, et Jens Stoltenberg au Forum public OTAN en marge du sommet de Vilnius – Vilnius (Lituanie), juillet 2023.

***Certains États totalitaires cherchent à porter atteinte à notre liberté et à nos modes de vie [...] en pratiquant la désinformation, en semant la discorde et en sapant la démocratie. Notre réponse doit être de collaborer plus étroitement encore dans le cadre de l'OTAN.***

Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre de la Macédoine du Nord, Dimitar Kovačevski – Skopje (Macédoine du Nord), 21 novembre 2023.

L'Alliance ne peut être forte ni efficace sans le soutien et la compréhension des citoyens de ses pays membres. C'est pour cela que l'OTAN mène des activités de communication et des échanges ciblés avec toute une série de médias internationaux et de leaders d'opinion et qu'elle met en place des actions de communication numérique sur de multiples plateformes en respectant une charte graphique claire et cohérente.

En plus d'expliquer aux citoyens ce qu'elle est et ce qu'elle fait, l'OTAN s'emploie à lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence, y compris de désinformation, menées par des acteurs étrangers, en suivant une approche reposant sur une communication publique factuelle et crédible.

## Temps forts de la communication en 2023

### Communication liée au sommet de Vilnius

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius en 2023 a suscité un vif intérêt aux quatre coins du globe. Les allocutions d'ouverture prononcées par le secrétaire général ainsi que les conférences de presse qu'il a données à cette occasion ont été retransmises en direct par plus de 118 chaînes de télévision de par le monde, avec une audience potentielle de 1,7 milliard de personnes. Désireuse de s'adresser également aux jeunes, l'OTAN a publié, sur Instagram et Facebook, du contenu exclusif sur les coulisses du sommet, et elle a collaboré avec des influenceurs dans les États baltes. L'équipe « L'OTAN en russe » a touché des publics russophones en publiant sur les médias sociaux des entretiens exclusifs avec des experts et des journalistes présents à l'événement. Toute une communication a été mise en place à Vilnius pour faire la promotion de l'événement et remercier les habitants et les touristes de leur compréhension et de leur patience avant et pendant la tenue du sommet.

Le sommet de Vilnius a également été l'occasion pour l'OTAN d'organiser un Forum public, qui a rassemblé des intervenants de haut niveau parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des responsables de l'OTAN, des pays de l'Alliance et des pays partenaires, des experts en sécurité de renommée internationale, des think tanks, des organisations non gouvernementales, des représentants de la jeunesse, des créateurs de contenus, des universitaires, des parlementaires, des industriels et des représentants d'entités militaires des Alliés. Plus de 500 000 internautes ont suivi l'événement, qui a touché près de 2 millions de personnes sur les médias sociaux, avec une audience potentielle d'environ 2,2 milliards de personnes via les médias audiovisuels.

### Studio YouTube du Forum public OTAN

Lors du Forum public tenu en marge du sommet de Vilnius, l'OTAN a créé, pour la plateforme YouTube, un studio professionnel dans lequel trois jeunes créateurs de contenus – l'Ukrainienne Maria Efrosinina (présentatrice TV et personnalité médiatique), le Britannique Jack Kelly (fondateur et PDG du groupe médiatique TLDR News) et le Lituanien Paul de Miko (créateur de contenus) – ont interviewé de nombreuses personnalités de premier plan parmi les intervenants et les participants au Forum public.

Les entretiens vidéos ont été publiés sur les chaînes YouTube de l'OTAN et des créateurs de contenus, où ils ont été visionnés plus de 200 000 fois. L'initiative a également permis de mettre en lumière les autres plateformes numériques des trois créateurs de contenus, dont les vidéos ont cumulé plus de 2 millions de vues et plus de 150 000 « j'aime » sur leurs différents médias sociaux.

### Réseau des hauts responsables de la communication

L'OTAN a continué de développer et de renforcer sa communauté grandissante de responsables de la communication dans ses 31 pays membres et en Suède<sup>4</sup>. La Conférence de l'OTAN pour les hauts responsables de la communication, qui s'est déroulée du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, a rassemblé, au siège de l'Organisation à Bruxelles, des professionnels de la communication venant de toute une série d'organismes OTAN. Cette conférence annuelle offre une plateforme de coordination et de collaboration entre les responsables de la communication à l'OTAN et les professionnels du secteur. Les participants ont pu en apprendre davantage sur les différentes approches multilatérales et sur les bonnes pratiques nationales permettant de lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées par des acteurs étrangers. Ils ont également échangé sur la manière dont l'OTAN lutte contre la désinformation, et sur les défis et opportunités qui se présentent sur le plan de la communication à l'approche du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance, en avril 2024, et du sommet de Washington, en juillet.

### Interactions avec les jeunes

Interagir avec les jeunes est essentiel pour l'avenir de l'Alliance. Ces interactions permettent à la nouvelle génération de découvrir ce qu'est l'OTAN et en quoi elle joue un rôle important pour sa sécurité. En 2023, l'OTAN a poursuivi sa campagne « Protéger l'avenir », menée par dix jeunes créateurs de contenus originaires d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Ces derniers se sont rendus au siège et ont rencontré le secrétaire général afin d'en apprendre davantage sur ce que fait l'Alliance pour protéger ses citoyens et son territoire. Ils ont par ailleurs eu l'occasion d'assister au sommet de Vilnius, de participer à une série d'exercices militaires ou encore de visiter le porte-avions USS Gerald R. Ford.



*Je suis fier d'avoir contribué à rassembler, en 2023, de hauts responsables de la communication venus des quatre coins de l'Alliance pour une conférence sur les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées par des acteurs étrangers. Cette conférence a démontré toute la valeur de l'OTAN lorsqu'il s'agit de débattre des défis communs.*

#### Tom Morin-Robinson (Canada)

Responsable de programme,  
Division Diplomatie publique,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

### « Protéger l'avenir » – Jeunes créateurs de contenus

Les **dix** influenceurs ont :

- produit **573** vidéos qui ont cumulé **6 millions** de vues ;
- généré plus de **340 000** interactions sur les médias sociaux ;
- touché un public en ligne estimé à plus de **25 millions** de personnes.



4 La Suède est devenue membre de l'OTAN en mars 2024.

## Des jeux vidéos pour lutter contre la désinformation

En novembre, l'OTAN a organisé à Varsovie son premier tournoi de jeux vidéos dans le cadre de la campagne « Protéger l'avenir ». Animée par la secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique, Marie-Doha Besancenot, et par l'acteur polonais Maciej Musial, cette compétition, qui a rassemblé des experts en jeux vidéos et des responsables de l'OTAN, a permis de promouvoir le rôle de l'Alliance, en particulier en matière de lutte contre la désinformation, auprès des utilisateurs de la plateforme de jeux vidéos Twitch et, ainsi, de toucher des publics différents d'une manière inédite.



Au tournoi de jeux vidéos de l'OTAN, des soldats s'affrontent sur des jeux traitant de thématiques telles que la lutte contre la désinformation et la gestion des différences au sein d'une organisation multinationale – Varsovie (Pologne), octobre 2023.

## Sommet OTAN de la jeunesse 2023 : « *NextGen Freedom and Security* » (liberté et sécurité pour les générations futures)

Le 5 juin, des jeunes venus des pays de l'Alliance et d'ailleurs ont pris part à une conversation transatlantique au sommet OTAN de la jeunesse. Ce débat, organisé par l'OTAN et l'Université William & Mary, s'est déroulé à la fois en ligne, à Bruxelles et à Washington. Les participants ont pu échanger des vues et s'entretenir de ce que l'OTAN met en place pour répondre aux questions que la nouvelle génération considère comme essentielles pour sa sécurité.

Les thèmes abordés allaient de la désinformation aux technologies dernier cri, en passant par le changement climatique et la sécurité nationale. Cet événement a été suivi par plus de 50 000 personnes sur les plateformes numériques et sur les médias sociaux, et il a généré plus de 150 000 interactions et touché 8,4 millions de personnes, tous médias sociaux confondus. Parmi les participants en ligne, 45 % étaient des femmes, et 85 % avaient entre 18 et 35 ans.



Jens Stoltenberg participe à une table ronde à l'occasion de la Conférence de Munich sur la sécurité, aux côtés de la première ministre du Danemark, Mette Frederiksen, de la présidente de la République de Moldova, Maia Sandu, du président finlandais, Sauli Niinistö, et de la présidente du German Marshall Fund of the United States, Heather A. Conley – Munich (Allemagne), février 2023.

## Sensibiliser l'opinion publique dans toute l'Alliance et au-delà

### Visites de presse

En 2023, 81 médias de 21 pays membres et de 8 pays partenaires de l'OTAN ont participé à des visites de presse. Parrainées par l'Organisation, ces visites permettent aux médias d'accéder à des informations de première main sur les missions, les exercices, les opérations et les déploiements de l'OTAN. Elles contribuent à illustrer le vaste éventail d'activités que l'OTAN entreprend pour protéger ses citoyens et son territoire contre toute menace, d'où qu'elle vienne. En 2023, les médias ont eu l'occasion :

- d'observer les forces des pays de l'Alliance s'entraînant dans des conditions extrêmes dans le Grand Nord ;
- d'observer l'arrivée de renforts de l'OTAN sur le flanc oriental ;
- d'accompagner les soldats de la KFOR dans l'exercice de leur mission, qui est de maintenir un environnement sûr et sécurisé au Kosovo ;
- de suivre des experts de l'armée et du secteur privé qui se sont livrés à des essais et à des entraînements mettant en jeu des drones sous-marins conçus pour détecter des sous-marins ;
- d'assister à Cyber Coalition 23, l'un des plus grands exercices de cyberdéfense au monde ;
- d'échanger avec des experts du secteur privé et de l'OTAN au sujet des dernières technologies en matière de lutte contre les drones, et d'observer comment ces technologies peuvent être associées pour permettre de détecter, d'identifier, de contrer et de neutraliser des drones malveillants ;
- de suivre un entraînement mobilisant des navires et aéronefs de pays de l'Alliance en vue de la protection des lointaines Îles Féroé.

### 2023 : quelques chiffres

**Près de 15 000** articles et reportages consacrés à l'OTAN dans les grands médias internationaux, avec une audience potentielle cumulée de plusieurs milliards de personnes.

**Près de 3 000** sollicitations des médias

**Près de 300** interviews du secrétaire général et du secrétaire général délégué

**54** visites de presse

**Hausses indicatives de l'audience numérique par rapport à 2022**

 **+ 113 %**

 **+ 28 %**

 **+ 20 %**

 **+ 10 %**

 **+ 4 %**

Communauté totale sur les principaux médias sociaux : **hausse de 15 %**, pour atteindre 5,9 millions d'utilisateurs

## Le Centre d'information et de documentation de l'OTAN

Depuis plus de 25 ans, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN, établi à Kyïv, s'attache à mieux faire connaître et comprendre l'OTAN ainsi que la coopération entre l'OTAN et l'Ukraine. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Centre fournit à la population ukrainienne des informations sur l'aide que les membres de l'Alliance apportent au pays. Il offre également un soutien à la société civile ukrainienne dans le cadre de divers projets de diplomatie publique, comme la compétition sportive « Games of Heroes ».

## Subventions pour projets de diplomatie publique

Pour mieux faire connaître l'Alliance auprès du grand public, l'OTAN cofinance, au moyen de subventions, des conférences, séminaires, ateliers et autres activités de diplomatie publique. En 2023, l'OTAN a accordé 207 subventions dans 36 pays. Des organisations non gouvernementales, des think tanks et des universités de pays membres et de pays partenaires ont été invités à mettre au point des solutions innovantes pour sensibiliser l'opinion à la mission, aux priorités et aux valeurs de l'Alliance. Les subventions accordées ont permis de soutenir des activités et des publications, mais aussi des projets plus novateurs comme des podcasts, des outils numériques, des tournées, des plateformes interactives ou encore des jeux. Des projets visant à accroître la résilience de la société face à la désinformation ont également été financés.

## Communication en langue russe

En 2023, malgré les restrictions imposées aux médias et la répression croissante exercée contre la société civile et les voix dissidentes en Russie, l'OTAN a continué de s'adresser à certains publics russophones, en ligne comme en présentiel, au travers de visites au siège de l'Organisation, d'exposés et d'autres activités.

Depuis le début de la guerre contre l'Ukraine, de nombreux ressortissants russes se sont installés dans des pays de l'Alliance ou des pays partenaires. L'OTAN continue de soutenir financièrement – et de développer considérablement – ses activités d'ouverture à l'intention de la société civile russe, d'activistes pro-démocratie et de jeunes influenceurs, mais aussi de leaders d'opinion plus connus, d'analystes indépendants et de journalistes basés à l'étranger. En 2023, l'OTAN a en outre intensifié ses interactions avec des chaînes YouTube influentes, qui sont une source d'information importante pour les publics russophones.

L'Organisation continue aussi à étendre sa présence sur les médias sociaux en russe, avec la création d'une



L'équipe « Games of Heroes », composée d'athlètes et de vétérans ukrainiens handicapés, se rend au siège de l'OTAN pour participer à une compétition de cross fit – Bruxelles (Belgique), novembre 2023.



*Je vais à la rencontre de différents publics auxquels j'explique le rôle et la mission de l'OTAN. Ce faisant, je suis fière de contribuer à renforcer la résilience des sociétés des pays de l'Alliance, face à la désinformation pratiquée par des acteurs étrangers.*

**Beaudine Verhoek (Pays-Bas)**

Administratrice, Équipe Politiques,  
plans et campagnes,  
Division Diplomatie publique,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

## « OTAN-Russie : Mise au point »

La page « OTAN-Russie : Mise au point » du site internet de l'OTAN dénonce et réfute la désinformation agressive contre l'Alliance à laquelle se livre actuellement la Russie. Elle permet de lutter contre les discours mensongers en leur opposant des éléments de preuve sous la forme d'images satellites, de fiches d'information et d'entretiens. L'OTAN produit également du contenu audiovisuel, avec notamment la vidéo intitulée « Stop the lies, stop the war » (« Finissons-en avec les mensonges, finissons-en avec la guerre »).

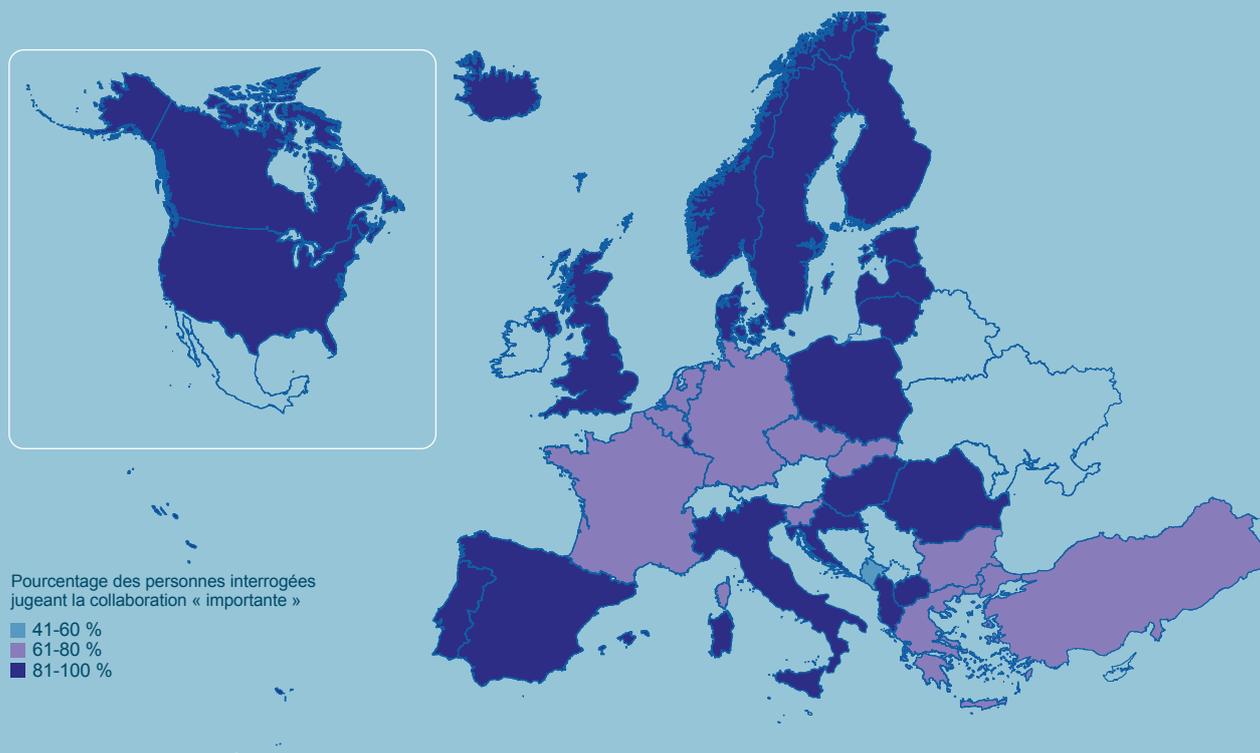
chaîne Telegram et d'un salon de discussion sur Twitter Spaces, qui viennent compléter la famille de comptes « HATO по-русски » (« L'OTAN en russe ») sur les médias sociaux.

## À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2023

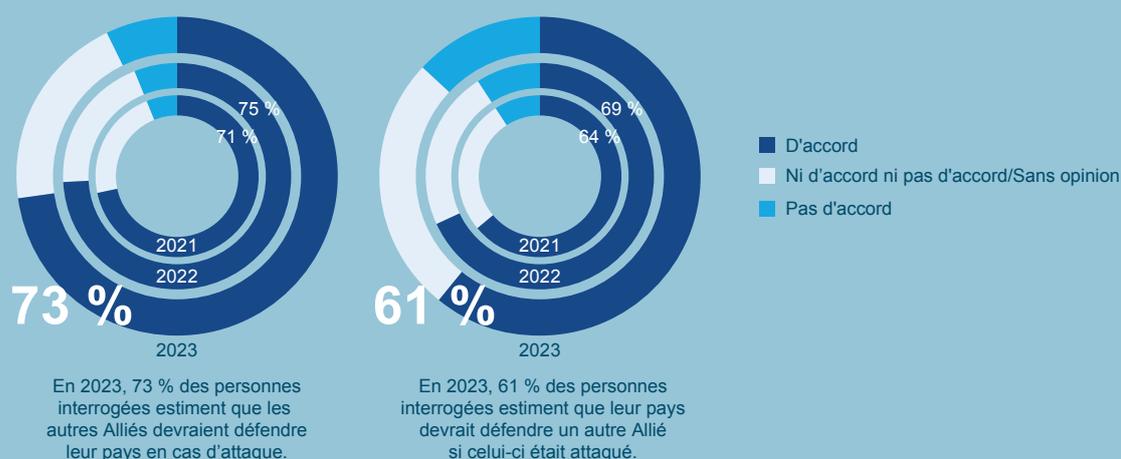
En 2023, l'OTAN a commandé des sondages dans ses 31 pays membres afin de mieux comprendre comment elle y est perçue par les citoyens et d'observer l'évolution des tendances par rapport à 2022<sup>5</sup>. La Suède a également été associée à ces sondages<sup>6</sup>. Les données pour 2023 ont été recueillies entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 6 décembre.

### Des citoyens fermement convaincus de l'utilité de l'OTAN et du lien transatlantique

L'attachement au lien transatlantique reste fort. Comme en 2022, 82 % des citoyens sont d'avis que la collaboration entre l'Amérique du Nord et l'Europe en matière de sûreté et de sécurité est importante.



### Des citoyens toujours très attachés à la défense collective

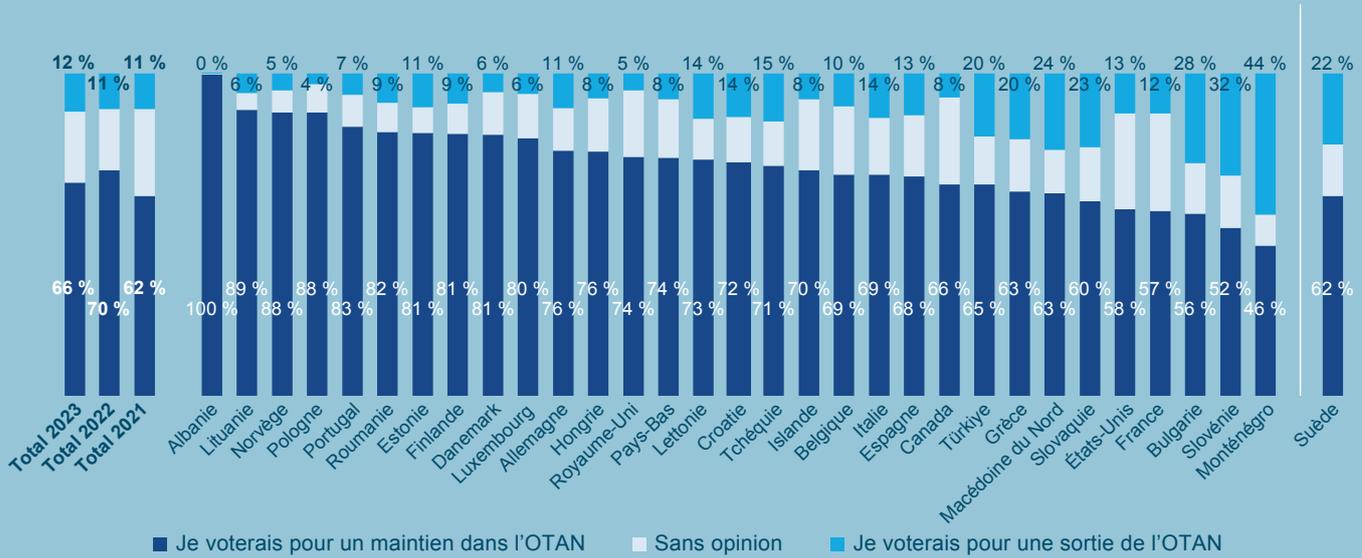


5 Sondages effectués par Agenda et Yonder auprès de 30 925 adultes dans les 31 pays membres de l'OTAN et en Suède entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 6 décembre 2023. Taille des échantillons de population et dates de réalisation des précédents sondages : 2022 – 30 993 personnes interrogées entre le 7 et le 29 novembre ; 2021 – 28 909 personnes interrogées entre le 12 novembre et le 2 décembre. Les sondages ont été réalisés en ligne, sauf en Albanie et au Monténégro, où ils ont été effectués par téléphone en raison du faible taux de pénétration des sondages en ligne dans ces pays. Dans chacun des pays où le sondage a été réalisé en ligne, un échantillon d'au moins 1 000 répondants a été obtenu. Dans chacun des pays où le sondage a été effectué par téléphone, au moins 500 personnes ont été interrogées. Des quotas ont été fixés pour le genre, l'âge et la région, et les résultats ont été pondérés de sorte que l'échantillon de chaque pays soit représentatif de sa population adulte (les plus de 18 ans). Les résultats globaux (pour l'ensemble des Alliés) ont été pondérés en fonction de la répartition de la population des pays de l'OTAN. Ces totaux ne comprennent pas les données concernant la Suède. Les sondages auxquels il est fait référence sont basés sur un échantillonnage non aléatoire, avec une marge d'erreur indicative de  $\pm 3$  %. Les chiffres étant arrondis, la somme des résultats n'est pas toujours exactement égale à 100 %. Pour de plus amples informations, voir <https://www.nato.int/SGReport/2023/audience-insight-fr/>.

6 En 2023, la Suède a été associée pour la seconde fois aux sondages sur la façon dont l'OTAN est perçue par les citoyens de ses pays membres. Au moment de la réalisation des sondages, la Suède avait le statut de pays invité. Les résultats globaux OTAN ne comprennent pas les données concernant la Suède.

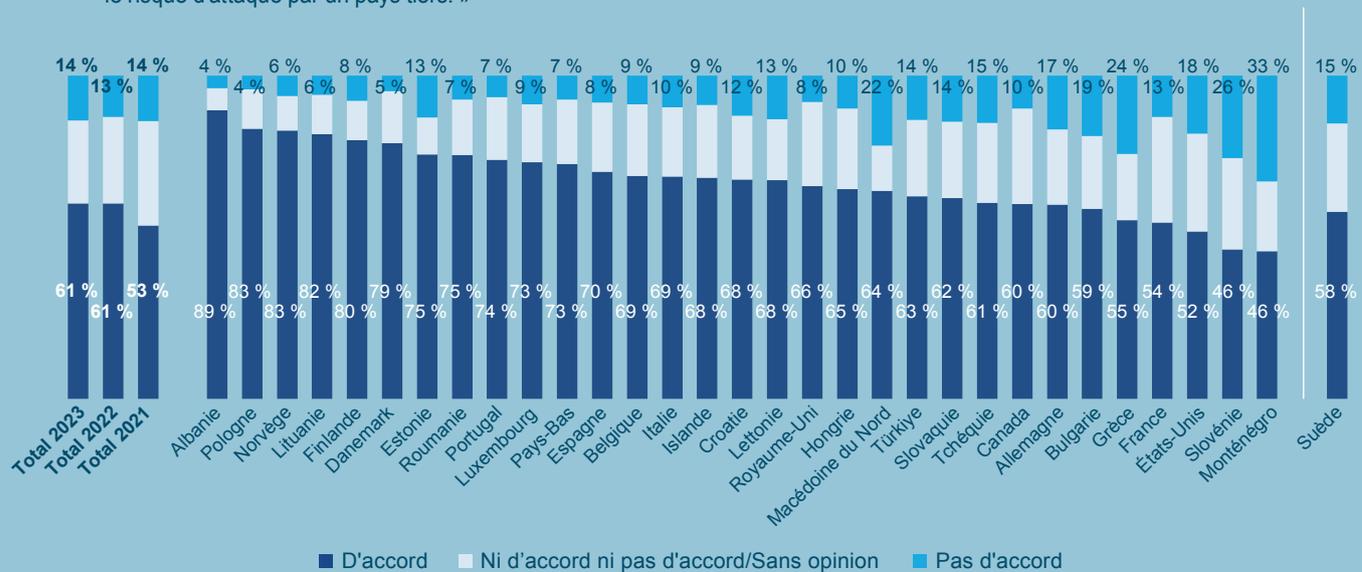
## Le soutien à l'OTAN demeure élevé

S'ils devaient participer à un référendum, les citoyens continueraient de se prononcer majoritairement (à hauteur de 66 %) en faveur du maintien de leur pays dans l'OTAN. Le graphique ci-dessous présente les réponses données à la question suivante : « Si vous pouviez voter pour ou contre le maintien de votre pays dans l'OTAN, quel choix feriez-vous ? »



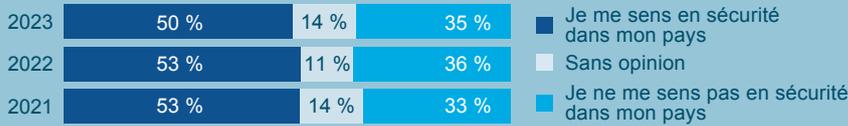
## L'OTAN garantit notre sécurité

Le pourcentage de citoyens estimant que l'appartenance à l'OTAN diminue la probabilité d'une attaque par un pays tiers reste élevé depuis 2021 (61 %). Seuls 14 % des sondés ne partagent pas cette opinion. Le graphique ci-dessous montre la part des personnes interrogées qui sont d'accord avec l'affirmation suivante : « L'appartenance de mon pays à l'OTAN réduit le risque d'attaque par un pays tiers. »



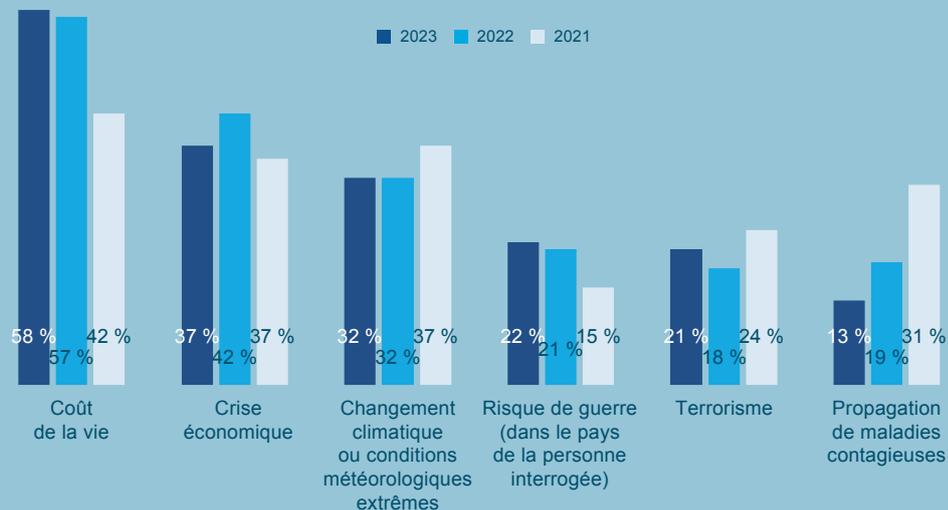
## La perception du sentiment de sécurité parmi les citoyens des pays de l'Alliance

La majorité des citoyens des pays de l'Alliance se sentent en sécurité dans leur pays. Ce sentiment de sécurité est toutefois en baisse par rapport à 2022 (50 %, contre 53 % en 2022).



## Le coût de la vie et la crise économique restent des préoccupations majeures pour les citoyens des pays de l'Alliance

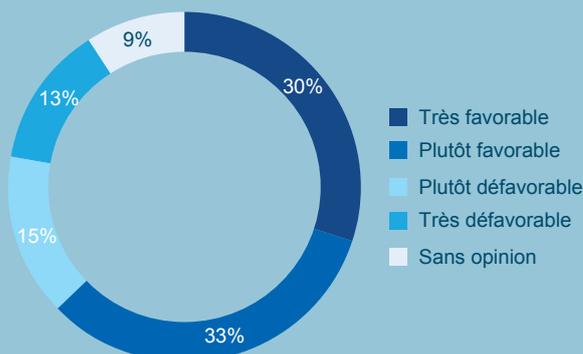
Dans l'ensemble de l'Alliance, le coût de la vie reste une préoccupation pour la majorité des citoyens (58 %). Les préoccupations liées au risque de guerre sont quant à elles nettement supérieures par rapport à 2021 (22 %). Le graphique ci-dessous présente les réponses données en 2023, 2022 et 2021 à la question suivante : « Laquelle de ces problématiques vous préoccupe le plus ? »



## Des citoyens nettement favorables à l'aide à l'Ukraine et majoritairement convaincus que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a eu des répercussions sur la sûreté et la sécurité de leur pays

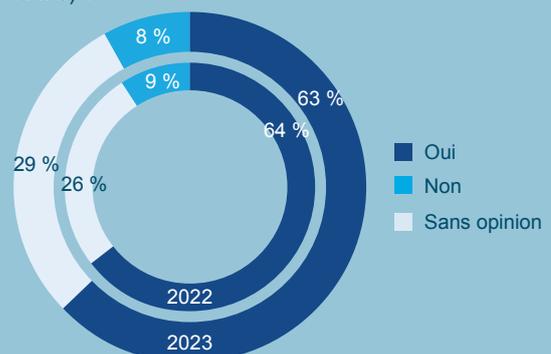
Les personnes interrogées sont largement favorables à ce que les Alliés continuent de soutenir l'Ukraine (63 %).

La question posée était la suivante : « S'agissant de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, êtes-vous favorable ou non à ce que (VOTRE PAYS) continue de fournir un soutien à l'Ukraine ? »



63% des citoyens des pays de l'Alliance considèrent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des répercussions sur la sûreté et la sécurité de leur pays.

La question posée était la suivante : « À votre avis, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a-t-elle eu des répercussions sur la sûreté et la sécurité de (VOTRE PAYS) ? »\*



\* En 2022, cette question portait sur « l'invasion de l'Ukraine par la Russie ».



A formation of fighter jets flying over a cloudy sky. The main focus is on two F-35 Lightning II jets, one in the foreground and one in the background, with a Rafale jet visible in the distance. The text is overlaid on the right side of the image.

# ADAPTER L'ALLIANCE À UN MONDE AXÉ SUR LA COMPÉTITION STRATÉGIQUE

Des chasseurs F-35 Lightning II de l'armée de l'air des Pays-Bas volent en formation avec des Rafale de l'armée française de l'Air et de l'Espace au cours d'une activité d'entraînement, dans le cadre de la mission OTAN de police du ciel dans les États baltes – Espace aérien polonais, mars 2023.

*Des technologies telles que l'intelligence artificielle, les systèmes autonomes, les biotechnologies ou les technologies quantiques changent la nature des conflits, comme la révolution industrielle l'a fait il y a deux siècles. Vu la multiplication des investissements effectués par nos compétiteurs stratégiques dans ces technologies, le jeu de la concurrence internationale s'y développe de plus en plus. Dès lors, nous ne devons cesser de renforcer notre avance technologique, en concevant et en adoptant de nouvelles technologies.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion du Forum OTAN-industrie  
– Stockholm (Suède), 25 octobre 2023.

## Investir dans des capacités de pointe et interopérables

On entend par « interopérabilité » l'aptitude à agir ensemble pour atteindre des objectifs communs, notamment en utilisant des équipements normalisés. L'interopérabilité permet une coordination et une coopération entre forces multinationales et est donc essentielle pour que l'OTAN soit en mesure de faire son travail.

L'Alliance accomplit des missions et tâches multinationales extrêmement diverses, pour lesquelles elle a besoin de capacités de pointe interopérables. Au sommet de Vilnius, les Alliés ont réaffirmé leur engagement à améliorer l'interopérabilité de leurs forces, entre autres en investissant davantage dans les capacités adéquates.

Pour les aider dans cette entreprise, l'OTAN a créé un instrument multinational souple, évolutif et adaptable : les projets à haute visibilité, axés sur une ou plusieurs de ses priorités de planification de défense et durant le cycle de vie desquels elle met du personnel à la disposition des Alliés. Cette approche multinationale a permis aux pays de l'Alliance ainsi qu'à certains partenaires de pallier des insuffisances capacitaires clés, à moindre frais et tout en étant assurés d'une interopérabilité optimale.

En 2023, plusieurs de ces projets à haute visibilité ont franchi des étapes clés et contribué de manière significative au renforcement de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. En voici quelques exemples :

- Dix Alliés<sup>7</sup> ont lancé, en collaboration avec l'industrie, un projet de développement et de mise en service d'un système modulaire de défense aérienne basée au sol.
- L'OTAN a mis en place une procédure d'acquisition accélérée pour les systèmes de défense aérienne

basée au sol existants.

- Douze Alliés<sup>8</sup> sont convenus de mettre au point un éventail d'outils permettant à l'OTAN d'assurer une mobilité sur n'importe quel terrain, une décision importante dans la mesure où l'aptitude à manœuvrer en milieu terrestre, ainsi qu'à traverser des cours d'eau, tout en entravant les mouvements de l'adversaire est essentielle à l'efficacité au combat.
- L'initiative multinationale d'entreposage de munitions, pilotée par la Belgique, s'est poursuivie, offrant un cadre au repositionnement de stocks de munitions à l'appui des groupements tactiques multinationaux de l'OTAN sur le flanc est de l'Alliance. En 2023, douze autres Alliés ont adhéré à cette initiative, qui réunit à présent 23 Alliés<sup>9</sup> et la Suède, pays invité.
- La solution initiale pour la future capacité de surveillance et de contrôle de l'Alliance a été mise en place en 2023 dans le but d'assurer la livraison des appareils AWACS (systèmes aéroportés de détection et de contrôle) de nouvelle génération et des capacités connexes au moment du retrait de l'actuelle flotte, qui interviendra aux alentours de 2035. Au départ, treize pays ont signé une lettre d'intention en vue du lancement de cette initiative et, dans le courant de l'année, sept Alliés<sup>10</sup> supplémentaires ont exprimé leur volonté d'y adhérer. En juillet, sept Alliés ont instauré le programme initial relatif à la future capacité de surveillance et de contrôle de l'Alliance, confiant à l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition le rôle d'agent de gestion et d'autorité contractante. En novembre, l'OTAN a annoncé une stratégie pour

<sup>7</sup> Danemark, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Norvège, Slovaquie, Espagne et Royaume-Uni.

<sup>8</sup> Belgique, Croatie, Finlande, Allemagne, Grèce, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Roumanie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis.

<sup>9</sup> Belgique, Bulgarie, Canada, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Espagne et Royaume-Uni.

<sup>10</sup> Belgique, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Roumanie et États-Unis.

l'acquisition d'aéronefs Boeing E-7A Wedgetail, dont le premier devrait être livré en 2031.

- La flotte multinationale d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport a célébré sa capacité opérationnelle initiale à sa base d'attache, à Eindhoven (Pays-Bas). Cette flotte assure des ravitaillements en vol 24 heures sur 24 pour les avions et hélicoptères de l'OTAN et des pays de l'Alliance, avec pas moins de 583 missions à son actif rien qu'en 2023. Cette année, les pays participants<sup>11</sup> ont commandé un aéronef supplémentaire, qui doit être livré en 2026, ce qui portera à dix le nombre total d'appareils. De par leur conception, ces aéronefs sont adaptés à toute une série d'autres missions de transport, dont l'évacuation médicale.

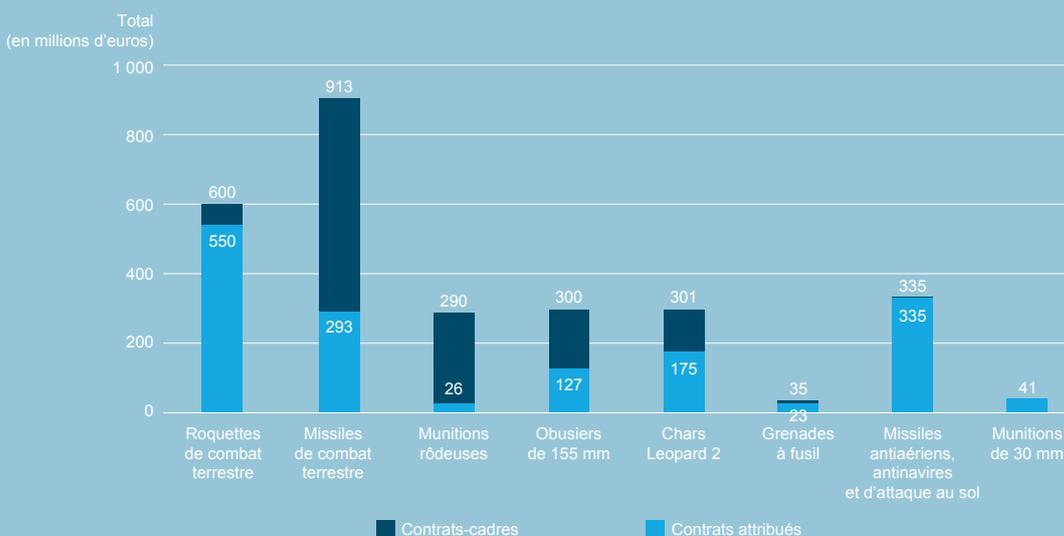
- Le projet d'initiative OTAN d'entraînement au pilotage – Europe a continué d'assurer un entraînement au pilotage à l'aide de moyens à la pointe de la technologie, avec pour résultats une réduction des coûts et un renforcement de l'interopérabilité. Ce projet tire parti des installations existantes, tout en offrant la possibilité de développer de nouveaux sites et capacités d'entraînement. Il couvre tous les niveaux d'entraînement requis pour les pilotes d'avions de chasse, d'hélicoptères et d'avions de transport, ainsi que pour le personnel qui pilote des drones à distance. En 2023, l'Allemagne et le Royaume-Uni se sont ajoutés aux dix pays qui participaient déjà au projet<sup>12</sup>. Trois nouveaux campus d'entraînement ont été ouverts, en Grèce, en Hongrie et en Macédoine du Nord.

11 Belgique, Tchéquie, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas et Norvège.

12 Belgique, Tchéquie, Grèce, Hongrie, Italie, Monténégro, Macédoine du Nord, Roumanie, Espagne et Türkiye.

## Agréer la demande de munitions

En 2023, la reconstitution des stocks de munitions a été au cœur des préoccupations des Alliés. L'OTAN dispose de cadres en la matière : les projets relatifs aux munitions tactiquement décisives pour les milieux terrestre et aérien, conçus pour aider les Alliés à coordonner leurs acquisitions. Les directeurs nationaux des armements ont pris des mesures importantes pour veiller à ce que les Alliés disposent de stocks mieux fournis. Pour ce qui est des munitions tactiquement décisives (Terre), l'Alliance a conclu des contrats-cadres d'une valeur de 2,4 milliards d'euros et d'un milliard d'euros, notamment pour l'acquisition d'obus d'artillerie de 155 mm, de missiles guidés antichars et de munitions pour chars de combat.





Sur le pont de l'USS Mount Whitney, une électricienne aéronautique de la marine des États-Unis effectue des travaux de maintenance sur un hélicoptère MH-60 Seahawk – Mer Noire, juin 2023.



Des A-10C Thunderbolt II de l'armée de l'air des États-Unis s'appêtent à partir en mission de formation dans le cadre de l'exercice Swift Response 23 – Thessalonique (Grèce), mai 2023.

## Moyens d'aviation et capacités aériennes

L'OTAN a besoin de capacités aéronautiques déployables sur tous les terrains et dans tous les environnements – ainsi que des infrastructures, systèmes et services nécessaires à leur exploitation.

La stratégie OTAN en matière de communications, de navigation et de surveillance aéronautiques permet à l'Alliance de présenter une vision commune à ses partenaires et aux autres acteurs concernés, de favoriser l'interopérabilité et d'améliorer la résilience. Elle met l'accent sur le renforcement et le développement d'un système de systèmes résilient sur tout le territoire de l'Alliance pour les segments terre, air et espace, sur la base des systèmes de communication, de navigation et de surveillance des pays et en fonction des besoins de l'Alliance en matière de sécurité et de défense.

L'OTAN évalue également les systèmes de navigabilité et les autorités correspondantes de ses pays membres et des pays partenaires, contribuant ainsi à la sécurité des aéronefs alliés pendant les opérations. En 2023, l'Organisation avait reconnu la navigabilité des systèmes de 21 pays de l'Alliance, de la Suède, pays invité, et de quatre pays partenaires. Celle des autres Alliés devrait être reconnue au cours des trois prochaines années.

En 2023, agissant par l'intermédiaire du Comité de l'aviation, l'OTAN a continué de coopérer avec diverses organisations internationales, notamment l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne et l'Association du transport aérien international. Les

échanges ont notamment porté sur la mise en application, dans toutes les régions, du concept d'« utilisation flexible de l'espace aérien », sur la facilitation du partage de données et de l'échange d'informations relatives à la navigation aérienne militaire et sur les conséquences du changement climatique pour les activités aériennes de l'OTAN.



Le secrétaire général délégué, Mircea Geoană (à gauche), et les ministres de la Défense de pays de l'Alliance signent des initiatives relatives au renforcement du dispositif de dissuasion et de défense de l'OTAN dans le milieu aérien – Bruxelles (Belgique), octobre 2023.



Un avion AWACS de l'OTAN sur le tarmac – Base aérienne de Šiauliai (Lituanie), septembre 2023.

## Capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance

En 2023, l'OTAN a considérablement renforcé ses capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. À cet égard, l'initiative relative à la future capacité de surveillance et de contrôle de l'Alliance joue un rôle majeur. Ce projet pionnier consiste à mettre en place une architecture sophistiquée de surveillance et de contrôle multimilieu, dans l'optique de créer un « système de systèmes » réseauté bien intégré, conçu pour harmoniser les capacités à travers divers milieux et ainsi améliorer nettement la capacité de l'Alliance à s'adapter sur les plans stratégique et opérationnel.

Par ailleurs, la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN, maillon essentiel du renforcement des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de l'Organisation, est aussi appelée à évoluer dans le cadre de cette transformation. La flotte d'aéronefs Phoenix, au nombre de cinq, permet d'assurer une surveillance aérienne persistante au-dessus de vastes zones, par tout temps, de jour comme de nuit. En 2023, l'OTAN s'est employée à moderniser les capacités du système en prévision de la nouvelle ère qui s'ouvrira une fois que la vie opérationnelle des Phoenix aura touché à sa fin, l'objectif étant de diversifier les sources de données et d'élargir la gamme de capacités à la disposition de l'Alliance. L'année a aussi été marquée par une réorientation stratégique consistant à adopter une approche dite « agnostique » s'agissant des plateformes, ce qui a conduit à la transformation de la Force OTAN de la capacité alliée de surveillance terrestre, devenue la Force de renseignement, surveillance et reconnaissance de l'OTAN. Cette transition est

### Unified Vision 2023

Dernière édition en date du plus grand exercice de renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées de l'OTAN, Unified Vision 2023 a marqué un jalon dans l'amélioration des capacités de renseignement de l'Alliance. Articulé autour d'un scénario complexe de simulation de crise accentuée par des catastrophes naturelles, l'exercice a rassemblé des spécialistes du renseignement d'Europe et d'Amérique du Nord. Son objectif principal : rendre le partage du renseignement entre les Alliés plus rapide, plus précis et plus efficace. Des moyens très divers ont été mobilisés, dont 25 moyens maritimes, terrestres, aériens et spatiaux, tels que des satellites commerciaux et des éléments de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN, des aéronefs, notamment des F-16 et des Tornado et plusieurs véhicules aériens sans pilote, ainsi que des frégates.



À bord d'un AWACS, trois opérateurs (néerlandais, turc et américain) scrutent le ciel – Pologne, septembre 2023.

venue élargir et assouplir la portée opérationnelle, favorisant ainsi l'intégration d'un large spectre de capteurs et de sources de données. Elle témoigne de la volonté de l'Organisation de bâtir une architecture de renseignement, surveillance et reconnaissance qui puisse évoluer et s'adapter.

Lancée en 2023 par dix-huit Alliés<sup>13</sup> et la Suède, pays invité, l'initiative de capacité alliée de surveillance permanente depuis l'espace consiste à mettre en place une constellation virtuelle – « Aquila » – de moyens spatiaux nationaux et commerciaux, tels que des satellites, en s'appuyant sur les dernières avancées en matière de technologies spatiales commerciales. Ainsi, elle doit permettre de rationaliser le recueil, le partage et l'analyse de données entre Alliés et avec la structure de commandement de l'OTAN, et dans le même temps de réaliser des économies. Tirant parti de technologies telles que l'intelligence artificielle et les outils d'apprentissage automatique, le projet permet de gérer de grands volumes de données et de les livrer aux décideurs et aux commandants militaires de l'OTAN avec rapidité et précision.



*La cartographie géospatiale est un domaine de plus en plus pointu, qui joue un rôle de plus en plus important dans le processus décisionnel de l'OTAN. Je suis ravi d'avoir pu contribuer à améliorer la connaissance des systèmes de géomatique au siège de l'OTAN.*

**Pino Nobile (Italie)**

Chef de la Section Géomatique  
du Centre de situation,  
Division Opérations,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

<sup>13</sup> Belgique, Bulgarie, Canada, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Roumanie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis.



Des marines des États-Unis s'exercent ensemble au maniement des armes dans les bois – Bardufoss (Norvège), mars 2023.

## Capacités terrestres

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a mis en lumière l'importance des capacités terrestres. Les Alliés ont pris en considération cet élément, et en 2023, ils ont axé leurs efforts sur les armements terrestres, en accélérant encore leurs activités de développement de capacités terrestres de pointe, notamment en soumettant des technologies émergentes et des technologies de rupture à d'intenses processus d'essai et de mise en œuvre.

L'OTAN a approfondi ses travaux dans une série de domaines, notamment la protection active et passive des forces et des plateformes, l'utilisation efficace des capacités non létales, les tirs directs et indirects, le génie militaire et la défense aérienne et antimissile de surface. Voici quelques éléments marquants :

- L'adoption de nouvelles normes pour les protocoles d'échange d'informations des plateformes terrestres sans pilote afin de rendre l'OTAN plus à même d'utiliser ces plateformes en toute sécurité au niveau multinational. De nouvelles normes ont également été mises en place pour la mobilité et la survivabilité des plateformes terrestres, afin que les systèmes intelligents puissent être utilisés de manière interopérable. Ces normes, validées en continu au moyen d'essais, permettent aux forces terrestres de s'adapter aux nouvelles technologies tout en restant interopérables.
- L'élaboration continue de normes pour un logiciel commun de conduite de tir, permettant un tir précis et sûr, et pour l'interopérabilité du commandement et du contrôle des tirs indirects (artillerie et mortier) à l'échelle de l'Alliance. Ces capacités et ces normes ont été testées dans le cadre de la série d'exercices Defender Dynamic Front.
- L'élaboration de normes visant à garantir une utilisation optimale des systèmes à énergie dirigée de faible intensité/d'intensité modulable sans nuire aux organismes vivants.
- La mise à l'essai, par l'intermédiaire du Centre d'excellence OTAN pour le génie militaire, d'un adaptateur standard permettant de relier des ponts flottants de différents pays afin de franchir des coupures « larges et humides », comme les cours d'eau.

## Interchangeabilité des munitions

L'interchangeabilité des munitions, pour les armes de petit calibre comme pour les armes de gros calibre, reste un défi majeur. L'OTAN dispose d'un système bien éprouvé pour l'homologation d'interchangeabilité des munitions des armes de petit calibre, basé sur des normes et des procédures d'essai « de forme et de dimensions » mises en œuvre par les centres d'essais régionaux de l'OTAN situés au Royaume-Uni et aux États-Unis. Par ailleurs, ce système d'homologation centralisé facilite les processus d'acquisition nationale et multinationale de munitions interchangeables dans le cadre de l'Association « soutien des munitions » de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition.



Le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer (à droite), assiste à l'exercice Griffin Storm 2023 – Lituanie, juin 2023.



Un sous-marin grec navigue en formation avec la frégate espagnole ESPS Numancia et la frégate turque TCG Barbaros lors de l'exercice Dynamic Manta 2023 – Eaux bordant la Sicile (Italie), février 2023.

## Capacités maritimes

En 2023, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont entériné la vision pour l'océan numérique, une initiative novatrice qui vise à améliorer la connaissance de la situation maritime de l'OTAN, depuis le fond des mers jusqu'à l'espace, par l'exploitation des technologies émergentes et des technologies de rupture. Cette initiative a pour objectif de contribuer à la dissuasion et la défense de l'Alliance, y compris la sécurité des infrastructures sous-marines critiques. L'initiative « océan numérique » a été élaborée par la Conférence des directeurs nationaux des armements afin d'améliorer la connaissance qu'ont les Alliés du milieu maritime, en renforçant la coordination entre les capacités nationales et celles de l'Alliance, qu'il s'agisse de satellites ou de systèmes autonomes sous l'eau, à la surface et au-dessus de la surface.

L'expérimentation opérationnelle reste essentielle pour parvenir à l'interopérabilité, à l'interchangeabilité et à l'accélération du développement capacitaire. L'exercice d'expérimentation et de prototypage s'appuyant sur l'exploitation de systèmes maritimes sans pilote, organisé par le Portugal, a constitué un événement clé en 2023. Cet exercice, le plus vaste jamais mené avec des drones maritimes, a rassemblé des contributions de 26 pays de l'Alliance et pays partenaires, avec plus de 90 systèmes sans pilote et 10 navires de guerre de pays de l'Alliance.

L'exercice Dynamic Messenger de l'OTAN s'inscrit dans le prolongement de l'exercice d'expérimentation et de prototypage s'appuyant sur l'exploitation de systèmes maritimes sans pilote. Cet exercice, dont c'est la deuxième édition, a permis d'intégrer des systèmes sans pilote et des capteurs dans les forces maritimes permanentes de l'OTAN. Les Alliés ont déployé ces systèmes pour simuler des actions de lutte anti-sous-marine, des activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ainsi que des évaluations de l'environnement, et pour protéger les infrastructures sous-marines critiques.

Si l'on se projette au-delà de 2050, la soutenabilité des navires de guerre des pays de l'Alliance constitue une préoccupation importante, et le Groupe OTAN sur l'armement des forces navales a continué de travailler à la définition d'un futur type de carburant durable pour les navires de guerre de l'OTAN. En novembre, un symposium sur ce thème s'est tenu à Ostende (Belgique), avec plus de 200 experts de renom venant des industries des pays de l'Alliance, qui ont échangé des idées, identifié de nouvelles technologies et fourni aux Alliés des éléments de réflexion utiles pour éclairer leur prise de décision.

Dans le contexte de la création du Centre d'excellence sur les changements climatiques et la sécurité au Canada, le Centre pour la recherche et l'expérimentation



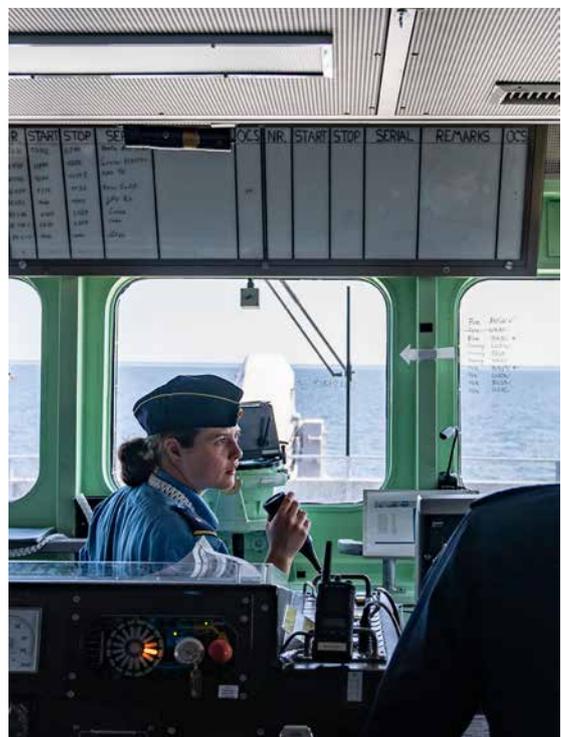
L'USS Mount Whitney se déplace en formation lors de l'exercice BALTOPS 23 – Mer Baltique, juin 2023.

maritimes a mené deux essais dans l'océan Arctique : Nordic Recognized Environmental Picture et Arctic Climate Observatory 2023. Le premier visait à comprendre les conséquences de la dispersion des banquises de glace sur la propagation acoustique sous-marine ; le second a ouvert la voie à la création à long

terme d'un observatoire sous-marin océanographique et acoustique dans l'Arctique. Ces deux activités ont permis de mieux comprendre le nouvel environnement opérationnel arctique.

## Surveillance et protection des infrastructures sous-marines critiques

L'OTAN poursuit la modernisation de ses moyens de surveillance et de sondage des fonds marins, y compris des infrastructures sous-marines critiques. Le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes a lancé le projet « Connaissance des données et efficacité opérationnelle », financé par le Commandement allié Transformation, qui vise à renforcer les capacités dans le cadre de la connaissance de la situation depuis les fonds marins jusqu'à l'espace, en exploitant toutes les informations disponibles. Grâce au traitement d'énormes volumes d'informations, fusionnées à partir de sources diverses et générées par la surveillance d'une multitude de moyens, le système vise à anticiper les comportements futurs et à identifier les menaces.



Des marins à bord du bâtiment de la marine allemande GS Bayern au cours de l'exercice BALTOPS 23 – Mer Baltique, juin 2023.

## Renforcer le renseignement et la sécurité

L'OTAN s'emploie à assurer la sécurité de l'Alliance dans l'ensemble de ses domaines d'action et implantations, et elle fait en sorte que la prise de décision soit dûment étayée par du renseignement fiable, utile et transmis rapidement. Tout au long de l'année 2023, si la grande priorité des services de renseignement a été la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la Division civilo-militaire Renseignement et sécurité a toutefois continué d'établir des analyses de renseignement stratégique sur un large éventail de sujets à l'appui des travaux du Conseil de l'Atlantique Nord et du Comité militaire.

Le renseignement a joué un rôle clé s'agissant d'éclairer la prise de décisions par les hauts dirigeants de l'OTAN sur des questions relatives à la guerre en Ukraine, mais aussi en lien avec des sujets comme la menace terroriste et l'instabilité sur le flanc sud de l'Alliance. Les services de renseignement se sont également intéressés aux défis liés à la Chine, aux cybermenaces et aux menaces pesant sur les

infrastructures sous-marines, ainsi qu'à un vaste éventail de questions régionales et transversales ayant des incidences sur les pays membres de l'OTAN et sur les pays partenaires.

En 2023, l'Organisation a finalisé la mise en œuvre de la stratégie 2020-2023 pour l'architecture du renseignement à l'OTAN, qui s'est traduite par une nette amélioration de la capacité de l'OTAN à conserver son avantage informationnel sur ses adversaires potentiels. Continuant sur sa lancée, l'Alliance a commencé à élaborer la stratégie 2024-2030, axée sur cinq domaines clés : sécurité, production du renseignement, systèmes d'information et de communication, effectifs, et gouvernance et gestion de l'architecture du renseignement. Cette nouvelle stratégie permettra de renforcer en permanence la sécurité et les capacités de renseignement, au profit du processus décisionnel de l'OTAN.

## Collaboration avec l'industrie

La production de défense et la coopération avec les industriels sont de grandes priorités pour l'Alliance. L'OTAN reste en effet très attachée à entretenir une coopération efficace avec l'industrie de défense. Ainsi que le secrétaire général l'a indiqué en novembre dernier à l'édition 2023 du Forum OTAN-industrie : « La coopération entre l'OTAN, les Alliés et l'industrie se renforce de jour en jour. Aujourd'hui plus que jamais, la sécurité est l'affaire de tous. »

Le principal intermédiaire entre l'OTAN et les industriels est le Groupe consultatif industriel OTAN (NIAG), qui rassemble des représentants d'associations de l'industrie de défense des pays de l'Alliance et des pays partenaires. En 2023, le NIAG a lancé 12 études sur des questions telles que la contre-mobilité, les technologies de lutte contre la menace roquettes-artillerie-mortiers, et les plateformes de combat aérien. Il a également publié un rapport dans lequel il analyse les capacités de production et les chaînes d'approvisionnement dans le contexte du nouvel environnement de sécurité. Ces travaux ont permis d'avoir une vue d'ensemble de la situation des industries de défense des Alliés, des défis auxquels elles sont confrontées et de ceux qui se présenteront, ainsi que des mesures qui pourraient être prises pour y faire face, et ils ont éclairé l'établissement du plan d'action sur la production pour la défense.



Jens Stoltenberg s'exprime au Forum OTAN-industrie  
– Stockholm (Suède), octobre 2023.

## Plan d'action sur la production pour la défense

Au sommet de Vilnius, en 2023, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont entériné le premier plan d'action de l'OTAN sur la production pour la défense. Ce plan d'action souligne l'importance stratégique que revêt le maintien de la capacité de production industrielle de défense en temps de paix comme en période de crise ou de conflit, et il énonce un certain nombre de mesures et de projets spécifiques devant permettre à l'Alliance d'intensifier sa collaboration avec l'industrie de défense.

Il s'articule autour de trois grands piliers : agréger la demande, mieux appréhender l'industrie de défense et améliorer le niveau d'interopérabilité. L'agrégation de la demande permet de fournir à l'industrie une liste claire des besoins prévisibles à long terme pouvant donner lieu à des commandes fermes et à des contrats. Le plan d'action met également en exergue la nécessité de bien comprendre les particularités de l'industrie de défense, et notamment sa composition, ses vecteurs, son intérêt ou ses principes. Enfin, il souligne l'importance de l'interopérabilité et de la normalisation, l'accent étant mis dans un premier temps sur les munitions tactiquement décisives (Terre).

## Un monde en mutation : investir dans l'innovation et la donnée

Le monde est aujourd'hui confronté à une série de défis de sécurité interconnectés et multiformes : changement climatique, raréfaction des ressources, instabilité économique, menaces émanant d'acteurs étatiques et non étatiques – tous façonnent l'environnement de sécurité et de défense au sens large. Dans le même temps, de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et l'informatique quantique semblent sur le point de transformer nos modes de vie et de travail, ainsi que le sens que les pays donnent à la notion de défense.

À ces évolutions, l'OTAN répond, entre autres, par l'innovation, qui consiste à identifier, à développer et à déployer des technologies émergentes et de rupture à double usage dans le but d'aider l'Alliance à relever

les défis qui l'attendent. Cela implique de valoriser et de comprendre les divers écosystèmes et liens qui favorisent l'innovation au sein de l'Alliance, de les promouvoir et de les protéger, et de tout faire pour qu'ils façonnent positivement l'environnement de sécurité de demain.

En 2023, l'OTAN a redoublé d'efforts pour mettre en œuvre et adopter des technologies axées sur l'exploitation des données et l'intelligence artificielle, dans des domaines aussi variés que la cyberdéfense, la connaissance de la situation, l'évaluation de l'environnement informationnel, la sécurité des infrastructures sous-marines critiques, la réponse au changement climatique et l'analyse des images.

Drones au sol durant l'exercice OTAN d'interopérabilité technique en matière de lutte contre les drones – Pays-Bas, septembre 2023.





Experts du secteur public, du secteur privé et du monde universitaire présents à la première conférence de l'OTAN sur l'innovation responsable dans le domaine de la défense et de la sécurité – Photo de groupe, Bruxelles (Belgique), novembre 2023.

L'approche de l'OTAN à l'égard des technologies émergentes et de rupture, y compris de l'intelligence artificielle, est guidée par des principes d'utilisation responsable. Avec le concours de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas, l'Organisation a tenu sa première conférence sur l'innovation responsable dans le domaine de la défense et de la sécurité. Cet événement a rassemblé des experts de renommée mondiale autour de thèmes comme l'intelligence artificielle, les biotechnologies et l'amélioration des capacités humaines, le développement durable et l'opérationnalisation des principes d'utilisation responsable dans les initiatives de l'Alliance en matière d'innovation.

Le Comité de surveillance Données et intelligence artificielle, créé en 2022, est un groupe d'experts interdisciplinaires venant des pays de l'Alliance et ayant pour mission d'aider l'OTAN à piloter un développement et une utilisation responsables de l'intelligence artificielle et des données. En 2023, ce comité a œuvré à l'élaboration de normes, d'évaluations et de boîtes à outils pour la certification des applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la sécurité et de la défense, ainsi que pour leur utilisation responsable ; plus concrètement, ses livrables comprennent des dispositifs de contrôle de la qualité, des mesures d'atténuation des risques et des outils pratiques visant à faire en sorte que les nouveaux projets respectent les principes d'utilisation responsable de l'OTAN.

## Les technologies quantiques

Les technologies quantiques sont susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur la sécurité et la défense, raison pour laquelle l'OTAN doit se préparer à relever les défis et à saisir les opportunités dont elles sont porteuses. Pour ce faire, elle doit favoriser l'émergence d'un écosystème d'innovation compétitif, stimuler la coopération dans le domaine du développement technologique, veiller à se doter d'une main-d'œuvre qualifiée, favoriser l'expérimentation et faciliter l'adoption des technologies.

En novembre, les ministres des Affaires étrangères ont entériné la stratégie de l'OTAN relative aux technologies quantiques, document destiné à faire en sorte que l'Alliance soit prête pour le quantique, qu'elle soit à même d'accélérer le développement et l'adoption des technologies dans ce domaine et qu'elle soit capable de se protéger contre les attaques par voie quantique.

En février, les ministres de la Défense ont officiellement pris acte du fait que les réseaux de communication de nouvelle génération – 6G et réseaux de capteurs basés sur l'internet des objets – auraient un impact stratégique pour l'Alliance. Ils ont en outre pris note du lien entre les travaux de l'OTAN sur les technologies émergentes et de rupture, d'une part, et les programmes concernant la sécurité face au changement climatique et la résilience

énergétique, d'autre part, et sont convenus de mettre davantage l'accent sur l'expérimentation opérationnelle liée aux technologies émergentes et de rupture. En décembre 2023, l'OTAN a achevé sa première étude sur les investissements réalisés par ses compétiteurs stratégiques et ses adversaires potentiels dans des entreprises de pays de l'Alliance actives dans les technologies émergentes et de rupture.

## Préparer l'avenir : le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre et l'analyse de prospective stratégique 2023

Le Commandement allié Transformation est l'institution chargée de diriger le développement stratégique des capacités de combat de l'OTAN, à savoir ses structures, forces, moyens et doctrines militaires. Il est le moteur de la mise en œuvre du concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre, un document adopté en 2021 dans lequel est énoncée la vision pour le développement à long terme des capacités de combat de l'Alliance. Dans le contexte de cette mise en œuvre, le Commandement allié Transformation continue d'utiliser l'innovation, l'expérimentation, les jeux de guerre et les technologies émergentes et de rupture pour aider l'OTAN à maintenir son avance militaire sur ses adversaires potentiels. Une version publique du concept-cadre a été diffusée en 2023<sup>14</sup>.



Illustration des objectifs du concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre – Norfolk (États-Unis), avril 2023.

Dans le cadre de ses travaux visant à cerner les défis auxquels l'Alliance sera confrontée au cours des prochaines années, le Commandement allié Transformation a également publié, en février, l'édition 2023 de son analyse de prospective stratégique, dans laquelle il pointe la compétition permanente comme étant l'un des éléments les plus susceptibles de façonner les environnements stratégiques de demain. Selon le plus probable des scénarios envisagés dans ce document, le niveau de coopération actuellement constaté à l'échelon mondial va rester faible, la compétition va s'intensifier et les perturbations structurelles vont gagner en portée et en fréquence. L'analyse de prospective stratégique 2023 permettra de préparer l'Alliance afin qu'elle continue de prospérer dans un environnement de sécurité complexe, encombré, mercantilisé et contesté<sup>15</sup>.

14 Concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre : <https://www.act.nato.int/our-work/nato-warfighting-capstone-concept/>

15 Analyse de prospective stratégique : [https://www.act.nato.int/wp-content/uploads/2024/01/SFA2023\\_Final.pdf](https://www.act.nato.int/wp-content/uploads/2024/01/SFA2023_Final.pdf)

## Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA)

L'accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA) est l'un des éléments de la réponse de l'Alliance au défi de l'innovation. Cet organisme travaille en prise directe avec des porteurs d'innovation et des entrepreneurs – des jeunes pousses aux entreprises plus matures – pour les mener jusqu'à la réussite en leur donnant accès à des centres d'essai, en les mettant en contact avec des experts de la défense et en leur accordant des subventions.

Le DIANA collabore avec un réseau d'accélérateurs et de centres d'essais implantés dans des pôles d'innovation installés dans toute l'Alliance, et ce réseau ne cesse de s'étendre. Son directeur général, Deeph Chana, est épaulé par une équipe pluridisciplinaire d'experts venant des pays de l'OTAN, et ses effectifs augmenteront régulièrement jusqu'à atteindre la pleine capacité opérationnelle, en 2025.

En juin 2023, le DIANA a lancé ses premiers programmes, dans trois domaines clés : la résilience énergétique, le partage sécurisé de l'information, et la détection et la surveillance sous-marines. Fin août, dernière échéance pour le dépôt des candidatures, plus de 1 300 postulants – dont plus de 90 % de start-up et de petites et moyennes entreprises – avaient soumis leurs



Le secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les défis de sécurité émergents et directeur général par intérim du DIANA, David van Weel (à gauche), passe le flambeau au nouveau directeur général de l'organisme, Deeph Chana – Londres (Royaume-Uni), mars 2023.

propositions. Quarante-quatre d'entre eux, venant des quatre coins l'Alliance, ont été sélectionnés. D'autres programmes seront lancés en 2024.

### Le programme d'accélération du DIANA

Le DIANA a pour ambition de faciliter la constitution d'une nouvelle alliance d'innovateurs et d'entrepreneurs capables d'aider l'OTAN à s'équiper des outils dont elle a besoin pour préserver la paix et la sécurité. Pour ce faire, l'Accélérateur demande aux porteurs d'innovation de proposer des solutions à des « défis » qu'il lance dans des domaines définis par les Alliés.

Les quarante-quatre entreprises sélectionnées en 2023 sont pionnières dans des domaines aussi variés que la robotique, les capteurs océaniques, les technologies quantiques ou les textiles générateurs d'énergie.

Le programme d'accélération du DIANA est conçu pour doter les participants des compétences et des connaissances dont ils auront besoin pour évoluer dans le monde de l'innovation « deep tech » à double usage. Il comprend un stage pratique de six mois destiné à aider les jeunes pousses à se transformer en entreprises viables proposant des produits à double usage. Lors de conférences, d'ateliers et d'activités de mentorat, les participants acquièrent une connaissance approfondie de l'univers du double usage et apprennent à se positionner avec succès sur le marché commercial et sur celui de la défense. Ils ont également l'occasion de rencontrer des investisseurs potentiels et des utilisateurs finaux.

Pour la première année du programme, les quarante-quatre entreprises sélectionnées bénéficient du soutien d'accélérateurs situés à Boston (Mass Challenge), à Copenhague (Deep Tech Lab – Quantum), à Seattle (PNW MAC), à Tallinn (Tehnopol) et à Turin (Takeoff Plug and Play).



Une employée du DIANA au UK Innovation and Tech Show – Bruxelles (Belgique), mars 2023.

## Fonds OTAN pour l'innovation

Le Fonds OTAN pour l'innovation est le premier fonds de capital-risque multisouverain au monde. Il a pour mission d'investir du capital patient directement dans des start-up ou indirectement dans d'autres fonds soutenant le développement de solutions technologiques de pointe.

Organisme distinct de l'OTAN, le Fonds est conçu pour investir dans des projets à haut impact potentiel, qu'il pourra soutenir sur une durée pouvant aller jusqu'à quinze ans. Il est unique en ce sens qu'il permet à la fois d'investir dans des technologies à un stade précoce, et de renforcer la capacité d'innovation de l'ensemble de l'Alliance tout en y favorisant l'adoption de solutions technologiques.

Les Alliés participant au Fonds OTAN pour l'innovation ont décidé de le constituer au Luxembourg et d'installer le siège de sa branche Gestion des investissements à Amsterdam (Pays-Bas). Il est prévu d'ouvrir de nouveaux bureaux régionaux dans les pays de l'Alliance participants, notamment en Pologne et au Royaume-Uni.

En juillet, le Fonds a clôturé les souscriptions à son principal compartiment (alimenté à hauteur de un milliard d'euros), auquel 23 Alliés<sup>16</sup> ont contribué. Les Alliés ont accueilli la Finlande au sein du fonds lorsqu'elle est devenue membre de l'Organisation, en 2023 ; ils accueilleront également à bras ouverts la Suède dès qu'elle aura rejoint l'OTAN, en 2024. Le Comité de la société en commandite du Fonds a tenu sa première réunion en septembre, à Budapest (Hongrie).



Le secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les défis de sécurité émergents, David van Weel, se réunit avec les délégués des pays de l'Alliance et les représentants du Fonds OTAN pour l'innovation – Budapest (Hongrie), septembre 2023.

### Transformation numérique

Suite à l'approbation de la stratégie pour la mise en œuvre de la transformation numérique de l'OTAN au sommet de Vilnius, l'Organisation a pris un certain nombre de mesures pour mieux prendre compte les données, notamment s'agissant de leur gouvernance, de leur normalisation, de leur gestion, de leur qualité et de leur sécurité. Elle s'emploie en outre à élaborer ses propres normes pour les technologies numériques. Le Commandement allié Transformation continue de jouer un rôle essentiel dans ces différents chantiers.

<sup>16</sup> Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Türkiye et Royaume-Uni.



Le navire de recherche de l'OTAN Alliance en activité dans une zone d'interface mer-glace au cours des essais en mer Nordic Recognized Environmental Picture 2023 et Arctic Climate Observatory 2023 – Océan Arctique, juillet 2023.

## Principales activités menées par l'Organisation OTAN pour la science et la technologie

L'Organisation OTAN pour la science et la technologie promeut l'innovation, fournit des avis et propose des solutions scientifiques afin de permettre à l'Alliance de répondre à des besoins en constante évolution. En 2023, elle a pu s'appuyer sur un réseau de plus de 5 000 chercheurs, scientifiques et ingénieurs de divers pays, qui ont travaillé sur plus de 300 projets de recherche. Son programme de travail collaboratif constitue la principale plateforme OTAN de collaboration dans le domaine de la recherche pour la défense. Il permet aux Alliés de financer ensemble des projets portant sur des questions ayant un lien avec les tâches fondamentales de l'Alliance et couvrant diverses disciplines scientifiques. En 2023, les travaux ont porté principalement sur la guerre cognitive (sous la direction de la Norvège), l'hypersonique (Allemagne et Pays-Bas), les incidences du changement climatique sur la sécurité (Canada, Pays-Bas et Norvège) et les technologies quantiques (Danemark, Italie et Pays-Bas).



*Cela fait plus de 70 ans que l'OTAN se maintient à la pointe de la technologie. Mon travail consiste notamment à apporter aux décideurs un éclairage sur les technologies émergentes et les technologies de rupture. Je suis fière d'avoir pu contribuer, grâce à mon travail, à l'élaboration des stratégies de l'OTAN en la matière.*

**Georgiana Dragomir (Roumanie)**

Administratrice (stratégie),  
Branche Stratégie et politiques,  
Organisation OTAN pour la science  
et la technologie,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

### Rapport de prospective technologique pour 2023-2043

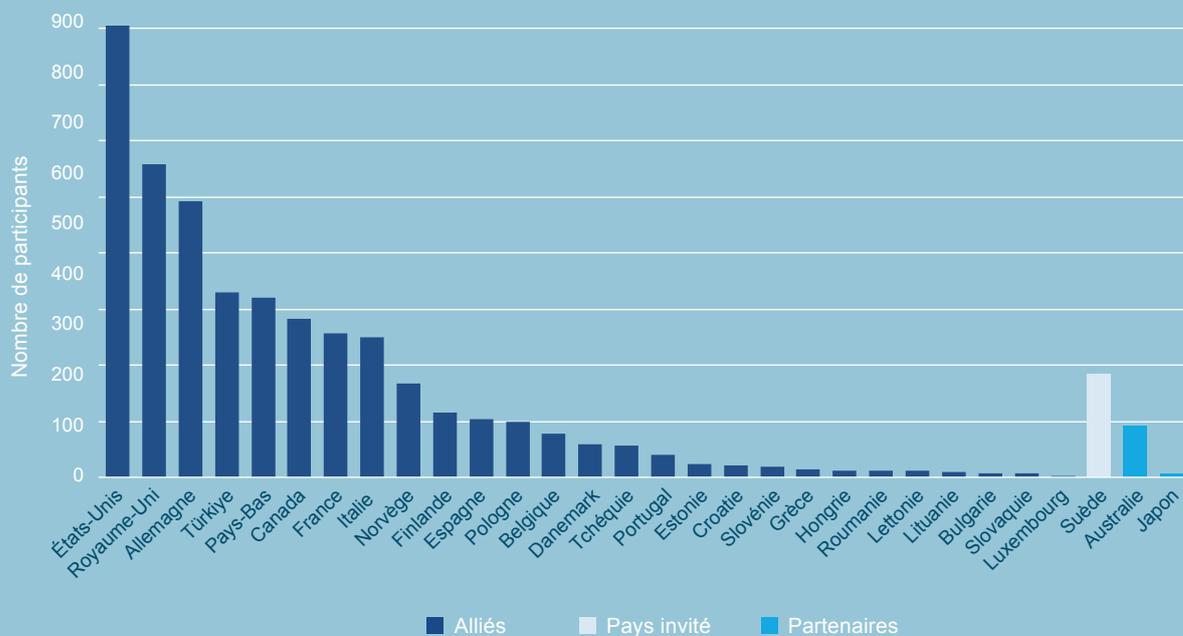
En mars 2023, l'Organisation OTAN pour la science et la technologie a publié son rapport de prospective scientifique et technologique pour la période 2023-2043. Elle y passe en revue les évolutions récentes et formule des prévisions en s'appuyant sur des données de sources ouvertes et sur les informations émanant de son vaste réseau de contacts.

Cet ouvrage de référence en deux volumes, qui s'adresse à des spécialistes, est mis à jour tous les deux ans. L'édition 2023 présente les principaux éléments à retenir des évolutions constatées et livre une analyse approfondie de dix domaines dans lesquels interviennent les technologies émergentes et les technologies de rupture. Il s'appuie sur plus de mille publications et sur une enquête menée auprès de centaines de chercheurs et d'ingénieurs. Il contient une analyse de publications de sources ouvertes réalisée avec un outil d'intelligence artificielle, ce qui est une première. Cette méthode d'analyse permet de dégager, à partir de « signaux faibles », des indices de l'émergence de nouvelles technologies susceptibles de changer la donne.

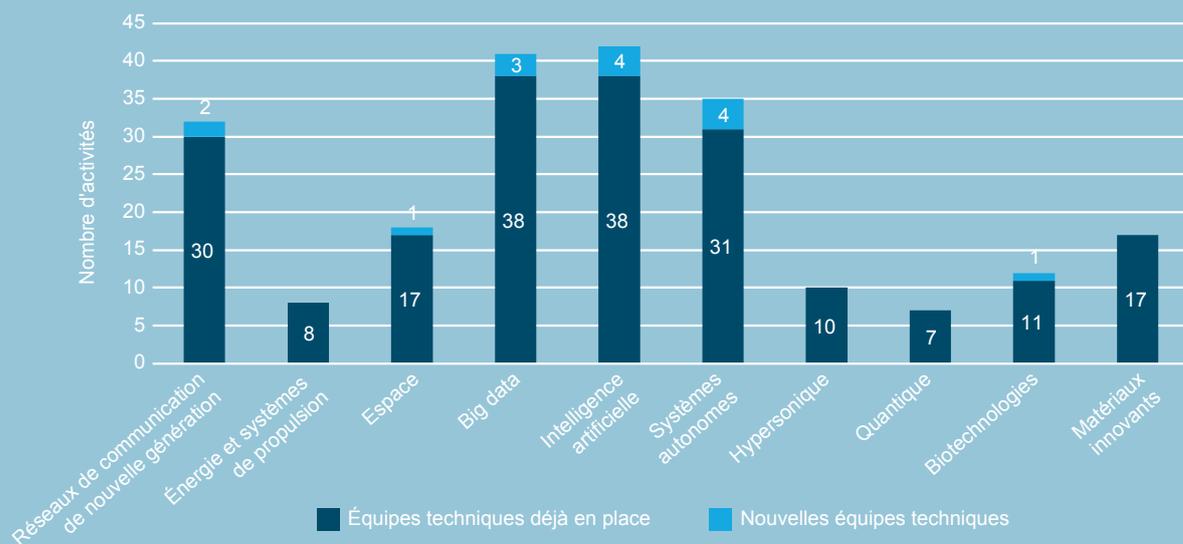
Faits saillants et principales conclusions du rapport :

- au cours des 20 prochaines années, les technologies militaires de pointe se caractériseront par quatre éléments : intelligence, interconnectivité, décentralisation et numérisation ; cette évolution mènera à la mise au point de capacités militaires toujours plus précises, autonomes et aptes à fonctionner en réseau dans de multiples milieux ;
- de plus en plus, les technologies seront à double usage (c'est-à-dire que des produits développés par le secteur privé trouveront des applications militaires) ;
- il ne faut pas considérer les technologies une par une mais voir quels effets – opportunités ou menaces – elles peuvent produire lorsqu'elles sont combinées ;
- les nouvelles technologies soulèvent des interrogations fondamentales (pour ce qui est de l'opérationnel et de l'interopérabilité et sur les plans éthique, juridique et moral), auxquelles l'Alliance doit répondre.

## Participation des pays aux activités réalisées en 2023 dans le cadre du programme de travail collaboratif de l'Organisation pour la science et la technologie



## Activités menées en 2023 par les équipes techniques de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie dans les différents domaines TE/TR (technologies émergentes et technologies de rupture)





Le secrétaire général, Jens Stoltenberg, et le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, sont accueillis par des personnels participant à l'exercice Air Defender 2023 – Base aérienne de Jagel (Allemagne), juin 2023.

## Principaux exercices multinationaux OTAN et alliés en 2023

Un programme d'exercices riche et varié permet de garantir l'interopérabilité des troupes multinationales de l'OTAN en leur donnant régulièrement l'occasion de travailler ensemble. En 2023, l'OTAN a organisé un total de 130 exercices, de portée, de durée et de forme variables. Les Alliés ont mené 1 029 exercices nationaux. Les pays partenaires et des organisations internationales ont eu la possibilité d'assister en tant qu'observateurs ou de participer à 154 des exercices conduits en 2023.

Au cours de ces exercices, les forces des pays de l'Alliance s'entraînent et testent leur disponibilité opérationnelle et leur réactivité face à un éventail de menaces, d'où qu'elles puissent venir. Les exercices militaires de l'OTAN et des Alliés sont une illustration concrète de la capacité de l'OTAN à projeter sa puissance sur tout le territoire de l'Alliance et à fournir rapidement des renforts à tout Allié qui serait menacé. Par ailleurs, les exercices sont l'occasion de mettre à l'épreuve des technologies innovantes.

Les exercices sont planifiés bien à l'avance et peuvent prendre la forme d'exercices réels sur le terrain ou d'exercices assistés par ordinateur se déroulant dans une salle de classe. Les Alliés respectent leurs obligations internationales en matière de transparence, de prévisibilité, de maîtrise des armements et de mesures de confiance, auxquelles ils sont pleinement attachés. Le calendrier des exercices est publié en amont sur le site web de l'OTAN. Les Alliés vont d'ailleurs régulièrement au-delà de leurs obligations, en invitant par exemple des organisations internationales ou des pays non membres de l'OTAN à assister aux exercices en tant qu'observateurs, et ce même lorsque le seuil qui les y obligerait n'est pas atteint.

### Exercice de gestion de crise 2023

Les exercices de gestion de crise (CMX) organisés par l'OTAN permettent d'évaluer, au niveau politico-militaire stratégique, les procédures de consultation et de prise de décision de l'Alliance. La toute dernière édition s'est tenue du 9 au 14 mars 2023 ; il s'agissait du 23<sup>e</sup> exercice de ce type depuis 1992. Cet exercice consistait à apporter une réponse globale à un scénario civilo-militaire complexe, dans un environnement hybride – en faisant intervenir des personnels civils et militaires dans les capitales des pays de l'Alliance et du pays invité, au siège de l'OTAN et au sein des commandements stratégiques. Comme les précédentes éditions, le CMX 2023 n'impliquait aucun déploiement de forces. L'exercice incluait par ailleurs des échanges interservices avec le Service européen pour l'action extérieure, la Commission européenne et le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.



Des navires du 2<sup>e</sup> Groupe maritime permanent OTAN accompagnent le plus grand porte-avions du monde, l'USS Gerald R. Ford, lors de l'exercice Sage Wolverine – Mer Méditerranée, août 2023.



Un marin allemand lors d'un exercice simulé dans le cadre de BALTOPS 23 – Mer Baltique, juin 2023.



Des soldats tchèques du groupement tactique multinational de l'OTAN en Lituanie durant un entraînement d'assaut – Lituanie, décembre 2023.



Des mécaniciens des forces aériennes des États-Unis assurent la maintenance d'un avion de chasse F-16 Fighting Falcon sur le tarmac tandis qu'un autre appareil décolle lors de l'exercice Air Defender 23 – Allemagne, juin 2023.



Le général de brigade Nick Cowley, commandant la 16<sup>e</sup> brigade d'assaut aérien des forces armées britanniques, saute dans l'eau glacée pour vivre l'expérience du stage « grand froid » lors de l'exercice Joint Viking 23 – Norvège, mars 2023.



Un soldat de l'infanterie mécanisée suédoise lors de l'exercice Aurora 23 – Gotland (Suède), avril 2023.

## Quelques exemples d'exercices OTAN

DESCRIPTION	DATES EN 2023	LIEU
<p><b>DYNAMIC MANTA 23</b></p> <p>Cet exercice maritime organisé tous les ans vise à tester les capacités de guerre sous-marine et de lutte anti-sous-marine. Des bâtiments de surface, des sous-marins, des aéronefs et des personnels de neuf pays de l'Alliance (Canada, France, Allemagne, Grèce, Italie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis) ont convergé en Méditerranée centrale pour s'entraîner à la lutte contre les sous-marins et les navires de surface.</p>	27 février - 10 mars	Mer Méditerranée (Italie)
<p><b>STEADFAST COBALT 23</b></p> <p>Il s'agit du plus important exercice de l'OTAN portant sur les systèmes d'information et de communication. Il sert à planifier, préparer, mettre en place, tester, évaluer et valider les services C4ISR (commandement, contrôle, communication, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance) fournis à l'appui de la rotation 2024 de la Force de réaction de l'OTAN, l'objectif étant que la force soit prête à se déployer, à communiquer et à opérer en cas d'activation pour une mission dirigée par l'OTAN.</p>	20 mars - 5 mai	Pays-Bas
<p><b>NOBLE JUMP 23</b></p> <p>Chaque année, la série d'exercices Jump vise à tester la disponibilité opérationnelle et la réactivité de la force « fer de lance » de l'OTAN, la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF). Quelque 2 200 soldats de sept pays de l'OTAN (Belgique, Tchéquie, Allemagne, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas et Norvège) ont participé à l'exercice Noble Jump 23. L'Italie a assuré le soutien logistique en sa qualité de pays hôte.</p>	17 avril - 12 mai	Sardaigne (Italie)
<p><b>DYNAMIC MONGOOSE 23</b></p> <p>Il s'agit d'un exercice annuel de lutte anti-sous-marine dirigé par l'OTAN. Dynamic Mongoose 2023 s'est déroulé dans les mers situées entre l'Islande et la Norvège. En 2023, l'Islande a assumé les fonctions de pays hôte principal. Outre l'Islande, onze pays de l'OTAN ont participé à l'exercice : le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.</p>	24 avril - 5 mai	Islande
<p><b>CWIX 23</b></p> <p>L'exercice Coalition Warrior Interoperability eXploration, eXperimentation, eXamination est le principal exercice d'interopérabilité de l'OTAN. Il a pour but de relever les défis d'interopérabilité en testant les systèmes de communication et d'information de l'OTAN et des pays, avec un accent particulier sur ceux qui seront déployés au sein de la Force de réaction de l'OTAN. Il vise également à stimuler l'innovation et à renforcer l'interopérabilité entre les personnes, les processus et les technologies. L'exercice a été mené à partir d'un site principal, le Centre d'entraînement de forces interarmées de Bydgoszcz (Pologne), et en distanciel sur treize fuseaux horaires. L'édition 2023, qui a mobilisé près de 2 000 participants de 36 pays, était la plus importante à ce jour.</p>	5-23 juin	Bydgoszcz (Pologne)
<p><b>DYNAMIC MESSENGER 23</b></p> <p>Cette série d'exercices vise à tester l'interopérabilité de nouveaux systèmes maritimes sans pilote et à faire en sorte que les Alliés puissent travailler ensemble face aux défis de sécurité actuels et futurs. Cette deuxième édition a rassemblé plus de 2 000 participants civils et militaires, que ce soit à terre ou à bord de bâtiments. Quatorze pays de l'OTAN, y compris le Portugal, pays hôte, ont pris part à l'exercice, rejoints par la Suède. L'exercice a été mené sous la direction conjointe du Commandement allié Transformation (basé aux États-Unis) et du Commandement maritime allié (basé au Royaume-Uni).</p>	18-29 septembre	Portugal
<p><b>STEADFAST JUPITER 23</b></p> <p>Steadfast Jupiter 23 est l'exercice de poste de commandement assisté par ordinateur de l'OTAN le plus important et le plus complexe à ce jour. Il vise à tester la posture de défense de l'OTAN, son niveau de préparation au combat et ses capacités opérationnelles multimilieu – intégration des capacités terrestres, aériennes, maritimes, cyber et spatiales pour en combiner les effets. Près de 7 000 civils et militaires des pays de l'OTAN et des pays partenaires ont participé à l'exercice. Huit centres d'excellence de l'OTAN et sept organisations internationales ou non gouvernementales ont également pris part à l'exercice.</p>	10-19 octobre	27 sites en Europe et en Amérique du Nord

DESCRIPTION	DATES EN 2023	LIEU
<p><b>DYNAMIC MARINER 23</b></p> <p>Cet exercice maritime annuel sert à entraîner la composante maritime de la Force de réaction de l'OTAN. Près de 6 000 militaires de 14 pays de l'Alliance (Belgique, Canada, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis) y ont participé. L'exercice a mobilisé une grande variété de moyens navals et aériens – environ 30 navires de guerre (y compris un porte-avions italien), des sous-marins et des hélicoptères. Dynamic Mariner 23 constituait un entraînement essentiel pour la marine italienne puisqu'elle se prépare à assurer le commandement de la composante maritime de la Force de réaction de l'OTAN en 2024.</p>	23 octobre - 6 novembre	Mer Méditerranée (Italie)
<p><b>CYBER COALITION 23</b></p> <p>Cet exercice phare de cyberdéfense de l'OTAN mené par le Commandement allié Transformation vise à renforcer la capacité de l'OTAN, des Alliés et des partenaires à défendre leurs réseaux et à agir ensemble dans le cyberspace. Il offre une plateforme unique pour la collaboration, le partage d'expérience, les meilleures pratiques et l'expérimentation. Cyber Coalition 2023 a réuni 170 participants sur site, au cyberpolygone estonien, ainsi que plus de 1 300 spécialistes de cyberdéfense de 35 pays membres et pays partenaires de l'Alliance.</p>	27 novembre - 1 <sup>er</sup> décembre	Estonie
<p><b>STEADFAST JACKAL 23</b></p> <p>Parrainé par le SHAPE, cet exercice de poste de commandement assisté par ordinateur mené aux niveaux opératif et tactique vise à entraîner et à évaluer l'Eurocorps en tant que quartier général de la force opérationnelle interarmées de l'OTAN pour 2024. Steadfast Jackal 23 a réuni plus de 800 participants de 18 pays de l'OTAN. Des pays partenaires (Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Jordanie, Maroc, Tunisie et Ouzbékistan) ont également été invités à participer à l'exercice en tant qu'observateurs afin d'assurer la transparence sur le plan militaire et d'encourager le dialogue et la coopération.</p>	28 novembre - 7 décembre	Norvège et Espagne

### *Quelques exemples d'exercices des pays de l'Alliance*

DESCRIPTION	DATES EN 2023	LIEU
<p><b>JOINT WARRIOR 23-1</b></p> <p>Il s'agit d'un exercice multinational dirigé par le Royaume-Uni auquel peuvent participer la force expéditionnaire interarmées ainsi que les formations, unités et états-majors des pays de l'OTAN et des pays partenaires. Il se tient chaque année au printemps et en automne sur une période de deux semaines, traditionnellement au large des côtes nord-ouest de l'Écosse. L'édition du printemps 2023 constituait la contribution du milieu maritime à Joint Viking 23, un exercice d'entraînement de grande envergure à dominante terrestre organisé dans le Grand Nord par les forces armées norvégiennes. Les pays participants étaient les suivants : Canada, Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis.</p>	4-16 mars	Royaume-Uni et Norvège
<p><b>MARE APERTO 23-1</b></p> <p>Cet exercice maritime réel dirigé par l'Italie vise à offrir aux forces maritimes un entraînement complet et très réaliste. Il a réuni plus de 6 000 personnels de 23 pays (12 Alliés, 11 pays partenaires) ainsi que des navires, des sous-marins, des aéronefs, des hélicoptères et des unités amphibies.</p>	13 avril - 6 mai	Mer Méditerranée (Italie)
<p><b>HEMEX-ORION 23</b></p> <p>Cet exercice visait à entraîner les forces armées françaises dans un environnement interarmées et multinational, sur la base d'un scénario réaliste et exigeant prenant en considération les multiples milieux de la guerre conventionnelle et de la guerre hybride. Mené sur plusieurs mois, il a atteint sa quatrième et dernière phase le 5 mai 2023, faisant intervenir près de 12 000 personnels et des moyens fournis par plusieurs Alliés, dont la Belgique, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Il s'agissait principalement d'améliorer la disponibilité opérationnelle des forces de l'OTAN au travers d'un entraînement interarmées sur terre et dans les airs. Des soldats de pays de l'OTAN ont mis à l'épreuve différents scénarios, mettant notamment en jeu le combat urbain simulé, la planification opérationnelle, le soutien logistique, les capacités de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, l'évacuation médicale et la mobilité aérienne.</p>	14 avril - 5 mai	France

<p><b>DEFENDER 23</b> Dirigé par le Commandement des forces des États-Unis pour l'Europe, l'exercice interarmées multinational Defender 23 visait à accroître la disponibilité opérationnelle et l'interopérabilité entre les États-Unis et les pays membres et les pays partenaires de l'OTAN. Il a démontré la capacité des forces armées américaines à déployer rapidement des troupes dotées d'une capacité de combat crédible et des équipements sur le théâtre européen. Defender 23 a mobilisé plus de 7 000 personnels des États-Unis et 17 000 personnels multinationaux venant de plus de 20 pays membres et pays partenaires de l'OTAN.</p>	22 avril - 23 juin	Europe
<p><b>BALTOPS 23</b> Dirigé par les États-Unis, cet exercice maritime annuel offre aux pays membres et pays partenaires de l'OTAN l'occasion de s'entraîner à mener des opérations maritimes et amphibies de grande envergure. Conduit par la sixième flotte de la marine des États-Unis, cet exercice était contrôlé par le quartier général maritime opérationnel des Forces navales OTAN d'intervention et de soutien. Vingt pays, 50 navires, plus de 45 aéronefs et 6 000 personnels ont pris part à l'édition 2023 de BALTOPS. La Finlande a participé aux précédentes éditions de l'exercice, mais c'est la première fois cette année qu'elle y participait en tant que pays membre de l'OTAN.</p>	4-16 juin	Mer Baltique (Allemagne)
<p><b>AIR DEFENDER 23</b> Air Defender 23 a été le plus grand exercice de déploiement de forces aériennes jamais mené dans l'histoire de l'OTAN. Plus de 10 000 personnels de 25 pays ainsi que 250 aéronefs de 23 types différents ont participé à des opérations dans l'espace aérien européen sous le commandement des forces aériennes allemandes. Cet exercice de grande ampleur a permis de tester la capacité de l'Alliance à réagir à des menaces, à défendre l'espace aérien de l'OTAN et à assurer la sécurité des Alliés. L'exercice Air Defender 23 était lié aux exercices Ramstein Guard 23 et Ramstein Dust 23 de l'OTAN. Les missions d'entraînement se sont déroulées principalement au-dessus de la mer du Nord, de la mer Baltique et du sud de l'Allemagne.</p>	12-23 juin	Allemagne
<p><b>BREEZE 23</b> Mené cette année par la Bulgarie, cet exercice maritime, dont la première édition remonte à 1996, vise à accroître l'interopérabilité entre les marines des pays participants. Il a mobilisé des navires, des aéronefs et du personnel de 13 pays (Albanie, Belgique, Bulgarie, France, Géorgie, Grèce, Italie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis).</p>	13-22 octobre	Bulgarie
<p><b>STRONG BALKAN 23</b> Cet exercice dirigé par l'Albanie vise à renforcer les capacités des forces d'opérations spéciales, à intensifier la coopération et à échanger des connaissances et des expériences. Ont participé à cet exercice des forces d'opérations spéciales de sept pays de l'Alliance (Albanie, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Macédoine du Nord, Roumanie et Türkiye) ainsi que des observateurs de la Bosnie-Herzégovine, pays partenaire de l'OTAN. Dans ce cadre, les forces se sont entraînées dans des situations mettant en jeu des scénarios complexes tels que le saut opérationnel en chute libre, la descente par corde lisse à partir d'hélicoptères, le tir en embuscade à longue distance, la neutralisation de véhicules et la sécurisation de bâtiments.</p>	31 octobre - 10 novembre	Albanie
<p><b>NUSRET 23</b> Cet exercice dirigé par la Türkiye a pour objectif d'entraîner les participants à la planification, à l'exécution et à l'évaluation des missions de guerre des mines. Il vise à renforcer l'interopérabilité des éléments de guerre des mines de différents pays. Des unités des commandements de la force navale et de la force aérienne turcs, rejoints par des éléments venant de quinze pays et par des observateurs, ont pris part à cet exercice de neuf jours.</p>	28 novembre - 6 décembre	Türkiye





# PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES

Entraînement au parachutisme lors de l'exercice Hemex-Orion – Frontignan (France), février 2023.  
Crédit photo : Thomas Prudeleux, forces armées françaises.

*Par notre présence militaire et grâce à la coopération entre Alliés et avec les partenaires, nous sommes un puissant vecteur de stabilité [...].*

Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre de la Macédoine du Nord, Dimitar Kovačevski – Skopje (Macédoine du Nord), 21 novembre 2023.

La prévention des crises et leur gestion constituent l'une des trois tâches fondamentales de l'OTAN. Comme le souligne le concept stratégique de 2022, il est dans l'intérêt des Alliés de contribuer à la stabilité et de gérer les conflits ensemble, dans le cadre de l'OTAN. L'Alliance est déterminée à prévenir les crises qui sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de ses pays membres, ainsi qu'à répondre à de telles crises.

La prévention des crises et des conflits contribue de façon durable à la stabilité, ainsi qu'à la sécurité des Alliés. L'OTAN est résolue à prévenir les crises, notamment dans le cadre de programmes de formation et de renforcement des capacités. Ces programmes aident les

partenaires à développer leurs compétences, à accroître leur sécurité et à être mieux à même de répondre aux crises survenant à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire. Cela fait des décennies que l'Organisation s'emploie, avec succès, à renforcer les institutions et capacités de défense des partenaires situés dans son voisinage et au-delà, avec le concours de ces derniers.

L'OTAN possède des compétences et une expertise particulières dans le domaine de la gestion des crises, des atouts qui lui permettent de coordonner, de mener et de soutenir, y compris dans la durée, des opérations multinationales de réponse aux crises.

## Opérations, missions et activités de l'OTAN

L'OTAN contribue à la paix et à la sécurité sur la scène internationale. Elle s'emploie à promouvoir les valeurs démocratiques et est attachée au règlement pacifique des différends. En cas d'échec des efforts diplomatiques, elle a la capacité d'entreprendre des opérations de gestion de crise et d'autres missions militaires, seule ou en coopération avec d'autres pays ou organisations internationales.

En 2023, l'OTAN a poursuivi ses missions au Kosovo et en Iraq, ainsi que ses opérations et activités en mer, tout en intervenant à la suite de catastrophes survenues sur le territoire de ses pays membres.

### L'opération de l'OTAN au Kosovo

La présence de l'OTAN au Kosovo reste essentielle pour la stabilité de la région des Balkans occidentaux. Le mandat concernant le rôle de l'OTAN au Kosovo trouve son origine dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 1999. Depuis lors, la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN, contribue au maintien d'un environnement sûr et sécurisé pour toutes les communautés du Kosovo et garantit la liberté de mouvement, en étroite coordination avec l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux. Lorsque le secrétaire général s'est rendu auprès de la Force pour le Kosovo en novembre, dans le cadre plus large d'un déplacement dans les Balkans occidentaux, il a insisté sur le ferme attachement de l'OTAN à cette mission.

En 2023, dans un contexte marqué par un regain de tensions et une instabilité accrue dans le Nord du Kosovo, la Force a joué un rôle crucial dans la préservation de



*Je suis fier d'avoir soutenu la présence de l'OTAN au Kosovo en 2023. Malgré le regain de tensions, la Force pour le Kosovo a continué d'interagir avec toutes les communautés pour contribuer au maintien d'un environnement sûr et sécurisé.*

**Colonel Salvatore Mascoli (Italie)**

Chef du Bureau des Affaires publiques,  
Force pour le Kosovo,  
Quartier général de la Force pour le Kosovo,  
Pristina (Kosovo)



Des soldats de la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN, dégagent les derniers véhicules qui bloquaient une route – Nord du Kosovo, janvier 2023.

la stabilité sur place. Suite aux violences de mai et de septembre, les Alliés ont déployé, à l'appui de la mission, environ mille soldats des forces de réserve, réalisant ainsi la plus grande opération de renforcement en une décennie. Grâce à cela, la Force pour le Kosovo a triplé le nombre de patrouilles et quadruplé le nombre de soldats présents dans le Nord du territoire. Au 31 décembre, 27 Alliés et partenaires avaient mis à la disposition de la mission quelque 4 700 soldats, parmi lesquels figuraient des combattants des forces de réserve déployées. En octobre, le général de division Özkan Ulutaş (Turquie) a succédé au général de division Angelo Michele Ristuccia (Italie) à la tête de la mission.

En complément de la Force pour le Kosovo, l'OTAN a continué d'apporter un soutien en matière de renforcement des capacités aux services de sécurité

du Kosovo au travers de l'Équipe OTAN de conseil et de liaison, une structure civilo-militaire composée d'une quarantaine de personnes venant de 13 pays. En 2023, cette équipe a fourni conseils et assistance dans des domaines tels que le soutien médical, la logistique, la passation de marchés, l'exécution budgétaire et la gestion des ressources humaines.

L'OTAN reste déterminée à soutenir le dialogue facilité par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina. Ce dialogue constitue le cadre principal pour la recherche d'une solution respectant les droits de toutes les communautés et pour l'instauration d'une paix durable, et il contribue ainsi à la sécurité dans l'ensemble du Kosovo et à la stabilité dans toute la région des Balkans occidentaux.



Jens Stoltenberg aux côtés du commandant de la Force pour le Kosovo, le général de division Özkan Ulutaş – Camp Nothing Hill (Kosovo), novembre 2023.



Lors d'une cérémonie de passation de commandement menée par le commandant du Commandement allié de forces interarmées de Naples, l'amiral Stuart Munsch (États-Unis), le général de corps d'armée José Antonio Agüero Martínez (Espagne) reçoit le drapeau de la mission OTAN en Iraq sous les yeux de son prédécesseur, le général de corps d'armée Giovanni Maria Iannucci (Italie) (à gauche) – Bagdad (Iraq), mai 2023.

## Mission OTAN en Iraq

La mission OTAN en Iraq a été mise en place, à la demande de ce pays, en octobre 2018. Elle reste la pierre angulaire de l'action de l'OTAN au Moyen-Orient au sens large. Il s'agit d'une mission non combattante de conseil et de renforcement des capacités, qui aide l'Iraq à consolider ses forces et institutions de sécurité afin que les Iraquiens soient mieux à même de stabiliser leur pays, de lutter contre le terrorisme et d'empêcher le retour de l'EIL/Daech. Dans ce cadre, l'OTAN coordonne étroitement son action avec les acteurs de l'opération Inherent Resolve, dirigée par les États-Unis, ainsi qu'avec l'ONU et l'Union européenne.

La mission OTAN en Iraq conseille les responsables iraqiens des secteurs de la défense et de la sécurité en poste au ministère de la Défense, au commandement de la police fédérale du ministère de l'Intérieur, au Bureau du conseiller à la sécurité nationale et au Centre national d'opérations du premier ministre. La mission conseille également les établissements iraqiens de formation militaire professionnelle du grand Bagdad.

L'accent est mis en particulier sur les orientations et la stratégie, sur la génération et le développement des forces, sur la gestion des ressources, sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité, sur le développement de l'aptitude au commandement et sur la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité. Toutes les activités de la mission OTAN en Iraq sont approuvées par le gouvernement iraqien et menées dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq.

En mai, le général de corps d'armée Agüero Martínez (Espagne) a succédé au général de corps d'armée Giovanni Iannucci (Italie) à la tête de la mission.



Un membre d'équipage de la marine finlandaise prépare la mise à l'eau d'un véhicule sous-marin télécommandé utilisé à des fins de déminage – Mer Baltique, mai 2023.

## Opérations et activités de l'OTAN en mer

Les opérations et activités de l'OTAN en mer servent à maintenir la sûreté maritime, qui est un facteur clé de la paix et de la prospérité des pays de l'Alliance. Les forces navales des Alliés contribuent à la dissuasion et à la défense, à la prévention et à la gestion des crises, ainsi qu'à la sécurité coopérative. L'OTAN collabore avec des partenaires et d'autres organisations internationales dans le domaine naval afin d'améliorer la connaissance de la situation maritime, de renforcer les capacités maritimes et d'assurer un environnement maritime sûr et sécurisé.

En 2023, les forces navales permanentes de l'OTAN sont demeurées un moyen important d'assurer une dissuasion et une défense crédibles en mer. En réaction à la guerre d'agression déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, l'OTAN a désigné les forces navales permanentes comme composante maritime de sa Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF). De ce fait, ces dernières jouent un rôle majeur s'agissant de renforcer les dispositifs de défense en avant de l'Alliance, de maintenir un mécanisme de dissuasion crédible ainsi qu'une capacité de défense efficace, et de contribuer à la connaissance de la situation maritime.

Suite aux dégradations subies par des infrastructures sous-marines en mer Baltique au mois de septembre, l'OTAN a multiplié les patrouilles dans cette zone. Après les violentes attaques que le Hamas a lancées contre Israël en octobre, les forces navales permanentes de



*En tant que technicienne des systèmes d'information, j'installe des systèmes de communication OTAN dans des bâtiments de pays de l'Alliance. Ce que j'aime tout particulièrement, c'est rencontrer des marins de différentes forces navales et m'assurer qu'ils disposent de tout le nécessaire pour accomplir leur mission.*

### **Premier maître Nicole Woodall (États-Unis)**

Technicienne des systèmes d'information,  
Unité de soutien des systèmes d'information  
et de communication,  
Agence OTAN d'information et de  
communication, Northwood (Royaume-Uni)



Le destroyer HMS Diamond de la Royal Navy rejoint d'autres unités navales multinationales OTAN patrouillant en mer Méditerranée dans le cadre de la posture de dissuasion de l'Alliance – Méditerranée orientale, octobre 2023.

l'OTAN, appuyées par des moyens de pays de l'Alliance, ont suivi la situation de près et fourni une image de la situation maritime en Méditerranée orientale.

En mer Méditerranée, l'opération Sea Guardian contribue à la connaissance de la situation maritime et aux efforts de lutte contre la menace terroriste dans la région. Cette opération contribue également au renforcement des capacités des partenaires et des Alliés en favorisant la sûreté maritime à l'échelle régionale au travers d'entraînements, d'exercices, de contacts avec de hauts responsables et d'escales portuaires. En 2023, six

opérations ciblées faisant intervenir divers bâtiments de surface, sous-marins et avions de patrouille maritime ont été menées dans le cadre de l'opération Sea Guardian.

En mer Égée, l'OTAN a continué de soutenir les efforts actuellement déployés par la communauté internationale pour faire face à la crise des réfugiés et des migrants. Ses navires ont mené des activités régulières d'information, de surveillance et de reconnaissance afin d'aider la Grèce, la Türkiye et Frontex – l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes – à empêcher la traite d'êtres humains.

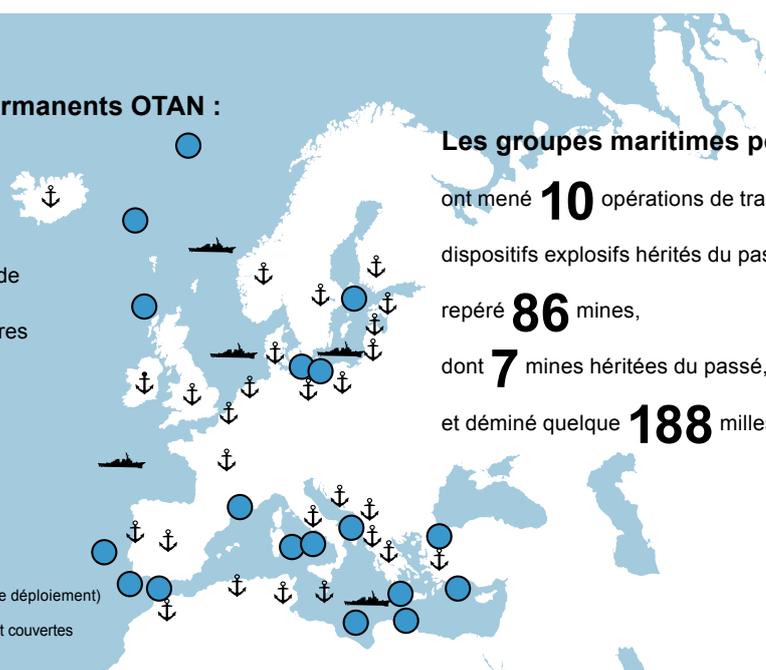
### Forces maritimes permanentes de l'OTAN (2023)

#### 4 groupes maritimes permanents OTAN :

- 92** bâtiments
- 29** exercices
- 121** escales dans des ports de
- 26** pays membres ou partenaires

- ⚓ Pays où ont eu lieu les escales
- Exercices majeurs / opérations
- 🚢 Forces navales permanentes (zones de déploiement)

Les symboles indiquent les zones de déploiement couvertes au cours de la période considérée



#### Les groupes maritimes permanents :

- ont mené **10** opérations de traitement de dispositifs explosifs hérités du passé,
- repéré **86** mines,
- dont **7** mines héritées du passé,
- et déminé quelque **188** milles marins carrés.

## Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe

Le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe est le principal mécanisme OTAN de réponse aux situations d'urgence civile. Il centralise les demandes des pays touchés et les offres d'aide reçues, et coordonne l'ensemble. Le Centre offre un soutien aux Alliés et aux partenaires de l'OTAN ; il travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales des pays confrontés à des situations d'urgence et entretient des contacts avec les primo-intervenants au sein de l'ONU et de la Commission européenne pour assurer la complémentarité des efforts.

Les demandes d'assistance adressées au Centre ont continué d'augmenter, avec plus de dix demandes traitées cette année. La plupart concernaient des besoins humanitaires découlant de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ; les autres faisaient suite à des situations d'urgence dans des pays de l'Alliance.

En 2023, le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe a par ailleurs clôturé les activités du fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie. Créé en 2020 dans le cadre de la réponse globale de l'OTAN à la pandémie de COVID-19, ce fonds d'affectation spéciale a permis de disposer d'un mécanisme de financement et d'un stock de fournitures et de matériels médicaux pour aider les Alliés et les partenaires qui en avaient besoin. Fin 2023, 31 projets distincts avaient été mis en œuvre à ce titre, permettant d'acheminer rapidement et efficacement le matériel médical là où il faisait cruellement défaut. Dix Alliés et pays partenaires ont bénéficié d'une aide dans ce cadre, et la plupart des Alliés, ainsi que quatre pays partenaires, ont apporté leur concours – tant sous



*Le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe est une plateforme qui permet aux Alliés et aux partenaires de faire preuve de solidarité. À la suite des tremblements de terre survenus en 2023 en Türkiye, le Centre a apporté une aide à des milliers de personnes touchées par la catastrophe.*

### **Katrien Vanhamme (Belgique)**

Chef adjointe du Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe,  
Division Opérations,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

la forme de fournitures médicales que de contributions financières. Ce fond s'est révélé un outil flexible et peu coûteux pour la solidarité et le soutien entre Alliés.

## L'OTAN aide la Slovaquie à lutter contre les inondations

En août, l'OTAN a été appelée à aider la Slovaquie à faire face aux inondations les plus catastrophiques de son histoire récente. À la demande des autorités de Bratislava, le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe a organisé avec l'Espagne le déploiement, dans les zones touchées, d'un hélicoptère lourd de transport CH-47 avec 25 membres d'équipage et personnels de soutien. Quelques jours plus tard, la Slovaquie a actualisé sa requête, demandant des ponts modulaires. Après d'intenses travaux de coordination menés par le Centre, les ponts ont été livrés par des Alliés dans un cadre bilatéral.



Un hélicoptère espagnol déployé en Slovaquie suite à des inondations dévastatrices – Espace aérien slovaque, août 2023.

## Soutien de l'OTAN aux opérations de secours après les tremblements de terre en Türkiye

Le 6 février 2023, deux violents tremblements de terre ont frappé le sud de la Türkiye. Cette catastrophe naturelle est la plus meurtrière qui se soit produite sur le territoire de l'Alliance depuis la création de l'Organisation. Les Alliés et les partenaires de l'OTAN se sont mobilisés pour répondre aux appels à l'aide du pays.

Par l'intermédiaire du Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe, la Türkiye a demandé un soutien sous forme d'équipes médicales d'urgence, d'équipes de recherche et sauvetage, et d'hôpitaux de campagne. En 24 heures, environ 1 400 personnels d'intervention d'urgence ont été envoyés en Türkiye pour prêter main-forte aux secours locaux. Plus de vingt pays membres et pays partenaires de l'OTAN – dont la Finlande, alors pays invité, la Suède, pays invité, et, pour la première fois dans le cadre d'une opération de coopération humanitaire, le Japon, pays partenaire – ont fourni une assistance.

Grâce à un pont aérien coordonné par l'OTAN, les Alliés et les partenaires ont pu acheminer en Türkiye, depuis le Pakistan, quelque 10 000 tentes, couvertures et fournitures médicales. Le Commandement allié Opérations a installé des abris temporaires pour 8 000 personnes à Antakya, Defne et Iskenderun. Ces abris, montés par l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, étaient équipés de systèmes de chauffage et de groupes électrogènes, et des structures médicales y étaient aménagées. Ils ont principalement servi de salles de classe et de logements pour les étudiants, les enseignants et les agents publics.

Comme l'a déclaré le secrétaire général lorsqu'il s'est rendu dans les zones sinistrées quelques jours après les tremblements de terre : « Quand la Türkiye a besoin d'aide, l'OTAN se tient à ses côtés. C'est là l'expression d'une solidarité vraie et profonde. »



Une équipe OTAN de liaison et de reconnaissance opérationnelles en Türkiye, au lendemain des tremblements de terre – Türkiye, février 2023.



Jens Stoltenberg constate les dommages causés par les tremblements de terre à Antakya – Province d'Hatay (Türkiye), février 2023.



Un membre du personnel de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition prépare un chargement de tentes adaptées aux conditions hivernales qui sera envoyé en Türkiye dans le cadre des opérations de secours menées par les Alliés après les tremblements de terre — Tarente (Italie), février 2023.

## Le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe et l'Ukraine

Le Centre de coordination des interventions en cas de catastrophe a continué de coordonner l'aide à l'Ukraine, en particulier pour ce qui est des besoins médicaux d'urgence. Le fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie a permis de renforcer le système de santé ukrainien de différentes manières. Ainsi, avec l'aide de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, des respirateurs de secours et des ambulances ont été achetés et mis à la disposition du pays au moyen de fonds donnés par les pays de l'Alliance et par les pays partenaires. L'OTAN a par ailleurs élaboré une formation en médecine tactique à l'intention des équipes médicales d'urgence et des auxiliaires médicaux ukrainiens, dispensée en Roumanie. En 2023, environ 200 soignants ukrainiens y ont participé.

En juin, après la destruction du barrage de Nova Kakhovka, dans le sud du pays, l'Ukraine a demandé à l'OTAN de l'aider à limiter l'impact humanitaire, environnemental et économique de cette catastrophe. Par l'intermédiaire du Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe, les Alliés ont pu fournir une aide essentielle, notamment des filtres à eau, des pompes, des groupes électrogènes et des abris.



Sous la supervision d'instructeurs polonais, des soldats ukrainiens apprennent à assurer la maintenance du char Leopard au centre d'entraînement de Świętoszów – Świętoszów (Pologne), octobre 2023.

## Contribuer à la prévention des crises : investir dans la formation, le renforcement des capacités et la bonne gouvernance

Le concept stratégique souligne l'importance de la contribution des partenaires aux activités de gestion de crise dirigées par l'OTAN, et il met en relief la volonté d'apporter une aide accrue aux partenaires, dans le voisinage de l'Alliance et au-delà, en leur fournissant une assistance plus importante et plus étendue dans le domaine du renforcement des capacités. Il insiste en outre sur l'importance de la bonne gouvernance et il reconnaît les liens qui existent entre mauvaise gouvernance, instabilité et terrorisme.

Bien que l'OTAN doive à tout moment demeurer prête à déployer, s'il y a lieu, des troupes pour répondre à une crise, les opérations ainsi montées ne permettent pas nécessairement de traiter les causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité. C'est pourquoi plusieurs outils ont été mis au point pour aider les partenaires à développer leurs propres capacités de défense, de sorte que leurs forces soient capables d'assurer la sécurité du pays, de participer aux opérations dirigées par l'OTAN et d'opérer avec les forces des Alliés.

Ces dernières années, l'accent a été mis notamment sur le renforcement des capacités des partenaires de l'OTAN dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la stabilisation, la lutte contre les attaques hybrides, la gestion de crise, le maintien de la paix et la réforme du secteur de la défense.

## Le programme de partenariat individualisé et le processus de planification et d'examen : promouvoir l'interopérabilité, définir des objectifs communs

### Programme de partenariat individualisé

Pour rationaliser sa collaboration avec ses partenaires et garantir la mise en œuvre cohérente des différentes activités de partenariat, l'Alliance a créé le programme de partenariat individualisé. Ce programme réunit tous les volets de la coopération entre l'OTAN et le partenaire dans un cadre stratégique centré sur des objectifs.

Chaque programme de partenariat individualisé est établi en accord avec le pays concerné sans aucune obligation et approuvé par le Conseil de l'Atlantique Nord. Il suit un cycle de quatre ans, s'articule autour de produits clés, comprend des dispositions visant à permettre un suivi et une évaluation efficaces, et prévoit la possibilité de procéder à des ajustements tout au long du cycle. Tous les pays partenaires de l'OTAN<sup>17</sup> sont censés adopter progressivement un programme de partenariat individualisé.

### Processus de planification et d'examen

Dans le cadre du programme de partenariat individualisé, un partenaire peut également décider d'approfondir sa coopération avec l'OTAN en participant au processus de planification et d'examen. Ce processus offre un cadre structuré pour le renforcement de l'interopérabilité et des capacités des forces des pays partenaires qui pourraient être mises à la disposition de l'OTAN pour des activités d'entraînement et des exercices multinationaux et participer aux côtés des Alliés à des opérations de réponse aux crises. Le processus de planification et d'examen est également un outil qui permet d'orienter et d'évaluer les progrès accomplis dans le secteur de la sécurité et de la défense et sur le plan de la transformation et de la modernisation de l'appareil militaire d'un pays partenaire.

Quatorze pays partenaires<sup>18</sup> participent actuellement au processus de planification et d'examen. Tous les pays qui ont rejoint l'Alliance après 1995 y avaient pris part.

---

17 Hormis l'Afghanistan, le Bélarus et la Russie.

18 Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Irlande, Jordanie, Kazakhstan, Malte, République de Moldova, Serbie, Suisse, Tunisie et Ukraine.



La chef du Bureau de liaison de l'OTAN en République de Moldova, Michaela Šimáková, et le ministre moldove de la Défense, Anatolie Nosatî, supervisent la livraison d'équipements essentiels à l'école des sous-officiers de Chisinau – Chisinau (République de Moldova), octobre 2023.

## *Intensifier la formation et le renforcement des capacités*

L'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense est un programme dynamique qui fournit une aide pratique sur mesure aux partenaires qui souhaitent développer leurs capacités de défense et de sécurité dans des domaines dans lesquels l'OTAN peut offrir une valeur ajoutée. Cette initiative porte principalement sur l'élaboration d'avis de niveau stratégique sur la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité se rapportant à la défense, sur le renforcement des institutions, sur le développement des capacités de défense et des forces locales, mais aussi sur des projets spécifiques à l'appui de ces objectifs.

L'initiative de renforcement des capacités de défense est financée sur le budget civil de l'OTAN et sur un fonds d'affectation spéciale dédié (le fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités de défense)<sup>19</sup>. Par ailleurs, la réaffectation du fonds d'affectation spéciale pour l'armée nationale afghane a permis aux Alliés et aux pays partenaires de transférer un montant de 9,5 millions de dollars au fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités de défense, et d'aider ainsi les partenaires en leur fournissant des équipements et des véhicules.

Depuis que la Russie a lancé sa guerre d'agression contre l'Ukraine, l'initiative de renforcement des capacités de défense revêt encore plus de sens. En 2023, les paquets pour le renforcement des capacités de défense de la Géorgie et de la République de Moldova ont été améliorés, et un nouveau paquet a été approuvé pour

la Bosnie-Herzégovine. Toutes ces mesures ont permis d'enrichir le soutien individualisé que l'OTAN offre à ses partenaires pour les aider à accroître leur résilience face à l'ingérence malveillante de la Russie.

## *Initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense – En bref*

### **Bosnie-Herzégovine**

Partenaire de longue date de l'OTAN, la Bosnie-Herzégovine coopère avec l'Organisation dans de nombreux domaines, au bénéfice des deux parties. Depuis des années, l'OTAN met en œuvre toute une série d'outils de partenariat pour aider le pays à réformer son secteur de la défense et de la sécurité se rapportant à la défense et à promouvoir la bonne gouvernance. Le processus OTAN de planification et d'examen, l'initiative pour le développement de l'intégrité et le programme de renforcement de la formation « défense » comptent parmi les grandes initiatives de coopération en matière de défense et de sécurité menées par l'OTAN en Bosnie-Herzégovine.

Au sommet de Madrid de 2022, les Alliés ont entériné un train de mesures de soutien individualisées, parmi lesquelles des mesures de soutien pratique visant à aider la Bosnie-Herzégovine à renforcer sa résilience ainsi que sa capacité à contrer toute influence malveillante, en réponse aux changements que connaît l'environnement de sécurité en Europe. Ces travaux ont abouti au tout premier paquet pour le renforcement des capacités de défense de la Bosnie-Herzégovine, comprenant 12 domaines de coopération dont la gestion de crise, la cybergénéralisation et la lutte contre le terrorisme.

<sup>19</sup> Depuis la création de ce fonds, 28 Alliés, ainsi que la Suède (pays invité) et 5 pays partenaires (Autriche, Irlande, Japon, Qatar et Suisse), ont apporté des contributions financières pour un montant total d'environ 67 millions d'euros.

## Géorgie

La Géorgie, qui est l'un des partenaires les plus proches de l'OTAN, aspire à devenir membre de l'Alliance. Au fil du temps, des activités de coopération pratique très diverses ont été menées à l'appui des efforts de réforme du pays et de son objectif d'intégration euro-atlantique.

Le paquet substantiel OTAN-Géorgie est le principal instrument de coopération pratique utilisé par l'OTAN pour soutenir ce pays. Depuis son entérinement au sommet du pays de Galles, en 2014, ce paquet pour le renforcement des capacités est devenu l'un des plus importants dont l'OTAN dispose. Alors que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a entraîné une dégradation de l'environnement de sécurité, avec des incidences significatives sur la Géorgie, le paquet substantiel OTAN-Géorgie a été étoffé en 2023 conformément à la décision prise au sommet de Madrid de fournir au pays un soutien individualisé.

La mise en œuvre de ce paquet, avec les 18 initiatives qui le composent, a permis de continuer de renforcer les capacités de défense de la Géorgie ainsi que son interopérabilité. En février, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont entériné deux nouvelles initiatives, l'une consacrée aux installations d'entraînement et l'autre à la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire.

## Iraq

Le paquet pour le renforcement des capacités de défense de l'Iraq continue d'être mis en œuvre par, avec et via la mission OTAN en Iraq. Il couvre huit domaines d'assistance prioritaires : réforme du secteur de la sécurité, lutte contre les engins explosifs improvisés, traitement des dispositifs explosifs et déminage, soutien à la planification civilo-militaire des opérations, cyberdéfense, médecine militaire et aide médicale, formation militaire, et plans civils d'urgence/préparation.

En 2023, la mission OTAN en Iraq et des experts de l'Alliance ont apporté une aide aux autorités iraqiennes chargées de la planification de défense en organisant dans le pays des ateliers trimestriels. Par ailleurs, un projet pluriannuel de formation à la planification, à la



Une stagiaire participe à une démonstration de matériel lors d'une visite au Centre conjoint OTAN-Géorgie de formation et d'évaluation – Krtsanis (Géorgie), novembre 2023.

programmation, à la budgétisation et à l'exécution, financé sur fonds d'affectation spéciale et destiné au personnel civil du ministère de la Défense, a été mis en place ; les travaux devraient débuter en 2024.

Les activités de conseil menées dans le cadre du paquet pour le renforcement des capacités de défense et assurées par la mission OTAN en Iraq, se sont poursuivies à l'intention des acteurs chargés de conduire la réforme au ministère de la Défense, notamment le Comité de réforme, qui est présidé par des autorités civiles. Les conseillers de la mission OTAN en Iraq ont ainsi fourni régulièrement des avis et un encadrement à ces entités et à leurs membres afin de les aider à mettre au point des réformes cohérentes et globales.

## Jordanie

En 2023, l'OTAN a continué d'aider la Jordanie à renforcer ses capacités de sécurité et de défense dans des domaines comme la résilience, l'interopérabilité avec l'Organisation et les réformes au sein des forces armées. Dans le cadre de l'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense, l'OTAN a également intensifié son soutien aux efforts jordaniens de lutte contre le terrorisme.

En janvier s'est ainsi tenu le premier stage OTAN de formation des formateurs en matière de lutte contre le terrorisme avec le Centre militaire jordanien de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Ce stage s'inscrit dans le programme de référence de l'OTAN sur le sujet. En mai, la marine royale jordanienne a accueilli à Aqaba un atelier parrainé par l'OTAN, qui a rassemblé des représentants des pays de l'Alliance et de plusieurs organisations internationales pour des discussions sur la sûreté maritime de la Jordanie.

L'OTAN demeure déterminée à soutenir l'intégration des femmes dans les forces armées jordaniennes en finançant un certain nombre d'activités, notamment des stages de formation pour officiers d'état-major.

## Mauritanie

Le paquet pour le renforcement des capacités de défense de la Mauritanie, entériné au sommet de Madrid de 2022, vise à appuyer les initiatives menées par le pays afin de maintenir sa stabilité et de poursuivre ses efforts de réforme dans le secteur de la défense et de la sécurité.

En 2023, la mise en œuvre de ce paquet a débuté dans six domaines : forces d'opérations spéciales, sûreté maritime, renseignement, transition de carrière pour le personnel militaire, gestion des stocks et armes légères et de petit calibre, et formation militaire.

Dans le cadre de ses activités de formation et de conseil, l'OTAN a notamment aidé la Mauritanie à améliorer ses capacités de marquage et de traçage des armes légères et de petit calibre et à gérer l'élimination des munitions. Elle a également continué d'appuyer le pays dans la réforme de ses établissements de formation militaire professionnelle. En juin, le commandant de l'Académie militaire interarmes de Mauritanie, le général Dah Sidi Mohamed El Agheb, a effectué une visite au siège de l'OTAN ainsi qu'à l'École royale militaire belge, pour des échanges de vues sur l'élaboration de programmes d'étude et sur les moyens de renforcer la coopération entre académies militaires nationales.



Des responsables de l'OTAN et des membres des forces armées jordaniennes participent au tout premier stage OTAN organisé en Jordanie pour la formation des formateurs en matière de lutte contre le terrorisme – Amman (Jordanie), janvier 2023.



Rencontre entre le secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les opérations, Tom Goffus, et le commandant de l'Académie militaire interarmes de Mauritanie, le général Dah Sidi Mohamed El Agheb – Bruxelles (Belgique), juin 2023.

## République de Moldova

Le soutien pratique que l'OTAN apporte à la République de Moldova est axé sur le renforcement des capacités du secteur de la défense et de la sécurité, sur la réforme et la modernisation de l'armée nationale et sur le renforcement des capacités correspondantes. Face à la dégradation de l'environnement de sécurité, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont entériné en février un paquet étoffé pour le renforcement des capacités de défense, qui vise à répondre aux besoins supplémentaires recensés par la République de Moldova et à aider le pays à consolider le processus engagé à tous les niveaux de l'État en vue de renforcer la résilience, la sécurité et la défense du pays. Ce paquet au large périmètre englobe des thèmes transversaux comme la cybersécurité et la communication stratégique.

## Tunisie

En 2022, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont entériné un paquet actualisé pour le renforcement des capacités de défense de la Tunisie. La mise en œuvre de 11 initiatives s'est poursuivie en 2023, dans des domaines comme « les femmes, la paix et la sécurité » et l'élimination de munitions obsolètes. Des progrès notables ont par ailleurs été accomplis en matière d'enseignement de l'anglais pour la préparation des forces, de cybersécurité et de développement de l'intégrité. En outre, le paquet favorise l'interopérabilité de certaines unités des forces terrestres, navales et

L'OTAN continue de fournir un soutien consultatif et une assistance matérielle à un certain nombre de bénéficiaires en République de Moldova, parmi lesquels le ministère de la Défense, l'armée nationale, le ministère de l'Intérieur et la chancellerie d'État, en conformité avec le niveau d'ambition accru du paquet.

L'Organisation a par ailleurs continué d'appuyer la professionnalisation du corps des sous-officiers, ce qui a conduit à l'approbation d'une nouvelle législation permettant d'offrir de meilleures perspectives de carrière et d'améliorer les processus de recrutement et de fidélisation.

aériennes de la Tunisie, et renforce la capacité du pays à lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés et, plus largement, les groupes terroristes.

Dans le cadre de son programme pour la science au service de la paix et de la sécurité, l'OTAN a continué de travailler à la mise en place d'un laboratoire mobile spécialisé dans la détection, l'identification et la surveillance d'agents chimiques.

## Organisation des Nations Unies

La coopération pratique entre l'OTAN et l'ONU dans le cadre de l'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense a continué de progresser. Cette initiative vise notamment à garantir la viabilité à long terme des efforts déployés par l'ONU au titre des opérations de soutien de la paix, et ce dans quatre grands domaines : évaluation de la performance militaire, soins médicaux, lutte contre les engins explosifs improvisés, et transmissions et technologies de l'information et de la communication.

Ainsi, des experts de l'OTAN ont aidé à établir des évaluations des états-majors militaires de l'ONU et à mettre au point un système de gestion des données d'évaluation de la performance militaire. Des experts de l'OTAN ont par ailleurs renforcé les équipes d'experts de l'ONU chargées de dispenser, au Cameroun, au Rwanda, au Sénégal et en Ouganda, des formations à

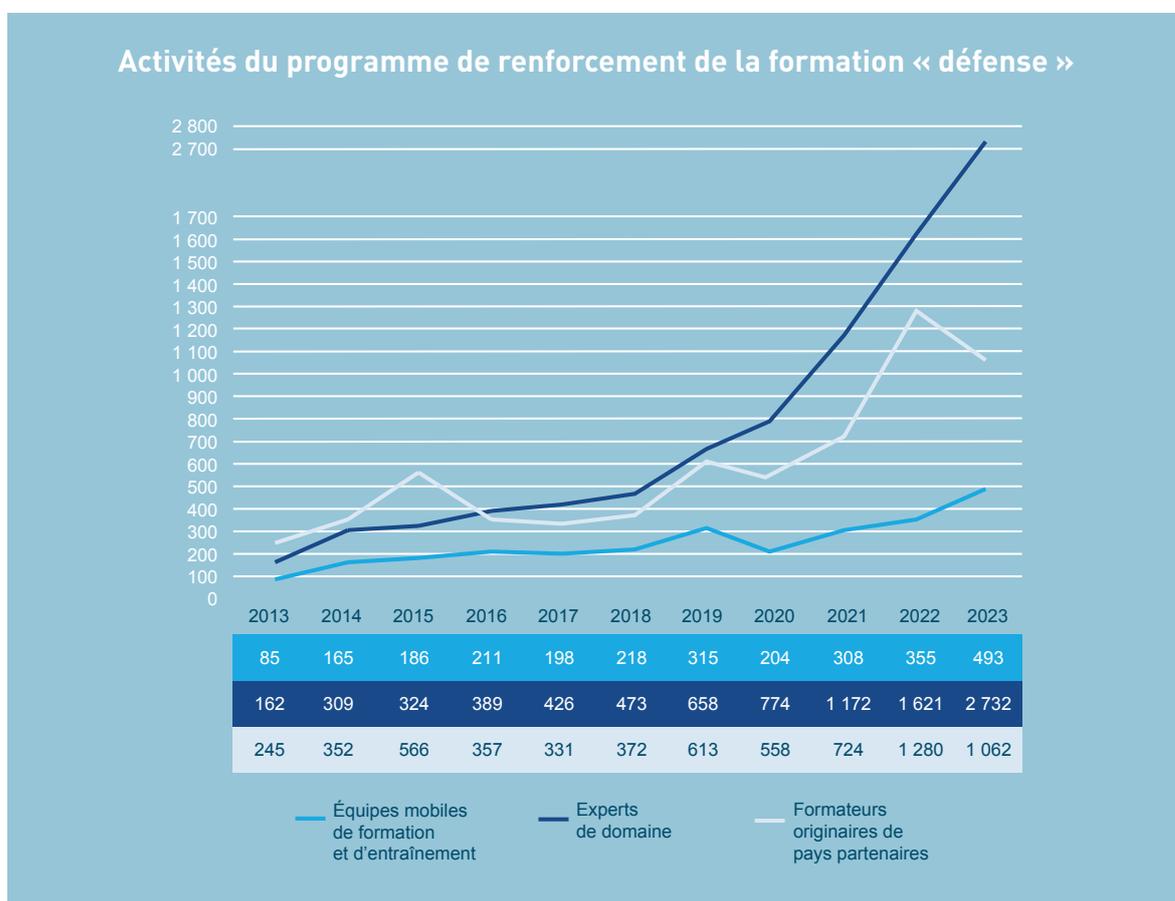
la lutte contre les engins explosifs improvisés aux pays fournissant des contingents à l'ONU. Dans le domaine de la médecine militaire, l'OTAN a achevé la mise en place d'un module de formation pour les médecins de terrain.

S'agissant des transmissions et des technologies de l'information et de la communication, l'OTAN a dispensé une série de stages de formation des formateurs sur le site du pôle de formation de l'ONU à Entebbe, en Ouganda, et assuré un soutien consultatif et un mentorat pour les instructeurs. La capacité de formation virtuelle avec instructeurs, officiellement inaugurée lors d'une cérémonie d'ouverture en novembre, représente une contribution majeure au développement des compétences et de l'autonomie en matière de formation et d'entraînement à l'ONU.

## Investir dans la formation

Le réseau OTAN de centres de formation et d'entraînement des partenariats offre aux pays de l'Alliance d'intéressantes possibilités de formation et d'entraînement dans les domaines de la sécurité et de la défense. Ce réseau, qui comprend 34 centres situés sur le territoire de pays de l'Alliance ou de pays partenaires, joue un rôle clé dans la mise en œuvre des programmes de partenariat de l'OTAN, notamment en proposant des stages et des aides à la formation dans des domaines essentiels tels que la réforme de la défense, la gestion de crise, le droit des conflits armés ou encore la réanimation en traumatologie de guerre.

L'OTAN apporte son soutien à la formation militaire dans 15 pays partenaires au travers du programme de renforcement de la formation « défense »<sup>20</sup>. Celui-ci permet d'aider les pays partenaires à mettre en place, à développer ou à réformer leurs établissements d'enseignement militaire supérieur grâce à l'élaboration de références communes validées pour la formation militaire. À la suite de la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine, les pays partenaires sollicitent davantage ce soutien à la formation, souvent pour les besoins de leur corps de sous-officiers, notamment en matière de formation militaire supérieure.



<sup>20</sup> Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Géorgie, Iraq (dans le cadre de la mission OTAN en Iraq), Jordanie, Kazakhstan, Mauritanie, République de Moldova, Mongolie, Maroc, Serbie, Tunisie et Ukraine.

## Développement de l'intégrité : renforcer la bonne gouvernance

L'initiative OTAN pour le développement de l'intégrité, dont le 15<sup>e</sup> anniversaire a été célébré en 2022, aide l'OTAN, les Alliés et les pays partenaires à promouvoir la bonne gouvernance et l'intégrité dans le secteur de la défense et de la sécurité s'y rapportant. Son but principal est de mettre en place des institutions efficaces et efficaces qui respectent les principes d'intégrité de transparence et de redevabilité.

Le concept stratégique 2022 de l'OTAN souligne toute l'importance que revêt la bonne gouvernance dans l'exécution des trois tâches fondamentales de l'Alliance, ce qui montre à nouveau combien l'Organisation est attachée à la démocratie, à la bonne gouvernance et à des institutions solides. Ce document indique également que les terroristes exploitent généralement les faiblesses des systèmes de gouvernance. Compte tenu de l'évolution de l'environnement de sécurité, promouvoir la bonne gouvernance et l'intégrité a continué de revêtir une grande importance en 2023.

### Développement de l'intégrité – Questionnaire d'autoévaluation et processus d'évaluation collégiale

Le questionnaire d'autoévaluation et le processus d'évaluation collégiale mis en place par l'OTAN constituent des outils de diagnostic permettant aux pays d'améliorer la gestion des ressources de défense. Ils leur donnent la possibilité d'obtenir une évaluation de leurs bonnes pratiques et des recommandations d'amélioration. Un nombre croissant de pays utilisent ces outils, ce qui permet au programme pour le développement de l'intégrité de continuer de consolider son approche spécifique à chaque pays, et de veiller ainsi à ce que les réformes qui y sont entreprises s'inscrivent sur le long terme.

### Développement de l'intégrité – Progrès enregistrés en 2023

- L'OTAN a achevé le processus d'évaluation collégiale concernant la Colombie. Durant sa visite au siège, en septembre, le ministre colombien de la Défense s'est vu remettre par le secrétaire général délégué le rapport final contenant les recommandations de l'OTAN. La Colombie a achevé pour la deuxième fois le processus d'autoévaluation et d'évaluation collégiale.
- L'OTAN a poursuivi le processus d'évaluation collégiale concernant la Jordanie et la République de Moldova.
- L'OTAN a terminé avec succès l'évaluation collégiale concernant l'Iraq à l'occasion de consultations menées sur place en décembre 2023, ce qui représente, pour le ministère iraquien de la Défense, une avancée majeure dans les domaines de l'intégrité et de la bonne gouvernance.
- L'OTAN a lancé le processus d'évaluation collégiale concernant la Géorgie, après que le pays a complété le questionnaire d'autoévaluation en 2022.
- Des consultations, y compris des discussions sur l'achèvement du processus d'autoévaluation et d'évaluation collégiale, ont eu lieu avec l'Arménie dans le but de relancer la coopération.
- Des progrès importants ont par ailleurs été réalisés dans le développement de capacités institutionnelles pour la bonne gouvernance, la redevabilité et la prévention de la corruption dans le cadre de la gestion du cycle de vie des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, et dans la compilation d'un deuxième volume du recueil des meilleures pratiques en matière de développement de l'intégrité.

## Aider l'Ukraine à lutter contre la corruption

La lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance, notamment au travers d'une coopération continue dans le cadre de l'initiative OTAN pour le développement de l'intégrité, figurent au premier rang des priorités de l'Ukraine au niveau national. En 2023, l'OTAN a collaboré avec plus d'une dizaine d'institutions nationales de défense et de sécurité, et ouvert un grand nombre d'activités de formation et d'entraînement sur mesure à plus de 800 personnes. Ces démarches engagées par l'OTAN ont contribué à la création du Centre de formation au développement de l'intégrité dans les locaux de l'Université d'État des affaires intérieures de Donetsk, et ont favorisé une initiative nationale visant à intégrer la discipline « développement de l'intégrité » dans le cursus d'établissements de formation militaire. Les activités de haut niveau organisées par l'Université nationale des affaires intérieures de Kharkiv, par l'Université d'État des affaires intérieures de Dnipropetrovsk et par le Centre de formation au développement de l'intégrité, au sein de l'Université nationale de défense, ont aidé à promouvoir les projets liés à la bonne gouvernance et au développement de l'intégrité dans toute l'Ukraine.



# PARTENARIATS

LA COOPÉRATION  
ET LE DIALOGUE  
POUR UNE SÉCURITÉ  
COMMUNE

Un soldat suédois et un marine des États-Unis se serrent la main lors d'une journée réservée aux visiteurs de marque, pendant l'exercice Aurora 23 – Sud de la Suède, mai 2023.

*Dans un monde devenu plus dangereux, où la sécurité n'est plus un enjeu régional mais un enjeu véritablement mondial, et où la Chine et la Russie ne cessent de se rapprocher, il est d'autant plus important que nous travaillions en étroite collaboration avec nos partenaires du monde entier.*

Jens Stoltenberg, lors de l'édition 2023 du sommet OTAN de la jeunesse  
– Bruxelles (Belgique), 5 juin 2023.

Les partenariats sont essentiels au fonctionnement de l'OTAN. Ils jouent un rôle important à l'appui des trois tâches fondamentales de l'Organisation et de son approche à 360 degrés en matière de sécurité. Dans un environnement stratégique plus complexe et imprévisible, il est d'autant plus important que l'OTAN et ses partenaires travaillent main dans la main pour répondre aux défis de sécurité communs, protéger les espaces internationaux et renforcer la résilience. Les partenariats de l'OTAN reposent sur un respect et des intérêts mutuels.

L'OTAN a noué des partenariats avec 35 pays à travers le monde et avec plusieurs organisations internationales<sup>21</sup>. Les partenaires participent à de nombreuses activités essentielles, allant du partage d'expertise au renforcement des capacités, en

passant par le développement de l'interopérabilité et la contribution à la prévention et à la gestion des crises. En 2023, 18 partenaires ont pris part à 16 exercices dirigés par l'OTAN, tandis que 11 ont affecté plus de 30 militaires à la structure de commandement et à l'État-major militaire international de l'Organisation. Les partenaires ont également apporté leur concours aux missions de l'OTAN en Iraq et au Kosovo, contribué financièrement aux fonds d'affectation spéciale gérés par l'Organisation, et proposé des aides en nature via les centres de formation et d'entraînement des partenaires.

L'OTAN gère des bureaux de liaison à Belgrade, à Chisinau, à Koweït, à Kyïv, à New York, à Tbilissi et à Vienne, ainsi qu'au sein de son Quartier général à Sarajevo.

## Édition 2023 du Symposium à 360 degrés sur les partenariats

Le Symposium à 360 degrés sur les partenariats est le plus grand rassemblement régulier de partenaires de l'OTAN. L'édition 2023, qui s'est tenue à Madrid (Espagne), avait pour thème : « Understand Better, Adapt Faster, Prevent Together » (mieux comprendre l'environnement, s'adapter plus rapidement et assurer ensemble la prévention). Elle a réuni plus de 240 participants venus de 53 pays de l'Alliance et pays partenaires, dix organisations internationales et non gouvernementales, six centres d'excellence OTAN et onze établissements universitaires et think-tanks. Les échanges ont porté sur la perception des menaces mondiales, le partage de l'information et les gains d'efficacité, le renforcement des capacités, la prévention des crises et l'innovation technologique.



L'OTAN et le Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du Partenariat pour la paix accueillent le 12<sup>e</sup> Forum d'échanges sur la formation « défense » – Bled (Slovénie), juin 2023.

<sup>21</sup> La Suède n'est pas comptabilisée dans ce total.



Le président finlandais, Sauli Niinistö, et le secrétaire général, Jens Stoltenberg, à la cérémonie d'adhésion de la Finlande – Bruxelles (Belgique), avril 2023.

## Politique de la porte ouverte de l'OTAN

L'OTAN est fermement convaincue que chaque pays devrait être libre de prendre des décisions souveraines ainsi que de choisir ses propres arrangements de sécurité, et notamment de décider d'adhérer ou non à un traité ou à une alliance.

La porte de l'OTAN est ouverte à toute démocratie européenne capable de favoriser le développement des principes du Traité de l'Atlantique Nord – la liberté individuelle, la démocratie et l'état de droit – et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord.

L'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord établit clairement que les Alliés peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout État européen répondant aux critères susmentionnés. Les décisions relatives aux adhésions sont la prérogative des Alliés, et aucune tierce partie n'a son mot à dire dans ce processus.

La politique de la porte ouverte de l'OTAN est une réussite historique, qui a permis de renforcer l'Alliance

ainsi que la paix et la stabilité dans la région euro-atlantique. Le concept stratégique de 2022 réaffirme ce principe et souligne que la sécurité des pays qui aspirent à devenir membres de l'Alliance est intimement liée à celle des Alliés.

Suite à une décision historique, la Finlande est entrée dans l'OTAN en 2023. Au moment de la mise sous presse du présent rapport, le processus d'adhésion de la Suède a lui aussi été finalisé. Dans le communiqué du sommet de Vilnius, les Alliés ont déclaré que l'avenir de l'Ukraine était dans l'OTAN et que l'Alliance aiderait le pays à avancer sur le chemin de sa future adhésion.

À Vilnius, les Alliés ont également réaffirmé qu'ils restaient déterminés à soutenir l'adhésion, à terme, de la Géorgie. La Bosnie-Herzégovine a poursuivi son étroite coopération avec l'OTAN, notamment dans le cadre de son programme de réforme, et ce indépendamment de la décision qui sera prise *in fine* concernant l'adhésion à l'Organisation.

## Processus d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède

L'OTAN, la Finlande et la Suède partagent les mêmes valeurs et les mêmes intérêts. Au cours des dix dernières années, elles ont collaboré de plus en plus étroitement face à la dégradation de l'environnement de sécurité international.

Suite à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'opinion publique et les positions politiques en Finlande et en Suède ont résolument évolué en faveur de l'adhésion à l'Alliance. La Finlande et la Suède sont des modèles de crédibilité démocratique, leurs forces armées sont très performantes et leurs sociétés résilientes. Du fait de leur localisation géographique, elles renforcent la position stratégique de l'OTAN dans la région de la mer Baltique et dans le Grand Nord. Devenir membres de l'OTAN leur permet de bénéficier des avantages de la défense collective et de capacités bien supérieures à ce que n'importe quel pays pourrait offrir seul.



Le Comité pour la science et la technologie lors de sa première réunion en Finlande – Helsinki (Finlande), septembre 2023.



Des rangiers de l'armée de l'air suédoise posent devant un chasseur Gripen JAS-39 – Gotland (Suède), avril 2023.

La Finlande et la Suède ont commencé l'année 2023 sous le statut de pays invités, ce qui leur a permis d'assister à des réunions et de participer à des activités de l'OTAN. Un pays candidat à l'adhésion devient « pays invité » quand tous les Alliés ont signé son protocole d'accession, et il le reste jusqu'à ce que ce protocole ait été ratifié par le parlement de chaque pays de l'Alliance, après quoi il peut accéder au Traité de l'Atlantique Nord et devenir un Allié à part entière. Le statut d'invité facilite la participation aux activités de l'OTAN et permet au pays concerné de se familiariser avec de nouveaux domaines pour ce qui est de l'élaboration de politiques et de la coopération, ainsi que de se doter du personnel et de l'expertise nécessaires pour remplir les obligations qui lui incombent en tant qu'Allié. Un pays invité reçoit les mêmes informations que les Alliés et participe aux débats et à l'élaboration de politiques, mais il n'intervient pas dans le processus décisionnel.

## Une approche globale – Partenariats bilatéraux et régionaux

Depuis plus de 30 ans, l'OTAN développe son réseau de partenariats. Elle adapte l'étendue, l'intensité et les axes de ceux-ci aux intérêts et aux capacités de chaque partenaire, tout en tenant compte de ses propres priorités. L'OTAN coopère avec ses partenaires sur une base bilatérale ainsi qu'au travers de cadres de partenariat régionaux.

Dans la zone euro-atlantique, les Alliés coopèrent activement avec 17 pays partenaires, au niveau bilatéral et dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique et du Partenariat pour la paix<sup>22</sup>. L'OTAN a créé des structures spécifiques pour encadrer ses relations

En 2023, la Türkiye, la Finlande et la Suède ont continué de travailler en étroite collaboration sur la base du mémorandum trilatéral signé au sommet de Madrid, en juin 2022, pour répondre aux légitimes préoccupations de la Türkiye en matière de sécurité. Ce document prévoyait notamment la création d'un mécanisme conjoint permanent pour faciliter la coopération entre les signataires et la mise en œuvre du mémorandum.

La Finlande a accédé au Traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 2023, devenant ainsi le 31<sup>e</sup> Allié. Elle a donc rejoint l'Alliance 74 ans jour pour jour après la signature du Traité par les 12 pays fondateurs, un beau clin d'œil au succès de la politique de la porte ouverte. Son adhésion a été célébrée à l'occasion d'une cérémonie de lever des couleurs au siège de l'OTAN, en présence du président du pays et de ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi que des ministres des Affaires étrangères de tous les pays de l'Alliance et de la Suède.

Dans le communiqué du sommet de Vilnius, les Alliés se sont félicités de l'accord auquel étaient parvenus la veille le secrétaire général de l'OTAN, le président turc et le premier ministre suédois, et ils se sont réjouis à la perspective d'accueillir la Suède en tant que membre à part entière de l'Alliance.

Le 26 décembre 2023, la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Türkiye a voté en faveur de l'adhésion de la Suède à l'OTAN, ce qui a ouvert la voie à la ratification officielle du protocole d'accession par la Grande Assemblée nationale en séance plénière, en janvier 2024. En mars 2024, au moment de la mise sous presse du présent rapport, le processus d'adhésion de la Suède a été finalisé et la Suède est devenue un Allié à part entière.

avec deux de ces partenaires, à savoir l'Ukraine et la Géorgie.

Le réseau de partenariats de l'OTAN s'étend également à 11 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au travers du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul<sup>23</sup>.

L'Alliance coopère aussi avec un ensemble de pays qui ne font pas partie de ces cadres régionaux. Ces pays, dits « partenaires dans le monde », sont l'Australie, la Colombie, l'Iraq, le Japon, la République de Corée, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande et le Pakistan.

<sup>22</sup> Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Irlande, Kazakhstan, République kirghize, Malte, République de Moldova, Serbie, Suède (pays invité), Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan.

<sup>23</sup> Les pays du Dialogue méditerranéen sont l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Ceux de l'Initiative de coopération d'Istanbul sont Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis.

## Interactions et coopération avec les pays des Balkans occidentaux

L'OTAN reste très active dans les Balkans occidentaux, dont la stabilité revêt une importance stratégique pour l'Alliance. En novembre, le secrétaire général s'est rendu en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et au Quartier général de la Force pour le Kosovo, et a participé à une réunion avec des dirigeants des pays de la région membres de l'Alliance en Macédoine du Nord. Ce déplacement a permis de montrer clairement que l'OTAN restait durablement attachée à la paix et à la stabilité dans les Balkans occidentaux, alors même que l'environnement de sécurité se complexifie à l'échelle de la région et à l'échelle mondiale.

En 2023, l'OTAN a maintenu un dialogue politique soutenu et une solide coopération pratique avec la Bosnie-Herzégovine (voir page 107).

Avec la Serbie, l'OTAN entretient par ailleurs un dialogue politique de haut niveau qui porte sur des questions liées à la sécurité régionale. La coopération se poursuit également, le Bureau de liaison militaire de l'OTAN à Belgrade fournissant un soutien à la Serbie pour les activités menées dans le cadre du Partenariat pour la paix.



Jens Stoltenberg rencontre des scientifiques serbes, qui lui présentent une technologie mise au point dans le cadre d'un projet du programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité – Belgrade (Serbie), novembre 2023.

### Quartier général de l'OTAN à Sarajevo

Depuis 2004, le Quartier général de l'OTAN à Sarajevo conseille et assiste les autorités bosniennes dans leur entreprise de réforme des secteurs de la défense et de la sécurité. Il fournit également un appui, notamment logistique, à l'opération EUFOR Althea, dirigée par l'Union européenne, en vertu des arrangements dits de « Berlin plus ». La collaboration entre l'OTAN et la Bosnie-Herzégovine ayant continué de se développer en 2023, notamment avec l'adoption d'un paquet pour le renforcement des capacités de défense, le Quartier général de l'Organisation à Sarajevo a considérablement accru son soutien au ministère de la Défense, aux forces armées et au ministère de la Sécurité du pays, en les conseillant pour toute une série d'activités de réforme.



Jens Stoltenberg, aux côtés du commandant de la force de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine, le général de division Helmut Habermayer (à droite), et de la commandante du Quartier général de l'OTAN à Sarajevo, la général de brigade Pamela McGaha (à gauche) – Base de Butmir (Bosnie-Herzégovine), novembre 2023.



Des représentants de pays de l'Alliance et de pays partenaires réunis pour discuter des programmes de renforcement des capacités de défense – Chisinau (République de Moldova), décembre 2023.

## Coopération avec la République de Moldova

L'OTAN et la République de Moldova entretiennent depuis longtemps une relation basée sur le dialogue politique et la coopération pratique. Au sommet de Vilnius, les Alliés ont réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République de Moldova étant redit que le pays avait le droit de décider de son avenir et de l'orientation de sa politique étrangère. Les Alliés restent déterminés à l'aider à avancer sur la voie de son intégration européenne.

En 2023, l'OTAN et la République de Moldova ont intensifié tant leur coopération pratique (voir page 110) que leur dialogue politique dans le cadre de visites et de contacts bilatéraux. Le Bureau de liaison de l'OTAN à Chisinau a joué un rôle important à cet égard. Il a également contribué à mieux faire connaître l'OTAN à la population moldave au travers d'activités de diplomatie publique. Ouvert en 2017 à la demande des autorités moldaves, le Bureau de liaison sert de mission diplomatique et de représentation officielle de l'OTAN dans le pays. En 2023, il a assuré l'organisation et facilité le déroulement d'activités publiques, notamment la « Journée de l'OTAN » (rencontre annuelle), et a eu des échanges avec la société civile à l'occasion d'ateliers et de conférences dans des écoles de tout le pays.



*L'OTAN est déterminée à aider la République de Moldova à préserver son indépendance politique et son intégrité et à la soutenir dans ses ambitions européennes.*

*En 2023, j'ai eu le privilège de prendre part au débat de fond sur la relation entre l'OTAN et ce pays.*

**Michaela Guerard Šimák (Slovaquie)**

Chef, Bureau de liaison de l'OTAN  
en République de Moldova,  
Chişinău (République de Moldova)

## Interactions de l'OTAN avec les pays du Caucase du Sud

L'évolution de l'environnement de sécurité a des effets considérables sur les partenaires de l'OTAN situés dans le Caucase du Sud. Par l'intermédiaire du représentant spécial du secrétaire général pour le Caucase et l'Asie centrale, Javier Colomina, l'OTAN a poursuivi activement ses échanges avec les chefs d'État, les ministres, les diplomates et la société civile d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. L'OTAN a exprimé son attachement à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à la souveraineté de chacun de ces partenaires.

L'OTAN a par ailleurs encouragé l'Arménie et l'Azerbaïdjan à faire preuve d'un esprit constructif dans les différents espaces de dialogue en place et a souligné qu'il était important de régler les questions humanitaires. Elle a aussi cherché à renforcer ses relations tant avec l'Arménie qu'avec l'Azerbaïdjan en élaborant un programme de partenariat individualisé avec chacun de ces pays. Les interactions entre l'OTAN et les trois partenaires du Caucase du Sud sont facilitées par le Bureau de liaison de l'OTAN à Tbilissi (Géorgie).



Le représentant spécial du secrétaire général pour le Caucase et l'Asie centrale, Javier Colomina, à un débat public organisé lors d'une visite officielle en Géorgie – Tbilissi (Géorgie), décembre 2023.

## Les partenaires de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'OTAN dispose d'un vaste réseau de partenaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui font partie des cadres de partenariat que sont le Dialogue méditerranéen et l'Initiative de coopération d'Istanbul.

En 2023, l'OTAN a intensifié son dialogue politique avec ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sur des questions d'intérêt commun telles que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et ses répercussions dans la région.

Au vu de la crise qui secoue le Moyen-Orient, l'OTAN a en outre été en contact avec ses partenaires régionaux dans différentes enceintes, y compris au niveau ministériel avec le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, ainsi qu'au niveau du Conseil de l'Atlantique Nord avec Sa Majesté le roi Abdallah II ibn Al-Hussein du Royaume hachémite de Jordanie. Tout au long de l'année, de hauts responsables de l'OTAN se sont rendus en visite à Bahreïn, en Israël, en Jordanie, au Koweït, en Mauritanie, au Qatar, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Ils ont également eu des entretiens avec d'autres acteurs concernés de la région, notamment le Liban, Oman et l'Arabie saoudite.



Intervention de Jens Stoltenberg à l'Université nationale de défense à l'occasion de sa visite au Royaume d'Arabie saoudite – Riyad (Arabie saoudite), décembre 2023.

L'OTAN et ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont continué de coopérer sur un large éventail de sujets tels que la lutte contre le terrorisme, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre les engins explosifs improvisés, ou encore la gestion de crise, la préparation du secteur civil, la résilience et la thématique « femmes, paix et sécurité ».

Au sommet de Vilnius, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont initié un processus de réflexion sur les menaces et défis actuels et émergents ainsi que sur les possibilités d'interaction avec les pays partenaires, les organisations internationales et les autres acteurs concernés du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du Sahel. C'est dans ce contexte que le secrétaire général a constitué un groupe d'experts indépendants chargé de mener une réflexion sur l'approche de l'OTAN à l'égard de son voisinage méridional et de guider les futures prises de décision.

L'OTAN et le Koweït ont continué d'exploiter les possibilités offertes par le Centre régional OTAN – Initiative de coopération d'Istanbul, basé au Koweït. Ce centre offre aux Alliés et aux pays du Golfe une enceinte où ils peuvent examiner ensemble des sujets d'intérêt commun. Il propose également des stages de formation et d'entraînement aux pays de l'Initiative de coopération d'Istanbul ainsi qu'à Oman et à l'Arabie saoudite. Par ailleurs, l'OTAN a commencé à travailler, en étroite coordination avec les autorités jordaniennes, à la mise en place d'un bureau de liaison à Amman.

Compte tenu de l'importance du Sahel pour la sécurité euro-atlantique, l'Alliance a poursuivi ses démarches auprès de la Mauritanie et d'organisations internationales et régionales concernées.



Réunion du Conseil de l'Atlantique Nord en session des ministres de la Défense, en présence du pays invité, la Suède, et avec le ministre israélien de la Défense par visioconférence – Bruxelles (Belgique), octobre 2023.



Rencontre entre Jens Stoltenberg et Sa Majesté le roi Abdallah II ibn Al-Hussein du Royaume hachémite de Jordanie au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), novembre 2023.



Jens Stoltenberg dans le cockpit d'un avion de combat F-2 lors de sa visite au Japon – Base aérienne d'Iruma (Japon), janvier 2023.

### Partenaires de l'Indo-Pacifique

Comme indiqué dans son concept stratégique, l'OTAN attache de l'importance à l'Indo-Pacifique, car l'évolution de la situation dans cette partie du monde est susceptible d'avoir des incidences directes sur la sécurité euro-atlantique. En 2023, au sommet de Vilnius, les dirigeants des quatre partenaires de l'Indo-Pacifique (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et République de Corée) ont participé à une réunion avec les Alliés et les hauts responsables de l'Union européenne.

Toute une série de défis de sécurité communs ont été évoqués à cette occasion, y compris les répercussions à l'échelle mondiale de la guerre d'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine. Il s'agissait de la deuxième participation, en tant que groupe, des quatre partenaires de l'Indo-Pacifique à un sommet de l'OTAN, après celui de Madrid, en 2022. En avril 2023, ils avaient également assisté à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Alliance.

Tout au long de 2023, les Alliés et les partenaires de la région ont travaillé ensemble à l'approfondissement de leur dialogue politique et de leur coopération. Le Conseil de l'Atlantique Nord au niveau des ambassadeurs s'est ainsi réuni avec ces partenaires à quatre reprises, pour des débats consacrés à la résilience, à la sécurité régionale, envisagée sous l'angle stratégique, à l'ordre international fondé sur des règles, aux menaces hybrides et à la lutte contre la désinformation. Les Alliés et les quatre partenaires ont aussi renforcé leur coopération pratique dans divers domaines.

En parallèle, l'OTAN a continué de coopérer avec les partenaires de l'Indo-Pacifique au niveau bilatéral. Ainsi, en 2023, l'Australie, le Japon et la République de Corée ont chacun conclu avec l'OTAN un ambitieux programme de partenariat individualisé portant sur une période de quatre ans.



*L'OTAN est une organisation régionale qui a aussi le regard tourné vers le reste du monde. En 2023, j'ai eu le plaisir de contribuer au renforcement des relations de l'OTAN avec les partenaires de l'Indo-Pacifique ainsi qu'à l'intensification de ses interactions avec des pays d'autres régions.*

**Sophie Briquetti (France)**

Administratrice chargée des questions politiques,  
Section Partenariats mondiaux,  
Division Affaires politiques et politique de sécurité,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



L'amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN, à l'occasion de la 25<sup>e</sup> conférence annuelle des chefs d'état-major de la défense des pays de l'Indo-Pacifique – Fidji, août 2023.

## Coopération avec les autres organisations internationales – Tour d’horizon

Très attachée au multilatéralisme, l’OTAN coopère étroitement avec d’autres organisations internationales. Elle travaille ainsi avec l’Union européenne, l’Organisation des Nations Unies, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe, et l’Union africaine, et elle entretient un dialogue régulier avec d’autres entités, comme le Comité international de la Croix-Rouge, l’Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale.

### L’Union européenne

Dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l’Ukraine, l’importance de la coopération entre l’OTAN et l’UE est devenue plus évidente que jamais. Mues par une même détermination, les deux organisations ont porté leur collaboration à un niveau sans précédent.

En janvier, le secrétaire général de l’OTAN, Jens Stoltenberg, le président du Conseil européen, Charles Michel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé une troisième déclaration conjointe sur la coopération entre l’OTAN et l’Union européenne. Par la voix de leurs dirigeants, les deux organisations ont décidé de travailler ensemble sur différentes questions, notamment l’intensification de la compétition géostratégique, la résilience, la protection des infrastructures critiques, les technologies émergentes et technologies de rupture, l’espace, les incidences du changement climatique sur la sécurité, ainsi que la manipulation de l’information par des acteurs étrangers et l’ingérence de tels acteurs dans la sphère de l’information.

Le dialogue politique entre l’OTAN et l’Union européenne s’est encore renforcé. Le secrétaire général a assisté au sommet du Conseil européen qui a eu lieu en juin, tandis que la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen ont participé au sommet de l’OTAN qui s’est tenu à Vilnius en juillet. Le secrétaire général a eu des échanges réguliers



*Je suis heureux d’avoir pu contribuer au renforcement du partenariat entre l’OTAN et l’Union européenne en 2023. Alors que la compétition géostratégique s’intensifie, ce partenariat est plus important que jamais.*

**Oliver Đajić (Slovénie)**

Administrateur,  
Section Organisations multilatérales,  
Division Affaires politiques  
et politique de sécurité,  
siège de l’OTAN, Bruxelles (Belgique)

Jens Stoltenberg, entouré du président du Conseil européen, Charles Michel, et de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, juste après la signature de la troisième déclaration conjointe sur la coopération entre l’OTAN et l’Union européenne – Bruxelles (Belgique), janvier 2023.



avec ses homologues de l'Union européenne, notamment à l'occasion des réunions ministérielles tenues de part et d'autre. En outre, les deux organisations ont chacune fait des exposés à l'intention de l'autre. Elles se sont ainsi tenues informées de leurs activités respectives, ce qui a contribué à la cohérence des efforts déployés, en particulier dans le contexte du soutien à l'Ukraine et des initiatives visant à combler les lacunes en matière de production de défense.

L'OTAN et l'Union européenne ont continué de donner suite aux 74 propositions adoptées d'un commun accord, et la coopération pratique qu'elles entretiennent dans ce cadre s'est encore intensifiée. En outre, la pratique des exercices parallèles et coordonnés s'est poursuivie : chacune des deux organisations a ainsi associé l'autre à la préparation et à la conduite de l'un de ses exercices (EU Integrated Resolve, côté Union européenne, et exercice de gestion de crise, côté OTAN).

Le dialogue entre les états-majors des deux organisations s'est approfondi, grâce notamment à la participation des hauts responsables militaires de chaque organisation aux réunions des chefs d'état-major de la défense de l'autre.

### L'Organisation des Nations Unies (ONU)

L'OTAN et l'ONU ont continué de renforcer la coopération qu'elles entretiennent de longue date. Le dialogue politique engagé sur tout un éventail de sujets s'est poursuivi, notamment au travers des contacts entre Jens Stoltenberg et son homologue de l'ONU, António Guterres. Des entretiens de travail entre experts des deux organisations ont permis d'approfondir le dialogue dans différents domaines de coopération, anciens ou nouveaux, comme les incidences du changement climatique sur la sécurité, la lutte contre la désinformation et la lutte contre le terrorisme. Le dialogue consacré à la thématique « femmes, paix et sécurité » ainsi qu'à la sécurité humaine demeure un volet essentiel de la coopération entre les deux organisations.

L'OTAN a continué de concourir aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, au travers notamment de son module pluriannuel de formation, qui doit permettre d'améliorer la capacité de l'ONU à mettre sur pied de telles opérations et à les poursuivre dans la durée. Grâce à ce module, qui est le tout premier du genre à être proposé à une organisation partenaire,

### L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

L'OSCE, dont tous les Alliés sont membres, demeure un partenaire important pour l'OTAN, en particulier au vu du contexte de sécurité actuel. En 2023, la coopération pratique et le dialogue politique de haut niveau entre les deux organisations se sont poursuivis à un rythme régulier. Les interactions ont porté sur des sujets d'intérêt commun, notamment la situation dans les Balkans occidentaux, en Ukraine, dans le Caucase



*En 2023, j'ai contribué au renforcement de la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne au travers d'exposés traitant notamment du changement climatique, des actes de cybermalveillance et de la nécessité d'accroître la résilience.*

**LCL Marie-Claude Osmond (Canada)**

Officier d'état-major,  
Division Sécurité coopérative,  
État-major militaire international,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Le secrétaire général en visite aux États-Unis pour la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies – New York (États-Unis), septembre 2023.

l'OTAN fait profiter l'ONU de son expertise concernant certaines questions clés – lutte contre les engins explosifs improvisés, soins médicaux, évaluation des performances militaires, signaux et communications – et l'aide ainsi à mieux protéger le personnel de maintien de la paix.

du Sud et en Asie centrale, ainsi que la lutte contre le terrorisme, les incidences du changement climatique sur la sécurité, la lutte contre la traite des êtres humains, et la thématique « femmes, paix et sécurité ». Le Bureau de liaison de l'OTAN à Vienne, créé en 2018, a continué de contribuer à l'échange régulier d'informations entre les deux organisations.

## L'Union africaine

L'Union africaine est un interlocuteur clé de l'OTAN, particulièrement lorsqu'il s'agit de faire face aux défis et menaces qui pèsent sur la sécurité du voisinage méridional de l'Alliance. Le partenariat entre les deux organisations est fondé sur une communauté de valeurs et d'intérêts. Les activités menées dans le cadre de la coopération sont diverses : soutien opérationnel, formation et entraînement, ou encore aide structurelle à l'Union africaine et à la Force africaine en attente. La coordination des activités militaires de l'OTAN auxquelles est associée l'Union africaine continue d'être assurée par l'officier de liaison militaire de haut rang de l'OTAN à Addis-Abeba.

En 2023, la huitième édition des entretiens de travail entre représentants militaires des deux organisations s'est tenue au siège de l'Union africaine. Les discussions ont porté sur le contexte de sécurité mondial et les défis qui en découlent, le travail de coopération en cours, le soutien que l'OTAN apporte à la Force africaine en attente, ainsi que les activités de formation et d'entraînement et les exercices. Par ailleurs, l'OTAN a continué de tenir à la disposition de l'Union africaine des moyens de transport stratégique pouvant être utilisés dans le cadre des missions de paix menées par cette dernière, notamment la Mission de transition en Somalie.

## Faire avancer la science au service de la paix et de la sécurité

Le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité finance des activités de coopération pratique axées sur la science et l'innovation appliquées à la sécurité. Il favorise la recherche et l'échange de connaissances entre scientifiques des pays de l'OTAN et des pays partenaires et contribue ainsi à la mise au point de solutions qui permettent de répondre aux défis de sécurité émergents. Les projets de coopération subventionnés par le programme donnent lieu à des collaborations durables et fructueuses. Ils contribuent de manière déterminante à la concrétisation des priorités des pays de l'Alliance, notamment en aidant la communauté scientifique en Ukraine à faire face aux conséquences de l'invasion russe, en explorant les possibilités offertes par les technologies émergentes et les technologies de rupture, en particulier les technologies quantiques, et en appuyant l'initiative de l'OTAN visant à intégrer dès la conception les exigences liées à la transition énergétique.

En 2023, le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité a subventionné une centaine d'initiatives de recherche et développement pluriannuelles et reçu près de 250 propositions de projet. Ci-après quelques axes de travail phares de l'année écoulée.

- **Coopération scientifique avec l'Ukraine** – Depuis 2014, l'Ukraine est le premier bénéficiaire du programme pour la science au service de la paix et de la sécurité. En 2023, l'Ukraine et l'OTAN ont décidé d'axer leur collaboration sur les technologies de pointe, la sécurité énergétique et la résilience numérique.
- **Innovation, technologies émergentes et technologies de rupture** – En 2023, on a observé, à l'échelle mondiale, une explosion des investissements



Un chercheur ukrainien teste un système permettant de détecter des mines terrestres au moyen de drones, dans le cadre d'un projet financé par le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité – Kharkiv (Ukraine), juin 2023.  
Crédit photo : Viatcheslav Madiïevsky



Séance d'ouverture de la journée d'information sur le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité – Tbilissi (Géorgie), mai 2023.

dans certaines technologies émergentes et technologies de rupture clés. Dans le cadre du programme pour la science au service de la paix et de la sécurité, les technologies quantiques ont été mises à l'honneur : pas moins de douze projets pluriannuels associant quelque 40 universités et instituts de recherche de pays de l'Alliance et de pays partenaires ont ainsi été subventionnés.

- **Initiative de l'OTAN pour la prise en compte des exigences liées à la transition énergétique dès la conception** – Il est primordial que l'OTAN soit prête pour le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables. Le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité finance des projets destinés à faciliter la transition énergétique, notamment des travaux visant à mettre au point des technologies novatrices durables qui permettront d'utiliser le CO<sub>2</sub> émis dans l'atmosphère pour fabriquer toutes sortes de produits chimiques et de combustibles.



*Je suis heureuse d'avoir pu contribuer, au sein d'une équipe motivée et dynamique, à faire avancer la recherche scientifique au service des priorités des Alliés et des partenaires.*

**Jane Patient Bradbrooke (Royaume-Uni)**

Assistante de projet,  
Programme pour la science au service de la  
paix et de la sécurité,  
Division Défis de sécurité émergents,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

## Robots démineurs

Depuis de nombreuses années, le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité finance des initiatives dans le domaine du déminage. Le projet « Robots démineurs », qui rassemblait des chercheurs d'Italie, de Jordanie, d'Ukraine et des États-Unis, s'est achevé en septembre 2023. L'objectif principal de ce projet était de tester un système visant à détecter en toute sécurité les mines terrestres et engins explosifs improvisés au moyen d'un groupe de véhicules robotisés coopératifs qui intègrent chacun un type de capteur différent. Ce dispositif novateur permet de recueillir des données sur toute une série de paramètres sans mettre quiconque en danger.

L'Ukraine, qui est aujourd'hui le pays le plus miné au monde, manque cruellement d'effectifs et de matériel pour le déminage. Le système mis au point dans le cadre du projet pourrait avoir une utilité immédiate dans ce contexte.



Mise à l'essai d'un des robots démineurs – Kharkiv (Ukraine), janvier 2023.



# SÉCURITÉ HUMAINE ET « FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ »



Une militaire danoise à couvert dans les bois dans le cadre de l'exercice Crystal Arrow – Lettonie, mars 2023.

*Notre raison d'être est de défendre et de protéger non seulement nos territoires, mais aussi nos populations, qui recèlent une infinie diversité.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion de la conférence « OT@N de fierté » tenue en ligne le 17 mai 2023.

Dans son concept stratégique 2022, l'OTAN considère le programme « femmes, paix et sécurité » (FPS) et le programme « sécurité humaine » comme de grands thèmes transversaux devant être intégrés dans les trois tâches fondamentales de l'Alliance, un principe que les Alliés ont réaffirmé en 2023, au sommet de Vilnius. Ceux-ci ont souligné que, pour y parvenir, il était important de favoriser la mise en application de ces deux programmes au travers de politiques et de directives solides ainsi que d'une coopération continue avec les partenaires, les autres organisations internationales et la société civile.

Les partenariats restent indispensables à la mise en œuvre des deux programmes, à l'échelle de l'OTAN et au-delà. En 2023, des objectifs sur mesure ayant trait au domaine FPS et à la sécurité humaine ont été inclus dans les programmes de partenariat individualisés de l'OTAN avec l'Irlande, le Japon, la République de Corée et la Suisse. La Colombie s'est quant à elle associée à la politique FPS de l'OTAN, ce qui montre toute l'importance qu'elle lui accorde dans le cadre de son partenariat avec l'Organisation. Les récents déplacements effectués



La représentante spéciale du secrétaire général pour les femmes, la paix et la sécurité, Irene Fellin, s'exprime à l'occasion du sommet de Vilnius – Lituanie, juillet 2023.

en Australie, en Géorgie, en République de Corée et en Ukraine par la représentante spéciale du secrétaire général pour les femmes, la paix et la sécurité ont été l'occasion de renforcer les synergies entre l'OTAN et ses partenaires.

## Aide apportée à l'Ukraine dans les domaines FPS et « sécurité humaine »

L'OTAN et l'Ukraine coopèrent étroitement sur la thématique FPS et les questions de sécurité humaine. En 2023, l'OTAN a mené un projet de recherche intitulé « La guerre de la Russie contre l'Ukraine : cibler les civils, une tactique de guerre ». Celui-ci rend compte de l'expérience des Ukrainiens victimes des attaques menées par la Russie, recense les moyens mis en œuvre pour protéger la population et formule des recommandations sur la manière dont l'OTAN et les Alliés pourraient aider l'Ukraine à renforcer ces mesures de protection.

La représentante spéciale du secrétaire général pour les femmes, la paix et la sécurité a par ailleurs demandé que les besoins des forces armées ukrainiennes soient évalués par le prisme du genre. Le rapport d'évaluation établi contient des observations et des recommandations concrètes concernant les aspects liés au genre, dont l'Organisation tiendra compte dans le soutien sur mesure qu'elle apporte à l'Ukraine.

En mai, la représentante spéciale, accompagnée de la représentante permanente de la Belgique auprès de l'OTAN et d'une responsable de l'organisation *Save the Children UK*, a inauguré une exposition photographique mettant en lumière les répercussions de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur la vie des enfants ukrainiens. En octobre, elle a été à l'initiative d'une activité consacrée à la violence sexuelle dont sont victimes les hommes et les garçons ukrainiens.



Une militaire finlandaise participe à l'exercice Northern Forest – Nord de la Finlande, mai 2023.

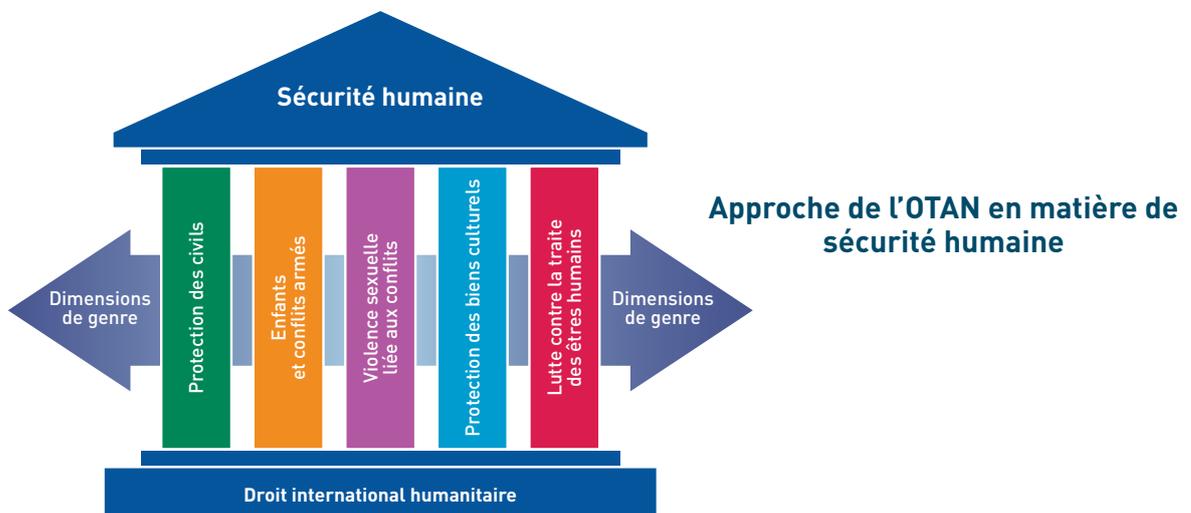
## Sécurité humaine

En 2023, conformément à son approche et à ses principes directeurs en matière de sécurité humaine, l'OTAN a continué de prendre en considération la sécurité et la sûreté générales des femmes, des hommes, des jeunes filles et des garçons à toutes les étapes et à tous les niveaux des opérations, des missions et des activités de l'Alliance. Dans le communiqué du sommet de Vilnius, les Alliés ont souligné que le programme « sécurité humaine » offre une base solide pour l'adoption d'une vision plus complète de l'environnement humain et qu'il contribue à la paix et à la sécurité sur le long terme.

L'action de l'OTAN en matière de sécurité humaine s'articule autour de cinq axes de travail : la protection des civils, la prévention et la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits, la lutte contre la traite des êtres humains, les enfants et les conflits armés, et la protection des biens culturels.



De gauche à droite : les lieutenants-colonels Jane Male et Françoise Verbanck, respectivement présidente et présidente déléguée du comité exécutif du Comité OTAN sur la dimension de genre ; l'amiral Keith Blount, commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe ; et la lieutenant-colonel Katherine Prudhoe, conseillère pour les questions de genre de l'État-major militaire international, lors de la conférence annuelle du Comité OTAN sur la dimension de genre – Bruxelles (Belgique), octobre 2023.



En 2023, l'OTAN s'est concentrée sur la mise en place d'un cadre solide devant lui permettre de progresser dans son action en matière de sécurité humaine. Les dirigeants de ses pays membres ont entériné la première politique de l'Organisation sur les enfants et les conflits armés, renforçant ainsi l'implication de l'Alliance dans les initiatives internationales menées au titre de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont également entériné une version actualisée de la politique OTAN relative à la lutte contre la traite des êtres humains, afin que les risques y afférents soient pleinement pris en compte dans la planification militaire, dûment évalués et atténués d'emblée. Ces politiques offrent de nouvelles opportunités de formation théorique et pratique intégrant la dimension de genre.

L'OTAN s'est par ailleurs penchée sur la question de la protection des biens culturels. Une conférence organisée au siège de l'Organisation a permis de réfléchir à ce que cette thématique implique pour les Alliés dans le cadre d'un conflit armé, et l'OTAN n'a pas ménagé ses efforts pour accroître sa contribution dans ce domaine.

## Femmes, paix et sécurité

L'OTAN est résolue à mettre en œuvre le programme pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Depuis l'adoption, en 2007, de la première politique OTAN/CPEA (Conseil de partenariat euro-atlantique) consacrée aux questions FPS, l'Organisation tient compte au quotidien des dimensions de genre, ce qui vient renforcer l'efficacité de toutes ses opérations, missions et activités.

Dans le communiqué du sommet tenu à Vilnius en 2023, les Alliés ont réaffirmé qu'ils continueraient sans relâche de mettre en œuvre la politique FPS et de promouvoir les principes énoncés par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont aussi décidé de réévaluer et d'actualiser cette politique, conformément à la vision exposée dans le concept stratégique 2022, celle d'une Alliance parée pour l'avenir, plus efficace et plus pertinente encore face à l'évolution de l'environnement de sécurité.

La mise en œuvre du plan d'action FPS, adopté en 2021, a permis de renforcer le cadre institutionnel de l'OTAN : les référents pour les questions de genre sont désormais plus nombreux, et des contacts, activités et débats ont lieu plus régulièrement sur cette thématique. La réalisation d'analyses selon le genre et l'utilisation de données ventilées par sexe se traduisent par une intégration croissante des dimensions de genre dans les activités de l'OTAN.



Le secrétaire général délégué, Mircea Geoană, et la représentante spéciale du secrétaire général pour les femmes, la paix et la sécurité, Irene Fellin, lors de la conférence intitulée « La protection des biens culturels et l'OTAN : Expériences, pratiques et tendances » – Bruxelles (Belgique), février 2023.



Les femmes ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays de l'Alliance participent à un petit-déjeuner réservé à des personnalités féminines de haut niveau – Vilnius (Lituanie), juillet 2023.



À bord d'un A400M, une pilote de l'armée de l'air allemande prépare une mission de ravitaillement en vol dans le cadre de l'exercice Air Defender 23 – Allemagne, juin 2023.

L'Alliance a redoublé d'efforts pour tenir compte des dimensions de genre dans ses travaux sur les défis émergents tels que le terrorisme et le changement climatique. La deuxième édition de l'étude des incidences du changement climatique sur la sécurité en offre un bon exemple : elle a permis de mettre en évidence que l'insécurité climatique a des répercussions différentes sur les hommes, les femmes, les garçons et les jeunes filles et que le changement climatique risque d'exacerber les vulnérabilités existantes.

L'année 2023 a par ailleurs vu le renouvellement, pour une période de trois ans, du mandat de la Commission consultative de la société civile sur les femmes, la paix et la sécurité, qui offre une enceinte pour un dialogue continu et systématique avec la société civile dans des domaines ayant trait au programme FPS.

Enfin, en marge du sommet de Vilnius, la représentante spéciale du secrétaire général a organisé un petit-déjeuner de haut niveau, au cours duquel il a été question du rôle moteur joué par les femmes, en particulier en Ukraine. Y ont participé les femmes ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays de l'Alliance, ainsi que des responsables de la société civile. Cette activité a permis de mettre en évidence l'attachement de l'Alliance à l'égalité des genres, reflet de ses valeurs fondamentales.



*Il est plus important que jamais de mettre en valeur le rôle clé des femmes en faveur de la paix et de la sécurité. Je suis heureuse d'avoir pu contribuer, en 2023, à l'actualisation de la politique OTAN sur les femmes, la paix et la sécurité.*

**Elif Ünlü (Türkiye)**

Stagiaire, Unité Sécurité humaine,  
Bureau du secrétaire général,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

## Conférence 2023 sur l'accès des femmes et des filles à la science tenue sous l'égide de l'Organisation pour la science et la technologie

Des recherches menées par l'ONU montrent que les femmes qui travaillent dans le secteur de la science et de la technologie sont souvent confrontées à de nombreuses difficultés. Par exemple, leurs travaux reçoivent moins de financements que ceux de leurs collègues masculins, et leurs carrières sont moins longues et moins rémunératrices.

Le 8 février 2023, une conférence sur l'accès des femmes et des filles à la science s'est tenue au siège de l'OTAN à l'initiative de l'Organisation pour la science et la technologie, laquelle a montré que l'OTAN s'attache à promouvoir le rôle des femmes dans ces deux domaines.

L'objectif de cette conférence, organisée à l'occasion de la journée internationale pour l'accès des femmes et des filles à la science, instaurée par l'ONU, était de célébrer les réalisations des femmes et des jeunes filles œuvrant pour la science et de favoriser l'égalité des genres dans les cursus et les carrières STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques).

Dans son allocution, le secrétaire général délégué, Mircea Geoană, a déclaré que « dans le monde très dangereux qui est le nôtre, où la compétition s'intensifie, la technologie évolue à un rythme effréné. Nous ne pouvons tout simplement pas nous passer de la moitié de la population ».



Des scientifiques participant au programme pédagogique du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (La Spezia) s'expriment lors d'une table ronde organisée par l'Organisation OTAN pour la science et la technologie dans le cadre d'une conférence sur l'accès des femmes et des filles à la science – Bruxelles (Belgique), février 2023.

## Équilibre des genres en chiffres

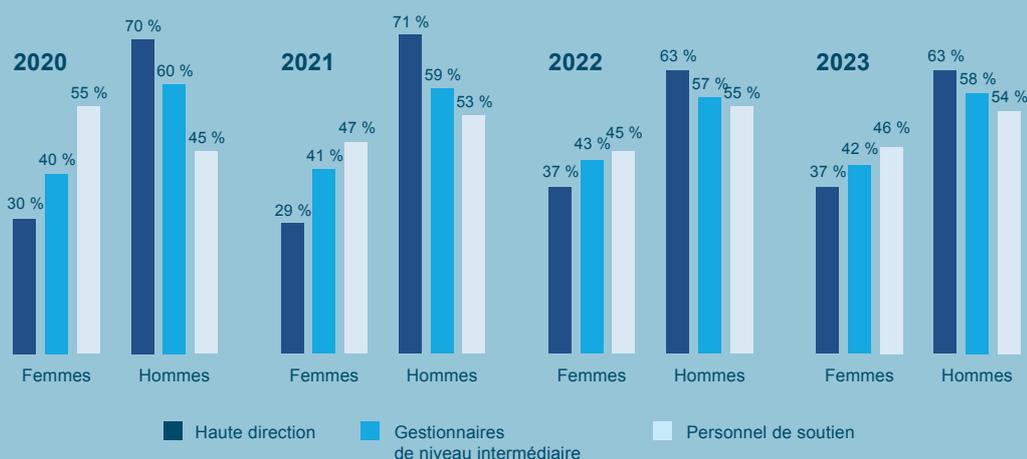
Les Alliés ont souligné à plusieurs reprises qu'il était important de promouvoir l'égalité des genres, dans le droit fil de leurs valeurs communes que sont la liberté individuelle, la démocratie, les droits de la personne et l'état de droit. Dans cet esprit, l'OTAN œuvre en faveur d'une participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les aspects de l'action pour la paix et la sécurité, et à tous les niveaux. En 2023, elle a poursuivi ses efforts visant à instaurer un environnement de travail inclusif qui permette à chacun des membres de son personnel, issus d'horizons divers, d'exprimer tout leur potentiel.

Il reste encore du travail à accomplir pour parvenir à une parité des genres effective. Des progrès ont toutefois été réalisés, et les perspectives sont encourageantes, en particulier pour ce qui est des postes à responsabilité : en 2023, au Secrétariat international de l'OTAN, 37,4 % des postes de haut niveau étaient occupés par des femmes. Le Bureau du conseiller pour les questions de genre de l'État-major militaire international continue de recueillir des données sur le recrutement et la fidélisation des hommes et des femmes au sein des forces armées des pays de l'Alliance, et il poursuit son action en faveur de la participation des femmes.



Une militaire suédoise participe à l'exercice Aurora 23 – Gotland (Suède), mai 2023.

### Secrétariat international de l'OTAN : statistiques de répartition par genre





SHAMROCK  
33  
WELSH PREMIER

Unity in Diversity  
CHRISTOPHER  
103

RUN FOR ALL  
UNITY IN DIVERSITY

Unity in Diversity  
ANNE  
102

Unity in Diversity  
SALOME  
63

RUN FOR ALL

Unity in Diversity  
LOUISE  
104

RUN FOR ALL

2  
RUN FOR ALL  
UNITY IN DIVERSITY

1

# ORGANISATION



Des agents de l'OTAN accompagnés de leurs proches à l'issue de la « Course pour tous », une initiative qui cherchait à promouvoir l'instauration d'un environnement de travail plus inclusif pour les minorités ethniques, les personnes LGBTQ+ et les parents-travailleurs – Bruxelles (Belgique), octobre 2023

*L'OTAN est l'alliance de défense qui a le mieux réussi dans l'Histoire. Justement parce que nous sommes parvenus à rester soudés malgré nos différences, mais aussi parce que nous avons su évoluer en même temps que le monde.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion de la 75<sup>e</sup> session du Conseil nordique  
– Oslo (Norvège), 31 octobre 2023.

## Siège de l'OTAN

Le siège de l'OTAN, à Bruxelles, abrite le Secrétariat international et l'État-major militaire international de l'Organisation, ainsi que les délégations et les représentations militaires des 31 pays membres, les missions de 18 pays partenaires et plusieurs agences. C'est principalement là, au travers de débats et de consultations, que se décide la politique et l'action de l'Organisation.



*Mon rôle consiste à interagir avec mes collègues pour faire en sorte que le siège de l'OTAN reste apte à remplir son rôle. En 2023, nous avons notamment travaillé à la mise à exécution des décisions qui ont été prises au sommet de Madrid en vue d'augmenter la dotation du financement commun.*

**Christina Tkalec (Canada)**

Administratrice exécutive,  
Division Gestion exécutive,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

## Consommation énergétique

L'OTAN a conscience qu'elle doit adopter des modes de production et de consommation d'énergie plus durables, notamment au siège. C'est pourquoi elle a pris, continue de prendre et prévoit encore un certain nombre de mesures dans le domaine énergétique. Parmi celles-ci figurent l'optimisation des installations de cogénération du siège, l'expérimentation de systèmes de chauffage alternatifs, l'ajustement des températures standard dans les bureaux et du degré d'humidité dans tous les locaux, et l'adoption d'horaires sur mesure pour le chauffage et la ventilation. Ainsi en 2023, la consommation de gaz au siège de l'OTAN a diminué de 45 %, une baisse partiellement contrebalancée par l'augmentation de la consommation d'électricité.

Par ailleurs, les projets relatifs à l'installation d'un grand parc de panneaux solaires au siège et à la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques ont avancé. De plus, les véhicules de la flotte officielle du siège sont en train d'être remplacés par des véhicules électriques.

## Continuité de l'activité

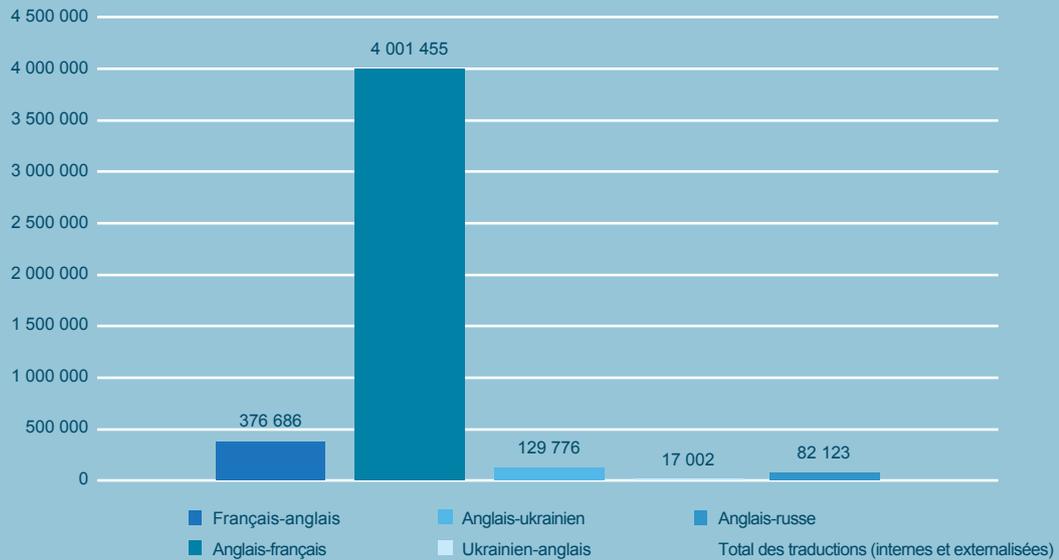
À l'OTAN, la continuité de l'activité a un objectif clair et ambitieux : faire en sorte que l'Organisation puisse s'acquitter de sa mission fondamentale en toutes circonstances et devienne plus résiliente après chaque perturbation.

En 2023, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé le plan de formation stratégique au management de la continuité d'activité, document qui doit servir de pierre angulaire à l'instauration d'une culture qui tienne compte des exigences de continuité de l'activité à tous les niveaux de l'Organisation et en tout temps. Ce plan met en avant l'importance de la préparation et de la formation continue, et souligne la nécessité de prendre les devants, non seulement pour limiter les risques mais aussi pour transformer les défis en opportunités.

## Service Traduction

En 2023, le Service Traduction a continué de s'acquitter de sa mission : faire en sorte que les documents officiels soient disponibles rapidement dans les deux langues officielles de l'OTAN (anglais et français). Les traducteurs du Service assurent une permanence 24h/24.

### Mots traduits en 2023



Le Service a aussi externalisé des traductions vers vingt autres langues. La dernière en date : le mandarin.

En 2023, une traductrice de langue russe a rejoint le Service. Son rôle principal est d'assurer la traduction des déclarations d'importance majeure vers le russe afin que celles-ci soient publiées au même moment que les versions anglaise et française, ce qui permet de lutter contre la désinformation. Elle traduit aussi les tweets de l'OTAN vers le russe et aide ainsi l'Alliance à toucher un public plus large.

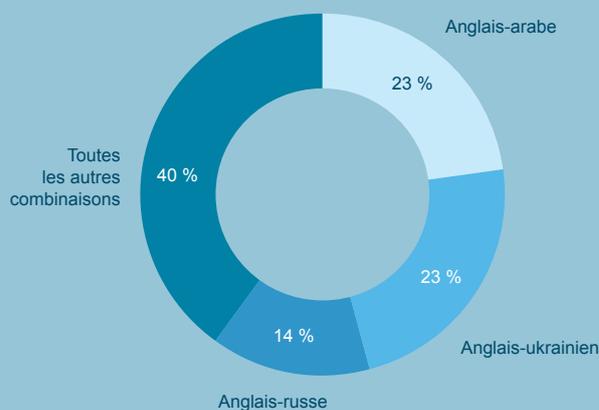


*La traduction joue un rôle important au siège de l'OTAN. En 2023, j'ai eu le grand privilège de diriger l'équipe qui prépare l'introduction de la traduction automatique basée sur l'intelligence artificielle, un projet qui ouvre la voie à d'autres initiatives encore plus ambitieuses.*

**Raphaël Prono (France)**

Chef, gestion clients et processus de production,  
Service Traduction,  
Division Gestion exécutive,  
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

### Externalisation de traductions vers des langues non OTAN





Réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN et de la Suède au siège de l'Organisation – Bruxelles (Belgique), avril 2023.

## Conseil de l'Atlantique Nord

Le Conseil de l'Atlantique Nord est l'organe suprême de prise de décision à l'OTAN. C'est l'enceinte où les hauts représentants des 31 pays d'Europe et d'Amérique du Nord qui font partie de l'Alliance se réunissent pour échanger et se concerter sur des sujets d'intérêt commun. Les décisions du Conseil étant prises par consensus, les politiques ainsi adoptées sont considérées comme l'expression de la volonté collective de tous les Alliés. Depuis la création de l'Alliance, en 1949, le consensus est un principe fondamental qui a été érigé en règle pour toutes les prises de décision. Il s'ensuit qu'il n'y a pas de procédure de vote : les consultations se poursuivent jusqu'au moment où se dégage une décision acceptable par tous.

Le Conseil est présidé par le secrétaire général. Qu'il soit réuni au sommet, c'est-à-dire au niveau des chefs d'État et de gouvernement, ou en session permanente, c'est-à-dire au niveau des ambassadeurs, ses décisions ont toutes la même valeur.



Jens Stoltenberg avec le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer – Bruxelles (Belgique), avril 2023.

## Secrétariat du Conseil

Le Secrétariat du Conseil prête son concours au secrétaire général et au secrétaire général délégué en facilitant les consultations politiques et la prise de décision, en suivant l'avancement de l'exécution des mandats donnés par le Conseil, en prenant toutes les dispositions nécessaires pour la tenue des réunions bilatérales et en se chargeant de l'organisation des déplacements.

Son rôle est de planifier et de coordonner les travaux du Conseil et de s'occuper des modalités d'organisation et des dispositions administratives liées à la préparation, à la conduite et au suivi des réunions des ambassadeurs, des réunions ministérielles et des sommets. Il est également au service du Groupe des plans nucléaires, du Conseil OTAN-Ukraine, de la Commission OTAN-Géorgie et d'autres organes.

Le Secrétariat du Conseil gère les aspects protocolaires des activités officielles du secrétaire général et du secrétaire général délégué, au siège de l'OTAN ou en dehors. C'est également lui qui planifie et organise les rencontres et les réunions de haut niveau, notamment les visites, les réunions ministérielles et les sommets. La Section Protocole et événements aide le Secrétariat international, l'État-major militaire international, les délégations des pays de l'Alliance, les missions des pays partenaires et les intervenants externes à appliquer les principes et procédures protocolaires en vigueur à l'OTAN.

## Secrétariat international

Le Secrétariat international – qui, en 2023, se composait de 1 352 civils<sup>24</sup> – contribue au processus de prise de décision de l'Alliance en facilitant le dialogue, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ainsi que l'exécution des programmes. En 2023, le Secrétariat international a commencé à travailler sur sa nouvelle stratégie RH (2024-2030), qui doit lui permettre de procéder aux adaptations nécessaires pour donner suite à l'agenda OTAN 2030 et au concept stratégique de 2022.

Cette stratégie repose sur une série d'objectifs clés, dont les suivants :

- attirer des talents motivés et hautement qualifiés aux profils divers, maîtrisant les outils numériques ;
- favoriser la flexibilité et l'ouverture au changement du personnel dans un contexte géopolitique en constante évolution ;
- adapter l'environnement de travail et faire émerger une culture de l'innovation ;
- améliorer les pratiques de gestion et d'encadrement ainsi que favoriser le bien-être et le développement professionnel des agents, de manière à les fidéliser, à les inciter à s'investir davantage encore et à accroître leur résilience.

<sup>24</sup> Au 21 novembre 2023.

## Bureau des affaires juridiques

Le Bureau des affaires juridiques est un bureau indépendant qui fait partie du Secrétariat international. Il est donc implanté au siège de l'OTAN, à Bruxelles. Il est composé d'une équipe multinationale de juristes qui, sous la houlette du conseiller juridique, fournissent des avis au secrétaire général ainsi qu'aux Alliés à tous les niveaux de l'arborescence des comités, et défendent les intérêts de l'OTAN sous l'angle du droit, à l'intérieur de l'Organisation comme à l'extérieur. Le Bureau rend des avis sur des politiques et des questions d'importance majeure en rapport avec la sécurité et la défense, facilite l'émergence d'un consensus entre les pays de l'Alliance sur les questions juridiques revêtant une dimension stratégique, négocie et rédige des accords internationaux, se prononce sur les privilèges et les immunités, et travaille sur les questions de droit administratif qui se posent couramment dans les grandes organisations internationales. Il travaille en étroite collaboration avec les conseillers juridiques des autres entités OTAN et les services juridiques des capitales des pays membres.

## Promotion de la diversité, de l'inclusion et de l'accessibilité

L'OTAN tire sa force de son personnel et de la diversité au sein de ses effectifs. Ses agents ne transigent pas sur les questions de respect, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité et veulent travailler dans un environnement où le harcèlement, les brimades et la discrimination n'ont pas leur place. L'OTAN est résolue à faire en sorte que ces principes soient respectés et se reflètent dans les pratiques en vigueur.

En 2023, le Secrétariat international a entamé l'élaboration du plan d'action 2024-2030 pour la diversité, l'inclusion et l'accessibilité, sur la base de fondements déjà solides. L'idée de ce plan est de mettre en place des initiatives transversales axées sur trois objectifs : accroître la diversité, faciliter l'inclusion et améliorer l'accessibilité.

Toujours en 2023, l'OTAN a pris un certain nombre de mesures concrètes pour favoriser la diversité et l'inclusion. En particulier :

- Pour accroître la diversité géographique et la diversité des genres parmi les candidats au recrutement, l'OTAN a amélioré ses campagnes de communication ciblées, a mis au point des aides à la préparation aux concours, qu'elle a rendues accessibles en ligne, et a retiré des avis de vacance de poste les éléments trop restrictifs. Elle a également organisé des formations sur les biais inconscients afin de rendre les recrutements plus équitables.
- Pour faciliter l'inclusion des personnes en situation de handicap et leur accès aux installations, le Secrétariat international a passé en revue les aménagements raisonnables existants, notamment les améliorations apportées aux locaux et aux infrastructures, et a procédé à de nouveaux aménagements.

Les groupes-ressources de l'OTAN – « OT@N de fierté » (pour les personnes de la communauté LGBTQ+), « Elevate Diversity » (pour les personnes de couleur), et les « Parents-travailleurs » – ont poursuivi leurs activités visant à instaurer sur le lieu de travail un climat de bienveillance. Ils ont formulé des recommandations et organisé des conférences, des rencontres et des manifestations sportives telles que la « Course pour tous », qui ont progressivement conduit à des changements positifs, et ils ont aussi apporté une aide à des acteurs de la société civile locale.



Discussion entre des agents et des hauts responsables de l'OTAN au sujet de la diversité au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), mai 2023.



La diversité à l'œuvre à l'OTAN – Bruxelles (Belgique), septembre 2023.



La diversité en marche à l'OTAN – Bruxelles (Belgique), septembre 2023



Des agents de l'OTAN à l'issue de la « Course pour tous » – Bruxelles (Belgique), octobre 2023.



Conférence de presse avec le général Christopher Cavoli, commandant suprême des forces alliées en Europe, l'amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN, et le général Philippe Lavigne, commandant suprême allié Transformation – Bruxelles (Belgique), mai 2023.

## Autorités militaires de l'OTAN

En 2023, plus de 7 000 militaires et civils, provenant des 31 pays de l'Alliance, ont travaillé ensemble au sein des structures militaires de l'OTAN pour aider l'Alliance à s'acquitter de ses trois tâches fondamentales.

Le Comité militaire est la plus haute instance militaire de l'OTAN. Il se compose des chefs d'état-major de la défense des 31 pays de l'Alliance. Depuis juin 2021, il est présidé par l'amiral Rob Bauer, de la marine royale néerlandaise. Le président du Comité militaire est le plus haut responsable militaire de l'OTAN et le principal conseiller militaire du secrétaire général. C'est lui qui soumet aux organes de décision politiques de l'Alliance les avis du Comité militaire, fruit d'un consensus entre les 31 chefs d'état-major de la défense. Ceux-ci se réunissent au moins trois fois par an. Le reste du temps, le Comité militaire siège en session permanente, c'est-à-dire au niveau des représentants militaires des pays, qui s'expriment alors au nom de leur chef d'état-major de la défense.

L'État-major militaire international est l'organe exécutif du Comité militaire. Il se compose d'environ 500 militaires et civils venant des pays de l'Alliance et des pays partenaires. Ces derniers travaillent sous la conduite d'un directeur général, qui est élu par les chefs d'état-major de la défense des pays de l'OTAN pour un mandat de trois ans. Depuis juillet 2022, cette fonction est occupée par le général de corps d'armée

Janusz Adamczak, des forces armées polonaises. L'État-major militaire international réalise des analyses et des études portant sur des questions militaires intéressant l'OTAN, recense les domaines présentant un intérêt stratégique ou opérationnel, et propose des lignes de conduite.



L'État-major militaire international de l'OTAN et son directeur général, le général de corps d'armée Janusz Adamczak – Bruxelles (Belgique), février 2023.



Le Comité militaire en visite au Commandement allié Transformation – Norfolk (Virginie), États-Unis, mars 2023.

## Structure de commandement de l'OTAN

L'OTAN s'est dotée d'une structure de commandement et d'une structure de forces grâce auxquelles l'Alliance peut s'acquitter de ses tâches fondamentales. La structure de commandement joue un rôle stratégique, consistant à exercer le commandement et le contrôle des opérations interarmées de l'Alliance. Elle se compose du Commandement allié Opérations, du Commandement allié Transformation ainsi que de leurs commandements et quartiers généraux subordonnés.

Le Commandement allié Opérations a son quartier général à Mons (Belgique). Les commandements subordonnés sont hébergés dans des quartiers généraux répartis dans divers pays de l'OTAN. Placé sous la conduite du commandant suprême des forces alliées en Europe, le Commandement allié Opérations est responsable de la planification et de l'exécution de l'ensemble des opérations et missions de l'Alliance. Le commandant suprême des forces alliées en Europe lui-même est chargé du commandement général des opérations au niveau stratégique, et il formule des directives militaires à caractère stratégique à l'intention des commandants subordonnés. Depuis juillet 2022, cette fonction est exercée par le général Christopher Cavoli, des forces terrestres des États-Unis.

Le Commandement allié Transformation a son quartier général à Norfolk, en Virginie (États-Unis), et ses commandements subordonnés sont implantés dans divers pays de l'OTAN. Sous la direction du commandant suprême allié Transformation – depuis septembre 2021, le général Philippe Lavigne, de l'armée de l'Air et de l'Espace française –, il pilote la transformation de la structure, des forces, des capacités et de la doctrine militaires de l'OTAN. En outre, il élabore des concepts innovants, procède à des expérimentations et promeut l'interopérabilité entre les forces des Alliés, au profit d'une plus grande efficacité militaire.

La structure de forces de l'OTAN se compose de forces nationales et de forces multinationales ainsi que des états-majors opérationnels qui leur sont associés. Il s'agit de forces qui sont mises à la disposition de l'OTAN de façon permanente ou temporaire (en fonction des critères de disponibilité opérationnelle qui leur sont applicables) et auxquelles il est fait appel lorsque l'Alliance est amenée à conduire des opérations et à en assurer le soutien dans la durée.

## Financement de l'OTAN

L'OTAN est financée par ses pays membres, à la fois de manière directe et de manière indirecte. Les contributions indirectes, qui sont les plus substantielles, correspondent aux dépenses et investissements de défense effectués par les Alliés à titre individuel. Les forces et les capacités nationales sont donc des contributions indirectes, qui peuvent être mises à la disposition de l'OTAN pour que celle-ci puisse s'acquitter de ses trois tâches fondamentales.

Les contributions directes sont celles qui, au travers des budgets de l'Organisation, du développement des capacités et de l'exécution des programmes, permettent à l'Alliance de fonctionner, de poursuivre ses objectifs et de travailler à ses priorités. Elles couvrent les dépenses qui servent les intérêts de l'Alliance dans son ensemble et qui ne peuvent pas raisonnablement être mises à la charge d'un pays en particulier, par exemple les dépenses relatives aux opérations de l'Alliance ou aux systèmes de défense aérienne mis en place à l'échelle de l'OTAN. Tous les pays membres contribuent aux budgets de l'Organisation, selon une clé de répartition agréée, fondée essentiellement sur leur revenu national brut. C'est le mécanisme dit du financement commun, qui est l'illustration concrète du principe du partage des charges.

Pour son financement commun, l'OTAN puise dans trois sources : le budget civil (fonctionnement du siège), le budget militaire (structure de commandement intégrée) et le programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (capacités militaires).

Le mécanisme du financement commun repose sur la règle de la prise de décision par consensus et sur un ensemble de principes de gouvernance bien établis : l'Organisation est dotée d'un règlement financier et d'un cadre comptable, et la quasi-totalité des états financiers sont rendus publics. Le Conseil de l'Atlantique Nord approuve les budgets et

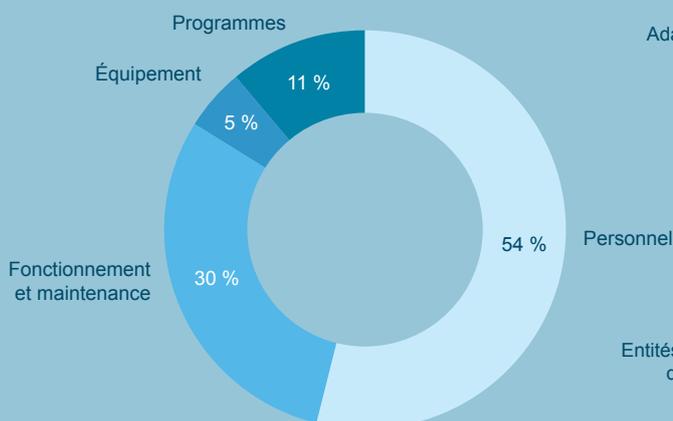
les dépenses d'investissement de l'OTAN, et il exerce un contrôle sur la gestion financière de l'Organisation.

En 2022, les Alliés ont approuvé, pour 2023, une hausse de 30 % de la dotation de la partie principale du budget civil, laquelle ne couvre pas les obligations liées aux pensions. D'un montant de 308,7 millions d'euros, cette enveloppe a servi à couvrir les dépenses de personnel (54 %), les dépenses de fonctionnement du siège (30 %), les dépenses liées aux programmes (11 %) et les dépenses d'équipement (5 %).

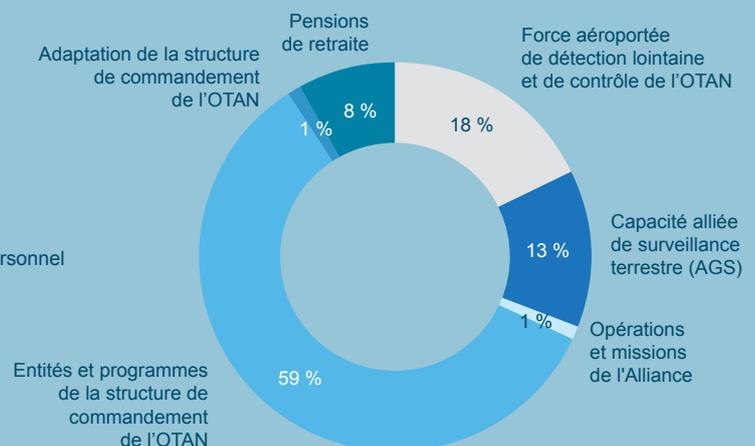
En 2023, le Secrétariat international a encore amélioré la manière dont il rend compte de l'emploi des fonds qui lui sont confiés, et il a encore accru la transparence de la gestion de ses ressources. Pour ce faire, il s'est appuyé sur un mécanisme de budgétisation par objectifs qui permet aux Alliés de faire le rapprochement entre les ressources mises à disposition dans le budget civil et les objectifs atteints pendant l'exercice. Tout au long de l'année, le secrétaire général a continué de gérer les ressources dans le respect des principes d'économie, d'efficacité et de productivité, en recherchant les possibilités de gains d'efficacité dans l'ensemble des services et activités de l'Organisation.

Le budget militaire est utilisé pour financer l'exécution des trois tâches fondamentales de l'OTAN et le développement de l'interopérabilité au sein de l'Alliance. Il couvre les coûts d'exploitation de certaines capacités financées en commun ainsi que les dépenses liées à la structure de commandement intégrée, aux opérations et missions de l'Alliance et aux entraînements et exercices collectifs. Il comprend 38 budgets distincts, alimentés par les budgets de défense des pays membres (dans la plupart des cas) selon une formule agréée de partage des coûts. En 2023, le plafond du budget militaire était fixé à 1,84 milliard d'euros.

### Partie principale du budget civil 2023



### Plafonds du budget militaire 2023



## Contrôle et assurance : améliorer le compte rendu et la transparence

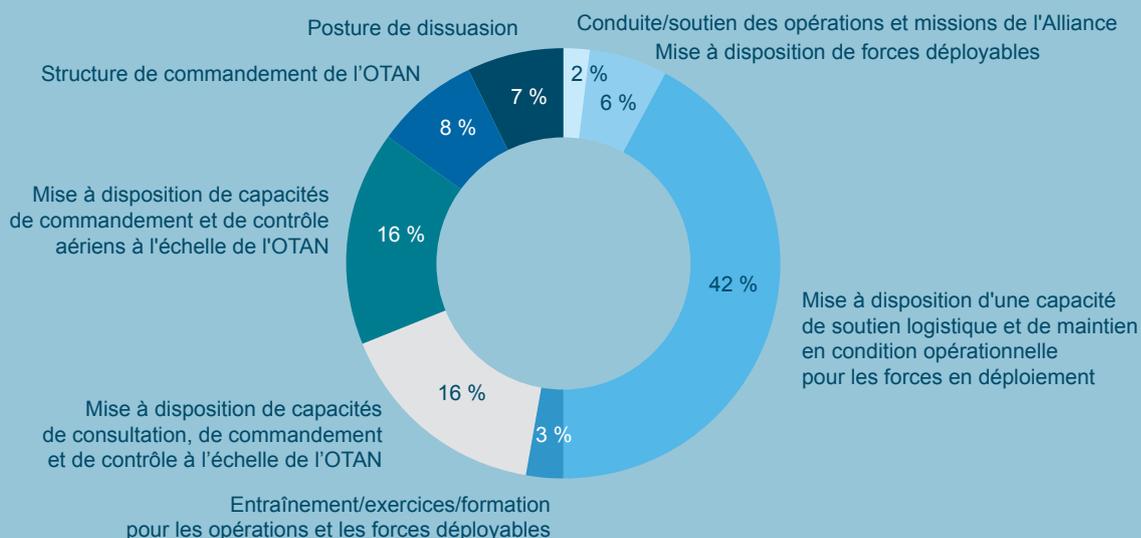
L'utilisation efficace et efficiente des ressources de l'OTAN passe par le respect de l'obligation de rendre compte et du principe de transparence. Au sommet de Vilnius, les Alliés ont réaffirmé l'importance qu'ils attachaient à la transparence, à un moment où le relèvement du niveau d'ambition nécessitait d'accroître les enveloppes financières.

Le Service Contrôle et assurance aide le secrétaire général à s'acquitter de ses responsabilités financières et à rendre dûment compte de l'utilisation des ressources, en fournissant des services de contrôle en toute objectivité et en toute indépendance. Son champ de compétence englobe quatre grandes fonctions d'assurance, à savoir l'audit interne, la gestion des risques, la déontologie et la lutte contre la fraude.

Le programme OTAN d'investissement au service de la sécurité sert à financer de grands projets de construction et les systèmes de commandement et de contrôle. Il prend également en charge le coût d'installations et d'équipements tels que des systèmes d'information et de communication pour la défense aérienne, des quartiers généraux pour la structure de commandement intégrée et pour les opérations extérieures, ainsi que le coût d'infrastructures essentielles (aéroports, réseaux d'approvisionnement en carburants et infrastructures maritimes). Concrètement, il consiste en un ensemble de paquets de capacités et de plans de programme capacitaire. En 2023, sa dotation s'élevait à 1 milliard d'euros. Plus de 3 000 projets sont en cours d'exécution, pour une valeur totale de 17,5 milliards d'euros.

Comme les années précédentes, en 2023, le programme a permis de mettre à disposition des moyens pour les communications par satellite, la cybersécurité ainsi que la surveillance et le contrôle. D'autres investissements ont été consacrés, par exemple, à la structure de commandement de l'OTAN (modernisation informatique et technologique, modernisation des quartiers généraux), à l'amélioration des moyens de commandement et de contrôle des capacités nucléaires de l'Alliance, ou encore aux installations destinées à l'entraînement, à l'accueil et à l'acheminement vers l'avant des forces de l'OTAN.

### Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité Dépenses 2023





Vue aérienne de la station terrestre de satellite de l'OTAN – Kester (Belgique), juin 2023.

## Agences et organismes

### Agence OTAN d'information et de communication

L'Agence OTAN d'information et de communication interconnecte les différentes composantes de l'Alliance. Elle fait en sorte que l'Organisation dispose des logiciels, des moyens de communication et des réseaux sécurisés dont elle a besoin pour garantir la paix et la stabilité, au profit de tous ses membres. Elle permet la transformation numérique de l'OTAN, lui fournissant les capacités, services et compétences propres à rendre l'Alliance technologiquement apte à relever les défis à venir.

En 2023, comme les années précédentes, l'Agence a pu s'appuyer sur des technologies de pointe ainsi que sur les partenariats collaboratifs qu'elle avait instaurés avec d'autres organismes OTAN ou avec l'industrie. Par exemple, dans le cadre de son initiative pour la modernisation de l'outil informatique, elle a fait d'important progrès s'agissant de remédier à l'obsolescence technique du matériel, en livrant 6 500 nouveaux ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, tablettes ou autres appareils à des utilisateurs de l'ensemble de l'OTAN. Dans le domaine spatial, elle a achevé la mise à niveau de quatre terminaux terriens de satellites : la surface au sol couverte par les

communications par satellite a ainsi doublé, et l'OTAN peut faire davantage, avec moins de stations.

Dans le domaine de la cybersécurité, l'Agence a modernisé et configuré des capacités et systèmes essentiels à la mission sur 22 sites de l'OTAN, afin de pouvoir mieux surveiller et défendre les réseaux de l'Alliance contre les cyberattaques et les actes de malveillance.

L'Agence apporte un soutien indispensable aux opérations, missions et exercices de l'Alliance. En 2023, elle a facilité le partage d'informations et fourni des moyens de connexion lors d'une grosse centaine d'exercices organisés par l'OTAN ou par des pays.

En 2023 toujours, l'Agence a largement contribué à aider l'Ukraine à se prémunir contre les risques cyber et à améliorer le partage d'informations cyber, notamment en lui livrant des moyens informatiques essentiels tels que des téléphones satellitaires et des dispositifs de suivi par GPS, qui sont venus améliorer les capacités de communication du pays dans le contexte de la guerre menée par la Russie.

Des personnels de l'Agence OTAN d'information et de communication participent à l'exercice Northern Challenge 23 – Keflavik (Islande), septembre 2023.



Les hauts représentants de plusieurs entités OTAN lors de la troisième édition de la conférence sur la numérisation de l'environnement de travail, organisée par l'Agence OTAN d'information et de communication – La Haye (Pays-Bas), novembre 2023.



## Agence OTAN de soutien et d'acquisition

L'Agence OTAN de soutien et d'acquisition est l'organisme OTAN qui s'occupe, pour le compte des pays de l'Alliance, des achats multinationaux de capacités, du soutien des capacités concernées et de leur maintien en condition. En offrant à ses clients toute une gamme de services centralisés, elle leur permet, dans le cadre d'un régime juridique préétabli, d'accéder aux technologies les plus avancées tout en réalisant des économies d'échelle, en comprimant les coûts, en réduisant l'empreinte logistique de leurs armées et en bénéficiant d'un bon support de la part des entreprises du secteur privé.

Le siège de l'Agence est établi au Luxembourg et ses centres opérationnels en France, en Hongrie et en Italie. Elle emploie plus de 1 400 agents civils internationaux et travaille avec environ 400 prestataires extérieurs, qui apportent leur concours aux opérations et missions de l'OTAN. Financée par ses clients, elle ne peut enregistrer ni pertes ni profits. En 2023, son chiffre d'affaires a dépassé les 5 milliards d'euros.

En 2023, l'Agence a lancé ou continué de diriger plusieurs projets ou programmes d'acquisition phares : flotte multinationale d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport, programme OTAN de gestion du transport aérien (qui possède et exploite, au nom de la capacité de transport aérien stratégique, trois avions C-17 stationnés en Hongrie), etc. En outre, elle gère le programme du réseau d'oléoducs en Centre-Europe<sup>25</sup>, qui exploite, entretient et finance le plus grand réseau de ce type dont dispose l'OTAN, lui fournissant ainsi en permanence une capacité à caractère stratégique, y compris une capacité de stockage.

Par ailleurs, l'Agence a lancé un programme multinational qui porte sur l'étude d'une capacité giravion de nouvelle génération et qui pourra déboucher sur l'achat d'un aéronef de ce type. Enfin, à la suite des séismes dévastateurs qui ont frappé la Türkiye en février, elle a apporté une aide précieuse aux Alliés pour la construction et la gestion de trois villages temporaires à Antakya, Iskenderun et Defne. Ouverts en mai et juin, ces villages peuvent abriter jusqu'à 8 000 personnes.



Stacy Cummings, directrice générale de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, anime une table ronde intitulée « Consolider les chaînes d'approvisionnement d'importance critique » lors de la dernière édition du Forum OTAN-industrie – Stockholm (Suède), octobre 2023.



*En 2023, j'ai conçu et exécuté des projets axés sur le renforcement des capacités des Alliés et des partenaires dans le domaine des munitions. J'ai aussi contribué à mettre en place des stratégies d'achat novatrices pour que nos clients puissent obtenir les meilleurs rapports qualité-prix.*

**Céline Danielli (France)**

Gestionnaire du programme Services généraux et en coopération,  
Agence OTAN de soutien et d'acquisition,  
Capellen (Luxembourg)

<sup>25</sup> Six Alliés participent à ce programme : la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et les États-Unis.

## Organisation OTAN pour la science et la technologie

L'Organisation OTAN pour la science et la technologie promeut l'innovation, fournit des avis et propose des solutions scientifiques afin de permettre à l'Alliance de répondre à des besoins en constante évolution. Elle s'appuie sur sept commissions scientifiques et techniques et se compose de trois entités : le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes, basé à La Spezia (Italie), le Bureau de soutien à la collaboration, situé à Paris (France), et le Bureau du conseiller scientifique, qui se trouve au siège de l'OTAN à Bruxelles (Belgique). Ces commissions et entités sont administrées par le Comité OTAN pour la science et la technologie. Celui-ci est présidé par le conseiller scientifique de l'OTAN, qui exerce des fonctions consultatives auprès des hauts responsables de l'OTAN.

En 2023, l'Organisation pour la science et la technologie a pu compter sur un réseau de plus de 5 000 chercheurs, scientifiques et ingénieurs de divers pays pour travailler sur plus de 300 projets. Ces projets portent sur une vaste gamme de disciplines, allant des sciences physiques aux sciences de l'information en passant par les sciences humaines, et ils ont des applications dans les cinq milieux d'opérations de l'OTAN (terre, air, mer, cyber et espace). Les domaines traités sont multiples : technologies de pointe appliquées aux véhicules, analyse de systèmes, facteurs humains et médecine, conception et intégration de systèmes, modélisation et simulation, systèmes d'information, capteurs et électronique, recherche et expérimentation maritimes.

## Centres d'excellence OTAN

Créés et financés par un ou plusieurs pays, les centres d'excellence OTAN mettent à la disposition de l'Alliance leur expertise et leurs connaissances pointues dans des domaines bien spécifiques afin de compléter les moyens de l'Organisation. Ils ne relèvent pas de la structure de commandement ni d'autres entités OTAN, mais ils font partie d'un réseau qui soutient l'action de l'Alliance.

Les centres d'excellence promeuvent l'innovation au travers de l'expérimentation et de la formulation de recommandations, et ils contribuent à l'interopérabilité des Alliés et des partenaires.

En janvier 2023, les Alliés ont signé, à Paris (France), le mémorandum d'entente opérationnel du Centre d'excellence OTAN pour l'espace. En juillet, ils ont également signé le document portant création du Centre d'excellence sur les changements climatiques et la sécurité, situé à Montréal (Canada). Ces deux centres sont en passe de devenir les 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> centres d'excellence accrédités par l'OTAN.

## Vers plus de transparence : archives et gestion de l'information

La transparence est un principe fondamental des pays démocratiques. L'OTAN tient dès lors à ce que la déclassification et la mise en lecture publique de ses documents soient effectuées dans les délais prescrits et avec la rigueur voulue. En s'attachant à conserver et à communiquer au public des documents authentiques et fiables, elle permet aux citoyens de ses pays membres d'avoir accès à des informations factuelles concernant l'Alliance.

En 2023, l'Organisation a déclassifié et mis en lecture publique 23 371 documents d'archives. En outre, le nombre de documents administratifs et de documents de fond récents qui ont été rendus publics a continué d'augmenter. Parmi ces documents figuraient des rapports sur l'audit des états financiers des organismes et entités de l'OTAN, la version publique de dispositions réglementaires applicables au personnel civil et la version publique de la politique de l'OTAN sur les enfants et les conflits armés.

Dans le cadre du programme de mise en lecture publique, des collections thématiques sont régulièrement passées en revue, l'idée étant de faire en sorte que les sujets des collections qui sont rendues publiques cadrent avec les centres d'intérêt des universitaires et du grand public. Fait marquant en 2023 : une collection de documents militaires stratégiques relatifs à l'engagement de l'OTAN en Afghanistan diffusés entre 2001 et 2004 ont été mis en lecture publique. Le but est d'éclairer les travaux de recherche menés par des historiens militaires de pays de l'OTAN.

Rendre les ressources de l'OTAN plus facilement accessibles, c'est aller vers plus de transparence. En 2023, les Archives de l'OTAN ont continué de publier sur le site « Archives de l'OTAN en ligne » des documents d'archives numérisés. En outre, elles ont accueilli près de 2 500 personnes au siège de l'OTAN : des chercheurs venus consulter des documents dans la Salle de lecture des Archives de l'OTAN, et des visiteurs venus s'informer dans l'Espace découverte « L'OTAN déclassifiée ».





## La Force pour le Kosovo (KFOR)

La KFOR, dirigée par l'OTAN, a pour mission de contribuer au maintien d'un environnement sûr et sécurisé et de garantir la liberté de mouvement pour toutes les communautés du Kosovo, en vertu du mandat défini dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 1999. Dans le cadre de ses activités, l'OTAN s'associe et prête son assistance à l'ONU, à l'Union européenne et à d'autres acteurs internationaux, selon les besoins, pour favoriser l'établissement d'un Kosovo stable et pacifique. La KFOR aide également à la mise en place de structures de sécurité professionnelles, démocratiques et multiethniques au Kosovo.

Commandant : général de division Özkan Ulutaş

### 27 pays fournisseurs de troupes (octobre 2023)

Albanie	89	Lettonie	136
Arménie	57	Lituanie	1
Autriche	271	République de Moldova	41
Bulgarie	142	Monténégro	2
Canada	5	Macédoine du Nord	60
Croatie	151	Pologne	245
Tchéquie	36	Roumanie	214
Danemark	35	Slovénie	91
Finlande	70	Suède	3
Allemagne	70	Suisse	190
Grèce	260	Türkiye	369
Hongrie	433	Royaume-Uni	41*
Irlande	13	États-Unis	593
Italie	869	Effectif total :	4 487

\* En octobre 2023, le Royaume-Uni a annoncé le déploiement temporaire de quelque 200 soldats supplémentaires au sein de la KFOR, en réponse à une demande du SACEUR et après approbation du Conseil de l'Atlantique Nord. Ces soldats viennent s'ajouter au contingent britannique de 400 militaires déjà présent sur place dans le cadre d'un exercice annuel.

## Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014 – 2023)

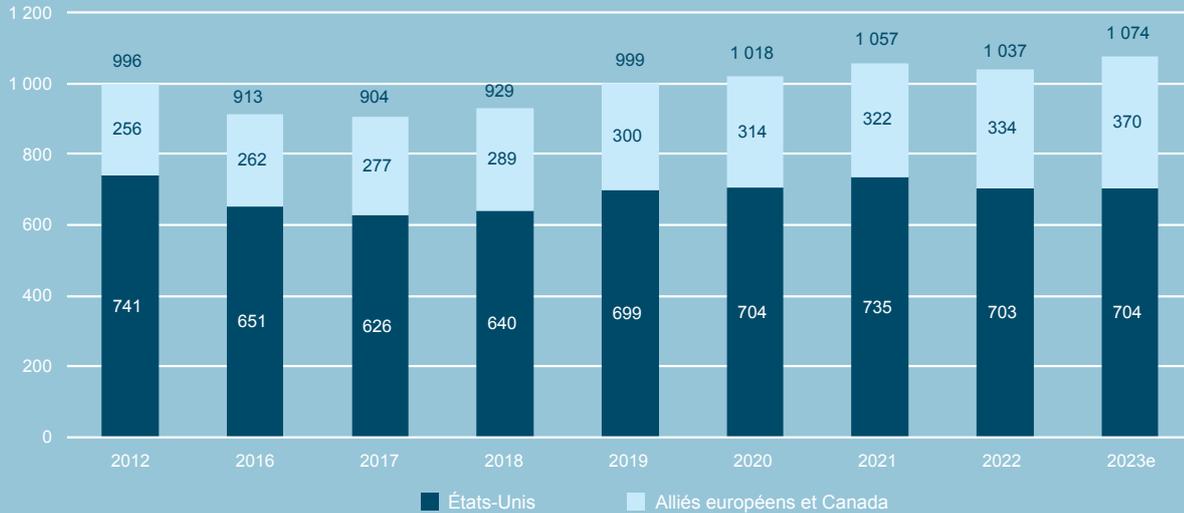
L'OTAN recueille des données sur les dépenses de défense des Alliés et les publie régulièrement. Le ministère de la Défense de chaque pays membre communique les données relatives aux dépenses de défense actuelles et futures selon une définition agréée des dépenses de défense. Ces montants représentent les paiements qu'un État a effectués ou devra effectuer au cours de l'exercice pour satisfaire les besoins de ses forces armées, des Alliés ou de l'Alliance. Dans les graphiques et tableaux qui suivent, l'OTAN recourt également à des informations économiques et démographiques mises à disposition par la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne ainsi que par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Du fait des différences entre ces sources et les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) établies par les pays, mais aussi entre la définition OTAN des dépenses de défense et les définitions nationales, les chiffres présentés peuvent s'écarter considérablement de ceux qui sont cités par les médias, publiés par les autorités nationales ou inscrits dans les budgets nationaux. Les dépenses d'équipement englobent les dépenses afférentes aux équipements majeurs et les dépenses de recherche et développement consacrées à ces équipements. Les dépenses de personnel incluent les pensions de retraite.

Les informations utilisées dans le présent rapport ont été arrêtées à la date du 7 février 2024. Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

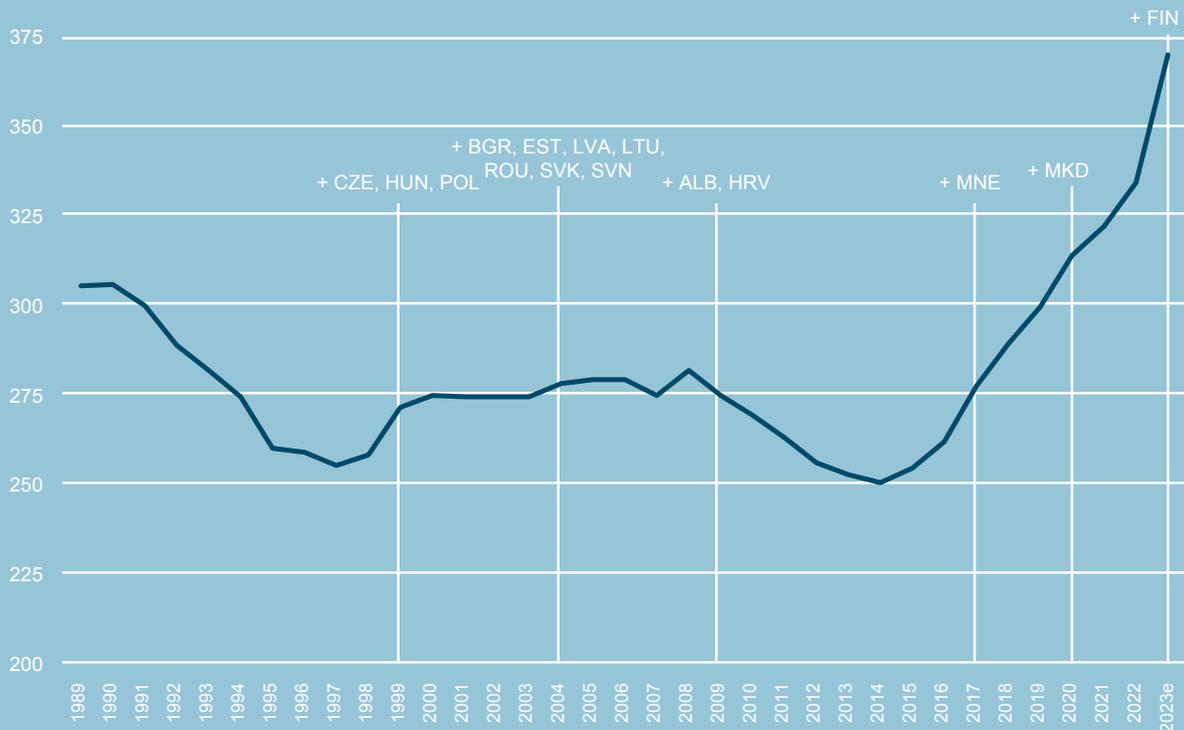
Les données présentées rendent compte des dépenses effectuées par les Alliés en 2023. Les dépenses de la Suède ne sont pas prises en considération, puisque ce pays est devenu membre de l'Alliance en 2024.

**Graphique 1 : Dépenses de défense**  
(en milliards de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)



Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

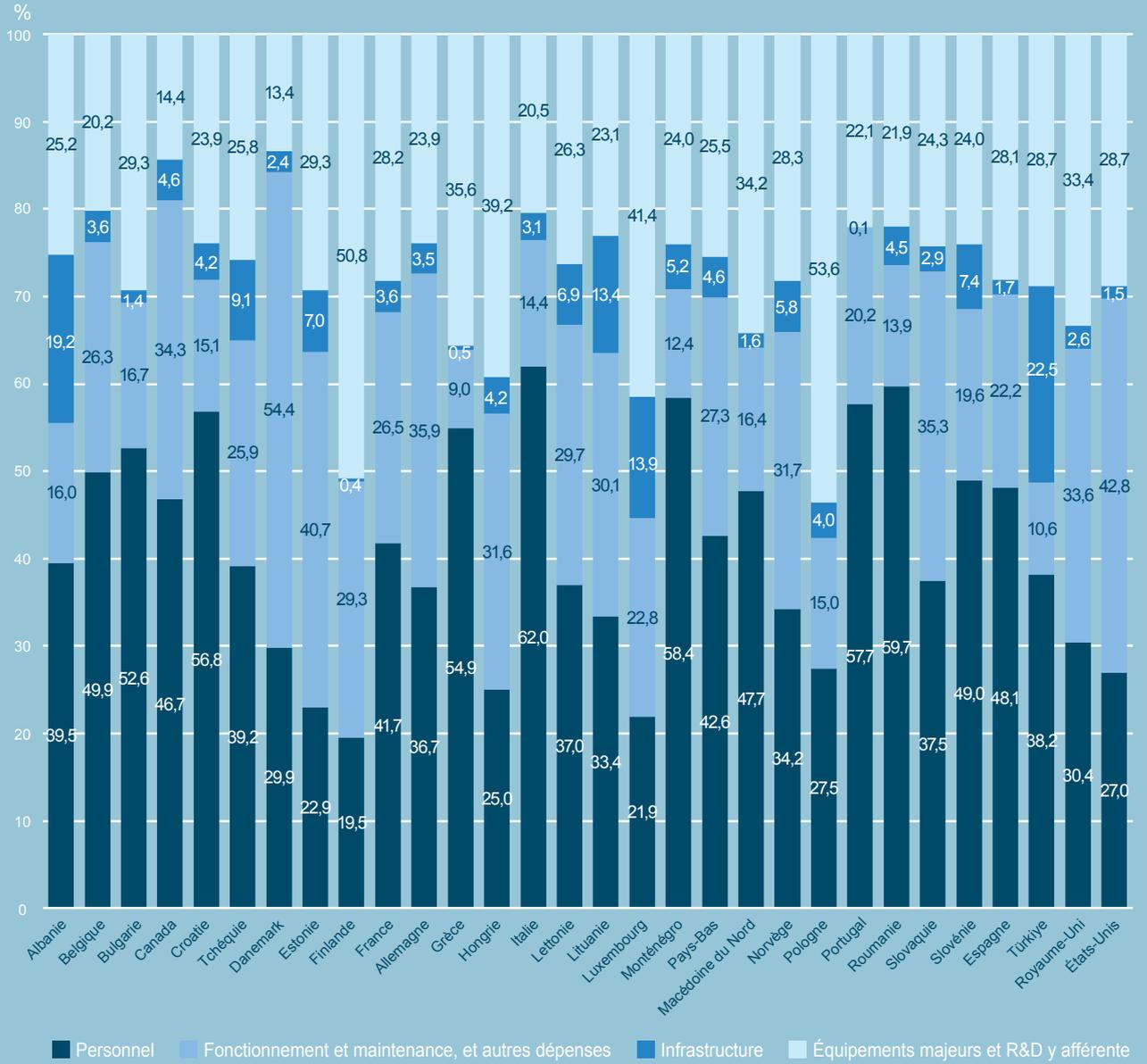
**Graphique 2 : Alliés européens et Canada – Dépenses de défense**  
(en milliards de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)



Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. Le graphique tient compte des élargissements de 1999 (3 Alliés), de 2004 (7 Alliés), de 2009 (2 Alliés), de 2017 (1 Allié), de 2020 (1 Allié) et de 2023 (1 Allié).

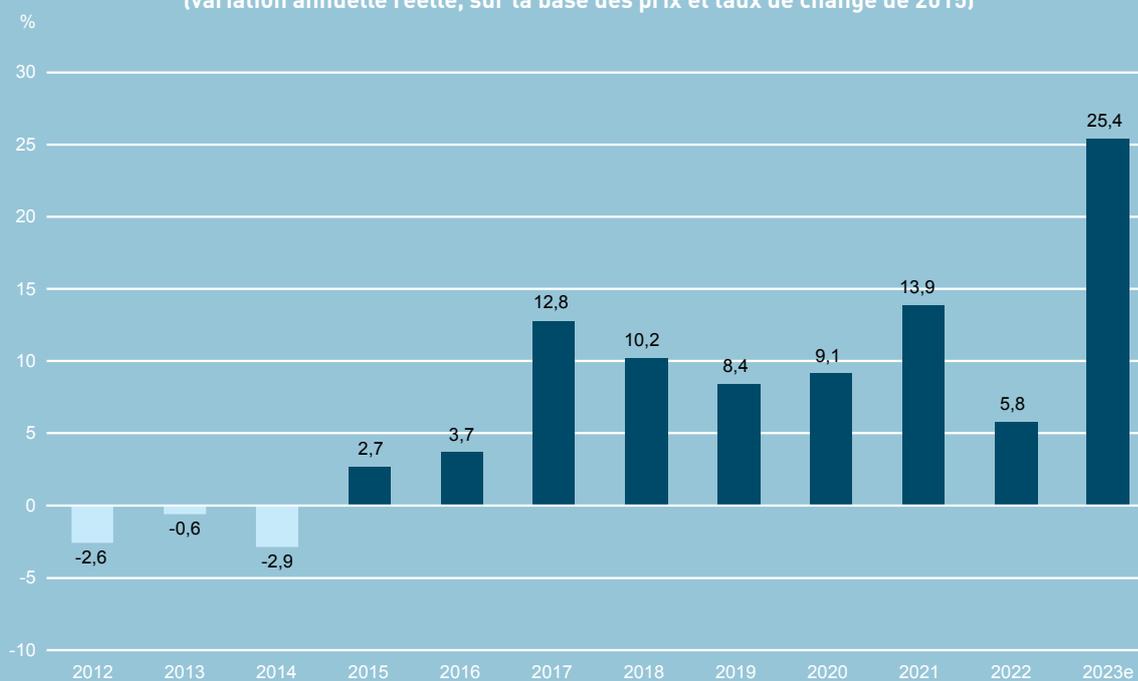
**Graphique 3 : Principales catégories de dépenses de défense (%)**  
(en pourcentage des dépenses de défense totales)

2023e



## Graphique 4 : Alliés européens et Canada – Dépenses consacrées aux équipements majeurs

(variation annuelle réelle, sur la base des prix et taux de change de 2015)



Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

**Tableau 1 : Dépenses de défense (en millions de monnaie nationale)**

Pays	Unité monétaire (en millions)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>Prix courants</b>											
Albanie	Leks	18 788	16 671	16 250	17 199	18 995	21 670	21 348	23 072	25 848	40 256
Belgique	Euros	3 913	3 789	3 848	3 932	4 101	4 253	4 665	5 276	6 551	7 047
Bulgarie	Leva	1 102	1 116	1 186	1 255	1 593	3 771	1 920	2 109	2 672	3 473
Canada	Dollars canadiens	20 076	23 900	23 474	30 761	29 025	29 949	31 289	31 976	33 707	37 774
Croatie	Euros	811	804	756	812	805	881	861	1 150	1 219	1 332
Tchéquie*	Couronnes	41 003	47 264	45 598	52 805	59 752	68 373	74 257	84 864	90 859	112 088
Danemark	Couronnes	22 769	22 633	24 190	24 961	28 787	29 929	31 962	33 161	38 726	56 169
Estonie	Euros	386	418	450	479	521	569	630	633	778	1 101
Finlande	Euros	3 004	3 065	3 089	3 131	3 238	3 483	3 642	3 503	4 485	6 892
France	Euros	39 149	39 199	39 950	40 852	42 748	44 206	46 018	47 702	49 567	53 123
Allemagne	Euros	34 749	35 898	37 598	40 265	42 127	46 936	51 392	52 431	58 266	68 073
Grèce	Euros	3 939	4 073	4 190	4 208	4 560	4 483	4 812	6 764	8 054	6 886
Hongrie	Forint	281 402	316 338	362 798	468 765	436 500	636 566	852 321	730 691	1 212 914	1 538 908
Italie	Euros	18 427	17 642	20 226	21 166	21 702	21 042	26 360	28 001	29 901	30 092
Lettonie*	Euros	221	254	364	430	601	618	651	696	813	967
Lituanie*	Euros	322	425	575	724	895	977	1 030	1 105	1 649	2 000
Luxembourg	Euros	190	225	213	288	301	341	373	341	438	554
Monténégro	Euros	52	51	56	58	64	66	72	77	82	106
Pays-Bas	Euros	7 788	7 816	8 234	8 539	9 456	10 778	11 249	11 758	13 189	15 196
Macédoine du Nord	Denars	5 743	5 853	5 770	5 532	6 232	8 029	8 303	10 604	12 899	15 200
Norvège	Couronnes	48 660	49 529	54 022	56 664	61 349	66 318	68 054	72 483	83 589	91 586
Pologne*	Zlotys	31 874	39 940	37 082	37 558	42 824	45 404	52 110	58 304	68 361	133 634
Portugal	Euros	2 263	2 384	2 364	2 424	2 750	2 947	2 867	3 283	3 391	3 909
Roumanie*	Nouveaux lei	9 014	10 337	10 738	14 765	17 183	19 527	21 431	22 029	24 317	25 651
Slovaquie	Euros	752	889	907	935	1 098	1 610	1 796	1 746	1 983	2 465
Slovénie	Euros	366	361	406	422	463	511	498	645	737	840
Espagne	Euros	9 508	10 000	9 014	10 528	11 172	11 281	11 240	12 546	15 610	18 045
Türkiye	Livres	29 727	32 522	38 203	47 323	68 300	79 987	93 910	116 482	203 704	403 474
Royaume-Uni	Livres	39 902	38 940	41 590	43 257	45 202	46 509	49 495	52 283	57 269	61 549
États-Unis	Dollars	653 942	641 253	656 059	642 933	672 255	750 886	770 650	824 094	834 977	875 603
<b>Prix constants de 2015</b>											
Albanie	Leks	18 894	16 671	16 354	17 061	18 569	20 921	20 468	21 382	21 836	32 037
Belgique	Euros	3 965	3 789	3 775	3 789	3 891	3 965	4 280	4 693	5 502	5 693
Bulgarie	Leva	1 134	1 116	1 148	1 159	1 411	3 174	1 550	1 589	1 733	2 070
Canada	Dollars canadiens	19 900	23 900	23 299	29 767	27 640	28 080	29 157	27 551	27 094	29 990
Croatie	Euros	812	804	756	803	781	837	812	1 069	1 035	1 034
Tchéquie*	Couronnes	41 410	47 264	45 083	51 539	56 861	62 629	65 202	72 116	71 137	80 744
Danemark	Couronnes	22 868	22 633	24 128	24 606	28 167	28 980	30 069	30 330	32 777	48 272
Estonie	Euros	389	418	440	451	468	493	553	525	555	722
Finlande	Euros	3 052	3 065	3 086	3 103	3 146	3 334	3 430	3 229	3 923	5 768
France	Euros	39 595	39 199	39 741	40 430	41 888	42 771	43 293	44 246	44 658	45 464
Allemagne	Euros	35 394	35 898	37 105	39 147	40 152	43 801	47 077	46 626	49 217	54 089
Grèce	Euros	3 927	4 073	4 214	4 221	4 581	4 492	4 863	6 697	7 409	5 999
Hongrie	Forint	289 213	316 338	358 070	444 734	394 977	549 708	691 740	557 119	807 755	905 977
Italie	Euros	18 734	17 642	19 769	20 511	21 079	20 248	24 972	26 192	27 161	26 231
Lettonie*	Euros	221	254	361	414	557	550	567	584	605	684
Lituanie*	Euros	322	425	566	684	816	867	897	903	1 157	1 296
Luxembourg	Euros	195	225	216	285	293	329	345	301	365	440
Monténégro	Euros	53	51	54	53	57	57	63	64	62	71
Pays-Bas	Euros	7 796	7 816	8 162	8 340	9 041	10 027	10 245	10 510	11 595	13 158
Macédoine du Nord	Denars	5 858	5 853	5 577	5 201	5 637	7 201	7 345	9 058	10 201	10 946
Norvège	Couronnes	47 295	49 529	54 900	55 327	56 117	60 997	64 210	58 400	52 587	63 877
Pologne*	Zlotys	32 274	39 940	37 018	36 893	41 548	42 743	47 036	49 909	53 058	93 666
Portugal	Euros	2 309	2 384	2 324	2 348	2 616	2 755	2 628	2 953	2 905	3 128
Roumanie*	Nouveaux lei	9 309	10 337	10 464	13 748	15 064	16 028	16 897	16 471	16 041	15 243
Slovaquie	Euros	750	889	912	928	1 069	1 528	1 666	1 582	1 672	1 914
Slovénie	Euros	370	361	403	413	443	478	461	581	624	652
Espagne	Euros	9 560	10 000	8 985	10 360	10 858	10 808	10 647	11 577	13 831	15 157
Türkiye	Livres	32 059	32 522	35 330	39 434	48 848	50 240	51 385	49 418	44 085	53 565
Royaume-Uni	Livres	40 166	38 940	40 788	41 651	42 702	43 027	43 574	46 084	48 005	48 092
États-Unis	Dollars	660 021	641 253	651 246	626 409	640 087	699 062	704 414	734 749	703 362	703 902

Note : Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

\* Ces pays ont soit une législation soit des accords politiques en vertu desquels ils sont tenus de consacrer chaque année 2 % du PIB à la défense, et les chiffres estimatifs sont donc appelés à évoluer. Pour les années précédentes, les dépenses de défense des Alliés étaient basées sur les chiffres du PIB alors disponibles. Certains pays sont donc susceptibles d'avoir honoré l'objectif des 2 % sur la base de ces chiffres (en 2018 et 2021, par exemple, la Lituanie a atteint le seuil des 2 % si l'on considère les chiffres de l'OCDE de novembre 2018 et de juin 2021, respectivement).

**Tableau 2 : Dépenses de défense (en millions de dollars des États-Unis)**

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>Prix et taux de change courants</b>										
Albanie	178	132	131	145	176	197	197	224	231	401
Belgique	5 200	4 204	4 258	4 441	4 845	4 761	5 324	6 245	6 904	7 670
Bulgarie	747	633	671	724	962	2 159	1 121	1 276	1 440	1 933
Canada	18 172	18 689	17 708	23 700	22 399	22 572	23 330	25 502	25 898	28 140
Croatie	1 064	883	837	926	966	1 001	983	1 361	1 285	1 450
Tchéquie*	1 975	1 921	1 866	2 259	2 750	2 982	3 199	3 915	3 890	5 108
Danemark	4 057	3 364	3 593	3 780	4 559	4 487	4 886	5 274	5 473	8 199
Estonie	514	463	497	541	615	637	719	749	820	1 198
Finlande	3 991	3 401	3 418	3 536	3 825	3 900	4 156	4 145	4 726	7 500
France	52 022	43 496	44 209	46 133	50 507	49 493	52 519	56 457	52 238	57 815
Allemagne	46 176	39 833	41 606	45 470	49 772	52 549	58 652	62 054	61 405	74 085
Grèce	5 234	4 520	4 637	4 752	5 388	5 019	5 492	8 006	8 488	7 495
Hongrie	1 210	1 132	1 289	1 708	1 615	2 190	2 767	2 410	3 278	4 338
Italie	24 487	19 576	22 382	23 902	25 641	23 559	30 084	33 140	31 512	32 750
Lettonie*	294	282	403	485	710	692	743	824	857	1 052
Lituanie*	428	471	636	817	1 057	1 094	1 176	1 308	1 738	2 177
Luxembourg	253	250	236	326	356	381	426	403	461	603
Monténégro	69	57	62	65	75	74	83	91	86	115
Pays-Bas	10 349	8 673	9 112	9 643	11 172	12 067	12 838	13 916	13 899	16 538
Macédoine du Nord	124	105	104	101	120	146	154	204	221	268
Norvège	7 722	6 142	6 431	6 850	7 544	7 536	7 228	8 438	8 694	8 788
Pologne*	10 107	10 588	9 397	9 940	11 857	11 824	13 363	15 099	15 338	32 165
Portugal	3 007	2 645	2 616	2 738	3 249	3 299	3 273	3 886	3 574	4 254
Roumanie*	2 691	2 581	2 645	3 643	4 359	4 608	5 056	5 299	5 197	5 655
Slovaquie	999	987	1 004	1 056	1 298	1 802	2 049	2 066	2 090	2 682
Slovénie	487	401	449	477	547	572	568	763	777	914
Espagne	12 634	11 096	9 975	11 889	13 200	12 630	12 828	14 849	16 451	19 638
Türkiye	13 577	11 953	12 644	12 971	14 168	14 089	13 396	13 137	12 292	18 965
Royaume-Uni	65 692	59 505	56 362	55 719	60 380	59 399	63 500	71 927	70 846	77 384
États-Unis	653 942	641 253	656 059	642 933	672 255	750 886	770 650	824 094	834 977	875 603
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>289 276</b>	<b>254 422</b>	<b>255 595</b>	<b>275 102</b>	<b>300 167</b>	<b>301 674</b>	<b>325 953</b>	<b>358 822</b>	<b>355 381</b>	<b>429 283</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>943 218</b>	<b>895 675</b>	<b>911 654</b>	<b>918 035</b>	<b>972 422</b>	<b>1 052 560</b>	<b>1 096 603</b>	<b>1 182 916</b>	<b>1 190 358</b>	<b>1 304 886</b>
<b>Prix et taux de change constants de 2015</b>										
Albanie	150	132	130	135	147	166	163	170	173	254
Belgique	4 400	4 204	4 189	4 204	4 317	4 400	4 750	5 207	6 106	6 317
Bulgarie	643	633	650	657	800	1 799	879	901	982	1 173
Canada	15 562	18 689	18 219	23 278	21 614	21 958	22 801	21 545	21 187	23 452
Croatie	892	883	831	882	857	919	892	1 174	1 136	1 136
Tchéquie*	1 683	1 921	1 833	2 095	2 312	2 546	2 651	2 932	2 892	3 282
Danemark	3 399	3 364	3 586	3 657	4 187	4 307	4 469	4 508	4 872	7 175
Estonie	431	463	488	501	520	547	613	582	616	802
Finlande	3 387	3 401	3 424	3 443	3 491	3 700	3 806	3 583	4 353	6 400
France	43 935	43 496	44 097	44 862	46 480	47 460	48 039	49 096	49 554	50 448
Allemagne	39 274	39 833	41 173	43 438	44 554	48 603	52 238	51 737	54 613	60 019
Grèce	4 358	4 520	4 676	4 683	5 084	4 985	5 396	7 431	8 221	6 657
Hongrie	1 035	1 132	1 282	1 592	1 414	1 968	2 476	1 994	2 892	3 243
Italie	20 788	19 576	21 936	22 759	23 390	22 468	27 709	29 063	30 139	29 107
Lettonie*	246	282	401	459	618	610	629	648	672	758
Lituanie*	357	471	628	759	905	962	996	1 002	1 284	1 438
Luxembourg	216	250	240	317	325	366	383	334	404	488
Monténégro	59	57	59	59	63	64	70	71	68	79
Pays-Bas	8 650	8 673	9 057	9 254	10 032	11 126	11 368	11 662	12 867	14 600
Macédoine du Nord	106	105	100	94	102	130	132	163	184	197
Norvège	5 865	6 142	6 808	6 861	6 959	7 564	7 962	7 242	6 521	7 921
Pologne*	8 556	10 588	9 814	9 781	11 015	11 332	12 469	13 231	14 066	24 832
Portugal	2 562	2 645	2 579	2 605	2 902	3 057	2 916	3 277	3 223	3 471
Roumanie*	2 324	2 581	2 612	3 432	3 761	4 001	4 218	4 112	4 005	3 805
Slovaquie	832	987	1 012	1 030	1 186	1 696	1 848	1 755	1 855	2 124
Slovénie	411	401	447	458	491	531	511	645	692	723
Espagne	10 608	11 096	9 970	11 495	12 049	11 993	11 814	12 846	15 347	16 818
Türkiye	11 783	11 953	12 985	14 494	17 954	18 465	18 886	18 163	16 203	19 687
Royaume-Uni	61 378	59 505	62 329	63 647	65 254	65 749	66 585	70 421	73 357	73 490
États-Unis	660 021	641 253	651 246	626 409	640 087	699 062	704 414	734 749	703 362	703 902
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>250 338</b>	<b>254 422</b>	<b>261 972</b>	<b>277 394</b>	<b>289 190</b>	<b>299 641</b>	<b>313 864</b>	<b>321 915</b>	<b>334 131</b>	<b>369 898</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>910 359</b>	<b>895 675</b>	<b>913 218</b>	<b>903 803</b>	<b>929 277</b>	<b>998 703</b>	<b>1 018 278</b>	<b>1 056 664</b>	<b>1 037 493</b>	<b>1 073 800</b>

Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

**Tableau 3 : Dépenses de défense en part du PIB et variation annuelle réelle (sur la base des prix de 2015)**

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
	<b>Part du PIB réel (%)</b>									
Albanie	1,35	1,16	1,10	1,11	1,16	1,28	1,30	1,24	1,21	1,72
Belgique	0,97	0,91	0,89	0,88	0,89	0,89	1,01	1,04	1,18	1,21
Bulgarie	1,31	1,25	1,24	1,22	1,45	3,13	1,59	1,52	1,59	1,87
Canada	1,01	1,20	1,16	1,44	1,30	1,29	1,42	1,27	1,21	1,33
Croatie	1,82	1,75	1,59	1,64	1,55	1,60	1,70	1,97	1,79	1,75
Tchéquie*	0,94	1,02	0,95	1,03	1,10	1,18	1,30	1,39	1,34	1,53
Danemark	1,15	1,11	1,15	1,14	1,28	1,30	1,38	1,30	1,37	2,00
Estonie	1,93	2,03	2,07	2,01	2,01	2,04	2,30	2,03	2,16	2,89
Finlande	1,45	1,45	1,42	1,38	1,39	1,45	1,53	1,40	1,67	2,46
France	1,82	1,78	1,79	1,78	1,81	1,81	2,00	1,91	1,88	1,90
Allemagne	1,19	1,19	1,20	1,23	1,25	1,35	1,51	1,45	1,51	1,66
Grèce	2,22	2,31	2,40	2,38	2,54	2,45	2,91	3,70	3,86	3,05
Hongrie	0,86	0,90	1,00	1,19	1,01	1,34	1,76	1,32	1,84	2,07
Italie	1,14	1,07	1,18	1,20	1,23	1,17	1,59	1,54	1,54	1,47
Lettonie*	0,94	1,03	1,44	1,59	2,06	2,02	2,16	2,09	2,09	2,37
Lituanie*	0,88	1,14	1,48	1,71	1,97	1,99	2,07	1,96	2,45	2,75
Luxembourg	0,37	0,41	0,38	0,49	0,50	0,55	0,58	0,47	0,56	1,01
Monténégro	1,50	1,40	1,42	1,34	1,37	1,33	1,73	1,55	1,41	1,55
Pays-Bas	1,15	1,13	1,16	1,15	1,22	1,32	1,41	1,36	1,44	1,63
Macédoine du Nord	1,09	1,05	0,97	0,89	0,94	1,16	1,24	1,47	1,62	1,70
Norvège	1,54	1,58	1,73	1,71	1,72	1,84	1,97	1,72	1,50	1,80
Pologne*	1,88	2,23	2,00	1,89	2,02	1,99	2,23	2,22	2,23	3,92
Portugal	1,31	1,33	1,27	1,24	1,34	1,37	1,43	1,52	1,40	1,48
Roumanie*	1,35	1,45	1,43	1,73	1,79	1,84	2,01	1,85	1,72	1,60
Slovaquie	0,98	1,11	1,12	1,10	1,22	1,70	1,92	1,74	1,81	2,05
Slovénie	0,97	0,93	1,00	0,98	1,01	1,05	1,06	1,23	1,29	1,33
Espagne	0,92	0,93	0,81	0,91	0,93	0,91	1,00	1,03	1,16	1,24
Türkiye	1,45	1,38	1,45	1,51	1,82	1,85	1,86	1,61	1,36	1,58
Royaume-Uni	2,14	2,03	2,09	2,08	2,10	2,08	2,35	2,29	2,29	2,28
États-Unis	3,71	3,51	3,50	3,28	3,26	3,47	3,58	3,53	3,31	3,24
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>1,43</b>	<b>1,42</b>	<b>1,44</b>	<b>1,48</b>	<b>1,51</b>	<b>1,54</b>	<b>1,72</b>	<b>1,66</b>	<b>1,66</b>	<b>1,80</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>2,58</b>	<b>2,48</b>	<b>2,48</b>	<b>2,39</b>	<b>2,40</b>	<b>2,52</b>	<b>2,69</b>	<b>2,63</b>	<b>2,51</b>	<b>2,54</b>
	<b>Variation annuelle réelle (%)</b>									
Albanie	-2,74	-11,76	-1,90	4,32	8,84	12,67	-2,17	4,47	2,12	46,71
Belgique	-2,25	-4,44	-0,36	0,36	2,69	1,90	7,96	9,64	17,25	3,46
Bulgarie	-9,08	-1,56	2,80	0,96	21,79	124,94	-51,16	2,49	9,07	19,44
Canada	4,95	20,10	-2,52	27,76	-7,15	1,59	3,84	-5,51	-1,66	10,69
Croatie	25,91	-1,00	-5,92	6,22	-2,82	7,18	-2,95	31,62	-3,21	-0,04
Tchéquie*	-4,91	14,14	-4,61	14,32	10,33	10,14	4,11	10,60	-1,36	13,51
Danemark	-4,84	-1,03	6,61	1,98	14,47	2,89	3,76	0,87	8,07	47,27
Estonie	3,74	7,41	5,24	2,68	3,74	5,34	12,05	-5,02	5,75	30,16
Finlande	-6,03	0,42	0,68	0,55	1,39	5,98	2,87	-5,86	21,50	47,03
France	-1,21	-1,00	1,38	1,73	3,61	2,11	1,22	2,20	0,93	1,80
Allemagne	-1,39	1,42	3,36	5,50	2,57	9,09	7,48	-0,96	5,56	9,90
Grèce	0,44	3,72	3,47	0,15	8,55	-1,94	8,25	37,70	10,64	-19,03
Hongrie	-5,22	9,38	13,19	24,20	-11,19	39,17	25,84	-19,46	44,99	12,16
Italie	-9,81	-5,83	12,05	3,75	2,77	-3,94	23,33	4,89	3,70	-3,42
Lettonie*	2,39	14,66	42,29	14,61	34,54	-1,25	3,09	3,10	3,58	12,93
Lituanie*	19,38	31,96	33,13	20,84	19,38	6,24	3,51	0,67	28,10	11,98
Luxembourg	4,87	15,30	-3,86	32,05	2,68	12,37	4,67	-12,61	20,99	20,61
Monténégro	4,49	-3,50	4,33	-1,34	7,29	1,36	10,02	1,48	-3,91	15,10
Pays-Bas	0,19	0,26	4,43	2,17	8,41	10,90	2,18	2,59	10,33	13,47
Macédoine du Nord	-3,58	-0,09	-4,71	-6,75	8,40	27,73	2,01	23,31	12,63	7,30
Norvège	5,38	4,72	10,84	0,78	1,43	8,70	5,27	-9,05	-9,95	21,47
Pologne*	11,39	23,75	-7,32	-0,34	12,62	2,88	10,04	6,11	6,31	76,54
Portugal	-8,52	3,25	-2,51	1,03	11,40	5,32	-4,60	12,37	-1,64	7,69
Roumanie*	8,61	11,05	1,23	31,38	9,57	6,40	5,42	-2,52	-2,61	-4,97
Slovaquie	3,25	18,61	2,51	1,80	15,18	42,97	8,97	-5,03	5,69	14,51
Slovénie	-4,42	-2,37	11,42	2,45	7,31	8,03	-3,67	26,10	7,38	4,46
Espagne	0,36	4,61	-10,15	15,30	4,81	-0,47	-1,49	8,73	19,47	9,58
Türkiye	0,78	1,44	8,64	11,61	23,87	2,85	2,28	-3,83	-10,79	21,51
Royaume-Uni	-1,11	-3,05	4,75	2,11	2,52	0,76	1,27	5,76	4,17	0,18
États-Unis	-5,19	-2,84	1,56	-3,81	2,18	9,21	0,77	4,31	-4,27	0,08
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>-0,88</b>	<b>1,63</b>	<b>2,97</b>	<b>5,89</b>	<b>4,25</b>	<b>3,61</b>	<b>4,75</b>	<b>2,57</b>	<b>3,79</b>	<b>10,70</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>-4,04</b>	<b>-1,61</b>	<b>1,96</b>	<b>-1,03</b>	<b>2,82</b>	<b>7,47</b>	<b>1,96</b>	<b>3,77</b>	<b>-1,81</b>	<b>3,50</b>

Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

\* Voir la note au bas de la page 157.

**Tableau 4 : Variation réelle des dépenses de défense entre 2014 et 2023e**  
(en millions de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)

Pays	2014	2023e	Variation réelle 2014-2023e (%)	Part du PIB réel 2014 (%)	Part du PIB réel 2023e (%)
Albanie	150	254	69,56	1,35	1,72
Belgique	4 400	6 317	43,56	0,97	1,21
Bulgarie	643	1 173	82,55	1,31	1,87
Canada	15 562	23 452	50,71	1,01	1,33
Croatie	892	1 136	27,35	1,82	1,75
Tchéquie	1 683	3 282	94,99	0,94	1,53
Danemark	3 399	7 175	111,09	1,15	2,00
Estonie	431	802	85,80	1,93	2,89
Finlande	3 387	6 400	88,99	1,45	2,46
France	43 935	50 448	14,82	1,82	1,90
Allemagne	39 274	60 019	52,82	1,19	1,66
Grèce	4 358	6 657	52,76	2,22	3,05
Hongrie	1 035	3 243	213,26	0,86	2,07
Italie	20 788	29 107	40,02	1,14	1,47
Lettonie	246	758	208,87	0,94	2,37
Lituanie	357	1 438	302,46	0,88	2,75
Luxembourg	216	488	125,42	0,37	1,01
Monténégro	59	79	33,37	1,50	1,55
Pays-Bas	8 650	14 600	68,78	1,15	1,63
Macédoine du Nord	106	197	86,86	1,09	1,70
Norvège	5 865	7 921	35,06	1,54	1,80
Pologne	8 556	24 832	190,22	1,88	3,92
Portugal	2 562	3 471	35,49	1,31	1,48
Roumanie	2 324	3 805	63,75	1,35	1,60
Slovaquie	832	2 124	155,29	0,98	2,05
Slovénie	411	723	76,04	0,97	1,33
Espagne	10 608	16 818	58,55	0,92	1,24
Türkiye	11 783	19 687	67,08	1,45	1,58
Royaume-Uni	61 378	73 490	19,73	2,14	2,28
États-Unis	660 021	703 902	6,65	3,71	3,24

Note : Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

**Tableau 5 : PIB (en millions de dollars des États-Unis)**

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>Prix et taux de change courants</b>										
Albanie	13 246	11 389	11 862	13 053	15 156	15 399	15 192	17 984	19 048	23 356
Belgique	535 528	462 383	475 931	502 587	543 545	535 925	525 843	601 147	583 895	636 065
Bulgarie	57 080	50 766	53 926	59 288	66 398	68 889	70 311	84 100	90 422	103 594
Canada	1 805 748	1 556 511	1 527 996	1 649 271	1 725 297	1 743 730	1 647 598	2 001 487	2 137 939	2 123 007
Croatie	58 566	50 328	52 521	56 593	62 446	62 436	57 714	69 127	71 656	83 008
Tchéquie	209 305	188 114	196 193	218 891	249 261	252 654	246 046	281 711	290 460	334 943
Danemark	352 993	302 672	313 116	332 121	356 841	346 499	354 763	405 688	400 168	412 374
Estonie	26 625	22 881	24 056	26 880	30 592	31 258	31 290	36 835	37 922	41 504
Finlande	274 934	234 558	240 705	255 558	275 833	268 545	271 668	296 969	283 115	305 419
France	2 860 038	2 440 749	2 470 992	2 596 970	2 794 051	2 732 067	2 644 219	2 958 265	2 780 442	3 050 302
Allemagne	3 896 203	3 355 015	3 462 962	3 694 227	3 982 019	3 896 534	3 876 612	4 270 522	4 078 694	4 472 997
Grèce	235 519	195 704	193 095	199 774	212 146	205 167	188 684	216 384	219 827	245 376
Hongrie	141 034	125 174	128 610	143 113	160 566	164 010	157 227	182 090	178 552	209 411
Islande	17 868	17 517	20 793	24 728	26 261	24 682	21 566	25 596	28 065	31 300
Italie	2 164 173	1 835 521	1 877 709	1 963 794	2 092 708	2 011 295	1 894 328	2 154 473	2 052 296	2 223 006
Lettonie	31 395	27 266	28 076	30 473	34 445	34 229	34 363	39 469	40 964	44 497
Lituanie	48 611	41 440	43 035	47 742	53 776	54 815	56 919	66 843	71 030	79 130
Luxembourg	68 797	60 207	62 195	65 844	70 929	69 616	73 619	85 520	82 008	59 606
Monténégro	4 595	4 055	4 376	4 855	5 509	5 543	4 777	5 865	6 109	7 449
Pays-Bas	892 370	765 822	783 668	834 414	914 609	909 681	908 433	1 029 756	1 010 557	1 122 054
Macédoine du Nord	11 378	10 067	10 686	11 336	12 694	12 609	12 385	13 835	13 593	15 801
Norvège	501 737	388 160	370 956	401 746	439 789	408 742	367 633	490 293	579 422	488 185
Pologne	538 982	475 859	469 841	524 642	588 311	595 260	598 909	681 384	687 300	819 819
Portugal	229 961	199 415	206 369	221 280	242 423	240 013	228 849	255 705	255 397	288 366
Roumanie	199 714	177 884	185 288	210 147	243 316	251 018	251 699	286 015	301 273	352 642
Slovaquie	101 463	88 910	89 928	95 616	106 186	105 723	106 646	118 655	115 553	130 904
Slovénie	50 010	43 112	44 754	48 572	54 203	54 393	53 692	61 873	60 111	68 613
Espagne	1 372 176	1 196 280	1 233 216	1 312 781	1 422 349	1 394 474	1 277 106	1 446 613	1 418 916	1 582 941
Türkiye	938 511	864 071	869 280	858 933	780 189	760 521	720 159	818 337	905 841	1 201 564
Royaume-Uni	3 066 303	2 928 557	2 699 086	2 682 385	2 875 024	2 853 072	2 699 735	3 142 261	3 100 343	3 398 270
États-Unis	17 608 138	18 295 019	18 804 913	19 612 103	20 656 516	21 521 395	21 322 950	23 594 031	25 744 108	27 343 453
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>20 413 957</b>	<b>17 871 705</b>	<b>17 895 455</b>	<b>18 820 719</b>	<b>20 148 345</b>	<b>19 827 644</b>	<b>19 126 316</b>	<b>21 847 836</b>	<b>21 617 804</b>	<b>23 955 505</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>38 022 096</b>	<b>36 166 724</b>	<b>36 700 368</b>	<b>38 432 821</b>	<b>40 804 861</b>	<b>41 349 039</b>	<b>40 449 265</b>	<b>45 441 866</b>	<b>47 361 912</b>	<b>51 298 957</b>
<b>Prix et taux de change constants de 2015</b>										
Albanie	11 142	11 389	11 767	12 214	12 705	12 970	12 542	13 659	14 318	14 819
Belgique	453 133	462 383	468 239	475 822	484 354	495 209	469 155	501 297	516 386	523 871
Bulgarie	49 098	50 766	52 302	53 738	55 187	57 413	55 136	59 361	61 691	62 895
Canada	1 546 318	1 556 511	1 572 098	1 619 887	1 664 872	1 696 309	1 610 232	1 690 934	1 749 068	1 769 320
Croatie	49 090	50 328	52 121	53 893	55 413	57 297	52 374	59 594	63 377	65 005
Tchéquie	178 374	188 114	192 724	203 027	209 536	215 750	203 845	210 971	215 931	215 239
Danemark	295 744	302 672	312 497	321 315	327 708	332 602	324 538	346 751	356 221	360 845
Estonie	22 369	22 881	23 586	24 874	25 832	26 850	26 666	28 631	28 496	27 767
Finlande	233 287	234 558	241 153	248 855	251 689	254 769	248 767	256 659	260 761	260 632
France	2 415 433	2 440 749	2 464 749	2 525 388	2 571 301	2 619 841	2 418 657	2 572 581	2 637 600	2 661 616
Allemagne	3 313 881	3 355 015	3 426 873	3 529 121	3 564 546	3 603 917	3 452 645	3 560 517	3 627 506	3 623 717
Grèce	196 088	195 704	194 750	196 877	200 162	203 772	185 394	200 848	212 928	217 945
Hongrie	120 699	125 174	127 929	133 394	140 547	147 384	140 699	150 669	157 531	156 575
Islande	16 773	17 517	18 621	19 402	20 351	20 730	19 234	20 101	21 556	22 620
Italie	1 823 987	1 835 521	1 861 730	1 894 253	1 909 010	1 918 176	1 744 769	1 889 426	1 962 844	1 975 703
Lettonie	26 246	27 266	27 912	28 836	29 987	30 163	29 103	31 062	32 106	32 068
Lituanie	40 617	41 440	42 484	44 303	46 072	48 222	48 210	51 240	52 490	52 264
Luxembourg	58 865	60 207	63 211	64 048	64 847	66 741	66 152	70 883	71 883	48 191
Monténégro	3 922	4 055	4 175	4 372	4 594	4 780	4 049	4 577	4 856	5 093
Pays-Bas	751 121	765 822	782 225	805 701	824 375	840 033	807 405	857 367	894 980	896 512
Macédoine du Nord	9 693	10 067	10 354	10 466	10 767	11 188	10 664	11 083	11 321	11 604
Norvège	381 082	388 160	392 681	402 355	405 691	410 250	405 006	420 795	434 586	440 020
Pologne	456 286	475 859	490 653	516 213	546 502	570 463	558 873	597 091	630 300	632 915
Portugal	195 904	199 415	203 442	210 575	216 575	222 385	203 926	215 626	230 348	235 301
Roumanie	172 434	177 884	182 967	197 964	209 899	217 987	209 971	221 958	232 157	237 288
Slovaquie	84 542	88 910	90 638	93 301	97 062	99 499	96 180	100 787	102 551	103 675
Slovénie	42 180	43 112	44 488	46 630	48 707	50 423	48 285	52 258	53 544	54 268
Espagne	1 152 057	1 196 280	1 232 620	1 269 299	1 298 296	1 324 054	1 176 192	1 251 506	1 323 728	1 355 605
Türkiye	814 513	864 071	892 785	959 762	988 681	996 774	1 015 313	1 131 458	1 194 067	1 247 348
Royaume-Uni	2 864 948	2 928 557	2 984 816	3 064 065	3 107 078	3 158 084	2 830 910	3 076 489	3 210 210	3 227 282
États-Unis	17 771 549	18 295 019	18 627 888	19 085 692	19 651 868	20 136 688	19 690 969	20 833 086	21 236 308	21 737 531
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>17 532 922</b>	<b>17 871 705</b>	<b>18 210 909</b>	<b>18 770 632</b>	<b>19 129 891</b>	<b>19 448 079</b>	<b>18 226 123</b>	<b>19 399 518</b>	<b>20 104 578</b>	<b>20 537 999</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>35 304 471</b>	<b>36 166 724</b>	<b>36 838 797</b>	<b>37 856 323</b>	<b>38 781 759</b>	<b>39 584 767</b>	<b>37 917 092</b>	<b>40 232 604</b>	<b>41 340 887</b>	<b>42 275 529</b>

Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

**Tableau 6 : PIB par habitant et dépenses de défense par habitant**  
(sur la base des prix et taux de change de 2015)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>PIB par habitant (en milliers de dollars des États-Unis)</b>										
Albanie	3,9	4,0	4,1	4,3	4,4	4,5	4,4	4,9	5,2	5,4
Belgique	40,4	41,0	41,3	41,8	42,4	43,1	40,6	43,2	44,2	44,5
Bulgarie	6,8	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,0	8,6	9,5	9,7
Canada	43,6	43,6	43,5	44,3	44,9	45,1	42,4	44,2	44,9	44,6
Croatie	11,6	12,0	12,5	13,0	13,5	14,1	12,9	15,1	16,2	16,7
Tchéquie	16,9	17,8	18,2	19,2	19,7	20,2	19,1	19,7	20,2	20,0
Danemark	52,4	53,3	54,5	55,7	56,6	57,2	55,7	59,2	60,3	60,7
Estonie	17,0	17,4	17,9	18,9	19,6	20,3	20,1	21,5	21,4	20,3
Finlande	42,7	42,8	43,9	45,2	45,6	46,1	45,0	46,3	46,9	46,7
France	36,4	36,7	36,9	37,6	38,1	38,7	35,6	37,7	38,5	38,7
Allemagne	40,9	41,1	41,6	42,7	43,0	43,4	41,5	42,8	43,3	43,0
Grèce	18,0	18,1	18,1	18,3	18,6	19,0	17,3	18,9	20,1	20,7
Hongrie	12,2	12,7	13,0	13,6	14,4	15,1	14,4	15,5	16,3	16,2
Islande	51,2	53,0	55,5	56,5	57,7	57,5	52,5	54,0	56,7	58,3
Italie	30,2	30,5	31,0	31,6	31,9	32,1	29,4	32,0	33,3	33,5
Lettonie	13,2	13,8	14,2	14,9	15,6	15,8	15,3	16,5	17,0	17,1
Lituanie	13,9	14,3	14,8	15,7	16,4	17,3	17,2	18,2	18,5	18,5
Luxembourg	105,4	105,7	108,2	107,3	106,5	107,4	104,8	110,6	109,7	72,1
Monténégro	6,3	6,5	6,7	7,0	7,4	7,7	6,5	7,4	7,9	8,3
Pays-Bas	44,5	45,2	45,9	47,0	47,8	48,4	46,3	48,9	50,6	50,2
Macédoine du Nord	4,7	4,9	5,0	5,0	5,2	5,4	5,1	5,7	5,9	5,6
Norvège	74,2	74,8	75,0	76,2	76,4	76,7	75,3	77,8	79,6	80,3
Pologne	11,9	12,4	12,8	13,4	14,2	14,9	14,6	15,6	16,7	16,7
Portugal	18,8	19,3	19,7	20,4	21,1	21,6	19,8	20,9	22,4	22,8
Roumanie	8,7	9,0	9,3	10,1	10,8	11,2	10,9	11,6	12,2	12,5
Slovaquie	15,6	16,4	16,7	17,2	17,8	18,2	17,6	18,5	18,7	18,9
Slovénie	20,5	20,9	21,5	22,6	23,5	24,1	23,0	24,8	25,4	25,7
Espagne	24,8	25,8	26,5	27,3	27,8	28,1	24,8	26,4	27,8	28,2
Türkiye	10,6	11,0	11,3	12,0	12,1	12,1	12,2	13,4	14,0	14,4
Royaume-Uni	44,4	45,0	45,5	46,4	46,8	47,3	42,2	45,9	47,4	47,3
États-Unis	55,6	56,8	57,4	58,4	59,8	60,9	59,4	62,7	63,7	64,9
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>29,3</b>	<b>29,7</b>	<b>30,1</b>	<b>30,9</b>	<b>31,4</b>	<b>31,7</b>	<b>29,5</b>	<b>31,4</b>	<b>32,4</b>	<b>32,6</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>38,4</b>	<b>39,1</b>	<b>39,7</b>	<b>40,5</b>	<b>41,3</b>	<b>42,0</b>	<b>40,0</b>	<b>42,4</b>	<b>43,4</b>	<b>43,8</b>
<b>Dépenses de défense par habitant (en dollars des États-Unis)</b>										
Albanie	52	46	45	47	51	58	57	60	62	93
Belgique	393	373	370	370	378	383	411	449	522	537
Bulgarie	89	88	91	93	114	258	127	131	152	181
Canada	439	523	505	637	583	584	600	564	544	591
Croatie	210	210	199	214	210	226	220	297	291	291
Tchéquie	160	182	173	198	218	239	248	274	271	305
Danemark	602	592	626	634	723	740	767	770	825	1 208
Estonie	328	353	371	381	394	413	461	438	462	587
Finlande	620	621	623	625	633	670	688	647	783	1 146
France	663	653	660	668	689	700	706	720	724	734
Allemagne	485	488	500	526	537	585	628	622	652	712
Grèce	400	418	434	435	474	465	504	698	777	632
Hongrie	105	115	131	163	145	201	254	205	299	336
Italie	345	325	365	379	391	376	466	491	511	494
Lettonie	123	142	204	237	321	319	331	344	356	404
Lituanie	122	162	219	268	323	344	356	357	453	508
Luxembourg	388	438	411	531	534	588	606	522	617	730
Monténégro	95	92	95	94	101	102	113	115	111	128
Pays-Bas	513	512	532	540	582	641	652	665	727	818
Macédoine du Nord	51	51	48	45	49	62	64	84	95	96
Norvège	1 142	1 183	1 300	1 300	1 310	1 414	1 480	1 339	1 195	1 445
Pologne	222	275	255	255	287	295	325	347	372	655
Portugal	246	255	250	253	282	297	283	318	313	337
Roumanie	117	130	133	175	193	206	219	215	210	200
Slovaquie	154	182	186	189	218	311	338	323	338	387
Slovénie	199	194	216	222	237	254	243	306	328	342
Espagne	228	239	215	247	258	255	249	271	322	350
Türkiye	153	153	164	180	221	224	226	216	190	228
Royaume-Uni	950	914	949	964	982	984	993	1 051	1 082	1 077
États-Unis	2 065	1 991	2 006	1 916	1 947	2 115	2 123	2 212	2 109	2 101
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>418</b>	<b>423</b>	<b>433</b>	<b>457</b>	<b>474</b>	<b>489</b>	<b>509</b>	<b>522</b>	<b>539</b>	<b>588</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>991</b>	<b>970</b>	<b>983</b>	<b>967</b>	<b>990</b>	<b>1 059</b>	<b>1 073</b>	<b>1 113</b>	<b>1 088</b>	<b>1 113</b>

**Tableau 7 : Personnel militaire (en milliers)**

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
Albanie	6,7	6,2	5,8	6,8	6,8	6,8	6,7	6,6	6,6	6,6
Belgique	30,5	29,7	28,8	27,8	26,5	23,3	22,8	22,1	21,4	21,4
Bulgarie	27,5	24,9	24,7	24,3	24,4	24,6	25,0	25,7	25,6	26,6
Canada	65,9	70,3	70,5	68,2	70,3	71,8	70,3	68,2	67,4	66,8
Croatie	15,4	15,1	14,8	14,8	15,0	14,8	14,7	14,9	14,4	14,0
Tchéquie	20,2	21,5	22,7	23,8	24,7	25,3	26,1	26,4	26,6	27,7
Danemark	16,9	17,2	17,3	16,7	17,2	16,3	16,9	16,9	16,7	16,7
Estonie	6,3	6,0	6,1	6,0	6,2	6,3	6,7	6,6	6,3	7,3
Finlande	32,5	31,0	31,3	31,0	31,8	31,1	31,3	31,1	30,5	31,0
France	207,0	204,8	208,1	208,2	208,2	207,8	207,6	207,6	207,1	207,3
Allemagne	178,8	177,2	177,9	179,8	181,5	183,8	183,9	183,9	183,2	181,7
Grèce	107,3	104,4	106,0	106,9	109,2	102,5	106,6	108,1	107,3	111,0
Hongrie	17,5	17,4	17,9	18,7	19,9	18,9	19,8	20,0	19,7	20,1
Italie	183,5	178,4	176,3	174,6	174,1	176,4	173,4	170,3	170,0	170,7
Lettonie	4,6	4,8	5,2	5,5	5,9	6,0	6,4	6,5	6,4	6,7
Lituanie	8,6	11,8	11,8	13,5	14,3	14,9	15,1	15,2	15,7	17,9
Luxembourg	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9
Monténégro	1,9	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5	1,9	1,6	1,6	1,7
Pays-Bas	41,2	40,6	40,0	39,5	39,3	39,7	40,4	40,9	40,6	40,8
Macédoine du Nord	6,5	6,8	6,6	6,3	6,5	6,4	6,4	6,1	5,9	5,7
Norvège	21,0	20,9	20,5	20,2	20,2	19,2	20,6	23,1	23,5	24,0
Pologne	99,0	98,9	101,6	105,3	109,5	113,1	116,2	166,8	176,0	202,3
Portugal	30,7	28,3	29,8	27,8	26,9	23,8	23,7	25,3	22,5	22,4
Roumanie	65,1	64,5	63,4	64,0	64,0	64,5	66,4	68,6	66,7	64,0
Slovaquie	12,4	12,4	12,2	12,2	12,2	12,7	13,1	13,7	13,9	13,8
Slovénie	6,8	6,6	6,5	6,3	6,2	6,0	6,0	6,0	5,8	5,7
Espagne	121,8	121,6	121,0	117,7	117,4	117,0	118,7	118,7	117,3	110,6
Türkiye	426,6	384,8	359,3	416,7	444,3	441,8	433,0	450,0	455,9	463,7
Royaume-Uni	168,7	141,4	139,5	149,4	146,6	144,0	147,3	148,2	143,6	139,5
États-Unis	1 338,2	1 314,1	1 301,4	1 305,9	1 317,4	1 329,2	1 346,7	1 349,0	1 317,0	1 317,0
<b>Alliés européens et Canada</b>	<b>1 891</b>	<b>1 811</b>	<b>1 788</b>	<b>1 857</b>	<b>1 893</b>	<b>1 884</b>	<b>1 897</b>	<b>1 969</b>	<b>1 969</b>	<b>2 029</b>
<b>Total OTAN</b>	<b>3 229</b>	<b>3 125</b>	<b>3 090</b>	<b>3 163</b>	<b>3 210</b>	<b>3 213</b>	<b>3 243</b>	<b>3 318</b>	<b>3 286</b>	<b>3 346</b>

Notes : Les chiffres pour 2023 sont des estimations. L'agrégat Alliés européens et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020, et, à compter de 2023, la Finlande, qui est devenue membre de l'Alliance le 4 avril 2023.

**Tableau 8a : Répartition des dépenses de défense par catégorie principale**  
(en pourcentage des dépenses de défense totales)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>Équipement (a)</b>										
Albanie	16,65	8,92	8,01	6,96	9,42	14,61	15,00	15,12	17,05	25,19
Belgique	3,52	3,44	4,72	6,52	10,15	11,06	13,88	19,47	20,36	20,22
Bulgarie	1,03	3,47	9,15	8,10	9,65	59,74	8,44	11,05	15,70	29,32
Canada	13,03	10,47	10,61	10,70	11,94	13,84	14,67	12,07	11,33	14,37
Croatie	5,56	8,01	7,51	5,69	3,37	6,55	9,06	30,01	31,19	23,91
Tchéquie	6,53	11,75	6,70	11,55	11,16	16,44	17,31	20,47	24,69	25,83
Danemark	10,99	11,50	13,68	10,39	11,66	16,21	17,65	17,19	18,72	13,35
Estonie	22,15	12,82	17,86	19,22	16,51	15,50	23,00	23,18	20,07	29,31
Finlande	13,68	14,15	14,04	13,35	13,56	21,14	21,63	19,88	33,54	50,80
France	24,64	25,04	24,44	24,17	23,66	24,53	26,62	27,85	28,64	28,19
Allemagne	12,94	11,93	12,21	11,77	12,36	14,69	17,45	16,69	17,23	23,89
Grèce	8,17	10,40	13,45	11,28	11,03	11,55	10,70	37,24	42,29	35,57
Hongrie	7,76	9,75	13,37	18,54	12,63	36,46	45,57	36,40	47,58	39,22
Italie	10,92	9,72	19,09	20,68	19,13	17,00	18,56	23,23	22,77	20,46
Lettonie	7,55	13,60	19,05	15,01	31,85	21,65	20,53	22,07	24,65	26,33
Lituanie	14,06	21,55	30,06	31,61	36,98	37,57	33,71	22,32	36,62	23,06
Luxembourg	22,61	33,33	30,07	42,06	45,18	49,71	50,15	39,58	45,10	41,44
Monténégro	7,46	5,43	4,46	4,97	11,14	14,96	20,96	20,54	22,85	24,00
Pays-Bas	10,68	11,16	14,14	14,75	16,39	20,34	22,13	23,85	14,78	25,50
Macédoine du Nord	5,92	11,13	8,37	6,47	11,09	13,82	11,53	21,77	24,13	34,19
Norvège	20,42	21,83	23,37	24,63	25,60	28,76	28,41	29,19	28,39	28,26
Pologne	18,84	33,20	21,62	22,04	27,51	23,36	29,31	33,89	32,42	53,57
Portugal	8,43	8,70	9,95	11,42	15,48	16,61	17,36	16,54	18,00	22,06
Roumanie	15,77	19,65	20,43	33,34	33,47	25,59	23,12	21,57	25,51	21,94
Slovaquie	11,12	18,28	15,32	17,74	22,27	40,07	31,84	32,34	36,54	24,26
Slovénie	0,66	1,85	1,02	4,04	5,98	7,11	5,69	14,56	22,38	24,05
Espagne	13,49	14,82	6,65	20,39	21,83	21,02	19,43	22,47	20,89	28,10
Türkiye	25,08	25,13	25,55	30,30	37,64	34,32	30,73	29,31	28,43	28,75
Royaume-Uni	22,82	21,75	21,24	22,29	22,25	22,85	23,83	29,50	31,42	33,37
États-Unis	25,97	25,41	25,05	25,73	27,06	29,06	29,69	28,70	27,85	28,75
<b>Personnel (b)</b>										
Albanie	68,05	78,15	68,05	68,20	70,70	62,89	64,41	63,57	60,05	39,53
Belgique	77,84	78,23	76,80	75,20	70,69	68,38	63,58	56,79	49,89	49,92
Bulgarie	72,84	73,66	65,64	68,33	62,99	29,42	63,79	65,59	57,80	52,65
Canada	50,90	53,76	53,11	57,37	51,02	49,54	49,23	49,92	48,44	46,75
Croatie	76,55	72,28	75,40	71,72	76,96	73,71	76,15	56,71	55,38	56,83
Tchéquie	61,40	55,25	61,95	56,11	54,57	51,82	49,72	44,70	42,84	39,16
Danemark	51,27	52,01	49,51	47,01	49,88	48,25	46,07	48,31	40,88	29,85
Estonie	38,62	39,56	38,70	34,89	33,83	34,18	32,67	33,61	29,47	22,93
Finlande	40,24	37,88	38,86	40,52	38,95	34,47	33,84	35,36	28,64	19,48
France	48,59	47,79	47,94	47,98	46,90	45,59	44,01	42,99	42,33	41,74
Allemagne	50,67	49,86	48,35	48,96	47,99	45,26	42,22	42,28	39,26	36,74
Grèce	77,18	72,05	73,13	76,56	78,76	77,08	74,58	53,78	45,92	54,94
Hongrie	49,77	48,21	49,66	37,13	42,33	35,37	27,18	38,74	31,42	25,00
Italie	76,41	77,55	70,79	67,58	68,16	70,21	67,52	63,73	63,67	62,04
Lettonie	52,97	50,06	43,87	38,59	34,32	33,53	37,15	37,24	36,53	37,04
Lituanie	57,53	48,49	45,50	40,79	37,47	40,02	41,33	42,58	33,21	33,43
Luxembourg	49,31	42,77	45,56	34,40	33,42	30,76	30,13	34,58	28,78	21,89
Monténégro	78,53	78,03	75,32	80,87	73,50	71,39	64,66	59,90	61,12	58,40
Pays-Bas	56,50	55,51	51,77	52,19	51,16	49,27	48,49	47,86	47,04	42,64
Macédoine du Nord	72,49	70,95	71,26	75,25	71,53	61,93	63,33	51,03	42,80	47,72
Norvège	40,64	39,96	38,60	37,08	36,43	34,78	34,51	34,15	34,22	34,22
Pologne	51,45	41,96	47,15	50,04	46,14	46,91	44,71	43,55	42,72	27,46
Portugal	81,27	81,90	81,38	80,19	74,75	70,51	71,15	63,31	62,14	57,70
Roumanie	71,15	63,30	65,01	54,67	54,48	57,90	59,20	57,79	55,03	59,68
Slovaquie	69,14	56,24	58,72	58,21	54,74	40,81	42,34	46,61	42,77	37,48
Slovénie	82,31	82,23	76,03	75,04	72,38	69,07	72,75	61,99	53,77	48,96
Espagne	67,34	65,18	72,61	61,64	59,64	61,86	62,54	58,70	52,70	48,06
Türkiye	56,88	56,82	57,60	51,02	45,18	48,38	50,64	47,88	45,27	38,18
Royaume-Uni	36,59	36,80	35,27	34,54	33,75	34,07	33,80	31,49	29,74	30,44
États-Unis	35,45	36,64	45,01	41,53	39,74	38,72	38,47	28,34	29,25	26,96

Note : Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

(a) Les dépenses d'équipement englobent les dépenses afférentes aux matériels d'importance majeure et les coûts de R&D liés à ces matériels.

(b) Les dépenses de personnel se composent des dépenses liées au personnel militaire et civil et des pensions.

**Tableau 8b : Répartition des dépenses de défense par catégorie principale**  
(en pourcentage des dépenses de défense totales)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023e
<b>Infrastructure (c)</b>										
Albanie	0,86	1,40	1,37	0,92	1,09	1,64	1,39	3,61	5,12	19,24
Belgique	1,81	0,93	0,96	1,05	1,43	1,19	1,00	0,82	2,67	3,58
Bulgarie	0,63	1,27	0,63	0,83	2,62	1,09	7,71	4,93	6,96	1,36
Canada	3,81	3,63	3,03	2,98	3,58	2,72	3,07	3,22	2,64	4,63
Croatie	1,24	1,98	1,26	3,59	1,00	1,41	1,53	0,55	0,71	4,19
Tchéquie	2,34	3,32	3,91	3,99	5,31	5,27	7,41	6,24	4,32	9,14
Danemark	0,97	1,09	2,16	1,95	1,49	1,85	1,84	4,08	3,07	2,44
Estonie	8,20	8,45	12,15	11,27	8,52	6,13	6,65	5,55	8,02	7,01
Finlande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	0,37	0,63	0,52	0,42
France	2,33	2,80	2,70	2,88	3,51	3,13	2,88	3,04	3,01	3,60
Allemagne	3,75	3,60	3,39	4,06	4,15	3,99	3,78	3,74	3,54	3,46
Grèce	1,10	0,65	0,58	0,79	0,62	0,20	0,18	0,26	0,26	0,50
Hongrie	1,07	1,21	1,13	1,31	1,68	2,64	1,41	9,16	2,23	4,19
Italie	1,40	1,30	0,70	0,94	1,29	0,67	0,97	1,48	1,95	3,10
Lettonie	8,89	6,64	12,83	15,02	6,45	10,30	11,85	5,28	4,31	6,92
Lituanie	2,17	2,16	3,59	3,92	2,24	2,40	1,25	2,47	4,54	13,40
Luxembourg	10,26	7,79	6,64	4,64	5,05	3,16	3,42	7,28	4,96	13,88
Monténégro	0,96	2,47	2,41	0,88	1,86	1,48	1,33	5,26	0,49	5,16
Pays-Bas	4,77	3,19	3,90	3,02	3,46	3,26	3,14	2,99	3,32	4,56
Macédoine du Nord	1,24	1,67	1,28	1,01	0,95	3,89	2,78	3,09	3,09	1,64
Norvège	5,71	5,30	6,56	6,93	6,67	5,87	6,55	6,45	5,64	5,78
Pologne	5,47	4,74	4,62	4,21	3,45	4,78	4,31	3,71	4,12	4,01
Portugal	0,11	0,25	0,06	0,03	0,05	0,11	0,08	0,11	0,07	0,05
Roumanie	1,09	1,27	2,77	2,09	1,54	3,53	4,29	7,06	4,19	4,49
Slovaquie	0,57	1,99	3,75	2,97	2,00	1,17	5,21	1,46	2,60	2,91
Slovénie	0,65	0,61	1,14	0,45	1,40	0,57	1,10	1,31	1,92	7,35
Espagne	0,66	0,97	0,97	0,68	0,64	0,98	1,07	1,08	0,76	1,67
Türkiye	2,77	2,56	2,42	2,95	2,53	2,26	2,22	7,49	7,63	22,52
Royaume-Uni	1,95	1,63	1,87	2,25	2,99	2,11	1,72	1,72	2,88	2,56
États-Unis	1,71	1,45	1,22	1,23	1,17	1,38	1,33	1,27	1,32	1,49
<b>Autres dépenses (d)</b>										
Albanie	14,44	11,53	22,57	23,92	18,79	20,86	19,20	17,70	17,78	16,03
Belgique	16,83	17,40	17,52	17,23	17,72	19,36	21,54	22,92	27,08	26,27
Bulgarie	25,51	21,60	24,57	22,74	24,74	9,74	20,05	18,43	19,54	16,67
Canada	32,26	32,14	33,25	28,95	33,46	33,90	33,04	34,79	37,60	34,26
Croatie	16,65	17,73	15,83	18,99	18,67	18,33	13,27	12,73	12,72	15,06
Tchéquie	29,73	29,67	27,45	28,35	28,95	26,47	25,56	28,58	28,15	25,87
Danemark	36,78	35,40	34,65	40,66	36,97	33,69	34,44	30,42	37,33	54,35
Estonie	31,03	39,18	31,30	34,62	41,14	44,20	37,68	37,65	42,44	40,74
Finlande	46,08	47,96	47,10	46,13	47,49	44,10	44,16	44,12	37,30	29,30
France	24,43	24,37	24,92	24,97	25,92	26,74	26,49	26,12	26,02	26,47
Allemagne	32,63	34,61	36,05	35,20	35,49	36,06	36,55	37,29	39,96	35,91
Grèce	13,55	16,90	12,84	11,37	9,60	11,17	14,55	8,72	11,53	8,98
Hongrie	41,40	40,83	35,84	43,01	43,36	25,53	25,84	15,70	18,76	31,59
Italie	11,27	11,42	9,42	10,80	11,43	12,11	12,95	11,56	11,61	14,40
Lettonie	30,59	29,69	24,25	31,38	27,38	34,51	30,46	35,42	34,51	29,72
Lituanie	26,24	27,79	20,85	23,67	23,30	20,01	23,71	32,63	25,63	30,11
Luxembourg	17,82	16,11	17,73	18,90	16,35	16,37	16,30	18,57	21,15	22,80
Monténégro	13,06	14,07	17,80	13,27	13,50	12,16	13,06	14,30	15,53	12,44
Pays-Bas	28,05	30,14	30,20	30,04	28,99	27,13	26,24	25,29	34,85	27,29
Macédoine du Nord	20,34	16,25	19,09	17,26	16,43	20,36	22,37	24,10	29,98	16,45
Norvège	33,24	32,90	31,46	31,36	31,30	30,59	30,53	30,21	31,75	31,74
Pologne	24,24	20,11	26,61	23,71	22,89	24,95	21,67	18,85	20,74	14,96
Portugal	10,19	9,15	8,61	8,35	9,72	12,77	11,41	20,04	19,79	20,18
Roumanie	11,98	15,78	11,79	9,90	10,51	12,99	13,38	13,58	15,26	13,89
Slovaquie	19,16	23,49	22,22	21,08	20,99	17,95	20,60	19,59	18,09	35,35
Slovénie	16,38	15,31	21,80	20,47	20,24	23,25	20,46	22,14	21,94	19,64
Espagne	18,50	19,03	19,78	17,28	17,89	16,14	16,96	17,76	25,65	22,17
Türkiye	15,27	15,49	14,43	15,73	14,65	15,04	16,41	15,32	18,67	10,55
Royaume-Uni	38,63	39,82	41,62	40,92	41,01	40,97	40,65	37,29	35,96	33,63
États-Unis	36,87	36,51	28,73	31,52	32,03	30,84	30,51	41,69	41,58	42,81

Note : Les chiffres pour 2023 sont des estimations.

(c) Les dépenses d'infrastructure correspondent aux dépenses liées à l'infrastructure commune de l'OTAN et aux constructions militaires nationales.

(d) Les autres dépenses comprennent les dépenses de fonctionnement et de maintenance, les autres dépenses de R&D et les dépenses des catégories non énumérées ci-dessus.

## Dépenses de défense des pays de l'OTAN

Par dépense de défense, l'OTAN entend un paiement effectué par un gouvernement national dans le but exprès de répondre aux besoins des forces armées du pays, des Alliés ou de l'Alliance. Les dépenses de défense se composent majoritairement des montants qui sont consacrés aux forces armées financées sur le budget du ministère de la Défense. Les forces armées comprennent les forces terrestres, les forces maritimes et les forces aériennes, ainsi que les formations interarmées, telles que l'administration et le commandement, les forces d'opérations spéciales, le service médical, le commandement logistique, le commandement de l'espace, le commandement cyber, etc. Elles peuvent comprendre d'« autres forces », notamment les forces du ministère de l'Intérieur, les forces de la police nationale, les gendarmes, les carabiniers et les garde-côtes. Pour ces forces, ne sont comptabilisés comme dépenses que les montants consacrés aux éléments qui reçoivent une formation tactique, qui sont équipés comme des forces militaires, qui peuvent opérer sous commandement militaire direct au cours d'opérations et qui sont aptes à être déployés en dehors du territoire national à l'appui d'une force militaire. Entrent également dans les dépenses de défense les dépenses consacrées aux « autres forces » qui sont à la charge de ministères autres que celui de la Défense.

Les pensions versées directement par les États aux militaires retraités et au personnel civil retraité des services militaires entrent dans les dépenses de défense, que ces montants proviennent du budget du ministère de la Défense ou de celui d'autres ministères.

Les dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et aux opérations humanitaires (prises en charge par le ministère de la Défense ou par d'autres ministères), les dépenses consacrées à la destruction d'armes, d'équipements et de munitions, les contributions versées aux fonds d'affectation spéciale gérés par l'OTAN, et les dépenses liées à l'inspection et au contrôle de la destruction d'équipements entrent dans les dépenses de défense.

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont incluses elles aussi dans les dépenses de défense. Elles comprennent les dépenses relatives à des projets qui ne débouchent pas sur la production d'équipements.

Les dépenses relatives à l'élément militaire d'activités mixtes, c'est-à-dire comprenant un élément civil et un élément militaire, n'entrent dans les dépenses de défense que si l'on peut rendre compte isolément de l'élément militaire ou l'évaluer de manière distincte.

Les dépenses effectuées au titre de l'infrastructure commune de l'OTAN n'entrent dans le total des dépenses de défense de chacun des pays qu'à hauteur de la contribution nette de ces pays.

La réparation des dommages causés en temps de guerre et les dépenses de défense civile n'entrent pas dans la définition OTAN des dépenses de défense.

L'OTAN utilise le dollar des États-Unis comme dénominateur monétaire commun. Le taux de change appliqué à chaque pays est le taux annuel moyen publié par le Fonds monétaire international.

L'Islande ne possède pas de forces armées. Pour les pays de la zone euro et le Monténégro, les valeurs monétaires sont exprimées en euros pour toutes les années. La Lettonie a adopté l'euro en 2014, la Lituanie en 2015 et la Croatie en 2023. Le Monténégro a adhéré à l'Alliance en 2017, la Macédoine du Nord en 2020 et la Finlande en 2023.

Pour éviter toute ambiguïté, l'exercice indiqué correspond à l'année qui est la mieux représentée, en nombre de mois, dans la fourchette considérée : ainsi, 2023 représente l'exercice 2023/2024 pour le Canada et le Royaume-Uni, et l'exercice 2022/2023 pour les États-Unis. Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent s'écarter de la somme de leurs composantes.

### Signes conventionnels

e	estimation
–	néant
..	non disponible
	rupture de continuité dans la série

### Nomenclature des dépenses de défense des pays de l'OTAN

1	Dépenses de fonctionnement
1.1	Personnel militaire
1.1.1	Rémunérations et indemnités
1.1.2	Contributions de l'employeur aux caisses de retraite
1.1.3	Autres dépenses
1.2	Personnel civil
1.2.1	Traitements et indemnités
1.2.2	Contributions de l'employeur aux caisses de retraite
1.3	Pensions de retraite
1.3.1	Pensions de retraite versées aux militaires
1.3.2	Pensions de retraite versées aux civils
1.4	Fonctionnement et maintenance
1.4.1	Munitions et explosifs (à l'exclusion des armes nucléaires)
1.4.2	Produits pétroliers
1.4.3	Pièces de rechange
1.4.4	Autres matériels et fournitures
1.4.5	Loyers
1.4.6	Autres dépenses de fonctionnement et de maintenance
2	Acquisitions et constructions
2.1	Équipements majeurs
2.1.1	Systèmes de missile
2.1.2	Missiles (armement conventionnel)
2.1.3	Armes nucléaires
2.1.4	Aéronefs
2.1.5	Artillerie
2.1.6	Véhicules de combat
2.1.7	Génie
2.1.8	Armes, y compris de petit calibre
2.1.9	Véhicules de transport
2.1.10	Navires et embarcations portuaires
2.1.11	Matériel électronique et de télécommunications
2.2	Constructions militaires nationales
2.3	Infrastructure commune de l'OTAN
2.3.1	Dépenses effectuées en qualité de pays hôte
2.3.2	Paiements à d'autres pays

2.3.3	Paiements reçus d'autres pays
2.3.4	Terrains et services collectifs
3	Recherche et développement
3.1	Dépenses de R&D pour les équipements majeurs
3.2	Autres dépenses de R&D
4	Autres dépenses
5	Total
6	Différences statistiques
7	Total ajusté

### Catégories principales de dépenses de défense

- Équipement (tableau 8a) – lignes 2.1 + 3.1
- Personnel (tableau 8a) – lignes 1.1 + 1.2 + 1.3
- Infrastructure (tableau 8b) – lignes 2.2 + 2.3
- Autres (tableau 8b) – lignes 1.4 + 3.2 + 4







OTAN  
1110 Bruxelles – Belgique  
[www.nato.int](http://www.nato.int)

© OTAN 2024